

**RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS**  
**JUILLET 2014**  
**N°141**

# SOMMAIRE

*Conseils des 17 et 31 juillet 2014*

	<i>Pages</i>
<b><u>PARTIE 1</u> : DELIBERATIONS</b>	<b>3</b>
<b><u>PARTIE 2</u> : DECISIONS</b>	<b>431</b>
<b><u>PARTIE 3</u> : ARRETES</b>	<b>618</b>



## PARTIE 1 - DELIBERATIONS

	<i>Pages</i>
HORS COMMISSION	10
ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES	57
AMENAGEMENT ET URBANISME	80
CULTURE	104
DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE	152
EAU ET MILIEUX AQUATIQUES	229
EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE	257
ENVIRONNEMENT	270
ESPACE PUBLIC	291
FINANCES	294
LOGEMENT	235
POLITIQUE DE LA VILLE	351
PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS	352
RESSOURCES HUMAINES	353
SPORTS ET TRADITIONS	371
TRANSPORTS ET MOBILITE	391

## HORS COMMISSION

Métropole - Saisine des conseils municipaux pour qu'ils se prononcent sur l'obtention par décret du statut de métropole au sens de l'article L.5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ( <b>Conseil du 17 juillet 2014</b> )	11
Vœu en faveur de la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM)	15
Projets d'Intérêt Commun 2014 - Adoption	18
Protection des animaux - Mandat pour la réalisation du refuge et de la fourrière pour animaux errants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Compte rendu annuel à la collectivité et quitus - Approbation	22
Organismes extérieurs - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Établissements scolaires - Désignation complémentaire	25
Composition des commissions - Désignation complémentaire - Approbation	28
Organismes Extérieurs - OPH-ACM - Office Public de l'Habitat De La Communauté D'agglomération de Montpellier - Représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Modification	30
Groupement d'intérêt public pour le développement social et urbain de l'agglomération (GIP DSUA) de Montpellier - Désignation des représentants au sein du Conseil d'administration	32
Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale BRL - Rapport annuel 2013 de l'administrateur - Approbation	34
Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale TaM - Rapport Annuel 2013 de l'administrateur - Approbation	37
Organismes Extérieurs - Société Publique Locale d'Aménagement Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) - Rapport annuel 2013 de l'administrateur - Approbation	40
Organismes Extérieurs - Société Publique Locale d'Aménagement - L'Or Aménagement - Rapport annuel 2013 de l'administrateur - Approbation	45
Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SERM - Société Publique Locale d'Aménagement SAAM - Rapports Spéciaux 2013 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique - Approbation	48
Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale MONTPELLIER EVENTS - Rapport Annuel 2013 de l'Administrateur - Approbation	51
Organismes Extérieurs - Société Anonyme d'Economie Mixte Locale SOMIMON - Rapport Annuel 2013 de l'Administrateur - Approbation	54

## ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES

Règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation	58
Rapport d'activité de la Commission Consultative des Services Publics Locaux - Approbation	60
Règlement intérieur de la Commission de Contrôle des Comptes - Approbation	63
Marché n°3726AJ14 Prestations de conseil juridique et de représentation juridique dans le cadre des règlements des litiges pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Lancement de la procédure - Autorisation de signature des marchés	67
Marché n°3709MG14 d'acquisition et livraison de vêtements professionnels et équipements de protection individuelle - Convention constitutive de groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Montpellier, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve lès Maguelone, Castries et le CCAS de Montpellier - Lancement de la consultation - Autorisation de signature	70
Marché n°3727MG14 de gardiennage - Lancement de la consultation - Autorisation de signature	73
Marché n°3710MG14 d'entretien, contrôle et maintenance du Parc Automobile de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de lancer un appel d'offre et signer le marché	75
Marché n°3713MG14 d'achat et livraison de papier pour photocopieurs et imprimantes - Convention constitutive de Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Jacou, Pignan, St Geniès des Mourgues, Villeneuve lès Maguelone, Pérols, Cournonterral, Cournonsec - Lancement de la consultation - Autorisation de signature	77

## AMENAGEMENT ET URBANISME

Révision des Cartes Stratégiques de Bruit et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE)- Convention de groupement de commandes avec les communes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes - Lancement de la consultation et signature du marché - Approbation	81
Ecocité - Communes de Lattes et de Pérols - Concession d'aménagement Ode à la Mer - Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) - Compte rendu annuel à la Collectivité - Avenant n°2 à la concession - Approbation - Autorisation de signature	85
Secteur de la Mogère - Déclaration de projet sur l'intérêt général de l'opération d'aménagement de ZAC - Mise en compatibilité du PLU de Montpellier	89
Secteur de la Mogère - Dossier de Réalisation de la ZAC et Programme des Equipements Publics - Approbation	93
Commune de Montpellier - ZAD Pont Trinquat Méjanelle - Constitution d'une réserve foncière - Acquisition de la propriété cadastrée SR 14, 16, 17, 18 et 20 - Autorisation de signature	97
Secteur de la Mogère - Concession d'aménagement OZ Montpellier Nature Urbaine - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°2 à la concession - Convention d'avance de trésorerie - Avenant n°1 à la convention - Approbation	99

## CULTURE

Association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon - Affectation d'une subvention complémentaire exceptionnelle - Approbation	105
Établissement Public de Coopération Culturelle Opéra Orchestre de Montpellier Languedoc-Roussillon - Désignation des membres	107
Jury de concours de maîtrise d'œuvre - Médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez - Élection	110
Planétarium Galilée - Jours et heures d'ouverture - Modification - Approbation	114
Ecolothèque - Modifications tarifaires - Approbation	117
Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Convention de dépôt-vente d'ouvrages avec la Commune d'Apt - Autorisation de signature	120
Musée Fabre - Renouvellement de la charte relative au label "Tourisme & Handicap" - Autorisation de signature	122
Convention de partenariat entre le musée Fabre et l'École du Louvre pour le cycle de cours 2014-2015 - Autorisation de signature	124
Conservatoire à Rayonnement Régional - Demandes de subventions 2015 - Approbation	127
Prise en charge de frais de déplacement dans le cadre de l'activité des institutions et établissements culturels - Approbation	129
Partenariat pédagogique et artistique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et l'Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon - Convention - Autorisation de signature	132
Convention de partenariat pédagogique entre le Conservatoire à Rayonnement Régional et le Centre de Ressources d'Expertise et Performance Sportive (CREPS) de Montpellier - 2014 /2015 - Autorisation de signature	135
Musée Fabre - Marché n°3670DC14 de maintenance multi-technique - Lancement d'un appel d'offre européen - Autorisation de signature et Approbation	138
Médiathèque Centrale d'Agglomération Émile Zola - Marchés n°3583DC14 - Nettoyage et maintenance multi-technique de la Médiathèque Centrale d'Agglomération et des archives municipales - Autorisation de signature	140
Convention relative aux classes à horaires aménagés musique des écoles Gambetta et Auguste Comte à Montpellier entre la Direction Académique de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour son Conservatoire à Rayonnement Régional- Approbation- Autorisation de signature	143
Musée Fabre - Conventions de partenariat pour les publics spécifiques avec l'Atelier Thérapeutique Occupationnel Terres Blanches, la Fédération des Aveugles de France, l'Association des Paralysés de France, le Centre d'Éducation des Enfants Sourds et Déficients Auditifs 34 et le CHRU de Montpellier - Autorisation de signature	146
Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie - Marché de travaux n°3131DC12 - Lot n°1 Gros œuvre; façades; réseaux - Avenant n°2 - Autorisation de signature	149

## DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE

Projet de Zone d'Aménagement Concerté Charles Martel Extension - Villeneuve-lès-Maguelone - Dossier de demande de dérogation auprès du Conseil National pour la Protection de la Nature - Approbation	153
Convention constitutive de groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les communes membres pour l'acquisition de logiciels - Avenant n°1 - Autorisation de signature	156
Montpellier In Game 2014 - Partenariat avec l'Institut De l'Audiovisuel et des Télécom en Europe (IDATE) pour le MIG 2014 - Convention - Attribution de subvention - Autorisation de signature	158
Association Novae LR - Attribution de subvention et hébergement de la Maison du Numérique à Cap Oméga - Convention - Autorisation de signature	161
Ecocité/Cité intelligente - Programme dédié aux entreprises innovantes - Règlement de l'Appel à idées - Approbation	164
Ecocité/Cité intelligente - Programme de recherche et développement (PRD5') portant sur le risque inondation - Autorisation de signature	168
Association des villes et collectivités pour les communications électroniques et l'audiovisuel (AVICCA) - Adhésion	172
Convention 2014 de partenariat avec Invest Sud de France - Autorisation de signature	174
Plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu - Attribution de subvention à l'association EUPIC pour 2014 - Convention - Autorisation de signature	177
Convention de financement entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Économiques - Autorisation de signature	181
Soutien aux manifestations - Attribution de subventions - Conventions - Autorisation de signature	184
Corum, Palais des congrès, Opéra et Zénith Sud - Exploitation des équipements - Avenant n°3 à la convention de délégation de service public - Autorisation de signature	190
Équipements Corum, Palais des Congrès, Opéra et Zénith Sud - Convention de délégation de Service Public - Garantie d'emprunt à la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale Montpellier Events - Approbation	193
Concession d'aménagement Parc Eureka - Commune de Castelnau-le-Lez et de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale - Approbation	196
ZAC Euromédecine - Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	200
ZAC GAROSUD et GAROSUD EXTENSION - Communes de Montpellier et de Lattes - Compte rendu Annuel à la Collectivité - Avenant - Approbation - Autorisation de signature	204
Parc d'activités Marcel Dassault - Saint-Jean-de-Védas - Concession d'aménagement - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°10 de prolongation - Approbation - Autorisation de signature	207
Parc d'activités Marcel Dassault 2° extension - Saint-Jean-de-Védas - Concession d'aménagement - Compte rendu annuel à la collectivité - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de signature	210
ZAC Descartes - Lavérune - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°3 - Approbation - Autorisation de Signature	213
ZAC Charles Martel - Villeneuve-lès-Maguelone - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°4 - Approbation - Autorisation de signature	216
Parc d'activités du Salaison - Vendargues - Mandat d'études et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison confié à la SAAM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°1 - Approbation	218
ZAC Hippocrate - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité Locale - Avenant à la convention d'avance de trésorerie - Approbation	221
Port Marianne Portes de la Méditerranée (Odysseum) - Montpellier - Concession d'aménagement avec la SERM - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Avenant n°10 - Approbation - Autorisation de signature	224
ZAC Odysseum Est - Commune de Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	227

## EAU ET MILIEUX AQUATIQUES

Extension de la Station d'épuration de MAERA - Approbation du programme - Choix d'une assistance technique, administrative et financière - Lancement de la consultation et demande d'aides financières	230
Commune de Vendargues - ZAC Via Domitia - Programme des équipements publics - Approbation	233
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute pour l'année 2013 - Approbation	236
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'assainissement pour l'année 2013 - Approbation	241
Service Public de l'Assainissement Collectif - Contrats de Délégation de Service Public avec la Société Véolia - Procédure de fin de contrats - Avenants- Autorisation de signature	245
Service public de l'Assainissement Collectif - Communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques - Contrat de Délégation de Service Public avec la Société Lyonnaise des Eaux - Procédure de fin de contrat - Avenant n° 2 - Autorisation de signature	248
Protection contre les inondations dans la vallée de la Mosson - Commune de Lavérune - Programme d'aménagements et demande d'aides financières pour les études multicritères - Approbation	251
Protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues - Demande d'arrêté préfectoral d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées - Approbation	254

## EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE

Avenant à la convention cadre de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle Emploi Hérault - Autorisation de signature	258
Village d'entreprises artisanales et de services (VEAS) Hannibal et restructuration du secteur du Frigoulet - Cournonsec - Convention publique d'aménagement - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	261
ZAC Parc 2000 et première Extension - Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	264
ZAC Parc 2000 2ème Extension - Montpellier - Compte Rendu Annuel à la Collectivité - Approbation	267

## ENVIRONNEMENT

Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation Amétyst - Avenant n°1 - Autorisation de signature	271
Marché n°3728GD14 de collecte des déchets en Points d'Apport Volontaire - Procédure d'appel d'offres - Autorisation de lancer et signer le marché	273
Réhabilitation des anciennes décharges de Saint-Brès, Saint Georges d'Orques et Murviel les Montpellier - Attribution d'un fonds de concours - Convention - Autorisation de signature	275
Rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets pour l'année 2013	278
Adhésion 2014 aux associations AMORCE et METHEOR - Approbation	285
Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation Amétyst - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	287
Traitement des déchets ménagers et assimilés - Mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation Amétyst - Compte rendu annuel à la collectivité - Approbation	289

## ESPACE PUBLIC

Voirie - Convention avec la société Orange pour le déplacement et l'enfouissement des réseaux de communication électronique rue de Cholet et rue de la Castelle à Montpellier - Autorisation de signature	292
---	-----

## FINANCES

Affectation du résultat de l'exercice 2013 - Budget principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption	295
Affectation du résultat de l'exercice 2013 - Budget annexe des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption	297

**FINANCES**

Affectation du résultat de l'exercice 2013 - Budget annexe du service assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption	299
Affectation du résultat de l'exercice 2013 - Budget annexe du service public d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption	301
Affectation du résultat de l'exercice 2013 - Budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption	303
Affectation du résultat de l'exercice 2013 - Budget annexe de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Adoption	305
Budget Supplémentaire 2014 - Adoption	307
Affectation des subventions 2014 - Adoption	317
Réaménagement de dette - Délégation de pouvoir - Adoption	322
Vote en autorisations de programme et crédits de paiement en lien avec le budget supplémentaire 2014 - Révisions - Modifications - Adoption	327

**LOGEMENT**

Construction de 165 logements sociaux à Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes - Attribution de subvention à l'OPH-ACM - Conventions - Autorisation de signature	336
Création de 20 logements sociaux - Quartier Figuerolles à Montpellier - rues du Général Claparède, du Général Vincent, St-Etienne, du Père Fabre, de Metz et du faubourg Figuerolles - Garantie d'emprunt à l'OPH ACM - Autorisation de signature	339
Construction de 8 logements en location-accession - Résidence "Indigo" - ZAC Roque Fraïsse à Saint-Jean-de-Védas - Garantie d'emprunt à la SA d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	342
Construction de 6 logements en location-accession - Résidence "Osmose" - ZAC Roque Fraïsse à Saint-Jean-de-Védas - Garantie d'emprunt à la société anonyme d'HLM FDI Habitat - Convention - Autorisation de signature	345
Observatoire des loyers du parc privé de l'Agglomération de Montpellier - Attribution d'une subvention à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) de l'Hérault - Autorisation de signature	348

**POLITIQUE DE LA VILLE**

Néant	351
-------	-----

**PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS**

Néant	352
-------	-----

**RESSOURCES HUMAINES**

Elections Professionnelles 2014 - Commissions Administratives Paritaires - Nombre de représentants - Approbation	354
Elections Professionnelles 2014 - Modalités de représentation au sein du Comité Technique et du Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Approbation	357
Modification du tableau des effectifs	361
Révision des modalités d'adhésion au Centre de Gestion de l'Hérault - Approbation	366
Avenant n°1 à la convention financière 2014 avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Autorisation de signature	369

**SPORTS ET TRADITIONS**

Complexe de rugby Yves du Manoir - Occupation temporaire du domaine public - Conventions transitoires de mise à disposition au Montpellier Rugby Club - Autorisation de signature	372
Stade de la Mosson "Mondial 98" - Aménagements - Mandat Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) d'études et de réalisation - Résiliation des marchés - Approbation	374
Piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - Tarifs - Adoption	377

**SPORTS ET TRADITIONS**

Piscine communautaire Héraclès à Saint-Brès - Avant-projet définitif - Avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre n°3034 - Approbation	383
Complexe sportif Jules Rimet à Sussargues - Gestion des installations - Convention - Autorisation de signature	386
Natation et patinage scolaire - Convention avec l'Éducation Nationale 2014/2015 - Autorisation de signature	389

**TRANSPORTS ET MOBILITE**

Tramway deuxième ligne - Protocole transactionnel avec Madame GUEMAR - Autorisation de signature	392
Tramway deuxième ligne - Parking de la place Charles de Gaulle à Castelnau le Lez - Convention d'occupation temporaire du domaine public par la société CIC Sud-Ouest - Autorisation de signature	395
Tramway Bouclage de la ligne 4 - Commission d'Indemnisation à l'Amiable - Désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier	397
Réseau Tramway - Avenant n°1 à la convention d'expérimentation avec le Laboratoire des Symbioses Tropicales et Méditerranéennes représenté par l'Institut de Recherche pour le Développement - Autorisation de signature	400
Tramway Bouclage Ligne 4 - Marché n°8.421 des Travaux d'infrastructures, dévoiement de réseaux humides, espaces verts et mobiliers urbains du bouclage de la Ligne 4 - Autorisation de signature	403
Réseau Tramway - Bouclage Ligne 4 - Dénomination des stations créées - Approbation	406
Avenant n°6 à la convention de Délégation du Service Public des Transports Urbains - Autorisation de signature	408
Diffusion de journaux gratuits - Convention d'occupation temporaire du domaine public avec le groupe Midi Libre et la société 20 minutes - Autorisation de signature	414
Convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain et autres segments d'achats - Autorisation de signature	416
Tramway deuxième ligne - Convention de mandat pour l'étude et la réalisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2013 - Approbation	418
Tramway troisième ligne, extension ouest de la première ligne et ligne 4 « la Circulade » - Mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée n°969T4 pour l'étude et la réalisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2013 - Approbation	422
Tramway Bouclage Quatrième Ligne - Convention de mandat n°2232 TaM pour l'étude et la réalisation - Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2013 - Approbation	427

## **HORS COMMISSION**





**SEANCE ORDINAIRE DU 17 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le dix-sept juillet à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. J. RAYMOND , M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, M. O. GIRAUDEAU suppléant de M. L. JAOU.**

**Pouvoir(s):**

**M. J.-F. AUDRIN à M. Philippe SAUREL, M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. D. BOUMAAZ à Mme F. JAMET, Mme C. DONADA à M. C. MEUNIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, M. R. REVOL à Mme C. JABADO.**

**Excusé(es):**

**Mme C. HART**

**Absent(es):**

**M. H. MARTIN, Mme V. PEREZ**

## **HORS COMMISSION – MÉTROPOLE - SAISINE DES CONSEILS MUNICIPAUX POUR QU’ILS SE PRONONCENT SUR L’OBTENTION PAR DÉCRET DU STATUT DE MÉTROPOLE AU SENS DE L’ARTICLE L.5217-1 DU CODE GÉNÉRAL DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La réforme territoriale souhaitée par le Président de la République et le Premier Ministre entre aujourd’hui dans une phase active. En effet, après la promulgation le 27 janvier dernier de la loi de modernisation de l’action publique territoriale et d’affirmation des métropoles, le gouvernement a présenté en conseil des ministres le 18 juin deux projets de loi. L’un porte sur une nouvelle organisation territoriale entraînant une montée en puissance conjointe des intercommunalités et des Régions ; l’autre porte notamment sur une nouvelle délimitation de leur périmètre. Dans ce cadre, la Région Languedoc-Roussillon serait amenée à fusionner avec la Région Midi-Pyrénées.

L’agglomération de Montpellier doit s’affirmer dans ce contexte de modernisation des territoires et saisir l’opportunité de se transformer en Métropole offerte par la loi du 27 janvier 2014. Il devient désormais nécessaire et vital que notre agglomération évolue vers le statut de métropole pour qu’elle conserve et renforce ses capacités de développement, d’aménagement et de préservation de la cohésion de son territoire dans le nouveau paysage territorial (1).

Cette transformation doit être consentie et négociée avec les communes. C’est pourquoi elle sera accompagnée d’un pacte de confiance avec les maires, leur garantissant la souveraineté communale dans le cadre de la coopération intercommunale (2).

Elle sera complétée par le lancement d’un dialogue métropolitain avec les communautés de communes et d’agglomération voisines (3).

En affirmant cette perspective métropolitaine, la Communauté d’Agglomération de Montpellier assume une responsabilité historique qui l’engage bien au-delà de ses 31 communes et pour les 30 années à venir.

### **1 - La réforme territoriale rend désormais nécessaire et vital que notre agglomération évolue vers le statut de métropole**

Les projets de loi tels que présentés par le gouvernement prévoient trois évolutions majeures :

- une réforme de la carte des Régions ramenant leur nombre de 22 à 14, prévoyant notamment un regroupement des Régions Languedoc-Roussillon et Midi-Pyrénées ;
- une montée en puissance des intercommunalités avec un changement de leur échelle à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2017 (elles devront regrouper au moins 20 000 habitants contre 5 000 aujourd’hui) ;
- un recentrage progressif des actions des conseils départementaux sur leurs compétences essentielles (compétences sociales, soutien aux communes, notamment dans les zones rurales, financement des services d’incendie et de secours).

Ces trois axes viennent compléter la loi du 27 janvier 2014 qui offre à la Communauté d’Agglomération de Montpellier la possibilité de se transformer en métropole sur la base d’une majorité qualifiée des communes.

L’article L 5217-1 modifié par l’article de loi précité précise notamment que *« sous réserve d’un accord exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population, peuvent obtenir par décret le statut de métropole, à leur demande : les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre qui forment, à la date de la création de la métropole, un ensemble de plus de 400 000 habitants et dans le périmètre desquels se trouve le chef-lieu de région [...] »*

La Communauté d’Agglomération de Montpellier satisfait à ces conditions car elle dispose à ce jour d’une population totale de 434 309 habitants et la Ville de Montpellier est le chef-lieu de la Région-Languedoc-Roussillon.

**Cette transformation en métropole devient indispensable pour que notre dynamique soit portée dans le paysage territorial à venir, pour que notre communauté développe son attractivité économique et qu’elle assure un développement durable de son territoire :**

- Elle est vitale pour que notre communauté, et plus largement notre territoire fassent entendre leur voix dans le paysage territorial à venir, la Métropole étant seule compétente,

sous l'impulsion de la Région et de l'Etat, pour définir et mettre en œuvre la politique de développement du territoire. Elle est ainsi le seul EPCI (Etablissement Public de Coopération Intercommunale) associé de plein droit à l'élaboration du contrat de plan Etat-Région (qui comporte un volet spécifique à la Métropole) et à l'élaboration, la révision et la modification des schémas et documents de planification en matière d'aménagement, de développement économique et d'innovation, de transports et d'environnement, d'enseignement supérieur et de recherche.

- Elle est cruciale pour préserver et développer le rayonnement et l'attractivité économique de notre territoire, la Métropole étant seule compétente, avec la Région, en application du Code Général des Collectivités Territoriales et dans le cadre du projet de loi portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République, pour soutenir les organismes de participation à la création ou à la reprise d'entreprises, participer au pilotage des pôles de compétitivité et au capital des sociétés d'accélération du transfert de technologie.

- Elle est essentielle pour garantir le développement équilibré de nos communes, la Métropole étant le seul EPCI doté de tous les leviers pour assurer une fonction d'autorité organisatrice de l'aménagement durable du territoire communautaire et se doter d'une véritable politique de cohésion sociale. En complément des compétences des EPCI en matière de planification territoriale (SCOT (Schéma de Cohérence Territoriale), PLH (Programme Local de l'Habitat), PDU (Plan de Déplacements Urbains), elle bénéficie en effet de leviers supplémentaires: elle élabore le PLUI (Plan Local d'Urbanisme Intercommunal), elle a la compétence exclusive en matière de gestion des grands réseaux urbains, (eau, gaz et électricité, réseaux de chaleur et de froid urbain, réseaux de télécommunication) et de voirie, elle porte une responsabilité renforcée en matière d'organisation de la transition énergétique. De même, elle peut bénéficier de capacités d'intervention élargies dans le champ du logement, notamment en direction des personnes défavorisées.

- Elle est décisive pour préserver nos ressources financières, seuls les statuts de Métropole et de Communauté Urbaine garantissent à ce stade, un montant minimum de DGF/habitant (Dotation Globale de Fonctionnement) de 60 euros.

## **2 - Cette évolution doit être consentie, partagée et négociée avec les communes :**

Cette transformation en métropole ne réussira que si elle est consentie, partagée et négociée avec les maires, c'est-à-dire respectueuse de la souveraineté communale, plaçant la proximité au cœur de son projet politique et positionnant la métropole comme une coopérative d'action publique au service des communes.

Cette approche consentie et négociée de la métropole passe par l'adoption d'un **pacte de confiance métropolitain, annexé à la présente délibération. Ce pacte, qui a été élaboré en conférence des maires**, affirme la place centrale des communes au cœur de l'action métropolitaine et la déclinaison pratique de ce principe de souveraineté communale :

- dans des instances de décision et de concertation formalisées et élargies ;
- dans des modalités de mise en œuvre des interventions communautaires garantissant la souveraineté des conseils municipaux, et ce notamment en matière d'urbanisme et d'aménagement de l'espace public ;
- dans des modalités de recherche de consensus garantissant cette souveraineté communale ;
- dans la conclusion d'un protocole de coopération entre la métropole et chaque commune.

Elle se traduit également par la **réaffirmation de la commune comme premier maillon de la relation aux habitants et de la gestion de la proximité**. Les communes se verront ainsi confier les missions d'information et d'accueil des usagers jusqu'alors assurées par les maisons de l'agglomération et se verront dotées dès que possible d'un dispositif informatisé de gestion des demandes d'information et des réclamations formulées auprès de la métropole par les usagers et par elles-mêmes.

Elle s'incarne enfin au travers du **déploiement d'une plateforme d'ingénierie au service des communes** pour les appuyer dans l'exercice des compétences communales et le déploiement des compétences métropolitaines. Ce positionnement de l'intercommunalité comme coopérative d'action publique au service des communes constituera la ligne directrice de l'élaboration du schéma de mutualisation que la communauté doit élaborer avec ses communes pour le 31 mars 2015.

## **3 - Cette évolution sera complétée par le lancement d'un pôle métropolitain avec les communautés de communes et d'agglomération voisines :**

Cette évolution en métropole s'opère à périmètre constant. Toutefois, elle sera complétée par une démarche de coopération volontaire et souple avec les communautés de communes et d'agglomération voisines à l'échelle du bassin de vie et d'activité de notre territoire pour construire une culture commune métropolitaine et initier des projets partagés. Cette démarche, qui respectera les identités territoriales de chacune de ses parties prenantes, pourra se traduire, en fonction de la volonté définie en commun, par la création d'un pôle métropolitain.

Dans cette attente, et pour faciliter l'émergence d'un projet de territoire partagé avec l'ensemble des communautés concernées, un travail de préfiguration d'une agence de développement sera engagé. Cette agence aura notamment pour vocation de co-élaborer avec l'ensemble des acteurs une stratégie métropolitaine en matière de tourisme, de développement économique, et plus largement de développement du territoire.

**Par conséquent, les conseils municipaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont invités à se prononcer sur l'obtention du statut de métropole**

Au terme de l'alinéa 3 de l'article L. 5217-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est nécessaire pour pouvoir obtenir le statut de métropole par décret que les conseils municipaux se prononcent en faveur de ce nouveau statut à la majorité qualifiée (accord exprimé par deux tiers au moins des conseils municipaux des communes intéressées représentant plus de la moitié de la population totale de celles-ci ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement du processus d'obtention par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, du statut de Métropole dans les conditions définies à l'article L 5217-1 alinéa 3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- approuver le pacte de confiance tel qu'annexé à la présente délibération, qui sera mis en œuvre dès la création de la Métropole de Montpellier ;
- saisir les conseils municipaux des trente et une communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'ils se prononcent, dans les conditions de majorité requises, sur l'obtention par décret du statut de métropole au sens de l'article L.5217-1 du Code général des collectivités territoriales et sur le contenu du pacte de confiance métropolitain ;
- autoriser Monsieur le Président à engager toutes les consultations et les concertations nécessaires à la conduite de cette évolution dans un esprit de consensus communautaire ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (3 votes contre et 11 abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 18 JUIL. 2014

Déposé En Préfecture

Le : 18 JUIL. 2014

Numéro de l'acte : Imc 183594-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **HORS COMMISSION – VŒU EN FAVEUR DE LA RÉALISATION DU CONTOURNEMENT OUEST DE MONTPELLIER (COM)**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le Contournement Ouest de Montpellier (COM) constitue un maillon essentiel du réseau « armature » tel que défini dans le Plan de Déplacement Urbain (PDU) 2010-2020 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'y inscrit en tant qu'élément d'un contournement routier complet intégré à un système multimodal de déplacement articulant modes doux, transports collectifs routiers et ferroviaires.

Le COM est en premier lieu destiné à assurer la continuité de l'itinéraire autoroutier national depuis l'A750 jusqu'à son raccordement à l'autoroute A9. Il est à ce titre reconnu faisant partie intégrante du réseau routier national depuis le décret paru le 5 décembre 2005. En second lieu, il doit permettre aux trafics nationaux, régionaux et métropolitains d'être canalisés hors des voiries et des quartiers urbains aujourd'hui engorgés et de faciliter les liaisons entre les communes de l'Agglomération et la desserte des quartiers de Montpellier. De plus, ce report de trafic se fera au bénéfice des transports collectifs et des modes de déplacement actifs.

Or, compte tenu de l'évolution de son environnement, des projets d'aménagement urbains, du déplacement de l'autoroute A9 dont la mise en service est prévue en 2017, la réalisation du COM devient plus que jamais indispensable. A cet égard, l'opération doit désormais prendre en compte le raccordement de la RD 612 sur le COM et l'Autoroute A9.

Des études ayant déjà été menées sous maîtrise d'ouvrage de l'Etat au titre du Contrat de Plan Etat Région 2000 – 2006 avec la participation des collectivités locales, il convient à présent de mettre en œuvre la procédure d'enquête publique, après mise à jour de ces études afin de tenir compte du nouveau contexte et de la réglementation en vigueur.

L'opération pourrait être réalisée dans le cadre du Contrat de Plan Etat-Région (CPER) 2014 – 2020 ; les études et l'enquête publique au cours de la première phase 2014 – 2017, la réalisation de l'opération lors de la seconde phase 2018 – 2020 du CPER.

Compte tenu de l'urgence à réaliser le Contournement Ouest de Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier demande son inscription dans le Contrat de Plan Etat Région 2014 – 2020 et se tient prête à poursuivre son engagement aux côtés de l'ensemble des partenaires pour y parvenir.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- se prononcer en faveur de la réalisation du Contournement Ouest de Montpellier (COM) ;
- autoriser Monsieur le Président à porter ce vœu à la connaissance des autorités compétentes et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12364

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc184999-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDÉ





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



## HORS COMMISSION – PROJETS D'INTÉRÊT COMMUN 2014 - ADOPTION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Dans le cadre du financement des Projets d'Intérêt Commun et de l'exécution budgétaire de l'exercice 2014, il est proposé au Conseil d'Agglomération de retenir les projets ci-dessous :

COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
BAILLARGUES	Création d'une aire de jeux multi-activités	27 000 €
	Création de voirie desservant établissements sociaux et complexe sportif	23 000 €
BEAULIEU	Aménagement de l'avenue de Restinclières	50 000 €
CASTELNAU LE LEZ	Réaménagement de l'avenue du 8 mai 1945	50 000 €
CASTRIES	Aménagement des abords du stade Emile Granier	50 000 €
CLAPIERS	Aménagement de la Montée de la Fiole	50 000 €
COURNONSEC	Aménagement d'une voie piétonnière et cyclable rue de la Billière	14 250 €
	Reprise partielle de voirie secteur des Maseliers	11 000 €
	Aménagement de sécurité rue des terrasses et rue des genévriers	2 500 €
	Aménagement signalétique ZA Cresse Saint-Martin	1 460 €
COURNONTERRAL	Réhabilitation de toiture Château Mallet (Phase 1 et 2)	34 800 €
	Réhabilitation de voirie rue Bastide de l'Oulieu	8 700 €
	Réhabilitation de trottoirs route de Fabrègues	6 500 €
FABREGUES	Transformation d'un terrain de football stabilisé en pelouse synthétique	50 000 €
GRABELS	Aménagement de l'Esplanade de la Cave Coopérative - Maison Commune	50 000 €
JACOU	Travaux de voirie : Réfection rue des Iris	50 000 €
JUVIGNAC	Aménagement de la rue des Hauts de Foncaude	50 000 €
LATTES	Création du Parc des 4 saisons	50 000 €
LAVERUNE	Aménagement d'un local à vocation associative	50 000 €
LE CRES	Réhabilitation de la salle à vocation associative Jean Moulin	50 000 €
COMMUNES	PROJETS	MONTANT PAR PROJET
MONTAUD	Aménagement du Domaine Robert	22 500 €
MONTFERRIER-SUR-LEZ	Aménagement du "Cœur du Village"	50 000 €

<b>MURVIEL LES MONTPELLIER</b>	Construction de salles multi-activités à vocation associative	50 000 €
<b>PEROLS</b>	Aménagement du Cœur de Ville	50 000 €
<b>PIGNAN</b>	Travaux de réfection du pluvial de l'axe centre (REPLACE) (Séquence 2 / Phase 2) Tranche conditionnelle	50 000 €
<b>PRADES LE LEZ</b>	Aménagement Urbain (Phase 5)	50 000 €
<b>RESTINCLIERES</b>	Acquisition d'une parcelle dans le cadre d'une restructuration du cœur du village	30 000 €
	Réalisation de cheminements piétons et pistes cyclables entre le groupe scolaire et la commune de Beaulieu	20 000 €
<b>SAINT-BRES</b>	Extension du centre de loisirs	47 000 €
	Réfection de l'impasse rue du micocoulier	3 000 €
<b>SAINT-DREZERY</b>	Travaux de mise en valeur du centre du village / rénovation de l'Eglise (Phase 1)	12 500 €
	Création d'un skate park	12 500 €
	Chemin des Cowels et allée de la Liberté	9 000 €
	Aménagement de la maison des associations (Phase 1)	6 500 €
	Aménagement de la salle annexe à la salle Bagnara	6 250 €
	Chemin piétonnier : Lou Miradou	3 250 €
<b>SAINT GENIES DES MOURGUES</b>	Réfection des voiries et de réseaux : quartier des Mourguettes et rue de l'égalité	50 000 €
<b>SAINT GEORGES D'ORQUES</b>	Réaménagement de la maison des vendangeurs, bâtiment à vocation associative	50 000 €
<b>SAINT-JEAN-DE-VEDAS</b>	Travaux d'aménagement de l'avenue Clémenceau et des espaces publics attenants	50 000 €
<b>SAUSSAN</b>	Construction d'une Maison des Jeunes	30 300 €
	Rénovation et réaménagement de la place de l'Eglise et du monument aux morts	19 700 €
<b>SUSSARGUES</b>	Mise en discrétion des réseaux secs rue des arbousiers	40 000 €
	Création d'une salle à vocation associative	10 000 €
<b>VENDARGUES</b>	Construction d'une Médiathèque	50 000 €
<b>VILLENEUVE-LES-MAGUELONE</b>	Aménagement du carrefour du Mas Crespy et des bassins de rétention d'eaux pluviales	50 000 €

Il est précisé que la Commune de Montpellier ne bénéficie d'aucun fonds de concours au titre des PIC 2014.

Par ailleurs, il est également proposé au Conseil d'Agglomération de modifier les affectations de crédits attribués dans le cadre des Projets d'Intérêt Communs suivants :

- 11 600 euros accordés à la Commune de Baillargues par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « restauration d'une vieille porte » sont affectés à la « restructuration du complexe sportif : réalisation d'un terrain de football synthétique et construction de 4 courts de tennis » ;

Délibération n° 12373

- 3 600 euros accordés à la Commune de Castelnau le Lez par délibération n°8912 du 26 mai 2009 portant sur le projet d'« acquisition d'une partie de parcelle et aménagement en parc urbain » sont affectés à la « création d'un terrain de football synthétique sur le complexe sportif Jean Fournier » ;
- 16 200 euros accordés à la Commune de Cournonterral par délibération n°11388 du 12 février 2013 portant sur le projet de « travaux de mise en accessibilité de la voirie et des espaces publics (PAVE) » sont affectés à la « réhabilitation de toiture Château Mallet (Phase 1 et 2) » ;
- 34 200 euros accordés à la Commune de Fabrègues par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet d'« Aménagement de l'entrée de ville » sont affectés à la « transformation d'un terrain de football stabilisé en pelouse synthétique » ;
- 4 900 euros accordés à la Commune de Lattes par délibération n°8236 du 26 juin 2008 portant sur le projet d'« extension de l'Oustal des Vendanges » ainsi que 2 200 euros accordés par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « création d'un arrosage intégré sur le stade Roger Andrieu » sont affectés à la « création du Parc des quatre saisons » ;
- 16 120 euros accordés à la Commune de Montferrier-sur-Lez par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet de « création d'une piste cyclable Chemin des Cardonilles » sont affectés à l'« aménagement du "Cœur du village" » ;
- 50 000 euros accordés à la Commune de Pérols par délibération n°11656 du 26 juin 2013 portant sur le projet de « création d'un espace culturel (Agrandissement de la Maison des Arts) » ainsi que 30 000 euros accordés par délibération n°11086 du 19 juillet 2012 portant sur le projet de « réalisation d'un skate-park » sont affectés à l'« aménagement du Cœur de Ville » ;
- 20 990 euros accordés à la Commune de Saint-Brès par délibération n°10111 du 21 avril 2011 portant sur le projet de « rénovation de l'impasse Biscan Pas » sont affectés pour 6 400 euros au « programme de voirie des traversettes », pour 5 500 euros au « travaux de voiries place de la Tour Ronde », pour 5 300 euros à la « réfection de la verrière de la bibliothèque », pour 2 490 euros au « programme de voirie de la ruelle du four » et pour 1 300 euros à la « réfection d'un local sportif ».

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les modifications d'affectations relatives aux Projets d'Intérêt Commun sus mentionnés (Communes de Baillargues, Castelnau le Lez, Cournonterral, Fabrègues, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Pérols et Saint-Brès),
- dire que les projets retenus relèvent de la compétence de la Commune et dépassent manifestement l'intérêt communal,
- approuver le versement des fonds de concours relatifs aux Projets d'Intérêt Commun présentés ci-dessus,
- dire que le versement des fonds de concours au titre des Projets d'Intérêt Commun sus indiqués est conditionné à la signature d'une convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes membres de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, cette convention reprenant les principes du règlement de participation aux Projets d'Intérêt Commun,
- dire que les crédits sont ouverts au chapitre 908 du Budget de l'exercice 2014,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Dmc 184657-DE

Pour extrait certifié conforme à

l'original

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – PROTECTION DES ANIMAUX - MANDAT POUR LA RÉALISATION DU REFUGE ET DE LA FOURRIÈRE POUR ANIMAUX ERRANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ ET QUITUS - APPROBATION**

M. J.-F. AUDRIN, Conseiller Communautaire , Conseiller délégué à la Protection des Animaux, rapporte :

Par délibération n°5865 du 27 mai 2004, le Conseil Communautaire a approuvé le programme de réalisation des locaux servant de lieux de fourrière et de refuge pour animaux errants, ainsi que le principe de recours au mandat, dans le cadre des dispositions des articles 2 et 3 de la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la Maîtrise d'Ouvrage Publique (loi MOP), pour faire réaliser les études de maîtrise d'œuvre et les travaux relatifs à l'opération.

Consécutivement, la décision n°2004-237 autorisait la signature du marché n°1012 confiant ce mandat avec l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

L'opération sise sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelonne a été reconnue d'intérêt général par le Conseil Communautaire par délibération n°8196 du 30 avril 2008.

La délibération n°8632 du 15 janvier 2009 actait par ailleurs de la participation financière de collectivités voisines intéressées à bénéficier des services d'un complexe d'accueil des animaux errants (Communauté d'Agglomération du Bassin de Thau, Communauté de Communes du Nord Bassin de Thau, Communes de Palavas-les-Flots et de Mauguio).

Enfin, par délibération n°8534 du 27 novembre 2008, le Conseil Communautaire intégrait au programme de réalisation la pose de panneaux photovoltaïques sur les toitures du site, dispositif pris en charge en totalité par un tiers investisseur dans le cadre d'une convention d'occupation du domaine public de 20 ans

Les travaux ont été réceptionnés le 23 décembre 2009 et durant l'année 2010 le maître d'œuvre a remis au mandataire du Maître d'Ouvrage les procès-verbaux de levée de réserves.

Le complexe animalier, baptisé Noé, a été mis en service le 20 avril 2010.

Dans ce cadre, l'OPH-ACM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêtées au 31 décembre 2013 et le bilan actualisé de l'opération.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses actualisées s'élève à 5 889 802 € T.T.C. dont 16 133 € T.T.C. pour l'exercice 2013. Ces dernières portent essentiellement sur le solde des dépenses travaux, de rémunérations du maître d'œuvre, des bureaux de contrôle et du paiement des primes d'assurances.

Le bilan financier actualisé se décompose comme suit :

**BILAN DEPENSES CADRE MANDAT EN 2013 (€ TTC)**

Budget prévisionnel de Travaux (hors révision)	5 116 424,19
Rémunération Maître d'Œuvre - Imagine / Beterem	390 279,11
Rémunération Mandat - ACM	152 009,00
Contrôleur Technique - Qualiconsult	11 375,96
Coordinateur Sécurité - Apave	24 214,48

Délibération n° 12480

Assurances	93 065,00
Etudes de sol - CEBTP	3 791,00
Honoraires Géomètres	8 003,03
Honoraires Concours + DDAE Apave	8 767,00
Divers (études, reproduction, ....)	81 710,80
<b>BILAN MANDAT TOTAL CRAC</b>	<b>5 889 802,57</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'exercice 2013 de la réalisation du refuge et de la fourrière pour animaux errants à Villeneuve-lès-Maguelone présenté par le mandataire OPH-ACM,
- approuver le bilan financier de l'opération et donner le quitus définitif, sans réserve, pour les missions qui lui étaient confiées à OPH-ACM dans le cadre du mandat,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184827-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente.

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS SCOLAIRES - DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil de Communauté, les représentants titulaires et suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein des Etablissements scolaires du territoire de l'agglomération ont été désignés en séance du 19 juin dernier. Il convient de compléter ces désignations pour les établissements suivants :

<b>REPRESENTANTS AU SEIN DES CONSEILS D'ADMINISTRATION DES COLLEGES ET LYCEES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER - complément</b>	
<b>COMMUNES</b>	<b>ETABLISSEMENTS SCOLAIRES</b>
<b>MONTPELLIER</b>	Collège Internat d'Excellence 1 représentant
<b>MONTPELLIER</b>	Lycée Internat d'Excellence 1 représentant

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose la désignation suivante au sein du Conseil d'administration du Collège et du Lycée :

- Madame Michèle Dray-Fitoussi.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Madame Michèle Dray-Fitoussi et l'autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Délibération n° 12481

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Dépôté En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 04 AOUT 2014  
Smc 184110-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND.

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

## HORS COMMISSION – COMPOSITION DES COMMISSIONS - DÉSIGNATION COMPLÉMENTAIRE - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération n°12202 du 22 avril dernier, le Conseil de Communauté a approuvé la création de 15 Commissions chargées d'étudier les affaires soumises au Conseil dont le domaine d'intervention a été fixé comme ci-après :

- POLITIQUE DE LA VILLE ;
- FINANCES ;
- AMENAGEMENT ET URBANISME ;
- ENVIRONNEMENT ;
- ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX, AFFAIRES JURIDIQUES ;
- PROXIMITE ET RELATION USAGERS ;
- CULTURE ;
- TRANSPORTS ET MOBILITE ;
- ESPACE PUBLIC ;
- SPORTS ET TRADITIONS ;
- EMPLOI-TPE et PME-ARTISANAT ET AGRICULTURE ;
- RESSOURCES HUMAINES ;
- EAU ET MILIEU AQUATIQUES ;
- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET ATTRACTIVITE ;
- LOGEMENT.

Puis, par délibération n°12289 du 19 mai 2014, le Conseil a désigné les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres.

A la suite de nouvelles demandes d'inscription d'élus et de désignations de représentants des communes par les maires, il convient d'acter la participation de ces nouveaux membres au sein des différentes commissions, ce par une délibération.

Les tableaux figurant en annexe sont ainsi mis à jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que cette délibération annule et remplace la délibération n°12289 prise en séance du Conseil du 19 mai 2014 ;
- désigner les membres des 15 Commissions en fonction des vœux des conseillers communautaires titulaires et suppléants et des demandes des maires des communes membres tels que figurant dans les tableaux ci-annexés ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Imc 183275-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - OPH-ACM - OFFICE PUBLIC DE L'HABITAT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - MODIFICATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires, le Conseil de Communauté réunit en séance du 22 avril 2014 a procédé à l'élection des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de l'OPH ACM (Office Public de l'Habitat – Aménagement et Construction de Montpellier).

En application de l'article R.421-5 II 1° et suivant du Code de la construction et de l'habitation, la Communauté d'Agglomération doit notamment désigner deux représentants au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement.

Par délibération n°12213 du 22 avril 2014, le Conseil a ainsi désigné Monsieur Claude Arnaud et Monsieur Henry Fricou.

Il est proposé la désignation de Monsieur Daniel Rodriguez en lieu et place de Monsieur Henry Fricou.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation au scrutin secret mais à main levée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner Monsieur Daniel Rodriguez en lieu et place de Monsieur Henry Fricou au titre des personnalités qualifiées, élus d'une collectivité territoriale ou d'un EPCI autre que la collectivité ou le groupement de rattachement visées à l'article R.421-5 - II -1° du Code de la construction et de l'habitation ;
- autoriser le représentant de la Communauté d'Agglomération ainsi désigner à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

SMC 184925-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – GROUPEMENT D'INTÉRÊT PUBLIC POUR LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET URBAIN DE L'AGGLOMÉRATION (GIP DSUA) DE MONTPELLIER - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS AU SEIN DU CONSEIL D'ADMINISTRATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement du Conseil Communautaire, les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont été désigné au sein de l'Assemblée générale du Groupement d'intérêt public, ce par délibération n°12232 du 19 mai 2014.

Il s'agit de :

- Robert COTTE et Chantal LEVY-RAMEAU (en qualité de représentants titulaires) ;
- Sabria BOUALLAGA et Pascal KRZYZANSKI (en qualité de représentants suppléants).

En application de la Convention constitutive du GIP et des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2121-33 et L.5211-1, il convient de compléter cette délibération en procédant à la désignation de deux représentants (un titulaire et un suppléant) au sein du Conseil d'administration du GIP. Ces représentants sont à désigner parmi les représentants désignés au sein de l'Assemblée générale.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Madame Chantal LEVY-RAMEAU an qualité de titulaire ;
- Monsieur Robert COTTE en qualité de suppléant.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- designer en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Madame Chantal LEVY-RAMEAU en qualité de titulaire et Monsieur Robert COTTE en qualité de suppléant et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Smc 18 4767-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ECONOMIE MIXTE LOCALE BRL - RAPPORT ANNUEL 2013 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°12 219 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle GIANIEL pour la représenter à l'Assemblée Générale et à l'assemblée spéciale de la SAEML BRL en remplacement de Monsieur Louis POUGET représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Madame Isabelle GIANIEL présente le compte rendu des activités de la SAEML BRL au cours de l'exercice 2013.

La SAEML BRL est la holding du « groupe BRL », les filiales sont BRL Exploitation (BRLE), BRL Ingénierie (BRLI), BRL Espaces Naturels (BRLÉN), Predict Services, BRL Madagascar.

Elle a la responsabilité du patrimoine concédé par la Région Languedoc Roussillon (gestion-maintenance) et elle assure la maîtrise d'ouvrage des projets d'extension (Aqua Domitia...).

Le capital de la société, inchangé en 2013, s'élève à 22 588 779 €, soit 10 221 167 actions à 2.21€. Un projet d'augmentation de capital a toutefois été autorisé par l'Assemblée Générale Ordinaire du 18 décembre 2013 portant sur une augmentation dans la limite de 7 M€.

La société est majoritairement détenue par la Région Languedoc Roussillon qui a renforcé sa participation à hauteur de 47,07% dans le cadre du désengagement du groupe BRL vis-à-vis de SAUR en 2012; la société est présidée depuis le 21 novembre 2011 par Monsieur Damien Alary, représentant de la Région Languedoc Roussillon et vice-présidée par Mr Michel Brousse représentant du Département de l'Aude. La Communauté d'Agglomération de Montpellier est toujours actionnaire à hauteur de 0.11% et dispose d'un représentant à l'assemblée spéciale des actionnaires.

Pour l'année 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni cinq fois : le 06 février, le 18 avril, le 25 avril, le 24 octobre et le 18 décembre 2013. L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2012 s'est tenue le 25 juin 2013 et une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé le 18 décembre 2013 la délégation de compétence au Conseil d'administration en vue de décider une ou plusieurs augmentations de capital dans la limite de 7 M€.

Parmi les faits marquants de 2013, on pourra noter :

- la mise en œuvre des décisions du conseil d'administration en réponse aux diligences des commissaires aux comptes : mise en place du comité d'audit et d'évaluation des risques, du comité des investissements et du comité des sélections et rémunérations, la modification du statut du directeur général et la restructuration de l'organisation des services ;

le projet d'augmentation de capital avec des intentions de participation affichées à hauteur de 7 M€, cette opération viendra finaliser le financement du rachat par BRL, des parts de BRLE détenues par la SAUR (rappel : montant total 16 M€ financés pour 9 M€ par emprunt et pour 7.5 M€ par une avance en compte courant d'associé rémunérée à 3% par la Région Languedoc Roussillon)

la finalisation du plan stratégique du groupe à 5 ans « BRL Horizon 2017 » ;

- La poursuite des investissements sur le domaine concédé (réseaux du Maillon Sud, Aqua Domitia, création de réseaux d'irrigation financés par le FEADER..) et le rétablissement des réseaux de la concession régionale impactés par le contournement ferroviaire de Nîmes Montpellier (CNM) (avec Oc Via) et par le déplacement de l'A9 (avec ASF) dont les

indemnités perçues par BRL et BRLE contribueront favorablement au résultat 2013 et pour partie 2014 ;

- la performance collective des filiales du Groupe BRL : l'activité du concessionnaire BRL pour la Région, l'activité exploitation, l'activité ingénierie, l'activité espaces naturels, l'activité BRL Madagascar, l'activité de PREDICT, la liquidation de la société BJC de droit algérien.

Les perspectives d'avenir sont marquées par trois orientations majeures : la poursuite des travaux d'investissement, le déploiement de la stratégie du Groupe, et le projet d'augmentation de capital de 7 M€.

En 2013, le chiffre d'affaires de la SAEMLR BRL est en augmentation de 914 K€ (soit +5.5%) par rapport à 2012 et s'établit à 17.5 millions d'euros.

Le résultat d'exploitation de la société ressort toutefois en baisse pour s'afficher à hauteur de 122 K€, et intègre notamment la révision à la hausse de la provision du plan de maintenance 2013/2017, et ce malgré l'allègement des charges de personnel par le Crédit d'impôt Compétitivité Emploi de 45 K€. Le résultat net présente un bénéfice à hauteur de 3 329 K€ en très forte progression de +1.3 M€ par rapport à 2012. Ce bénéfice est principalement dû à l'important résultat financier de 1.4 M€ réalisé sur les dividendes perçus sur la filiale BRLE (Exploitation) suite au rachat des parts de la SAUR (2.2M € de dividendes) et à l'important résultat exceptionnel de 1.7 M€ correspondant aux indemnités liées aux travaux de rétablissement du réseau.

Le chiffre d'affaires consolidé du « groupe BRL » est toutefois en retrait de 1,8 M€ (soit -2.6%) par rapport à 2012 et s'établit à 67,1 million d'euros. Le résultat d'exploitation du groupe ressort à 2 652 K€ contre 3 720 K€ en 2012. Le résultat net consolidé présente un bénéfice à hauteur de 3 097 K€ en stabilité par rapport à 2012.

La contribution au résultat net consolidé par métier se répartit comme suit : Aménagement régional holding : 757 K€, Exploitation : 1 865 K€, Ingénierie : 570 K€, Espaces naturels : 39 K€, Activités sur Madagascar : 159 K€, Activités sur l'Algérie : 12 K€, et PREDICT : 64 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SAEMLR BRL Montpellier pour l'exercice 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Dmc 18 4554 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEË suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE TAM - RAPPORT ANNUEL 2013 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. A. EL KANDOUSSI, Conseiller Communautaire Conseiller délégué à la Communication, rapporte :

En application de la délibération n°12214 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, et suite aux élections intervenues au sein du Conseil d'Administration, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI est président de la société TAM et représentant de notre Etablissement Public de Coopération Intercommunale à l'Assemblée Générale de TaM, en remplacement de Monsieur R.SUBRA, représentant de l'agglomération au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonyme d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Mr EL KANDOUSSI présente le compte rendu des activités 2013 de la société TaM.

En 2013, elle s'est attachée à poursuivre et développer ses activités : l'exploitation du réseau de transports en commun, la gestion des horodateurs sur voirie, le stationnement ainsi que les activités en mandats (pour la construction des lignes de tramway).

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2013 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 27,79% des actions. Elle occupe 4 sièges sur 12 au Conseil d'Administration, dont le poste de Président.

Le Conseil d'Administration s'est réuni les 20 février, 15 mai, 19 juin et 24 octobre 2013. L'Assemblée Générale Ordinaire approuvant les comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 19 juin 2013 ; celle approuvant les comptes de l'exercice 2013 s'est tenue le 25 juin 2014 sous la présidence de Mr EL KANDOUSSI.

Le Conseil d'Administration du 20 février 2013 a désigné Mr BONNAL en tant que nouveau représentant de Montpellier Agglomération, en remplacement de Mr CASTET, celui du 15 mai 2013 a désigné les nouveaux membres du Comité de Rémunération.

L'Assemblée Générale Extraordinaire du 19 juin 2013 a autorisé la modification des statuts afin de prendre en compte les remarques de la Chambre Régionale des Comptes et d'étendre l'objet social à la vente et distribution d'objets promotionnels liés à l'activité de la société.

L'effectif moyen de la SAEML TaM au 31 décembre 2013 s'établit à 1 117 personnes.

**Activité Transport**

TaM est mandataire du Groupement Momentané d'Entreprise constitué par TaM et Transdev Montpellier, titulaire de la Délégation de Service Public des transports de l'Agglomération de Montpellier du 1<sup>er</sup> janvier 2010 jusqu'au 31 décembre 2017.

L'année 2013 en constitue le quatrième exercice. Cette quatrième année a été marquée par la mise en place de l'avenant n°5 qui prend en compte l'impact des décalages des programmes d'urbanisation sur l'offre de transport aux titres des années 2013 et 2014.

Le chiffre d'affaires (hors subventions forfaitaires) lié à l'activité transport atteint les 51.3 millions d'euros et se trouve en progression de + 4,58 millions d'euros, soit +9.8% par rapport à 2012.

L'activité transport présente un résultat positif après impôt de 436,61 K€.

**Mandats (opérations Tramway) et Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO)**

TaM réalise les opérations Tramway dans le cadre de mandat de maîtrise d'ouvrage.

Le chiffre d'affaires de l'activité mandats et AMO, pour 2013, s'établit à 2,856 M€ et présente un résultat légèrement positif de 10,48 K.

**Stationnement (parkings et gestion des horodateurs)**

## Délibération n° 12486

TaM a remporté en 2013 trois mises en concurrence : le marché du parking du **bassin Jacques Cœur** pour 36 mois et les délégations de service publique des parkings **Comédie** et **Antigone** pour 10 ans.

TaM assure l'exploitation de divers parkings de centre ville :

- en délégation de service publique avec la ville de Montpellier : parking **des Arceaux** (DSP 2011-2015), parking **Laissac** (DSP 2013-2015), parking **Gambetta** (DSP 1987-2029) et parking **Europa** (DSP 1996-2035).
- en subdélégation avec la SAEML Montpellier Events : parking du **Corum** (2009-2018)

Les deux conventions d'amodiation concernant le Parking Marché aux fleurs, depuis 1994 avec la Ville et 1997 avec l'Agglomération, sont parvenues à terme en février 2013.

Le marché de collecte et maintenance des **horodateurs sur voirie** a été attribué à TaM pour la période du 1<sup>er</sup> juin 2012 au 31 mai 2013 tacitement reconductible par année jusqu'au 31 mai 2016.

TaM a répondu en 2014 à la consultation de la ville de Montpellier concernant le futur parking de la nouvelle gare Saint-Roch.

Le résultat déficitaire du Stationnement après impôt s'établit en 2013 à -109,83 K€, avec un chiffre d'affaires de 8,37 M€ en baisse de -2% par rapport à 2012. L'activité a été pénalisée par la baisse d'activité du parking Laissac suite à sa fermeture sur plus de 10 semaines.

### Autres activités

Le résultat des quatre activités en propre, composé des quatre parkings suivants : Clinique Millénaire, Clinique St Jean, Mer et Glace, et Pénélope, pour un chiffre d'affaires en progression de +0,08 M€, est bénéficiaire à 89,7K€.

Toutes activités confondues, le total des produits d'exploitation s'établit à 99.064 M€ (contre 93.854 K€ en 2012 soit +5.55%). Les charges d'exploitation passent à 99.69 M€ (96.47 M€ en 2012 soit +3.3%).

Le résultat net de l'exercice 2013 s'affiche en bénéfice à hauteur de 1 235 K€, il intègre le produit du Crédit d'Impôts Compétitivité Emploi (CICE) pour 1 195 K€ au titre de l'exercice 2013. Les capitaux propres de la société s'élevant désormais à 19,63 M€, ils représentent 24% du total du bilan.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la TaM pour l'exercice 2013 ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184613-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT LANGUEDOC ROUSSILLON AGENCE DE DÉVELOPPEMENT (LRAD) - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

Mme I. MARSALA, Conseillère Communautaire, rapporte :

Par délibération n°12 221 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle MARSALA pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale (SPL). LRAD en remplacement de Monsieur Gilbert PASTOR ancien représentant de la Communauté d'agglomération de Montpellier au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, le compte rendu des activités 2013 de la Société Publique Locale Languedoc-Roussillon Agence de Développement est présenté.

La SPL LRAD a été créée, le 22 décembre 2010, à l'initiative de la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec un capital de 37 000€.

Cette société a pour objet de concevoir, étudier et mener à bien des dossiers ou opérations d'ingénierie de projets innovants pour le compte de ses seuls actionnaires (la Région Languedoc Roussillon et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier) sur différentes thématiques telles que la filière des énergies renouvelables, le tourisme, la longévité des seniors, les solutions Tic innovantes et les montages technico-économiques originaux, à forte valeur ajoutée en matière de développement économique et d'emploi.

Aucune modification de capital social n'est intervenue en 2013 et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 33,24% des actions au côté de la Région Languedoc Roussillon ; elle occupe un siège sur trois au Conseil d'Administration en la personne de Madame Isabelle MARSALA depuis le 22 avril 2014. La Région Languedoc Roussillon est pour sa part représentée par Messieurs Jacques CRESTA et Robert NAVARRO. La société est présidée par Jacques CRESTA.

Un comité de pilotage a été constitué dès la création de la SPL LRAD ; afin de conforter le contrôle analogue des actionnaires sur les missions de la société ; celui-ci est composé pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier des représentants permanents suivants depuis le 22 avril 2014: Madame Isabelle MARSALA et Messieurs Jean-Luc COUSQUER et Cyril MEUNIER, en remplacement de Messieurs G.PASTOR, M.ASLNANIAN et A.ZYLBERMAN.

Pour l'année 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni deux fois : le 16 mai afin d'arrêter les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2012 et de convoquer l'Assemblée Générale Ordinaire, et le 20 septembre afin d'approuver l'adhésion de LRAD au groupement d'employeurs « SCET GE » pour la mise à disposition de personnel relative à l'embauche du directeur de mission par intérim à compter du 01er octobre 2013.

L'Assemblée Générale Ordinaire d'approbation des comptes 2012 s'est tenue le 14 juin 2013.

Le Comité de pilotage s'est réuni le 3 juin 2013 au titre des missions réalisées en 2012 et le 23 juin 2014 pour évoquer notamment l'ensemble des missions réalisées en 2013.

L'effectif total de la S.P.L. LRAD au 31 décembre 2013 s'établit à cinq personnes, trois postes de chefs de projet, une secrétaire assistante depuis mai 2013, et un poste de Directeur de mission. La société est dirigée par Mr Christophe PEREZ. La société a pourvu au remplacement de la Directrice de mission, suite à son congé maternité à compter du 2 septembre 2013, par le recrutement d'un personnel mis à disposition par la SCET GE.

L'année 2013 a été marquée par les douze opérations qui ont été notifiées par les collectivités actionnaires dont huit contrats de prestations intellectuelles pour la Région Languedoc Roussillon, et quatre contrats de prestations intellectuelles pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Parmi les opérations confiées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, on notera les quatre missions suivantes accomplies par LRAD :

-Mission d'accompagnement à la mise en place d'une plate-forme Open Data mutualisée (Phases 2 et 3) :

La mission, confiée le 11/10/2012 pour la phase 2 a été réalisée sur 7 mois par le prestataire WEA au prix de 123 825 € HT (LRAD 73 950€ HT et Wea 49 875€ HT). La phase 3 a été notifiée le 28 juin 2013 pour une durée de 7 mois avec les prestataires SARL CHRYSALIS et L.U.I. au prix de 69 912,50 € HT (LRAD 54 952,50€ HT, SARL CHRYSALIS 7 920€ HT et L.U.I 7 040€ HT).

L'objet de la mission étant d'étudier un plan d'action en vue d'enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers par le développement de services numériques. La mise à disposition de données est destinée à élargir l'accessibilité à l'information utile et favoriser la généralisation de son utilisation. Elle permet le développement d'applications pour des usages particuliers et donc au plus près des attentes, en minimisant le coût d'investissement de la collectivité.

Le projet porte sur 4 axes : la refonte du portail web intégrant une plateforme @services, la plateforme open data, le site web mobile de services, les projets innovants.

Il s'agit de réaliser l'animation communautaire dans un premier temps et l'accompagnement de 10 communes membres dans un second temps. L'objectif de l'accompagnement des communes est de contribuer à la constitution de leur référentiel de données publiques et à la prise en main de la plateforme. L'initiative Open data de Montpellier Agglomération a été reconnue intégrée au sein du collectif Open data France

-Mission d'étude d'opportunité d'un hôtel d'entreprises TIC.:

La mission, confiée le 11/05/2012, s'est réalisée sur 5 mois par le prestataire Katalyse au prix de 48 150 € HT (LRAD 9 625€ HT et Katalyse 38 525€ HT).

L'objet étant d'étudier le positionnement de l'hôtel TIC traduisant une volonté de dynamiser l'attractivité économique du territoire par la création d'un hôtel d'entreprise dédié à la filière TIC susceptible d'apporter une offre immobilière (qualité, prix) et des services adaptés aux besoins des entreprises de la filière. Les étapes de la mission ont été les suivantes : Etude d'opportunité, stratégie de positionnement, pré-programmation, modèle économique.

-Mission d'appui à la définition d'une stratégie locale visant à soutenir l'Eco-construction :

La mission, confiée le 10/07/2013, s'est réalisée sur 10 mois par LRAD et sans prestataire au prix de 50 150 € HT.

L'objet étant de réaliser un rapide diagnostic servant de base à la définition des premiers jalons d'un positionnement stratégique. Cette mission s'inscrit dans le but de consolider et de partager une définition locale de l'éco construction au regard des spécificités du tissu économique de l'agglomération, des atouts et des opportunités du territoire à se positionner sur cette filière.

-Mission d'élaboration d'un référentiel numérique des bâtiments tertiaires :

La mission, confiée le 25/06/2013, s'est réalisée sur 5 mois par LRAD et sans prestataire au prix de 50 150 € HT.

L'objet étant pour l'agglomération de stimuler une offre immobilière de bâtiments intégrant dans sa conception les usages du numérique actuels et futurs. Le référentiel numérique a ainsi pour but d'accompagner les différentes étapes d'un projet de bâtiment d'entreprises du tertiaire intelligent et de guider l'ensemble des acteurs du processus, de la maîtrise d'ouvrage au programmeur et de l'architecte aux entreprises.

- Parmi les opérations confiées par la Région Languedoc Roussillon, on notera les six missions suivantes accomplies par LRAD :

- Mission d'accompagnement à la modélisation de l'économie maritime

La mission, confiée le 15 novembre 2013, s'est réalisée sur une durée de 2 mois et sans prestataire au prix de 12 750 € HT.

L'objet étant de caractériser l'image de l'économie maritime régionale sur la base d'éléments quantitatifs et qualitatifs de référence. Cette image devant montrer l'interconnexion entre la mer et le territoire et représenter la chaîne de valeur liée à cette économie.

- Mission de pilotage des dossiers de la Cité de l'excellence sportive Font Romeu



La mission, confiée le 25 septembre 2012, s'est réalisée sur une durée de 22 mois au prix de 183 900 € HT dont 167 900€ pour LRAD et 16 000€ pour le prestataire CY GUEZENNEC.

L'objet étant d'assurer un appui dans la coordination des acteurs du site de Font Romeu dans la perspective de la création de la Cité de l'excellence sportive telle que prévue dans le protocole d'accord du 9 décembre 2011 entre le Ministre des Sports et le Président du Conseil Régional et en cohérence avec la politique de la Direction des Sports du Conseil Régional. La dynamique impulsée sur le site a conduit vers un projet de territoire au rayonnement mondial avec l'affirmation d'une réelle stratégie de développement du plateau Cerdan.

-Mission d'évaluation de l'appel à projet Oenotourisme :

La mission, confiée le 05/02/13, a été réalisée sur 15 mois par LRAD et sans prestataire au prix de 34 000 € HT.

L'objet étant de réaliser une mission d'évaluation des 18 projets sélectionnés dont 7 finalisés, afin d'évaluer la pertinence du projet proposé pour la filière oenotouristique régionale. L'évaluation vise à expliciter la mise en œuvre de l'action publique sous différentes formes et les relations entre les objectifs, les moyens et les résultats de cette action.

-Mission d'assistance au positionnement marketing du Pass :

La mission, confiée le 28/08/12, a été réalisée sur 10 mois avec les prestataires ABTEL et LABUI au prix de 100 000 € HT (dont 85 400 € HT pour LRAD, 5700 € HT pour ABTEL et 8 900€ HT pour LABUI).

L'objet étant de réaliser une mission d'accompagnement dans la mise en place et le développement de l'application touristique Mon Sud de France auprès des acteurs du Tourisme.

-Mission d'assistance méthodologique pour la définition d'un référentiel de l'éco-construction et innovation en LR, et sa mise en œuvre :

La mission, confiée le 14/12/11, a été réalisée sur 16 mois avec les prestataires CMN PARTNERS, et le cabinet d'avocat GIL-FOURRIER & CROS, au prix de 218 075 € HT (dont 111 375 € HT pour LRAD, 68 200 € HT pour CMN PARTNERS et 38 500 € HT le cabinet d'avocat GIL-FOURRIER & CROS).

L'objet étant de réaliser un référentiel régional et une cartographie régionale de l'ensemble des acteurs potentiels en termes de compétences et d'innovation dans le domaine de l'éco-construction, de réaliser une expérimentation de ce référentiel sur des bâtiments démonstrateurs déjà identifiés en région, et de réaliser une expertise juridique afin d'intégrer le référentiel éco-construction innovation aux différents dispositifs régionaux (appels d'offres des bâtiments démonstrateurs, appels à projet, concours bâtiments durables...).

-Mission d'étude de filières courtes de l'Eco-construction :

La mission, confiée le 15/01/13, a été réalisée sur 4 mois par LRAD sans prestataire au prix de 35 700 € HT.

L'objet étant de réaliser dans la continuité de l'action régionale « éco-construction et innovation », une étude des 7 principales filières courtes du Languedoc Roussillon, d'en identifier les enjeux et les problématiques, d'en recenser les acteurs et projets clés et de faire état du niveau de structuration de chacune de ces filières.

-Mission d'étude d'accompagnement à la définition d'un positionnement stratégique régional en faveur des projets EnR participatifs :

La mission, confiée le 22/01/13, a été réalisée sur 12 mois par le prestataire BBH au prix de 91 675 € HT dont 75 675 € HT pour LRAD et 16 000 € HT pour BBH.

L'objet étant de déterminer une stratégie régionale en faveur des projets EnR participatifs et d'accompagner la Région sur la définition d'un positionnement stratégique.

-Mission d'étude d'opportunité d'un parc naturel régional (PNR) de Camargue

La mission, confiée le 11/12/12, a été réalisée sur 8 mois par LRAD sans prestataire au prix de 82 875 € HT.

L'objet étant de réaliser une mission d'animation autour du projet de parc naturel régional avec la recherche de l'existence de porteurs de projets potentiel et l'évaluation des caractéristiques du territoire et des enjeux permettant une labellisation « PNR ». Cette mission permet à la Région d'affirmer son intérêt pour le territoire Camargue Gardoise et des Etangs Palavasiens.

Du point de vue financier en 2013, la SPL LRAD enregistre un chiffre d'affaires de 586 K€ (en baisse de 14.6% par rapport à 2012) ; le chiffre d'affaires se répartit à 72.8% pour les opérations confiées par la Région Languedoc Roussillon et pour 27.1% pour les opérations confiées par la Communauté d'agglomération de Montpellier, contre une répartition respective de 72.5% et de 27.5% en 2012.

On note ainsi un total de produits de 586 K€, et un total de charges de 564 K€ en 2013 (en baisse de 12.7% par rapport à 2012).

La société enregistre donc pour son troisième exercice social un bénéfice de 22 K€. Les capitaux propres s'élèvent à 40 K€ avec un capital social de 37 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPL LRAD pour l'exercice 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

SMC 18 4238 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDÀ suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE  
D'AMÉNAGEMENT - L'OR AMÉNAGEMENT - RAPPORT ANNUEL 2013 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. J.-P. RICO, Conseiller Communautaire , rapporte :

Par délibération n°12 223 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Jean-Pierre RICO pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement, en remplacement de M.C. Valette, représentant de l'agglomération au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales, et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Jean-Pierre RICO présente le rapport annuel 2013 de l'Administrateur de la Société Publique Locale d'Aménagement L'Or Aménagement.

La société a pour objet l'étude et l'aménagement de terrains, mais aussi l'exploitation, la gestion, l'entretien et la mise en valeur des équipements réalisés sur le territoire concerné ainsi que la mise en valeur des patrimoines bâtis ou non bâtis et des espaces naturels.

Au 31 décembre 2013, le capital social de la SPLA L'Or Aménagement composé de 21 000 actions pour un montant de 320 143 €, est inchangé. La Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 3,57% du capital de la société. La Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or est actionnaire majoritaire à hauteur de 51%.

La Communauté d'agglomération de Montpellier est représentée par 1 poste sur 18 au Conseil d'Administration de la société.

L'effectif moyen de la société est composé de 6 salariés dont 5 cadres.

Du point de vue de l'activité en 2013, les éléments ci-après sont à souligner.

Concernant les opérations d'aménagement, on note les concessions suivantes : la ZAC des Châtaigniers à Saint-Aunès pour un programme d'habitat diversifié et un total de dépenses cumulées de 5,2 M€ dont 5M€ sur la seule année 2013 ; la ZAC Lou Plan des Aires à Mudaison de 220 logements pour un total de dépenses cumulées de 723 K€ dont 524 K€ sur la seule année 2013 ; la ZAC Font de Manguio pour 1000 logements et un total de dépenses cumulées de 4.7 M€ en 2013.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage clôturées sur 2013, on note les conduites d'opérations suivantes : la réhabilitation de la cave coopérative en centre socio culturel pour la commune de Mudaison pour 43 K€, la construction de la piscine intercommunale à Lansargues pour la communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 56 K€, la construction des ateliers municipaux pour la commune de Candillargues pour 15,8 K€, le réaménagement du lido du petit et du grand travers en phase de conception pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 76 K€, l'extension de la zone d'activité de la Louvade pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 13 K€.

Concernant les conventions d'assistance à maîtrise d'ouvrage dont l'activité s'est poursuivie en 2014, il est précisé les conduites d'opérations suivantes : l'extension de la mairie pour la commune de Candillargues pour 43 K€, le remplacement des pannes A et B du port de Carnon pour la commune de Manguio pour 49,5 K€, la requalification de l'avenue de l'Europe pour la commune de la Grande Motte pour 178,6 K€, la construction d'une salle multi-activités et d'un espace jeunes à Candillargues pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 37,7 K€, la construction d'un groupe scolaire et l'extension de son restaurant sur la commune de Candillargues pour 72,8 K€, la construction d'une unité de production culinaire pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 46,7 K€, la reconstruction des postes d'amarrage des pontons H et G du bassin ouest du port de Carnon pour la commune de Manguio pour 8,7 K€, le schéma d'aménagement du port pour la commune de la Grande Motte pour 24,5 K€, ainsi que les phases de mise en œuvre, de suivi et de négociation foncière relatives à la ZAC Portes de l'aéroport pour la Communauté d'agglomération du Pays de l'Or pour 797 K€.

Les perspectives d'évolution en 2014 portent notamment sur les études préalables conduites à hauteur de 51.5 K€ pour la commune de Lansargues qui souhaite poursuivre son développement dans le cadre d'une opération d'aménagement, sur la poursuite de l'élaboration du projet de réaménagement du lido du petit et grand travers pour 160 K€, et sur une mission d'assistance à hauteur de 17K€ portant sur l'extension de la zone d'activités de Fréjorgues Est par le développement d'un lotissement à vocation économique sur une surface de 10 hectares.

Du point de vue financier, la SPLA L'Or Aménagement enregistre, pour 2013, un chiffre d'affaires hors taxe de 640 K€ (contre 367 K€ en 2012) et un résultat net bénéficiaire à hauteur de 214 K€ (contre 34 K€ en 2012).

L'ensemble des produits est issu des différentes opérations de concession (dont essentiellement les opérations des ZAC des Châtaigniers, Lou plan des Aires et La Font de Mauguio) et des différentes études menées en 2013.

Les capitaux propres s'établissent à 1 182 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SPLA L'Or Aménagement pour l'exercice 2013,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184804-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





## SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SERM - SOCIÉTÉ PUBLIQUE LOCALE D'AMÉNAGEMENT SAAM - RAPPORTS SPÉCIAUX 2013 SUR LES CONDITIONS D'EXERCICE DES PRÉROGATIVES DE PUISSANCE PUBLIQUE - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-3 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Economie Mixte Locales, la SERM et la SAAM ont remis leurs rapports spéciaux 2013 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique qui leur ont été confiées.

Par délibération n°12 215 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Madame Isabelle GUIRAUD pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SERM, aussi par délibération n°12 216 du Conseil de Communauté en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Philippe SAUREL pour la représenter au sein du Conseil d'Administration et aux Assemblées Générales de la SAAM.

Les sociétés SERM et SAAM exercent des prérogatives de puissance publique lors des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation d'opérations d'aménagement qui ont été déclarées d'utilité publique.

- En 2013, les opérations confiées à la SERM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :
  - ZAC Eureka Extension sur la Commune de Castelnau-le-Lez ;
  - ZAC Roquefraisie sur la Commune de Saint Jean de Vedas ;
  - ZAC Renouvellement et Développement Urbain Prades le Lez/Coste Rousse et Multisites Prata, sur la Commune de Prades le Lez ;
  - ZAC Cantausse, Aménagement Secteur Est de Saint Brès, sur la Commune de Saint Brès.

Pour la ZAC Eureka, l'enquête parcellaire concernait neuf unités foncières. En 2013 une unité foncière a été acquise à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC Roquefraisie, l'enquête parcellaire concernait vingt trois unités foncières. En 2013, aucune unité foncière n'a été concernée ni par une procédure judiciaire, ni à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC Renouvellement et Développement Urbain sur Prades le Lez, l'enquête parcellaire concernait trente deux unités foncières. En 2013, une unité foncière a été concernée par une procédure judiciaire.

Pour la ZAC Cantausse, Aménagement Secteur Est de Saint Brès, deux unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

- En 2013, les opérations confiées à la SAAM par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et concernées par ces prérogatives sont :
  - ZAC Descartes sur la Commune de Laverune ;
  - ZAC des Saurèdes sur la Commune de Castries.

Pour la ZAC Descartes, l'enquête parcellaire concernait dix-sept unités foncières. En 2013, sept unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique.

Pour la ZAC des Saurèdes, quatre unités foncières ont été acquises à l'amiable sous déclaration d'utilité publique et deux ont été soumises à acquisition par voie judiciaire en 2013.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les rapports spéciaux 2013 sur les conditions d'exercice des prérogatives de puissance publique de la SERM et de la SAAM,

Délibération n° 12489

- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Imc 184771-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - RAPPORT ANNUEL 2013 DE L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°12217 du Conseil en date du 22 avril 2014, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a désigné Monsieur Bernard TRAVIER pour la représenter au Conseil d'Administration et à l'Assemblée Générale de la Société Anonyme d'Économie Mixte Locale (SAEML) MONTPELLIER EVENTS, en remplacement de Madame Gabrielle DELONCLE ancienne représentante de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés d'Économie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Bernard TRAVIER présente le compte rendu des activités de la SAEML MONTPELLIER EVENTS au cours de l'exercice 2013.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, de la Park&Suites Aréna et du Parc des expositions. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et à la culture affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Le capital de la société, inchangé en 2013, s'élève à hauteur de 35 368 881 €. La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste aujourd'hui actionnaire principal avec 37,05% du capital (aux côtés de la Région Languedoc-Roussillon, qui est actionnaire à 35%). Elle détient six sièges sur dix-huit au Conseil d'Administration.

La société est toujours présidée en 2013 par Monsieur Frédéric Lopez, représentant de la Région Languedoc Roussillon.

Parmi les faits marquants de l'année 2013, il faudra noter la prise de fonction du nouveau Directeur Général, Antoine Perragin, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2013 et le changement de la dénomination de la société qui devient « MONTPELLIER EVENTS » lors du Conseil d'Administration en date du 28 juin 2013.

Au cours de l'exercice 2013, le Conseil d'Administration s'est réuni à quatre reprises les 11 mars, 12 juin, 9 octobre et 19 décembre 2013. L'Assemblée Générale des actionnaires s'est réunie en Assemblée Générale Mixte le 28 juin 2013 pour statuer sur les comptes de l'exercice 2012.

Des modifications relatives aux représentants des administrateurs ont été constatées sur 2013, pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec la nomination de Mr Renaud Calvat en remplacement de Mme Nicole Bigas ; pour le Comité de la Foire Internationale de la Vigne et du Vin, les mandats de censeur ont été renouvelés pour 6 ans.

L'effectif de la société est de 132 salariés au 31 décembre 2013 dont trois personnes en CDD (dont un effectif en contrat de professionnalisation, un apprenti et un mandataire social).

Pour l'activité des quatre sites, le chiffre d'affaires hors taxe s'établit à 25 820 K€, en hausse de 642 K€, soit 2,5% par rapport à 2012.

Sur le marché du MICE (Meeting, Incentive, Congress, Events) en progression de 5%, le chiffre d'affaires des congrès et corporate augmente de 6% et les salons accueillis de 25% grâce notamment à Sitévi (salon bi-annuel des filières vigne-vin, fruits & légumes et oléiculture). En revanche le chiffre d'affaires du marché du sport diminue de 12% en l'absence d'événements importants par rapport à l'année 2012. Le marché des spectacles connaît une légère progression de 1%. Enfin ; le marché des salons auto-organisés baisse de 2%.

Les quatre sites d'exploitation affichent un nombre total de 441 manifestations en recul de 4 % par rapport à 2012 : 60% ont été réalisées au sein du Corum-Palais des Congrès-Opéra, 17% au sein du Zénith Sud, 15% au sein du Parc des Expositions et 9% au sein de la Park&Suites Aréna.

Délibération n° 12490

La part relative aux congrès ou réunions d'entreprises s'est élevée à hauteur de 32%, celle des salons ou concours a été de 13%, tandis que 54 des manifestations ont concerné des spectacles ou des manifestations sportives.

Malgré une légère baisse de 4% du nombre de manifestations, le nombre de journées participants est en hausse de 12% pour atteindre 1 532 928 journées.

Le total des produits d'exploitation en hausse de 1,9% représente 26 910 K€ pour un total de dépenses d'exploitation de 29 469 K€ en progression de 6,3%.

Le résultat d'exploitation de la société s'affiche ainsi à -2 559 K€, soit une dégradation de 1 253 K€ par rapport à 2012, dû en partie au recul des salons auto-organisés, aux frais liés au redéploiement de la société et aux provisions pour contentieux salariés. Une décision de la Cour d'Appel de Montpellier concernant une contestation de licenciement datant de décembre 2010, entraîne une charge totale de 435 K€ dont 370 K€ impactent les comptes 2013.

Le résultat net présente un déficit de -3 324 K€, lié notamment aux charges d'amortissement de la Park&Suites Aréna ainsi qu'à la charge financière des intérêts d'emprunt porté par la société sur la réalisation de cet équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la société MONTPELLIER EVENTS pour l'exercice 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014

04 AOUT 2014

Imc 184478-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**HORS COMMISSION – ORGANISMES EXTÉRIEURS - SOCIÉTÉ ANONYME  
D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE SOMIMON - RAPPORT ANNUEL 2013 DE  
L'ADMINISTRATEUR - APPROBATION**

M. C. COUR, Conseiller Communautaire , rapporte :

En application de la délibération n°12218 en date du 22 avril 2014, et suite aux élections intervenues au sein du Conseil d'Administration, Monsieur Christophe COUR est président de la SOMIMON et représentant de la Communauté d'Agglomération à l'Assemblée Générale en remplacement de Mme G.Deloncle, représentante de l'agglomération au sein de la société pour l'année 2013.

Conformément aux dispositions de l'article L.1524-5 du Code Général des Collectivités Territoriales relatives aux Sociétés Anonymes d'Economie Mixte Locales et dans le cadre de l'exercice de son mandat, Monsieur Christophe COUR présente le compte rendu des activités de la société SOMIMON au cours de l'exercice 2013.

La SOMIMON sous la marque MERCADIS assure l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dont la zone de chalandise s'étend de Béziers à Montpellier jusqu'à Nîmes et Millau. La société permet d'organiser la mise en marché et la distribution des produits alimentaires de grande consommation sur une zone en plein essor démographique.

Au 31 décembre 2013, le capital social de la société est inchangé et la Communauté d'Agglomération de Montpellier détient toujours 42% des parts de la société ; elle occupe 4 sièges sur 10 au conseil d'administration dont le poste de Président.

Le conseil d'administration de la société a pris acte de la modification de certains représentants des actionnaires concernant : la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour lequel Mr Renaud Calvat a été nommé en remplacement de Mr Jean-Marcel Castet le 17 janvier 2013 et la Caisse Régionale de Crédit Agricole Mutuel du Languedoc représentée par Mr Pierre-Marie Pezet en remplacement de Mr Laurent Brieu le 21 décembre 2012.

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 28 mai et le 12 décembre 2013 ; l'assemblée générale mixte des actionnaires approuvant les comptes de l'exercice 2012 s'est tenue le 25 juin 2013.

La société est actionnaire de la SAEML SERM, elle détient 89 parts soit 0.02% du capital.

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2013.

En 2013, la société a poursuivi la réflexion et les études sur son programme de modernisation et d'insertion urbaine du MIN. A cette occasion, les questions de logistique urbaine de proximité et de plate-forme multi modale en lien avec le projet de renouvellement urbain du quartier de la Restanque ont été étudiées. Cette réflexion doit conduire à finaliser le plan stratégique d'évolution à moyen terme de la société courant 2014.

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du M.I.N, on dénombre pour 2013, vingt-et-une arrivées sur le site et quatre agrandissements pour seulement une réduction de surface et trois départs.

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice 2013 s'établit à 2 770 K€ en hausse par rapport à 2012 (soit +157 K€, soit +6 %) dont

- 596 K€ pour la filière agroalimentaire : (en progression de 12%) 668 K€ pour la filière « fruits et légumes » (en hausse de 11%) et 152 K€ pour l'activité horticole ( : en légère hausse de 4%) 499 K€ pour l'activité de « plate-forme frigorifique » (en progression de 4%)

Les produits totaux représentent 3 070 K€ (en progression de +106 K€, +4%) pour un total de charges de 3 064 K€ (soit +101K€), le résultat net de l'exercice s'élevant ainsi à +6 K€. Les capitaux propres de la société s'élèvent désormais à 1 070 K€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel de l'administrateur de la SOMIMON pour l'exercice 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc184619-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



**ADMINISTRATION GENERALE, CONTENTIEUX  
ET AFFAIRES JURIDIQUES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**



**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES  
PUBLICS LOCAUX - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été renouvelée suite aux dernières élections municipales.

Cette instance composée de 5 élus titulaires et suppléants et de 5 représentants d'associations de défense des usagers et consommateurs ou développant des actions en faveur de l'environnement au niveau local, est présidée par la Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant.

En application de l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, cette commission examine chaque année :

Les rapports des délégataires de service public tels que définis à l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Les rapports sur le prix et la qualité du service public d'eau potable, sur les services d'assainissement et sur les services de collecte, d'évacuation ou de traitement des ordures ménagères en application de l'article L 2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Un bilan d'activité des régies lorsque celles-ci sont créées ;

Le rapport mentionné à l'article L 1414-1 établi par le cocontractant d'un contrat de partenariat ;

Elle est consultée pour avis par l'assemblée délibérante ou par délégation par le Président :

Sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ou l'organe délibérant se prononce sur le principe de la délégation en application de l'article L 1411-4 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Sur tout projet de création d'une régie dotée de l'autonomie financière, avant la décision portant création de la régie ;

Sur tout projet de partenariat avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de ce partenariat dans les conditions prévues à l'article L 1414-2 ;

Sur tout projet de participation du service de l'eau ou de l'assainissement à un programme de recherche ou de développement avant la décision d'y engager le service.

Compte tenue de l'étendue des missions de cette commission et de l'importance des services publics gérés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier il est proposé de définir les principales règles de fonctionnement de cette commission dans un règlement intérieur ci-joint.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement intérieur de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) ;
- autorise Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte :

Dmc 183355-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original,

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
RAPPORT D'ACTIVITÉ DE LA COMMISSION CONSULTATIVE DES SERVICES  
PUBLICS LOCAUX - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission Consultative des Services Publics Locaux créée par délibération n°4943 du 23 décembre 2002 en application de la loi n°2002-276 du 27 février 2002 examine les rapports annuels des délégataires et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute. Elle émet aussi un avis sur tout projet de délégation de service public, avant que l'assemblée délibérante ne se prononce sur le principe de la gestion déléguée.

Pour l'année 2013,

- elle était présidée par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, Monsieur Jean Pierre MOURE ou son représentant Monsieur Pierre BONNAL.

- et composée comme suit :

- ✓ 4 Conseillers communautaires membres titulaires :

Robert SUBRA  
Louis POUGET  
Pierrette MIENVILLE  
Gilbert PASTOR

- ✓ 4 Conseillers communautaires membres suppléants :

Serge FLEURENCE  
Laurent JAOUL  
Frédéric TSITSONIS  
Hervé MARTIN

- ✓ Et de manière paritaire un représentant des associations d'usagers suivantes :

FAM Démarche  
Consommation Logement Cadre de Vie  
Comité de liaison des associations des Personnes Handicapées  
Association des Paralysés de France

Les services publics et équipements communautaires qui font l'objet d'un examen par la Commission Consultative des Services Publics Locaux sont actuellement les suivants :

- Service public de collecte et traitement des déchets ménagers
- Service public des transports en commun urbains
- Service public de l'eau potable et de l'eau brute
- Service public de l'assainissement
- Corum, Palais des Congrès et Zenith
- Marché d'Intérêt National
- Unité de méthanisation Ametyst
- Aquarium Mare Nostrum
- Patinoire Vegapolis.

En 2013, la Commission Consultative des Services Publics Locaux s'est réunie le 25 mars, le 19 juin et le 15 juillet.

Délibération n° 12397

Au cours de ces deux dernières séances, la Commission a examiné les rapports annuels des délégataires et les rapports sur le prix et la qualité des services publics de la collecte et du traitement des déchets ménagers, de l'assainissement, de l'eau potable et de l'eau brute.

Au cours de la séance du 15 juillet 2013 elle a aussi émis un avis sur le renouvellement de la gestion déléguée des services publics de l'eau et de l'assainissement et concernant l'exploitation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Lors de sa séance du 25 mars 2013 elle s'est prononcée le Projet de Recherche et Développement (PRD4), portant sur l'eau et l'hydraulique et sur la modification des règlements de service d'eau potable pour intégrer la nouvelle réglementation relative à l'écèlement de la facture d'eau en cas de fuite après compteur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prendre acte des travaux de la Commission Consultative des Services Publics Locaux de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au cours de l'année 2013 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'ensemble des actes relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture 05 AOUT 2014

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : SMC 184257-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES -  
RÈGLEMENT INTÉRIEUR DE LA COMMISSION DE CONTRÔLE DES COMPTES -  
APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Commission de Contrôle des Comptes a été constituée, au titre du mandat 2014-2020, pour exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises liées à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000€ par an.

Cette instance établie en application des articles R 2222-1 à R 2222-5 du Code Général des Collectivités Territoriales est composée de 5 élus titulaires et 5 élus suppléants.

Elle est présidée, en son sein par le président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant. Cette mission de contrôle concernera dans un premier temps les comptes produits par les délégataires de service public et transmis au titre des rapports visés à l'article L 1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Compte tenu de la technicité de cette mission et de l'importance des flux contrôlés, il est proposé d'adopter un règlement intérieur joint en annexe.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le règlement intérieur de la Commission de Contrôle des Comptes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture 05 AOUT 2014

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Emc 183353-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



## **COMMISSION DE CONTROLE DES COMPTES**

### **REGLEMENT INTERIEUR**

#### **ARTICLE 1 - OBJET DE LA COMMISSION**

La commission de contrôle des comptes a pour objet d'exercer un contrôle financier et comptable sur les comptes produits par les entreprises, organismes liés à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par une convention financière comportant des règlements de comptes périodiques représentant plus de 70 000 € par an et tenus de fournir à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des comptes détaillés de leurs opérations et plus particulièrement les délégataires de service public, en application des articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Ce contrôle s'exerce sur les rapports et les comptes produits par les entreprises et organismes mentionnés au présent article, notamment les délégataires dans le cadre des rapports mentionnés à l'article L. 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales. Ce contrôle s'opère sur les derniers comptes arrêtés.

#### **ARTICLE 2 - COMPOSITION**

La commission de contrôle des comptes est composée de 5 membres titulaires et 5 membres suppléants désignés par et au sein du Conseil Communautaire.

Elle est présidée, en son sein par le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant.

#### **ARTICLE 3 - PERIODICITE DES REUNIONS**

La commission de contrôle des comptes se réunit au moins une fois par an.

Elle se réunit aussi, à chaque fois que nécessaire, pour l'exercice de ses missions sur convocation du Président ou de son représentant.

#### **ARTICLE 4 - PUBLICITE DES REUNIONS**

Les réunions de la commission de contrôle des comptes ne sont pas publiques.

Tout enregistrement de ses travaux et débats non autorisés par le Président ou son représentant sont interdits.

#### **ARTICLE 5 - QUORUM**

Les membres de la commission de contrôle des comptes siègent en personne.

La commission de contrôle des comptes ne peut valablement se réunir que lorsqu'au moins 3 membres titulaires ou suppléants sont présents, y compris le Président ou son représentant.

#### **ARTICLE 6 - ORDRE DU JOUR ET CONVOCATION**

L'ordre du jour des séances de la commission de contrôle des comptes est fixé par le Président. Les rapports établis par les entreprises soumises au contrôle ainsi que, le cas échéant, les rapports d'analyses établis par des services compétents ou des tiers extérieurs, sont consultables, au plus tard le jour précédant la séance de la Commission au siège de la Communauté d'Agglomération.

Toute convocation est faite par le Président de la commission de contrôle des comptes ou son représentant. Elle indique les questions portées à l'ordre du jour. Elle précise les dates, heure et lieu de réunion.

Elle est adressée aux membres de la commission de contrôle des comptes, par lettre, courriel ou télécopie. Le délai de convocation ne peut être inférieur à 5 jours francs.

Cependant, s'il apparaît au Président de la commission de contrôle des comptes qu'une ou des affaires importantes et/ou urgentes n'ont pas été inscrites à l'ordre du jour, celui-ci peut transmettre un ordre du jour complémentaire dans un délai qui ne peut être inférieur à un jour franc avant la séance.

#### **ARTICLE 7 - AVIS**

La commission de contrôle des comptes formule des avis et/ou des recommandations sur tous les rapports et questions qui lui sont soumis.

#### **ARTICLE 8 - REPRESENTANTS DE L'ADMINISTRATION ET PERSONNALITES EXTERIEURES A LA COMMISSION DE CONTROLE DES COMPTES**

En fonction de l'ordre du jour, le Président ou son représentant peut inviter à participer à ses travaux, toute personne dont l'audition et l'expertise lui paraissent utiles.

Les cadres compétents habilités par la Direction Générale des Services assistent aux séances de la commission, sans prendre part aux débats.

#### **ARTICLE 9 - DEROULEMENT DE LA SEANCE**

Aucune affaire ne peut être débattue sans que le Président l'ait inscrite à l'ordre du jour.

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou son représentant assure la présidence des séances. Le Président de la commission de contrôle des comptes, ouvre les séances, maîtrise l'ordre du jour et peut à ce titre, le cas échéant, retirer un point inscrit à l'ordre du jour, dirige les débats et propose le cas échéant aux membres de la commission d'en fixer les modalités, accorde la parole, autorise et clôt, s'il y a lieu, les interruptions de séance, met aux voix les propositions et avis, prononce la clôture des séances après épuisement de l'ordre du jour.

#### **ARTICLE 10 - COMPTE RENDU**

Chaque réunion de la commission de contrôle des comptes fera l'objet d'un compte rendu qui retrace les principales questions et interventions et mentionne les avis et propositions de la commission de contrôle des comptes.

Il est transmis dans le mois suivant la séance de la commission à l'ensemble des membres de la commission.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND ,**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES  
– MARCHÉ N°3726AJ14 PRESTATIONS DE CONSEIL JURIDIQUE ET DE  
REPRÉSENTATION JURIDIQUE DANS LE CADRE DES RÈGLEMENTS DES LITIGES  
POUR LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - LANCEMENT  
DE LA PROCÉDURE - AUTORISATION DE SIGNATURE DES MARCHÉS**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, par délibération n°10117 en date du 21 avril 2011, a approuvé la conclusion d'un marché d'assistance et de représentation juridique qui arrivera à échéance le 31 décembre 2014.

L'étendue des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la complexité des opérations à mettre en œuvre imposent une pluralité de compétences juridiques. Par ailleurs, la continuité entre la mission de conseil juridique et la défense éventuelle de nos intérêts constitue un gage de cohérence et de sécurité juridique.

Il convient donc de lancer une nouvelle procédure de mise en concurrence et de publicité, conformément à l'article 30 du Code des Marchés Publics, selon une procédure adaptée restreinte, 5 candidats maximum par lots étant retenus après examen des candidatures.

Compte tenu de la multiplicité des champs d'intervention de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est proposé d'allotir ces prestations, chaque lot comportant une partie conseil et une partie représentation en justice.

Ces prestations se décomposent ainsi en 6 lots (attribués par marchés séparés) comme suit :

**Lot 1 :** Droit de la commande publique, domanialité (protection et occupation des domaines public et privé), assurances et dommages de travaux publics dont le montant est estimé à 163 000€ HT ;

**Lot 2 :** Droit de la fonction publique, droit social, droit du travail et mesures disciplinaires, droit pénal dont le montant est 36 000€ HT ;

**Lot 3 :** Droit privé, droit civil, droit des affaires, droit privé commercial, droit de la propriété intellectuelle, industrielle, ntic, artistique et littéraire, dont le montant est estimé à 30 000€ HT ;

**Lot 4 :** Droit public général (dont intercommunalité, fonctionnement des assemblées), Finances publiques et comptabilité publique, dont le montant est estimé à 20 000€ HT ;

**Lot 5 :** Droit de l'aménagement, urbanisme, construction, environnement (y compris procédures d'expropriation) dont le montant est estimé à 80 000€ HT

**Lot 6 :** Cassation (conseil ou représentation devant le Conseil d'Etat ou la Cour de Cassation) dont le montant est estimé à 17 000€ HT.

Ces estimations sont établies en fonction des paiements effectués au cours des derniers exercices. Elles ne constituent pas un engagement ou une prévision sur les dépenses futures, notamment compte tenu des éventuelles évolutions des compétences ou institutionnelles de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les nouveaux marchés prendront effet à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2015 et ce jusqu'au 31 décembre 2015 et pourront être expressément reconduits par période d'un an pour les années 2016, 2017 et 2018.

Il s'agit de marchés à bons de commande dont le montant annuel est établi sans minimum ni maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à

Délibération n° 12399

intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, en application de l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,  
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ces marchés et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : SMC 184275-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES  
- MARCHÉ N°3709MG14 D'ACQUISITION ET LIVRAISON DE VÊTEMENTS  
PROFESSIONNELS ET ÉQUIPEMENTS DE PROTECTION INDIVIDUELLE -  
CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES  
DE MONTPELLIER, JACOU, PÉROLS, PIGNAN, VILLENEUVE LÈS MAGUELONE,  
CASTRIES ET LE CCAS DE MONTPELLIER - LANCEMENT DE LA CONSULTATION -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, et les Communes de Montpellier, Jacou, Pérols, Pignan, Villeneuve les Maguelone, Castries et le CCAS de Montpellier doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de procéder à l'acquisition de vêtements professionnels et d'équipements de protection individuelle destinés à leurs agents, afin de leur permettre d'effectuer leurs missions et d'assurer leur sécurité.

Les marchés actuels concernant ces fournitures arrivent à échéance. Il convient donc de relancer une nouvelle procédure d'Appel d'Offres ouvert en application des articles 57 à 59, et 77 du Code des Marchés Publics.

Cette consultation a pour objet la mise en place de marchés à bons de commandes, sans minimum, ni maximum se décomposant en 5 lots permettant de couvrir l'ensemble des métiers qui nécessitent une ou plusieurs tenues ou équipements particuliers.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les communes pressenties ainsi que notre Etablissement Public de Coopération Intercommunal ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

Les besoins des membres du groupement de commande sont définis comme suit :

Pour la Communauté d'Agglomération : 87 000 € H.T.

- lot n°1 vêtements protocolaires, pour un montant annuel estimé à 20 000 € H.T.,
- lot n°2 vêtements régie de collecte, pour un montant annuel estimé à 30 000 € H.T.,
- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 10 000 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 12 000 € H.T.,
- lot n°5 vêtements de sport, pour un montant annuel estimé à 15 000 € H.T.

Pour la Commune de Montpellier : 50 000 € H.T.

- lot n°1 vêtements protocolaires, pour un montant annuel estimé à 50 000 € H.T.,

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Jacou : 13 000 € H.T.

- lot n°2 vêtements régie de collecte, pour un montant annuel estimé à 3 000 € H.T.,
- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 4 000 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 6 000 € H.T.,

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Pérols : 16 000 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 2 500 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 12 500 € H.T.,
- lot n°5 vêtements de sport, pour un montant annuel estimé à 1 000 € H.T.

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Pignan : 6 500 € H.T.

- lot n°2 vêtements régie de collecte, pour un montant annuel estimé à 4 000 € H.T.,
- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 1 500 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 1 000 € H.T.,

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Villeneuve les Maguelone : 7 400 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 1 400 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 6 000 € H.T.,

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour la Commune de Castries : 2 500 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 1 000 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 1 500 € H.T.,

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Pour le CCAS de Montpellier : 14 500 € H.T.

- lot n°3 chaussures de sécurité, pour un montant annuel estimé à 12 000 € H.T.,
- lot n°4 équipements de protection individuelle, pour un montant annuel estimé à 2 500 € H.T.,

La Commune ne participe pas aux autres lots.

Les marchés correspondant à chacun des lots seront signés et notifiés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, pour une durée de un an, à compter de leur notification. Chaque Commune membre du Groupement sera en charge de leur exécution pour ses besoins propres. Les marchés pourront être reconduits expressément pour 3 nouvelles périodes de un an par le coordonnateur pour le compte de l'ensemble des membres du Groupement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement d'un Appel d'Offres ouvert relatif à l'acquisition et la livraison de vêtements et d'équipements de protection individuelle ;
- autoriser, avant le lancement de la consultation, la souscription et la signature des marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de mise en concurrence, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire notamment concernant l'exécution des marchés conclus par la Communauté d'Agglomération, y compris leur résiliation le cas échéant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc184028-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES -  
MARCHÉ N°3727MG14 DE GARDIENNAGE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération gère dans le cadre de ses compétences, de nombreux équipements, pour lesquels des prestations de gardiennage de bâtiments, de chantiers ou de locaux divers doivent être assurées.

Le marché actuel arrivant à échéance le 31 décembre 2014, la réalisation de ces prestations doit faire l'objet d'une nouvelle mise en concurrence, sous la forme d'une procédure adaptée ouverte, conformément aux dispositions de l'article 30 du Code des marchés publics.

Le marché sera à bons de commande sans minimum et sans maximum. Il sera établi sur la base d'un coût unitaire d'intervention et d'un coût horaire de gardiennage.

Il sera conclu pour une durée d'un an à compter de sa notification avec possibilité de reconduction expresse dans la limite de trois reconductions annuelles, soit une durée maximale de 4 ans.

Le montant annuel estimé pour l'ensemble des prestations s'élève à 200 000 € H.T.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser, avant l'engagement de la procédure de passation, conformément à l'article L. 2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à souscrire le marché tel que défini ci-dessus, avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres à l'issue de la procédure de consultation et à le signer.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

IMC 184363-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PAÑOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES -  
MARCHÉ N°3710MG14 D'ENTRETIEN, CONTRÔLE ET MAINTENANCE DU PARC  
AUTOMOBILE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER -  
AUTORISATION DE LANCER UN APPEL D'OFFRE ET SIGNER LE MARCHÉ**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Afin de veiller à l'entretien, au contrôle et maintenance de son Parc Automobile (hors véhicules techniques de la collecte), la Communauté d'Agglomération de Montpellier, doit lancer une consultation sur appel d'offres en application des dispositions du Code des Marchés Publics en application des articles 33 3<sup>o</sup>al. et 57 à 59 et 77 (Appel d'Offres ouvert).

Les opérations d'entretien, contrôle et maintenance comprendront l'installation, la pose, la dépose, la mise au point, la mise en service, l'emploi des pièces de rechange, le diagnostic, le dépannage, la réparation, l'échange standard de pièces (action de remplacement d'une pièce identique, neuve d'origine ou remise en état conformément aux spécifications d'origine), révision, rénovation, reconstruction, maintenance préventive, maintenance corrective, maintenance curative.

Toutes les opérations liées à l'entretien du parc automobile de Montpellier Agglomération devront être réalisées dans le respect de la norme AFNOR X60.010.

Le marché sera à bons de commande sans minimum ni maximum. Il sera effectif au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et pourra être renouvelé par reconduction expresse pour trois périodes supplémentaires de un an.

Le montant estimatif annuel du marché n° 3710MG14 s'élève à 90 000 € H.T., soit 360 000 € H.T. sur 4 ans.

Les estimations de montants annuels ne sont pas contractuelles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement du marché n°3710MG14;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 900;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de mise en concurrence, à souscrire le marché à intervenir avec le candidat retenu par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à signer le marché n°3710MG14 ainsi que tout document relatif à cette affaire et à prendre toute décision relative à son exécution, y compris le cas échéant sa résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Jmc 184201-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**ADMINISTRATION GÉNÉRALE, CONTENTIEUX ET AFFAIRES JURIDIQUES –  
"MARCHÉ N°3713MG14 D'ACHAT ET LIVRAISON DE PAPIER POUR PHOTOCOPIEURS  
ET IMPRIMANTES - CONVENTION CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE  
COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER  
ET LES COMMUNES DE JACOU, PIGNAN, ST GENIÈS DES MOURGUES, VILLENEUVE  
LÈS MAGUELONE, PÉROLS, COURNONTERRAL, COURNONSEC - LANCEMENT DE  
LA CONSULTATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Jacou, Pignan, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve les Maguelone, Pérols, Cournonterral et Cournonsec doivent lancer une procédure de mise en concurrence en vue de l'acquisition et la livraison de papier pour imprimantes et photocopieurs destiné au fonctionnement de leurs services.

Afin de rationaliser leurs achats et de réaliser des économies d'échelle, les Communes présentes ainsi que l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale ont décidé de constituer un Groupement de Commandes conformément à la convention annexée et à l'article 8 du Code des Marchés Publics.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier est désignée coordonnateur du Groupement et sa Commission d'Appel d'Offres sera celle du Groupement.

La procédure de mise en concurrence sera conforme aux articles 57 à 59 du Code des Marchés Publics (Appel d'Offre Ouvert).

Les montants annuels estimatifs H.T. des commandes des membres du Groupement seront les suivants :

Pour :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier : 40 000 € H.T. ;
- La Commune de Jacou : 2 500 € H.T. ;
- La Commune de Pignan : 1 900 € H.T. ;
- La Commune de Saint Geniès des Mourgues : 375 € H.T. ;
- La Commune de Villeneuve lès Maguelone : 3 600 € H.T. ;
- La Commune de Pérols : 5 500 € H.T. ;
- La Commune de Cournonterral : 1 000 € H.T. ;
- La Commune de Cournonsec : 1 400 € H.T. ;

Conformément aux engagements de la Communauté d'Agglomération dans le cadre du Plan Climat Energie Territoire et du plan Local de Prévention des Déchets, ce nouveau marché prévoira l'acquisition en priorité de papier recyclé. De même, le grammage sera réduit afin de limiter en poids les quantités achetées et donc les déchets produits. Une baisse de 10 à 15% est attendue.

Les marchés à bons de commande, sans minimum, ni maximum seront signés et notifiés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au nom de l'ensemble des membres du Groupement, chargés, chacun en ce qui le concerne de leur exécution.

Ces marchés prendront effet au 1<sup>er</sup> janvier 2015 jusqu'au 31 décembre 2015. Il seront renouvelables trois fois par période d'un an, la reconduction expresse sera effectuée par le coordonnateur au nom des membres du groupement, conformément à la convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'établissement d'un Groupement de Commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les Communes de Jacou, Pignan, Saint Geniès des Mourgues, Villeneuve les Maguelone, Pérols, Cournonterral, Cournonsec et Murviel les Montpellier ;
- autoriser le coordonnateur du Groupement de Commandes à lancer un Appel d'Offres ;
- autoriser, avant le lancement de la procédure de mise en concurrence, la souscription et la signature des marchés à intervenir avec les candidats retenus par la commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la consultation conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Délibération n° 12403

- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire notamment concernant l'exécution des marchés conclus par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, y compris leur résiliation le cas échéant.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 184149-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.



## **AMENAGEMENT ET URBANISME**



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**AMÉNAGEMENT ET URBANISME – RÉVISION DES CARTES STRATÉGIQUES DE BRUIT ET DU PLAN DE PRÉVENTION DU BRUIT DANS L'ENVIRONNEMENT (PPBE)- CONVENTION DE GROUPEMENT DE COMMANDES AVEC LES COMMUNES DE MONTPELLIER, CASTELNAU LE LEZ ET LATTES - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET SIGNATURE DU MARCHÉ - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

La directive 2002/49/CE relative à l'évaluation et à la gestion du bruit dans l'environnement est transposée dans le code de l'environnement aux articles L 572-2 et suivants. Elle prévoit la réalisation de Carte Stratégique de Bruit (CSB), et la définition de Plans de Prévention du Bruit dans l'Environnement (PPBE). Posant les bases communautaires de la gestion de la lutte contre le bruit des infrastructures de transports terrestres, des aéroports et des industries, la directive ne concerne pas les bruits dans les lieux de travail, bruits de chantiers, bruits de voisinage et bruits d'activités domestiques ou d'activités dans les zones militaires.

La mise en œuvre de cette directive européenne a été prévue en deux étapes pour une application progressive.

Première échéance : Établissement et publication des cartes stratégiques de bruit (juin 2007) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (juillet 2008) pour :

- les agglomérations de plus de 250 000 habitants,
- les routes dont le trafic annuel est supérieur à 6 millions de véhicules (soit 16 400 véhicules/jour),
- les voies ferrées dont le trafic annuel est supérieur à 60 000 passages de trains (soit 164 trains par jour),
- les aéroports de plus de 50 000 mouvements par an.

Deuxième échéance : Établissement et publication des cartes stratégiques de bruit (juin 2012) et des plans de prévention du bruit dans l'environnement (juillet 2013) pour :

- les agglomérations de plus de 100 000 habitants,
- les routes dont le trafic annuel est supérieur à 3 millions de véhicules (soit 8 200 véhicules par jour),
- les voies ferrées dont le trafic annuel est supérieur à 30 000 passages de trains (soit 82 trains par jour).

L'objectif de cette démarche est de protéger la population et les établissements scolaires ou de santé des nuisances sonores excessives, d'identifier les « zones calmes » et de prévenir de nouvelles situations de gêne sonore. Il est aussi de garantir une information des populations sur le niveau d'exposition au bruit et sur les effets du bruit sur la santé, ainsi que les actions prévues pour réduire les nuisances sonores.

L'établissement de ces documents repose sur un partage de compétences entre l'Etat, les agglomérations chargés d'établir et de publier sur leur territoire les PPBE au titre de leur compétence en matière de lutte contre les nuisances sonores, ainsi que les gestionnaires des grandes infrastructures. En application de la loi dite « Chevènement » du 7 juillet 1999, la Communauté d'Agglomération de Montpellier dispose de la compétence "Protection et mise en valeur de l'environnement". A ce titre, elle est compétente en matière de lutte contre les nuisances sonores. Elle a donc procédé à l'élaboration de ses cartes stratégiques de bruit et à celle de son PPBE de 1<sup>ère</sup> échéance, respectivement approuvés le 15 janvier 2009 et le 1<sup>er</sup> avril 2010.

Règlementairement, « cartographie de l'environnement sonore » et « PPBE » doivent faire l'objet d'un réexamen au moins tous les 5 ans. La Communauté d'Agglomération a donc établi un premier bilan de ces documents.

Il en résulte les principales observations suivantes :



- Le PPBE a permis de développer une approche intégrée du bruit dans l'aménagement des villes et quartiers du territoire de l'agglomération. Il identifie de nombreuses préconisations pour les différents acteurs de l'acte de construire.
- Néanmoins, essentiellement conçu comme outil d'information et de sensibilisation aux effets d'un environnement bruyant, le plan d'actions du PPBE présente peu d'actions curatives en dehors de l'extension de l'aire piétonne et de la réalisation des lignes 3 et 4 du tramway.
- Par ailleurs, il ne précise pas le volume des populations concernées par les nuisances sonores dans les zones identifiées comme bruyantes, et ne détaille pas suffisamment les dispositifs curatifs, et les financements à mobiliser afin de résorber les points noirs du bruit identifiés sur le territoire de l'agglomération.
- Enfin, bien que le PPBE en vigueur identifie des « zones calmes modélisées » qui correspondent majoritairement à de grandes zones naturelles, celles-ci ne tiennent pas compte des activités humaines et le PPBE ne fait que de simples préconisations en ce qui concerne les mesures destinées à les préserver.

Dès lors, il est nécessaire que la Communauté d'Agglomération établisse son PPBE de 2<sup>nd</sup>e échéance, lequel concerne cinq des infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont elle a la charge : Avenue Georges Frêche (Castelnau le Lez) / Rue de la vieille Poste (Montpellier) / Rue Philippe Lamour (Castelnau le Lez) / Route de Carnon (Lattes) / Rue de la Castelle (Montpellier).

De plus, le PPBE en vigueur avait été réalisé sur l'unité urbaine de Montpellier au sens du décret du 24 mars 2006, soit 10 communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : Castelnau le Lez, Clapiers, Grabels, Jacou, Juvignac, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint-Jean-de-Védas et Vendargues, a depuis 2010 été étendu par l'INSEE. Par conséquent, 7 communes supplémentaires doivent aujourd'hui être prises en compte : Fabrègues, Lattes, Lavérune, Pérols, Prades-le-Lez, Saussan et Villeneuve-lès-Maguelone.

Ainsi au regard de ces différents éléments, il est proposé au Conseil d'engager la révision des Cartes de Bruit et du Plan de Prévention du Bruit dans l'Environnement.

Conformément aux textes réglementaires, cette révision permettra :

- de mesurer l'évolution de l'environnement sonore depuis 2010,
- d'évaluer les effets des mesures mises en œuvre.

Un diagnostic acoustique actualisé, établi par modélisation sous forme cartographique, identifiera :

- les zones à enjeux correspondant aux secteurs où la population est soumise à des niveaux de bruit dépassant les valeurs seuils réglementaires,
- ainsi que les « zones calmes » - définies comme « des espaces extérieurs remarquables par leur faible exposition au bruit » (qu'elles soient en zone naturelle ou en zone urbaine).

Le PPBE dressera également l'inventaire des actions menées ou à mener pour améliorer l'environnement sonore, en particulier celles qui nécessiteront un partenariat avec les différents gestionnaires d'infrastructures.

L'obligation de réalisation de PPBE s'impose également aux communes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes, dans le cadre de la mise en œuvre de la seconde échéance, pour les infrastructures de transport terrestres écoulant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont elles ont la charge. Aussi, dans un souci de cohérence d'ensemble des études, diagnostics et actions mises en œuvre et pour minimiser les coûts d'études techniques, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes souhaitent engager une démarche partenariale d'études.

Une convention de groupement de commandes a ainsi été établie pour préciser les conditions administratives et financières de ce partenariat. Il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier assume le pilotage d'un groupement chargé, à ce titre, de gérer la procédure de passation du marché, de signer, notifier et exécuter le marché. La Communauté d'Agglomération de Montpellier associera étroitement les communes à travers des comités de pilotage et comités techniques qui rassembleront les élus et techniciens des institutions concernées aux différentes étapes de cette étude.

Délibération n° 12395

Ce marché unique a été évalué sur la base du marché précédent et à l'aide de ratios ministériels à en fonction du linéaire d'infrastructures de transport terrestres écouant un trafic supérieur à 8200 véhicules/jour dont chaque collectivité concerné à la charge, à un montant global d'environ 167 000 €. Au regard de son montant global il sera attribué à l'issue d'une procédure de publicité et de mise en concurrence adaptées. Les montants estimatifs des contributions des membres du groupement sont les suivants :

- Communauté d'Agglomération : 150 750 €,
- Commune de Montpellier : 15 150 €,
- Commune de Castelnau le Lez : 1 350 €,
- Commune de Lattes : 90 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- engager la révision des cartes stratégiques de bruit et du PPBE de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ;
- approuver le projet de convention de groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les villes de Montpellier, Castelnau le Lez et Lattes concernant une étude de définition des plans de prévention du bruit dans l'environnement ;
- approuver le lancement d'une consultation en vue de la désignation d'un prestataire chargé d'assister la maîtrise d'ouvrage communautaire dans cette démarche, pour un montant prévisionnel de 167 000 € T.T.C
- approuver la conclusion d'une convention de groupement de commande en application de l'article 8 du Code des Marchés Publics et dans les conditions définies ci-dessus avec les communes de Montpellier, Lattes, Castelnau le Lez
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908 ;
- autoriser Monsieur Le Président à signer toutes les pièces et actes nécessaires à la réalisation de cette procédure.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc184230-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**AMÉNAGEMENT ET URBANISME – ECOCITÉ - COMMUNES DE LATTES ET DE PÉROLS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT ODE À LA MER - SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°2 À LA CONCESSION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le projet d'aménagement et développement durable (P.A.D.D.) du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006, a défini des sites stratégiques d'enjeu communautaire parmi lesquels figure celui situé le long de l'axe constitué par la troisième ligne de tramway sur la Route de la Mer (ancienne RD 21 devenue voirie d'intérêt communautaire), dénommée avenue Georges Frêche.

Ce site est l'assise d'un projet urbain majeur dit « Ode à la Mer » sur les communes de Lattes et de Pérols ayant pour objectif à la fois le renouvellement profond du tissu économique existant par la recomposition et la modernisation de l'armature et des formes de distributions commerciales, l'introduction de logements autour des stations de transport en commun pour conduire à une véritable mixité fonctionnelle et sociale et, la modernisation ou la création, selon les cas, d'équipements publics.

En outre ce projet a été retenu dans le cadre de l'appel à projet « Ecocité » initié par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, destiné à promouvoir les démarches innovantes dans les villes durables. Il prend en compte, dès sa conception, la gestion et le rattrapage hydraulique, la préservation de la biodiversité, l'organisation des transports autour du réseau de tramway, l'évolution des modes de consommation et de distribution commerciale, l'instauration d'une solidarité urbaine durable et une gestion décloisonnée et intelligente des services urbains.

Il en découle une démarche d'aménagement globale et concertée initiée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en lien avec les communes de Lattes et de Pérols, en application de l'article L.300-1 du Code de l'urbanisme au titre de sa compétence « aménagement de l'espace », pour enclencher un processus de renouvellement urbain et de sa compétence « développement économique » pour favoriser une adaptation des formes de distribution aux évolutions des modes de vie.

A cette fin, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération du conseil communautaire n°10 387 en date du 29 septembre 2011 de créer l'opération d'aménagement d'ensemble « Route de la Mer », dans le cadre des dispositions du Code de l'Urbanisme.

Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé, par délibération n°10 479 du 29 novembre 2011, de confier l'aménagement de cette opération à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 20 ans.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Il est rappelé que l'opération d'aménagement porte sur un périmètre d'environ 250 hectares situé sur les communes de Lattes et de Pérols.

Les objectifs de la collectivité pour cette opération d'aménagement sont :

- le renouvellement du tissu économique existant
- la recomposition des équipements commerciaux
- l'introduction de logements (mixité autour des stations de Tram)
- la modernisation et/ou création d'équipements publics

Le programme global prévisionnel des constructions comprend 900 000 m<sup>2</sup> Surface Plancher nouvelles répartis comme suit :

- 570 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de logements (6 000 à 8 000 logements);
- 75 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de bureaux et activités,

- 100 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher de commerces, en renouvellement des surfaces existantes (+/- 5%),
- 45 000 m<sup>2</sup> de Surface Plancher d'équipements publics.

Cet aménagement comprend l'ensemble des travaux de voirie, de réseaux, d'espaces libres et d'installations diverses à réaliser pour répondre aux besoins des futurs habitants ou usagers des constructions à édifier à l'intérieur du périmètre de l'opération.

Le cadre administratif de renouvellement urbain d'ensemble de ce territoire sera réalisé selon un processus de mise en place d'outils et de procédures d'aménagement successives par secteurs opérationnels cohérents (sous forme de ZAC, PUP, ou secteurs à taxe d'aménagement majorée, ...).

Compte-tenu de la signature de la concession fin 2011, l'activité de l'opération en 2013 a été limitée. Une équipe projet a été mise en place pour assurer la conduite de ce projet mi 2012.

L'année 2013 a vu la mise en place de la stratégie de développement opérationnelle (phasage, procédures réglementaires, concertation) et définition des secteurs opérationnels.

**Ode Acte 1** : le programme et le périmètre de la ZAC Parc d'Activités de l'Aéroport devenue ZAC ODE Actel a été modifié, puis approuvé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier le 25 juillet 2013 à l'issue d'une période de concertation avec le public, afin de mettre en cohérence le périmètre (extension au secteur du Phare) et le programme prévisionnel de la ZAC avec le nouveau projet urbain d'ensemble.

Cette ZAC s'étend sur 36,2 ha, et totalisera à terme un programme de construction de 200.000 m<sup>2</sup> (comprenant les 80.000 m<sup>2</sup> du Parc d'Activités de l'Aéroport existants + environ 120.000 m<sup>2</sup> de SDP restant à réaliser au titre de la 2e tranche à aménager par la SAAM, au droit de la station de tramway Ecopole).

Le programme restant à réaliser constitue la première phase du projet d'aménagement d'ensemble. Il est destiné à être livré en 2014 et 2018.

Ce programme permet ainsi d'enclencher le processus de mutation et de renouvellement urbain, en accueillant massivement le transfert d'enseignes situées le long de la route de la mer et en libérant certains secteurs en mutation d'ODE Acte 2.

Une procédure de DUP avec mise en compatibilité du PLU de Pérols a été préparée, puis engagée par les collectivités et instruite par la Préfecture.

Cette ZAC est désormais opérationnelle, et permet de réaliser le programme envisagé.

**Ode Acte 2** : une nouvelle ZAC a été créée par délibération n°11982 du 27 novembre 2013 du conseil communautaire en vue de poursuivre le renouvellement urbain (secteurs Delta / Fenouillet Nord / Solis), de permettre la rénovation commerciale des galeries d'hypermarché en introduisant des logements/services en superposition des commerces, et d'accompagner ce renouvellement par des projets résidentiels sur les terrains acquis sur les secteurs du Mas de Couran et de l'Estagnol.

Elle s'étend sur un périmètre d'environ 111 ha, pour une constructibilité totale de 640.000 m<sup>2</sup>

Le dossier de réalisation de la ZAC et la mise en compatibilité des PLU de Lattes et Pérols sont programmés courant 2015/2016, sur la base d'un plan-guide d'urbanisme à finaliser avec les collectivités concernées.

**Zone urbaine mixte de Bòirargues**, le long de l'avenue Georges Frêche : un secteur à Taxe d'Aménagement majorée a été mis en place, et approuvé par le conseil municipal de Lattes. Le périmètre concerne les terrains localisés entre l'allée des platanes et l'avenue Georges Frêche, et situés hors ZAC. Cette procédure permettra de gérer le renouvellement urbain de ce secteur et financer une partie de la rénovation et du renforcement des réseaux et des aménagements qualitatifs de surface de l'allée des Platanes et des accotements de l'avenue Georges Frêche, au droit de ce secteur.

Au 31 décembre 2013, l'opération enregistre un cumul de 18,9M€ de charges, financées par 273 K€ de recettes de cession, 6,42 M€ de participations du concédant, 6 M€ d'avance de trésorerie et 10 M€ d'emprunts et un excédent temporaire de trésorerie d'environ 3,5M€.

Les engagements pris depuis le début d'année conduiront à fin 2014, à un cumul prévisionnel de 31,8 M€ de charges, à financer par 4,6 M€ de recettes (dont environ 2,4 M€ restant à contractualiser), 8,4M€ de participation du concédant (dont 2M€ restant à verser), 6M€ d'avances de trésorerie (déjà versés), et de 14M€ d'emprunt (dont 4M€ restant à lever).

Le programme, les secteurs et le calendrier de développement pendant les vingt années de la concession a pu être cerné et précisé grâce à la poursuite des études et grâce à la définition en 2012/2013 de la stratégie de développement opérationnel.

Délibération n° 12470

Un travail fin d'optimisation des dépenses et recettes prévisibles a été entrepris afin de limiter le bilan prévisionnel et d'alléger la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est donc proposé :

- de limiter le budget de l'opération à la réalité du projet urbain pour les 20 ans de la concession (2011-2031),
- de diminuer en conséquence la participation de la Communauté d'Agglomération, de 50% sur la période 2015-2020 et en fin d'opération.

Le bilan proposé correspond donc globalement à une baisse du budget prévisionnel d'environ -47M€ (-20%), et une baisse de la participation de -10M€ (-25%), réduite de moitié sur la période 2015-2020 et supprimée les deux dernières années de la concession (2030 / 2031).

La programmation concernant les 20 premières années porte sur environ 770.000 m<sup>2</sup> de SDP, sur le total des 900.000 m<sup>2</sup> environ programmés pour l'ensemble du projet urbain, le solde de 130.000 m<sup>2</sup> se développant au-delà des 20 ans de la concession qui n'est plus inclus dans le bilan prévisionnel de la concession d'aménagement.

Les frais financiers ont été maîtrisés (-47%). La mobilisation d'emprunt reste stable à un montant significatif de 52M€.

Le nouveau bilan prévisionnel proposé est ainsi arrêté à un budget de 193,37M€, pour une participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 32,421 M€.

Le recalage du bilan prévisionnel de l'opération permet d'alléger la contribution financière de la collectivité au projet, dans le cadre des 20 années de la concession d'aménagement.

En conséquence, un avenant n°2 est proposé pour confirmer le bilan prévisionnel recalé, ainsi que le montant et le calendrier de versement de la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement Ode à la Mer , présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement Route de la Mer, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver l'avenant n°2 prenant en compte le bilan prévisionnel remanié ainsi que le versement de la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014

04 AOUT 2014

Smc 184232-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SECTEUR DE LA MOGÈRE - DÉCLARATION DE PROJET SUR L'INTÉRÊT GÉNÉRAL DE L'OPÉRATION D'AMÉNAGEMENT DE ZAC - MISE EN COMPATIBILITÉ DU PLU DE MONTPELLIER**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Situé sur le territoire des villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Mogère, intitulé « Méjanelle-Pont Trinquat » par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, va accueillir la gare nouvelle dite Montpellier Sud de France, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site fait partie des onze sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCoT approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 ; il est inclus dans le territoire de l'Ecocité Montpelliéraine, retenu par l'Etat, la Caisse des Dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité de développement durable innovant, exemplaire et « duplicable ».

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013 le conseil communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, dénommée « OZ Montpellier Nature Urbaine », son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Cette opération d'aménagement d'ensemble prévoit la mise en oeuvre des orientations stratégiques identifiées dans le cadre du SCOT pour ce site.

Pour accompagner la mise en service, dès 2017, de la ligne Grande Vitesse (CNM) et de la gare Montpellier Sud de France d'une part, de l'autoroute A9 déplacée d'autre part, la Communauté d'Agglomération a souhaité la mise en oeuvre, dans le cadre de ce projet d'ensemble, d'une première opération dans un cadre maîtrisé sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sens des dispositions L.311-1 et suivants du code de l'urbanisme autour de la future gare Montpellier Sud de France.

Par délibération n°11928 du 29 octobre 2013, à l'issue de la concertation avec le public et de la mise à disposition de l'étude d'impact avec avis de l'autorité environnementale, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC OZ 1 autour de la future gare TGV. Le projet couvre une superficie de 60 ha, entièrement situés sur le territoire de la commune de Montpellier, dont 30 ha environ en urbanisation nouvelle.

La surface de plancher prévisionnelle est estimée à 400 000 m<sup>2</sup> avec mixité conformément aux orientations du SCOT (pôle tertiaire, logement, commerces, services).

Le bilan de l'opération ZAC OZ 1 est estimé à environ 105 209 000 € HT et s'équilibre en dépenses et recettes.

Le coût des travaux d'aménagement est estimé à 56 535 000 € HT. Ces travaux comprennent l'ensemble des travaux de viabilisation à réaliser dans le cadre de la ZAC ; l'ensemble des travaux d'aménagement paysagers dont les aménagements du parc Nègue-Cats nord ; les aménagements spécifiques liés au parc du Nègue-Cats et qui concourent au développement innovant des activités à caractère de loisir urbain ou d'agriculture urbaine ; l'ensemble des travaux hydrauliques.

La réalisation de cette opération s'inscrit en cohérence avec les orientations générales du Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) de la Ville de Montpellier.

Pour autant, l'évolution des dispositions du PLU, sur le périmètre concerné est nécessaire.

En effet, le périmètre de l'opération d'aménagement recouvre exclusivement des secteurs de la zone AU0, bloquée, du PLU de la ville de Montpellier approuvé le 2 mars 2006, secteur voué de longue date à l'urbanisation future, qu'il est donc nécessaire de faire évoluer pour permettre la réalisation du projet.

Cette adaptation porte plus spécifiquement sur :

- la définition des orientations d'aménagement à instaurer sur ce périmètre ;
- la création d'une nouvelle zone à urbaniser 14AU intégrant les principes d'aménagement urbain du projet ;
- la création d'un secteur de zone naturelle N-6 correspondant à une partie du futur parc public du Nègue-Cats à aménager ;



- la suppression et la réduction des emplacements réservés existants sur le secteur, non compatibles avec le projet, avec l'accord de leurs bénéficiaires (Etat, Réseau Ferré de France, Région Ile de France, Ville de Montpellier,)

Pour procéder à cette évolution, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la procédure de mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, sans DUP, dans le cadre notamment des dispositions des articles L. 300-6, L. 123-14, L. 123-14-2 et R. 123-23-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération n°11980 du 27 novembre 2013, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé les dossiers en vue de l'enquête publique unique préalable à la déclaration de projet portant sur la ZAC OZ 1 et la mise en compatibilité du PLU de Montpellier et a demandé à Monsieur le Préfet l'ouverture de l'enquête publique unique préalable à la déclaration de projet et à la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier.

L'autorité environnementale, dans son avis sur l'évaluation environnementale du dossier de mise en compatibilité de PLU en date du 9 décembre 2013 ne formule aucune observation complémentaire à celui, favorable, daté du 4 octobre 2013 relatif à l'étude d'impact du dossier de création de ZAC. Conformément aux dispositions prévues aux articles L123- 14-2 et R.123-3 relatives à la procédure de mise en compatibilité du PLU, une réunion d'examen conjoint des personnes publiques associées s'est tenue le 2 décembre 2013.

Selon le procès-verbal de cet examen conjoint, après rappel des enjeux du projet pour le devenir de l'agglomération, de la démarche engagée, des principales orientations du programme et du parti d'aménagement de la ZAC et des adaptations nécessaires au Plan local d'urbanisme, ont été soulignés :

- l'approche novatrice en matière de stationnement dans le cadre de l'Ecocité ;
- le respect des dispositions relatives à la préservation des espaces naturels et patrimoniaux remarquables ainsi que celles relatives au Plan de Prévention des Risques Inondations ;
- l'offre de logements sociaux ;
- l'enjeu de ce site en termes d'intermodalité et d'infrastructures de transport, de création des articulations nécessaires entre le nouveau quartier et les quartiers environnants et de gestion des flux pendulaires et de transit.

Le 17 décembre 2013, Monsieur le Préfet de la région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a pris un arrêté n°2013-01-2365 en vue de procéder à l'ouverture d'une enquête publique préalable à la déclaration de projet portant à la fois sur l'intérêt général de l'opération et la mise en compatibilité du Plan Local d'Urbanisme de Montpellier avec le projet.

Cette enquête publique s'est déroulée pendant 32 jours consécutifs du mardi 7 janvier au vendredi 7 février 2014 inclus.

Le rapport du commissaire enquêteur, M. Frédéric SZCZOT, établi en date du 6 mars 2014, conclut par un avis favorable sur ce dossier.

Ce rapport du commissaire enquêteur a été transmis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi qu'à la ville de Montpellier par courrier daté du 7 mars 2014 et reçu le 12 mars 2014.

Au vu des résultats de l'enquête publique du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur il n'y a pas eu lieu d'apporter de modification au projet.

Conformément aux dispositions de l'article L. 123-14 code de l'urbanisme, la déclaration de projet doit intervenir au terme de la procédure de mise en compatibilité du PLU prévue par l'article L. 123-14-2 du code de l'urbanisme.

Dans ce cadre, conformément aux dispositions de l'article R123-23-3 du code de l'urbanisme la Communauté d'Agglomération a sollicité Monsieur le Préfet en vue de l'approbation de la mise en compatibilité du PLU de Montpellier, compte tenu du délai de deux mois écoulé depuis la communication de l'avis du commissaire enquêteur.

Par arrêté n°2014-01-1269 du 16 juillet 2014 Monsieur le Préfet a approuvé la mise en compatibilité du PLU avec le projet.

Aussi, conformément aux dispositions de l'article L.123-14 du code de l'urbanisme, la Communauté d'Agglomération de Montpellier est amenée à se prononcer sur l'intérêt général de cette opération telle que décrite dans le dossier soumis à enquête (voir annexes à la présente délibération).

Par ailleurs, en application des dispositions prévues par les articles R.123-24 et R. 123-25 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera publiée au recueil des actes administratifs, elle fera l'objet d'un affichage pendant un mois au siège de l'agglomération et en mairie de Montpellier

Délibération n° 12471

et mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Le dossier peut être consulté au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- prononcer par la présente déclaration l'intérêt général du projet d'opération d'aménagement de la ZAC OZ1 en prenant en considération notamment l'objet de cette opération, son étude d'impact, l'avis de l'autorité environnementale de l'Etat sur cette étude, les avis émis sur le dossier, le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,
- dire qu'il n'y a pas lieu de modifier le projet au vu notamment des avis émis sur le dossier, du rapport et des conclusions du commissaire enquêteur,
- dire que cette délibération fera l'objet des mesures de publicité prévues ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Imc 184707-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

## **AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SECTEUR DE LA MOGÈRE - DOSSIER DE RÉALISATION DE LA ZAC ET PROGRAMME DES EQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Situé sur le territoire des villes de Montpellier et Lattes, entre l'autoroute A9 et le quartier de Boirargues, le site de la Mogère, dénommé « Méjanelle-Pont Trinquat » par le Schéma de Cohérence Territorial (SCoT) de l'Agglomération de Montpellier, va accueillir la gare nouvelle dite Montpellier Sud de France, projet lié à la réalisation de la ligne ferroviaire à grande vitesse « Contournement Nîmes Montpellier » (CNM).

Ce site fait partie des onze sites stratégiques d'enjeu communautaire identifiés au SCOT de l'agglomération de Montpellier approuvé par délibération n°6863 du 17 février 2006 ; il est également inclus dans le territoire de l'Ecocité Montpellicaine, retenu par l'Etat, la Caisse des dépôts et Consignations et l'ADEME, au titre de la démarche nationale Ecocité de développement durable innovant, exemplaire et « duplicable ».

Par délibération n°11823 du 24 septembre 2013, le conseil communautaire a approuvé la réalisation du projet urbain dans le cadre d'une opération d'aménagement d'ensemble, dénommée « OZ Montpellier Nature Urbaine », son périmètre et son programme et a décidé d'en confier la réalisation à la SAAM dans le cadre d'une concession d'aménagement.

Pour accompagner la mise en service, dès 2017, de la ligne Grande Vitesse (CNM) et de la gare *Montpellier Sud de France* d'une part, de l'autoroute A9 déplacée d'autre part, la communauté d'agglomération a souhaité la mise en œuvre, dans le cadre du projet urbain d'ensemble, d'une première opération dans un cadre maîtrisé sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) au sens des dispositions L.311-1 et suivantes du code de l'urbanisme autour de la future gare Montpellier Sud de France.

Il s'agit de permettre la desserte (viaire et réseaux) de la gare nouvelle et de son environnement futur en traduisant la volonté de mettre en œuvre les principes du SCoT et du Plan de Déplacement Urbain (PDU) de l'agglomération montpellicaine, relatifs à la localisation des polarités urbaines majeures de la métropole de demain autour des principaux pôles d'échanges structurant la desserte du territoire.

Par délibération n° 11928 du 29 octobre 2013, à l'issue de la concertation avec le public et de la mise à disposition de l'étude d'impact avec avis de l'autorité environnementale, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC OZ 1 autour de la future gare TGV.

Cette ZAC est intégralement située sur le territoire de la Commune de Montpellier.

Elle couvre une superficie de 60 ha, dont 30 ha environ en urbanisation nouvelle, selon le périmètre défini par la délibération n°11928 du 29 octobre 2013 créant la ZAC.

Son périmètre recouvre exclusivement des secteurs de la zone AU0 du PLU de la ville de Montpellier, dont l'urbanisation est bloquée, qu'il est donc nécessaire de faire évoluer en compatibilité avec le projet.

Pour procéder à cette évolution, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé la mise en compatibilité du PLU par déclaration de projet, sans Déclaration d'Utilité Publique, dans le cadre notamment des dispositions des articles L. 300-6, L. 123-14, L. 123-14-2 et R. 123-23-3 du Code de l'Urbanisme.

Par délibération de ce même conseil, le conseil de communauté s'est prononcé, par déclaration de projet, sur l'intérêt général de cette opération d'aménagement.

Afin de passer en phase opérationnelle, il convient, conformément à l'article R 311-7 du Code de l'urbanisme, d'approuver le dossier de réalisation de la ZAC.

Le dossier de réalisation porte sur :

- le projet de programme d'équipements publics à réaliser,
- le projet de programme global de constructions à réaliser,
- les modalités prévisionnelles de financement de l'opération d'aménagement échelonnées dans le temps.

Le descriptif du programme global de constructions et du programme d'équipements à réaliser avec leurs modalités de financement échelonnées dans le temps sont détaillés dans le dossier de réalisation joint en annexe.

L'ensemble des éléments du projet, notamment le programme, ayant été intégrés à l'étude d'impact telle que figurant au dossier de création de la ZAC approuvée par délibération n°11928 du 29 octobre 2013 et ayant fait l'objet d'un avis de l'autorité environnementale en date du 4 octobre 2013, il n'y a pas eu de compléments apportés à cette étude d'impact

En ce qui concerne le projet de programme des équipements publics :

Les équipements programmés relèvent, dans l'ensemble, de la compétence de la communauté d'agglomération et seront réalisés par l'aménageur dans le cadre de la concession d'aménagement. Le projet de programme d'équipements publics comprend l'ensemble des voiries et réseaux divers et aménagements permettant d'assurer la desserte et la qualité du nouveau quartier :

- l'ensemble des travaux de viabilisation à réaliser dans le cadre de la ZAC OZ1 : voiries (y compris voiries provisoires), places publiques, stationnements, aménagements cyclables, trottoirs, éclairage public ; les réseaux publics divers, dont eau potable, assainissement des eaux usées, électricité et postes de transformations, réseau de télécommunication et Nœud de Raccordement Optique (NRO) chauffage urbain ; les travaux préparatoires et préalables les travaux spécifiques (raccordement aux réseaux extérieurs) et les travaux de reprise inhérents à ce type d'opération d'aménagement, y compris ceux extérieurs à l'opération mais qui lui sont nécessaires,
- l'ensemble des travaux d'aménagement paysager, espaces verts et plantations dont les aménagements du parc du Nègue Cats Nord,
- l'ensemble des aménagements hydrauliques, destinés à assurer la compensation réglementaire des aménagements réalisés, diminuer le risque inondation sur les zones exposées existantes et réduire la pollution diffuse dans le milieu naturel dont la majorité se situent dans le parc du Nègue-Cats ; pour des raisons gravitaires certains aménagements se situent hors du périmètre de la ZAC OZ1 dont elles en constituent des équipements publics connexes

Le programme des équipements publics comprend des aménagements structurants, réalisés dans une logique opérationnelle d'ensemble pour répondre aux besoins des futurs habitants et usagers de cette opération mais également aux opérations d'aménagements successives qui se réaliseront dans le cadre de la concession d'aménagement de l'opération d'ensemble.

En ce qui concerne le programme global de construction :

- la surface de plancher prévisionnelle est de 400 000 m<sup>2</sup>

En ce qui concerne les modalités prévisionnelles de financement :

- les modalités prévisionnelles de financement de la ZAC, qui est intégrée dans la concession d'aménagement de l'opération d'ensemble OZ Montpellier Nature Urbaine confiée à la SAAM, prévoient des dépenses et des recettes, échelonnées dans le temps, et qui s'équilibrent.

Le coût prévisionnel global de l'ensemble de la ZAC, toutes indemnités comprises s'élève en recettes et en dépenses à environ 105 209 000 € HT.

Le coût des travaux d'aménagement est estimé à 56 535 000 € HT. Il comprend notamment le coût des voies, des places de stationnements publics, des réseaux publics intérieurs à la zone et des espaces verts correspondant aux besoins des futurs habitants et usagers de la zone.

Une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux équipements publics dont l'usage et la vocation dépasse les besoins des habitants et usagers futurs de la ZAC OZ 1 est prévue ; elle est estimée à 5 279 000 € HT.

Des participations des opérations d'aménagement futures, réalisées dans le cadre de la concession d'aménagement de l'opération d'ensemble, sont prévues à hauteur de 4 315 000 € HT.

Des fonds de concours pour des équipements nécessaires à la ZAC mais réalisés hors concession d'aménagement sont prévus ; leur montant est estimé 9 032 000 € HT.

La participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) s'appliquera à la ZAC, son montant résiduel sera calculé en déduction du montant des travaux d'assainissement à réaliser à l'intérieur du périmètre de la ZAC.

Délibération n° 12472

Il est proposé au Conseil de Communauté d'approuver le dossier de réalisation et le programme des équipements publics de la ZAC OZ 1

Conformément aux dispositions des articles R.311-9 et R.311-5 du Code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet des mesures de publicité requises.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de réalisation de la ZAC OZ 1,
- approuver le programme des équipements publics susvisé,
- dire que ledit dossier de réalisation sera tenu à la disposition du public à l'hôtel d'Agglomération à Montpellier aux jours et heures d'ouverture des bureaux au public,
- dire que la présente délibération fera l'objet de l'affichage et des mesures de publicité requises,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014  
Smc 184718 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**AMÉNAGEMENT ET URBANISME – COMMUNE DE MONTPELLIER - ZAD  
PONT TRINQUAT MÉJANELLE - CONSTITUTION D'UNE RÉSERVE FONCIÈRE  
- ACQUISITION DE LA PROPRIÉTÉ CADASTRÉE SR 14, 16, 17, 18 ET 20 -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Par délibération en date du 28 juin 2012, le Conseil de Communauté a autorisé le lancement des procédures de Déclaration d'Utilité Publique et enquête parcellaire pour la constitution d'une réserve foncière sur l'ensemble des parcelles des Communes de Lattes et de Montpellier délimitant le futur quartier gare TGV et représentant une superficie d'environ 50 hectares.

Un arrêté déclarant la constitution de cette réserve foncière d'Utilité Publique (DUP) et rendant ces parcelles cessibles au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été pris par Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault le 14 juin 2013.

Les parcelles cadastrées SR n°14, 16, 17, 18 et 20, d'une surface totale de 23 416 m<sup>2</sup>, situées lieudits Le Tilleul à Montpellier, classées en zones AU0-5 et A au Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Montpellier et appartenant aux consorts VIEU, ont été déclarées cessibles.

Après négociations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les consorts VIEU ont abouti à un accord qui prévoit les dispositions suivantes :

- l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains classés en zone AU0-5 du PLU (zone d'urbanisation future) à la valeur maximale fixée par France Domaine, soit 30 €/m<sup>2</sup> de terrain ;
- l'acquisition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier des terrains classés en zone A du PLU (agricole) à 12 €/m<sup>2</sup> de terrain, soit une valeur supérieure à celle estimée par France Domaine, mais conforme aux références des prix des transactions constatées antérieurement sur ce site et sur d'autres secteurs montpellierains présentant des configurations similaires (zones A bénéficiant d'une situation qualifiée de « privilégiée » par le Juge de l'Expropriation, compte tenu de leur positionnement géographique urbain dans la commune centre de l'agglomération).

Le montant total de l'acquisition est de 411 752,20 €.

Il se décompose comme suit :

- 379 272 € au titre de l'acquisition des terrains (Indemnité principale) ;
- 32 480,20 € d'indemnité de remploi dans le cadre de la DUP.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'acquisition de la propriété de l'Indivision VIEU, cadastrée SR 14, 16, 17, 18, 20 d'une superficie totale de 23 416 m<sup>2</sup>, située lieudit Le Tilleul à Montpellier, aux conditions de la promesse de vente ci-annexée et au prix de 411 752,20 euros toutes indemnités confondues, frais d'acquisition en sus à la charge de l'acquéreur,
- dire que les crédits correspondants sont inscrit au chapitre 908 du budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la promesse de vente, l'acte de vente et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Dmc 18 3772 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







## SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**AMÉNAGEMENT ET URBANISME – SECTEUR DE LA MOGÈRE - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT OZ MONTPELLIER NATURE URBAINE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°2 À LA CONCESSION - CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE - AVENANT N°1 À LA CONVENTION - APPROBATION**

Mme S. JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée à l'Aménagement et Urbanisme, rapporte :

Le secteur de la Mogère, situé sur les Communes de Montpellier et de Lattes, est traversé par les deux grandes infrastructures « jumelées » que sont l'autoroute A9 déplacée et le contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) et constitue aussi et surtout le site d'accueil de la future gare nouvelle *Montpellier Sud de France*.

De ce fait, le SCoT a identifié ce secteur comme un site stratégique en termes d'aménagement du territoire. A ce titre, son aménagement relève de la compétence de l'Agglomération.

Celle-ci est directement impliquée dans la réalisation de ces équipements majeurs, puisqu'elle s'est engagée à participer à près de 100 M€ à la réalisation du CNM, des gares nouvelles de Montpellier et de Nîmes, ainsi qu'à la desserte et à la viabilité de la gare *Montpellier Sud de France* à travers l'aménagement du secteur. Au total, rappelons que se sont près de 2 000 M€ qu'investissent l'Europe, l'Etat, la Région Languedoc-Roussillon, le Conseil général du Gard et les Communautés d'Agglomération de Montpellier et Nîmes-Métropole sur le doublet de lignes (CNM et voie ferrée historique) et sur les deux gares nouvelles.

Dans ce contexte, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé sur le secteur de la Mogère plusieurs études urbaines destinées à définir sa vocation, a engagé des procédures d'urbanisme et d'aménagement, dont la création d'une 1<sup>ère</sup> ZAC, dite ZAC Oz 1, et la mise en enquête publique d'un dossier préalable à déclaration de projet emportant la mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier et a contracté une concession d'aménagement avec la SAAM.

Ce projet urbain a toutefois été élaboré dans la perspective d'une mise en service de la gare dès 2017, concomitamment à la mise en exploitation de l'autoroute déplacée et du CNM, sur des hypothèses de fréquentation que RFF a toutefois remis en cause ces derniers mois.

La fréquentation de la gare *Montpellier Sud de France* est en effet étroitement dépendante :

- de la mise en service de la gare de Nîmes-Manduel, qui permettra à une partie des trains voyageurs desservant Nîmes de basculer sur la ligne nouvelle, libérant ainsi 30 % de sillons supplémentaires sur la ligne historique en heure de pointe pour accueillir les trains régionaux (TR),
- et de la future ligne nouvelle Montpellier-Perpignan (LNMP), qui prolongera le CNM vers Barcelone.

Constatant que la réalisation de la LNMP et de la gare de Nîmes-Manduel se décalait dans le temps, le Président de l'Agglomération a interpellé l'Etat et RFF, sur les graves incohérences qui pouvaient en résulter, au regard de l'importance des investissements engagés sur le CNM et sur la gare *Montpellier Sud de France* (près de 2 000 M€), pour une fréquentation réduite à quelques trains par jour à sa mise en service en 2017.

En réponse, Monsieur le Secrétaire d'Etat chargé des Transports a adressé le 16 juin 2014 un courrier à Monsieur le Préfet, qui confirme les engagements de l'Etat en conformité avec la position européenne, à savoir que « *la LNMP, achevant l'arc languedocien à grande vitesse entre les lignes nouvelles Perpignan-Figueras à l'Ouest et le contournement de Nîmes et de Montpellier à l'Est, constitue le chaînon manquant indispensable aux échelles régionale, nationale et européenne* » ; il indique en outre avoir demandé à RFF de lui « *proposer un tracé définitif de la ligne à la fin de l'année 2015. Une fois ce tracé proposé [il retient] l'objectif d'un lancement de l'enquête publique d'ici la fin 2016* ».

À la demande du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le Président de RFF a par ailleurs confirmé la possibilité de livrer la gare de Nîmes-Manduel à l'horizon 2020.

Les conditions sont donc réunies pour qu'à cette échéance, le territoire métropolitain de Montpellier dans son ensemble dispose d'une connexion optimum à l'échelle sud européenne et que la gare *Montpellier Sud de France* bénéficie d'une fréquentation à la hauteur des investissements engagés.

Cependant, le Président de RFF a également précisé que la réalisation de la gare de Montpellier ne pouvait plus être décalée à la même échéance (2020), sauf à générer des surcoûts inacceptables, compte tenu des engagements contractuels pris antérieurement pour une livraison de cette gare en 2017, dans le cadre des conventions de cofinancement et de réalisation du CNM et des deux gares nouvelles et surtout du contrat de partenariat que RFF a signé avec Oc'Via pour le CNM.

Dans ce contexte, l'Agglomération n'a d'autres choix que de respecter ses engagements pour assurer la desserte et la viabilité de la gare à livrer en 2017.

Toutefois, ceux-ci doivent être adaptés aux seuls besoins de la gare à cet horizon, dans l'attente de la montée en puissance de sa fréquentation à partir de 2020 sans que ces éléments de desserte ne préjugent des aménagements futurs.

La mise en œuvre du projet Oz ne se justifie donc plus à l'échéance de 2017.

Par ailleurs, il convient également de s'assurer de la réalisation de mesures conservatoires sans lesquelles les aménagements ultérieurs seraient beaucoup plus coûteux pour notre Agglomération (notamment s'il faut les réaliser après la mise en services des deux infrastructures), en ayant recours à tous les financements disponibles, notamment les mesures d'accompagnements dues par les maîtres d'ouvrages des deux infrastructures et le contrat de plan Etat-Région (CPER) 2014-2020.

Dans cette perspective, le Président de la Communauté d'Agglomération a obtenu que l'Etat participe au financement d'ouvrages indispensables à la sauvegarde des intérêts du territoire, notamment le franchissement du plan de voies du CNM et le franchissement de l'autoroute déplacée au droit de la gare, à hauteur de 50 %, dans le cadre du Contrat de Plan Etat Région (CPER) 2014-2020.

De même, l'Etat s'est engagé à appuyer les demandes de l'Agglomération vis-à-vis des maîtres d'ouvrages des deux grandes infrastructures, ASF et Oc'Via, pour renforcer les dispositifs de protection acoustique, la mise en cohérence des dispositifs hydrauliques, la mutualisation des aménagements paysagers aux abords du monument historique et site classé de la Mogère...

Il convient notamment de souligner ici que les protections acoustiques et hydrauliques des populations des quartiers environnants, constituent un objectif essentiel auquel la Communauté d'Agglomération de Montpellier est tout particulièrement attachée.

La mise en œuvre de ce double objectif (respecter les engagements pris par l'Agglomération sur la gare et réaliser les mesures conservatoires nécessaires en mobilisant des cofinancements), oblige à finaliser les procédures engagées sur la ZAC Oz 1, pour bénéficier d'un cadre d'intervention juridiquement satisfaisant. Cela nécessite d'approuver :

- la déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLU de la Ville de Montpellier ;
- et le dossier de réalisation de la ZAC Oz 1.

Concernant les constructions, la réalisation du projet urbain initial se limitera à la « pièce urbaine » formant une « enveloppe acoustique » autour des deux infrastructures rapprochées, afin de juguler leurs impacts cumulés par la création d'immeubles-écran accueillant des activités en vitrine sur les grands axes de communication.

Au-delà, le projet Oz sera remis à plat, afin de redéfinir le projet d'aménagement du secteur de la Mogère, en phase avec la montée en puissance de la gare et en cohérence avec les réflexions à mener sur le projet de territoire dans le cadre de la révision du SCoT de l'Agglomération dont les études sont d'ores et déjà engagées.

Il convient de prendre en considération l'ensemble des évolutions du projet dans le cadre du Compte Rendu Annuel à la Collectivité.

En effet, par délibération du 24 septembre 2013, le Conseil communautaire a confié à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM), la réalisation de l'opération d'aménagement d'ensemble "OZ Montpellier Nature Urbaine" sur les Communes de Montpellier et de Lattes dans le cadre d'une concession d'aménagement d'une durée de 25 ans. Cette concession a

fait l'objet d'un avenant n°1, approuvé par délibération du 6 février 2014 du Conseil communautaire, pour intégrer la réalisation d'un hôtel d'entreprises totem du pôle numérique de l'Agglomération.

L'année 2013 a été consacrée à la finalisation des études préalables et l'engagement des études pré-opérationnelles pour un montant de 192 000 €.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération est actualisé pour intégrer la décision de suspendre le projet d'aménagement afin de le revisiter, selon les modalités suivantes :

- limitation des travaux dans un premier temps à la desserte et à la viabilité de la gare *Montpellier Sud de France* et aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation concomitante pour une livraison en 2017, des grandes infrastructures que sont l'autoroute A9 déplacée et le Contournement ferré Nîmes-Montpellier (CNM) et de la gare à horizon 2017,
- couverture des dépenses d'ingénieries engagées et celles à engager, en lien avec ces travaux,
- réalisation des aménagements et de la commercialisation en phase avec la montée en puissance de la future gare, suivant un projet urbain à revisiter ultérieurement.

Le bilan financier prévisionnel s'établit à 260 643 000 € H.T. en charges et produits.

Les produits proviennent des recettes de ventes des terrains viabilisés et des droits et participations de la Communauté d'Agglomération.

En lien avec le décalage de l'opération, un relais de trésorerie complémentaire, sous forme d'avance remboursable de la Communauté d'Agglomération à l'opération d'un montant de 1 500 000 €, est requis en 2014, et fait donc l'objet d'un avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie.

Le programme prévisionnel des travaux s'élève à 137 530 000 € H.T. La rémunération totale prévisionnelle de l'aménageur s'élève à 25 240 000 € H.T.

Une participation pour les équipements primaires réalisés par l'aménageur doit être versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier ; son montant est porté à 6 081 000 € HT, soit une hausse de 3 054 000 € H.T. liée au décalage dans le temps entre les travaux de viabilité de la gare à réaliser à l'échéance 2017 et l'aménagement du secteur à partir de l'horizon 2020, dont :

- 2 083 000 € H.T. en 2015,
- et 492 000 € H.T. en 2016,

pour les travaux liés à la desserte et la viabilité de la gare et aux mesures conservatoires qui accompagnent la réalisation des grandes infrastructures.

Cette évolution fait l'objet d'un avenant au traité de concession.

A contrario, le montant du fonds de concours, à verser par l'aménageur à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour les équipements primaires réalisés par cette dernière, est augmenté pour être porté à 14 920 000 € H.T.

Par ailleurs la SAAM a sollicité fin 2013 un nouvel échancier de la rémunération forfaitaire prévue au titre de la concession, ce nouvel échancier ne modifiant pas le total de la rémunération telle que figurant au traité de concession.

Cette situation doit être régularisée par avenant au traité de concession annexé à la présente délibération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement OZ Montpellier Nature Urbaine, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération d'aménagement, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver l'avenant n°2 à la concession d'aménagement relatif à l'échancier de la rémunération forfaitaire et à la réévaluation de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- approuver l'avenant n° 1 à la convention d'avance de trésorerie et tout document relatif à cette affaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Smc 184709-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



## **CULTURE**



**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – ASSOCIATION OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - AFFECTATION D'UNE SUBVENTION COMPLÉMENTAIRE EXCEPTIONNELLE - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11900 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (OONM), et a sollicité Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault, pour la création de l'EPCC OONM, qui devrait intervenir au 1<sup>er</sup> septembre 2014 avec un transfert des activités et charges de l'association prévu au 1<sup>er</sup> octobre 2014.

La création de cet EPCC est cependant dépendante de la résorption du déficit d'exploitation de l'association OONM, qui s'élevait à 716 000 € au 31 décembre 2013. Afin de poursuivre la procédure de création de l'EPCC dans le respect du calendrier prévisionnel susvisé, les principaux partenaires financiers ont proposé d'attribuer une subvention complémentaire exceptionnelle à l'association OONM, au prorata des participations financières de chacun définies dans les statuts de l'EPCC. Ainsi, la Communauté d'Agglomération doit-elle participer à hauteur de 472 250 € H.T., la Région Languedoc-Roussillon 136 873 € H.T. et l'Etat 107 491 € H.T..

Afin de verser la somme susvisée à l'association OONM, la Communauté d'Agglomération propose d'une part d'acquérir, auprès de l'association OONM, un violon réalisé par Giovanni Baptista Rogeri en 1692, évalué en 2012, par une société d'expertise britannique mondialement reconnue (Peter Biddulph limited) à 375 000 € H.T., et d'autre part d'affecter à l'association une subvention complémentaire exceptionnelle de 97 250 € H.T., soit 99 292,25 € T.T.C. Le montant de cette subvention complémentaire est susceptible d'ajustement en fonction de l'actualisation de la valeur du violon.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'acquisition, auprès de l'association Opéra Orchestre national de Montpellier Languedoc-Roussillon, d'un violon attribué à Giovanni Baptista Rogeri, 1692, pour un montant de 375 000 € H.T., soit 450 000 € T.T.C.,
- affecter une subvention complémentaire exceptionnelle de 97 250 € H.T., soit 99 292,25 € T.T.C. à l'association Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire notamment l'acte d'acquisition et la convention de subvention.

Ne prennent pas part au vote : B. Travier, J.L Cousquer, C. Cour, G. Barral, C.Levy-Rameau.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 184157-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PÉREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **CULTURE – ÉTABLISSEMENT PUBLIC DE COOPÉRATION CULTURELLE OPÉRA ORCHESTRE DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - DÉSIGNATION DES MEMBRES**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11900 du 29 octobre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé les statuts de l'Etablissement Public de Coopération Culturelle (EPCC) Opéra Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon, et a sollicité Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet du Département de l'Hérault, pour la création de l'EPCC OONM qui devrait intervenir au 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Les statuts approuvés précisent les missions et les priorités du futur EPCC, qui s'inscriront dans les cahiers des missions et des charges pour le réseau national des opéras en région et pour le réseau national des orchestres en région. Ils prévoient en outre la composition du Conseil d'Administration définie comme suit :

12 représentants titulaires et 12 représentants suppléants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

4 représentants de la Région Languedoc-Roussillon,

3 représentants de l'Etat,

3 personnalités qualifiées désignées par la Communauté d'Agglomération, la Région Languedoc-Roussillon, l'Etat,

2 représentants du personnel (à noter que jusqu'alors, les personnels n'étaient pas représentés au conseil d'administration de l'association),

Un membre supplémentaire pourra siéger, le cas échéant, au sein du Conseil d'Administration en application de l'article R 1431-4, 2eme alinéa du Code Général des Collectivités Territoriales.

En outre, les personnels employés par l'association OONM dont l'objet et les moyens sont transférés à l'établissement public bénéficieront du transfert de leur contrat de travail en application de l'article 1224-1 du Code du travail.

Compte tenu de cette composition et en application de l'article 7-1 de statuts, il convient de désigner les 12 membres titulaires et 12 membres suppléants, représentants la Communauté d'Agglomération au sein des instances de du futur EPCC OONM, ainsi que les 3 personnalités qualifiées.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

- Représentants titulaires :

Thierry BREYSSE,  
Guy BARRAL,  
Caroline NAVARRE,  
Annie YAGUE,  
Jean-Marc DI RUGGIERO,  
Isabelle MARSALA,  
Clare HART,  
Jean-Luc COUSQUER,  
Bernard TRAVIER,  
Eric PETIT,  
Eliane LLORET,  
Chantal CLARAC.

- Représentants suppléants :

Délibération n° 12410

Rosy BUONO,  
Laurent JAOUL,  
Lorraine ACQUIER,  
Maud BODKIN,  
Henri DE VERBIZIER,  
Chantal LEVY-RAMEAU,  
Kanthaly PHOUTTHASANG,  
Jérémie MALECK,  
Titina DASYLVA,  
Sonia KERANGUEVEN,  
Fabien ABERT,  
Roger CAIZERGUES.

- Personnalités qualifiées :  
Didier DESCHAMPS,  
Bernard SERROU,  
Henri FOURES.

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentantes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :  
Thierry BREYSSE, Guy BARRAL, Caroline NAVARRE, Annie YAGUE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Isabelle MARSALA, Clare HART, Jean-Luc COUSQUER, Bernard TRAVIER, Eric PETIT, Eliane LLORET, Chantal CLARAC (en qualité de représentants titulaires) ;  
Rosy BUONO, Laurent JAOUL, Lorraine ACQUIER, Maud BODKIN, Henri DE VERBIZIER, Chantal LEVY-RAMEAU, Kanthaly PHOUTTHASANG, Jérémie MALECK, Titina DASYLVA, Sonia KERANGUEVEN, Fabien ABERT, Roger CAIZERGUES (en qualité de représentants suppléants) ;  
et Didier DESCHAMPS, Bernard SERROU, Henri FOURES (en qualité de personnalités qualifiées) et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à siéger au Conseil d'Administration et aux et à accepter toute fonction dans ce cadre, y compris celle de Président,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 184139 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **CULTURE – JURY DE CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE - MÉDIATHÈQUE AIMÉ CÉSAIRE À CASTELNAU-LE-LEZ - ÉLECTION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11636 du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme et le budget de l'opération de reconstruction de la médiathèque Aimé Césaire à Castelnau-le-Lez.

D'une surface hors œuvre nette (SHON) de 1 100 m<sup>2</sup>, la nouvelle médiathèque Aimé Césaire comportera trois secteurs accessibles au public : le secteur fiction, le secteur documentaire – image – son, et le secteur presse. Des salles d'action culturelle (salle d'initiation et salle de projections – animations – conférences) viendront compléter les secteurs d'activité de la médiathèque. L'accueil des usagers de la médiathèque sera positionné à l'ouest du bâtiment pour un accès direct depuis la place du marché. En rez-de-chaussée, le bâtiment ouvrira ses espaces d'activités sur l'espace extérieur coté sud.

Sur la base d'un montant travaux de 2,7 M€ H.T., le budget global estimé de l'opération au stade du programme s'établit à 3,9 M€ H.T. (valeur juin 2013).

Par la délibération susvisée, le Conseil de Communauté a également autorisé le lancement d'un concours restreint de maîtrise d'œuvre conformément à l'article 74 chapitres II et III du Code des marchés publics, et désigné les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conformément à l'élection des membres du jury de maîtrise d'œuvre ci-dessus.

Le jury est composé de 5 membres élus du Conseil de Communauté, ainsi que de 2 personnalités dont la participation présente un intérêt particulier et 4 membres ayant la qualification exigée ou équivalente à celle des candidats, désignés par arrêté du président du jury.

La procédure de concours a été lancée le 7 août 2013. Les 5 candidats admis à présenter un projet ont été sélectionnés à l'issue d'un premier jury qui s'est tenu le 24 janvier 2014.

Ces candidats se sont vus remettre le cahier des charges le 28 mai 2014, avec remise des projets fixée au 8 septembre 2014. Un jury doit être organisé en octobre pour le choix du lauréat.

Compte tenu de cette échéance, et compte tenu de la nouvelle composition du Conseil de Communauté, il convient de désigner à nouveau les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au sein du jury de concours de maîtrise d'œuvre susvisé.

En application de l'article 22 du Code des Marchés Publics, l'élection des membres titulaires et des suppléants a lieu sur la même liste, sans panachage ni vote préférentiel. Les listes peuvent comprendre moins de noms que de sièges de titulaires et de suppléants à pourvoir. En cas d'égalité des restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. Si les listes en cause ont également recueilli le même nombre de suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamé élu.

Dans la perspective de cette élection, des listes, exclusivement constituées de délégués titulaires au sein du Conseil de Communauté, y compris pour les membres suppléants, devaient être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires Juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant le jeudi 31 juillet 2014, à 12h00. Chaque liste devait parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election du jury de concours de maîtrise d'œuvre de la médiathèque Aimé Césaire de Castelnau-le-Lez – Dépôt de liste – Ne pas ouvrir avant la date limite ».

Après approbation des modalités d'organisation du scrutin par l'assemblée, il est demandé au Conseil de Communauté de bien vouloir procéder à l'élection des membres du jury de concours.

Une seule liste a été déposée dans les délais et conditions fixées dans le pré-rapport d'information transmis à l'ensemble des membres du Conseil de Communauté, mentionnées ci-dessus.

La liste (liste 1) déposée par Monsieur le Président est composée comme suit :

Titulaires :

- Guy BARRAL
- Thierry BREYSSE
- Jean-Pierre GRAND
- Pierre BONNAL
- Catherine DARDE

Suppléants :

- Yvon PELLET
- Laurent JAOUL
- Eliane LLORET
- Gilbert PASTOR
- Jean-François AUDRIN.

Il est procédé à l'élection à bulletin secret dans les conditions définies ci dessus.

Présents : 87

(émargements)

Votants : 85

Bulletins nuls : 1

(bulletins litigieux à déduire :

articles L.65 et L.66 du Code électoral)

Bulletins blancs : 2

Suffrages exprimés : 82

- Titulaires :

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16.4

Liste 1 :

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

- Suppléants :

Sièges à pourvoir : 5

Quotient (suffrages exprimés / sièges à pourvoir) : 16.4

Liste 1 :

Voix obtenues : 82

Attribution au quotient : 5

Attribution au plus fort reste : 0

Total : 5

La liste 1 est élue.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus au sein du jury de concours sont :

Titulaires :

- Guy BARRAL
- Thierry BREYSSE
- Jean-Pierre GRAND
- Pierre BONNAL
- Catherine DARDE

Suppléants :

- Yvon PELLET
- Laurent JAOUL
- Eliane LLORET
- Gilbert PASTOR

Délibération n° 12411

- Jean-François AUDRIN.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- dire que les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier élus sont autorisés à exercer toute fonction au sein du jury de concours ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopté.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184145 - DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



## CULTURE – PLANÉTIARIUM GALILÉE - JOURS ET HEURES D'OUVERTURE - MODIFICATION - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La réforme des rythmes scolaires sera mise en œuvre pour l'ensemble des établissements primaires du secteur public dès la rentrée 2014. Cette réforme prévoit le passage à une semaine de 4 jours et demi travaillés, dont le mercredi matin. Véritable ressource pédagogique pour les scolaires, le Planétarium Galilée propose d'adapter son offre auprès des scolaires, afin de tenir compte de ces nouvelles données organisationnelles.

Ainsi, deux séances seront désormais disponibles les mercredis matin, à 9h et 10h30. Le Planétarium Galilée sera ainsi désormais ouvert pour les scolaires les mercredis matin, de 8h30 à 12h00. L'offre auprès des scolaires reste inchangée pour les autres jours. Ces nouvelles dispositions impactent l'offre du mercredi dédiée au grand public, qui doit en conséquence être adaptée pendant les périodes scolaires. Ainsi, les heures d'ouverture du Planétarium Galilée seront établies de 14h à 17h30, contre 13h30 – 18h00 actuellement. L'offre auprès du grand public reste inchangée pour les autres jours ainsi que pour les périodes de vacances scolaires.

Compte tenu de ces ajustements, les horaires d'ouverture du Planétarium Galilée deviennent les suivants :

	Période scolaire(*)		Hors période scolaire(**)	
	Matin	Après midi	Matin	Après midi
<b>Lundi</b>	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
<b>Mardi</b>	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
<b>Mercredi</b>	8h30-12h00	14h00-17h30	-	13h30-18h00
<b>Jeudi</b>	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
<b>Vendredi</b>	8h30-12h00	13h30-17h00	-	13h30-18h00
<b>Samedi</b>	-	13h30-21h00	-	13h30-21h00
<b>Dimanche</b>	-	13h30-18h00	-	13h30-18h00

(\*) Hors jours fériés

(\*\*) Hors 1<sup>er</sup> et 8 mai, jeudi de l'Ascension, et période de fermeture annuelle pour travaux.

De manière globale, ces nouvelles dispositions permettront l'organisation d'une séance supplémentaire le mercredi en période scolaire.

Ces jours et heures d'ouverture ont un impact sur l'organisation du travail du personnel d'accueil et du personnel d'animation. Cette nouvelle organisation a fait l'objet d'un examen du Comité Technique Paritaire qui a donné un avis favorable.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la modification des jours et heures d'ouverture du Planétarium Galilée telle que définie ci-dessus
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 12412

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

IMC183871-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVELE suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## CULTURE – ECOLOTHÈQUE - MODIFICATIONS TARIFAIRES - APPROBATION

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

La réforme des rythmes scolaires sera mise en œuvre pour l'ensemble des établissements primaires du secteur public dès la rentrée 2014. Cette réforme prévoit le passage à une semaine de 4 jours et demi travaillés, dont le mercredi matin. Les élèves scolarisés le mercredi matin ne pourront donc rejoindre l'écolothèque qu'à compter du milieu de la journée, avant ou après le repas de midi.

Afin de tenir compte de ces nouvelles données organisationnelles, l'écolothèque propose d'adapter son offre en proposant un tarif à la demi-journée, avec ou sans repas.

Ces tarifs sont définis sur la base des tarifs existants :

### Pour les familles résidant dans l'agglomération :

- **Tarif existant :**
  - **une journée entière :**  
(Salaire mensuel du foyer avant abattements x taux d'effort / 20j), auquel on ajoute 5 € de repas
- **Tarifs nouveaux :**
  - **½ journée avec repas :**  
((Salaire mensuel du foyer avant abattements x taux d'effort / 20j) / 2), auquel on ajoute 5 € de repas
  - **½ journée sans repas :**  
(Salaire mensuel du foyer avant abattements x taux d'effort / 20j) / 2), auquel on ajoute 0,60 € de goûter

Le taux d'effort, dont le principe est imposé par la Caisse d'Allocations Familiales (CAF), proposé par l'écolothèque et approuvé par la CAF est le suivant :

Nbr d'enfants	1	2	3	4	n
Taux d'effort	11%	10%	9%	8%	12% - n%

### Pour les familles résidant en dehors de l'agglomération :

- **Tarif existant :**
  - **une journée entière :** 30 € + 5 € de repas
- **Tarifs nouveaux :**
  - **½ journée avec repas :** 15 € + 5 € de repas
  - **½ journée sans repas :** 15 € + 0,60 € de goûter

Enfin, un forfait minimum de un euro par demi-journée ou de deux euros par journée est désormais exigé pour toutes les familles dont le prix pour une demi-journée ou une journée serait inférieur à ces montants.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les nouveaux tarifs applicables à compter du 1er septembre 2014,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc - 183662-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente.

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – SITE ARCHÉOLOGIQUE LATTARA-MUSÉE HENRI PRADES -  
CONVENTION DE DÉPÔT-VENTE D'OUVRAGES AVEC LA COMMUNE D'APT -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Pour son exposition « *le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes* », le musée d'Apt a sollicité le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération, afin qu'il autorise le prêt de panneaux d'exposition lui appartenant. En retour, le musée de l'Aventure industrielle du pays d'Apt a souhaité mettre en vente dans sa boutique le catalogue d'exposition relatif à cette manifestation, réédité par le musée Henri Prades de Lattes en 2009-2010.

Cette démarche permettra de promouvoir les éditions du Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération et de valoriser son stock.

Aussi est-il nécessaire, afin de formaliser cette opération, d'établir une convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le dépositaire, la commune d'Apt, précisant l'ensemble des modalités de ce dépôt-vente.

Cette convention prévoit la mise en dépôt-vente de 30 exemplaires du catalogue *Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes*, plus un exemplaire de consultation (31 exemplaires au total) pendant toute la durée de l'exposition au musée de l'Aventure industrielle du pays d'Apt, soit 5 mois.

La Commune d'Apt percevra les recettes relatives à la vente des catalogues, et reversera à la Communauté d'Agglomération de Montpellier 70% des recettes ainsi recouvrées. La Commune d'Apt sera tenue de procéder au versement des sommes dues sans délai, aux mois de septembre 2014 et janvier 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de dépôt-vente d'ouvrages entre le Site archéologique Lattara-musée Henri Prades de Montpellier Agglomération et le musée de l'Aventure industrielle du pays d'Apt au titre de l'année 2014-2015 pour l'exposition « *Le Vin, Nectar des Dieux, Génie des Hommes* » ;
- dire que les recettes correspondantes sont inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de dépôt-vente d'ouvrages ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183 610 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSET, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**CULTURE – MUSÉE FABRE - RENOUVELLEMENT DE LA CHARTE RELATIVE AU LABEL "TOURISME & HANDICAP" - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Compte tenu de la qualité de son accueil et des dispositions mises en œuvre pour l'accessibilité des personnes handicapées, le musée Fabre de Montpellier Agglomération a obtenu, en 2007 et 2008, le label « Tourisme et Handicap » pour les handicaps moteur, auditif, et mental. Ce label était accordé pour une durée de 5 ans.

Audité en janvier 2014, le musée Fabre a renouvelé avec succès les 3 agréments précédemment attribués (handicap moteur, handicap auditif, handicap mental).

Cette attribution est une reconnaissance des efforts entrepris par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en faveur de l'accessibilité pour tous. Ces labels permettent au musée Fabre de figurer dans les supports de communication des organismes de promotion du tourisme à l'échelle départementale et à l'échelle nationale tels que :

- Le site internet « Hérault Tourisme », ainsi que les plaquettes diffusées dans les offices de tourisme ;
- le site Internet et divers supports promotionnels de l'association nationale Tourisme & Handicap.

Cette démarche est donc une opportunité pour le musée Fabre de s'inscrire dans un réseau de qualité et ainsi d'accroître son rayonnement à large échelle.

Pour mener cette démarche à son terme, il convient d'autoriser la signature de la charte relative au label « Tourisme et Handicap », permettant d'officialiser son attribution jusqu'en 2018.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage notamment à mettre en œuvre tous les moyens pour pérenniser un accueil et une accessibilité du niveau de qualité exigé par le label et à faire figurer le logo « Tourisme & Handicap » à l'extérieur de l'équipement.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la charte relative au label "Tourisme & Handicap" et son renouvellement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer la charte susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Dmc 183747-DC

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LE MUSÉE FABRE ET L'ÉCOLE DU LOUVRE POUR LE CYCLE DE COURS 2014-2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

L'Ecole du Louvre, située à Paris au sein même du Palais du Louvre, est un établissement d'enseignement supérieur dispensant des cours en histoire des arts et civilisations. Dans le cadre de ses missions de diffusion culturelle auprès d'un public le plus large possible, cette école organise également des cours dans les principales régions de France, en partenariat avec les musées locaux et leurs collectivités de rattachement.

Le musée Fabre présente de riches collections de peintures, sculptures et art graphiques qui offrent au public un large panorama de l'art en Europe entre le XVe et XXe siècle, et sa programmation d'expositions temporaires vient compléter et approfondir des aspects précis de ce fonds.

Les précédents cycles de cours de l'Ecole du Louvre au musée Fabre ont connu un franc succès auprès du public. Pour la saison 2013-2014, 16 conférences ont rassemblé 4800 personnes autour des deux cycles qui étaient proposés sur le XVIIIe siècle et sur la peinture occidentale des années 60-70.

Face aux attentes des visiteurs pour mieux appréhender les collections permanentes et les expositions temporaires, un nouveau programme de cours a été élaboré avec l'Ecole du Louvre. Il s'inscrit dans une convention qui fixe les obligations de chacun des partenaires ainsi que les tarifs d'abonnements pour chaque cycle, établis comme suit pour la saison 2014-2015 :

- **Cycle 1** composé de 6 séances, d'une heure trente (1h30) chacune, intitulé « **Les arts décoratifs et la vie élégante au XIXe siècle** », qui se déroulera à l'auditorium du musée Fabre du mardi 7 octobre 2014 au mardi 2 décembre 2014, de 15h00 à 16h30 et sera répété de 17h15 à 18h45.
  - Plein tarif : 49,80 euros
  - Tarif réduit : 30 euros
  - Tarif formation continue : 61,80 euros
- **Cycle 2** composé de 8 séances, d'une durée d'une heure trente (1h30) chacune, intitulé « **Le siècle d'or de la peinture napolitaine** », qui se déroulera à la salle Rabelais de Montpellier du mardi 03 mars 2015 au mardi 02 juin 2015, de 18h00 à 19h30.
  - Plein tarif : 66,40 euros
  - Tarif réduit : 40 euros
  - Tarif formation continue : 82,40 euros

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à mettre à la disposition de l'Ecole du Louvre l'auditorium et la salle Rabelais. Elle s'engage également à prendre en charge l'édition et la diffusion des programmes au niveau régional ainsi que les frais d'hébergement et de restauration des intervenants conférenciers pour un montant prévisionnel de 2000 € pour les deux cycles.

L'Ecole du Louvre prend en charge la rémunération et les frais de déplacements des intervenants et assure la conception et le contrôle du contenu scientifique ainsi que la publicité au niveau national.

Elle perçoit également les recettes liées aux inscriptions.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat entre le musée Fabre et l'Ecole du Louvre,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- approuver la prise en charge des frais d'hébergement et de restauration des intervenants dans les limites financières définies ci-dessus.
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention de partenariat susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 183 873 0E

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mmè I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**CULTURE – CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL - DEMANDES DE SUBVENTIONS 2015 - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement public d'enseignement de la musique et de la danse, placé sous le contrôle pédagogique du Ministère de la Culture et de la Communication et sous l'autorité du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Plus de 1400 élèves y sont inscrits, et celui-ci poursuit une double mission de sensibilisation et de formation des jeunes enfants, et de formation pré-professionnelle des étudiants dans les domaines de la musique et de la danse.

Le cursus des études proposées conduit à terme à l'obtention du Certificat d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours amateur), et du Diplôme d'Etudes Musicales ou Chorégraphiques (parcours pré-professionnel). Un partenariat noué avec l'Université Paul Valéry – Montpellier III permet également la délivrance d'une Licence mention Musique, parcours musicien interprète.

L'établissement organise en outre des enseignements spécifiques dans le cadre des classes à horaires aménagés, en partenariat avec les écoles primaires Gambetta et Auguste Comte pour la musique, et avec le collège Clémence Royer pour la danse. Les élèves de ces établissements peuvent ainsi bénéficier de l'enseignement du Conservatoire à Rayonnement Régional en musique et danse dans le cadre de leur cursus scolaire.

Parallèlement à ces activités pédagogiques, près de 200 manifestations publiques gratuites (auditions, concerts, classes de maître, conférences ...) sont organisées chaque année par le Conservatoire à Rayonnement Régional sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Aussi, considérant les enjeux pédagogiques et d'accès aux pratiques artistiques portés par cet établissement, il est proposé de renouveler, pour l'année 2015, les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'Etat, du Ministère de la Culture et de la Communication, du Ministère de l'Education Nationale, de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, en soutien au fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser les demandes de subventions les plus larges possibles auprès de l'État (Ministère de la Culture et de la Communication - DRAC), de la Région Languedoc-Roussillon et du Département de l'Hérault, au titre de l'année 2015,
- dire que les recettes correspondantes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183431 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **CULTURE – PRISE EN CHARGE DE FRAIS DE DÉPLACEMENT DANS LE CADRE DE L'ACTIVITÉ DES INSTITUTIONS ET ÉTABLISSEMENTS CULTURELS - APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

I/ Etablissement public d'enseignement artistique spécialisé initial en musique et danse, le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est aussi un lieu d'échanges, de diffusion et de création. Les élèves ont accès à de nombreuses manifestations pédagogiques et culturelles et le CRR de Montpellier Agglomération concourt depuis de nombreuses années à leur développement au sein de ses cursus d'études de danse.

A ce titre, les pratiques collectives, basées sur un travail régulier et des rencontres avec des chorégraphes prestigieux, tiennent une place importante dans le dispositif pédagogique. Les différents niveaux des groupes permettent d'acquérir une maîtrise technique et des moyens d'expression en vue d'une pratique amateur ou pour préparer l'accès à un métier.

L'œuvre chorégraphique « Fan Day », présentée dans le cadre de la 16<sup>ème</sup> Biennale de la Danse à Lyon, manifeste l'ambition, pour les élèves danseurs du CRR de Montpellier Agglomération, de participer à une pratique collective aux qualités pédagogiques irréprochables et aux objectifs artistiques d'excellence.

Le projet pédagogique et artistique « Fan Day » existe depuis 2013 et est soutenu par le Centre National de la Danse. Il est issu de la pièce « Fan dance » créée à New York en 1978 et présentée dans des lieux prestigieux : Palais Garnier et Centre Pompidou (Paris), l'Opéra de Rouen, la Halle Tony Garnier à Lyon, Times Square, Union Square et Lincoln Center (New York City), etc. avec plus de quarante danseurs professionnels et amateurs. Rares sont les œuvres chorégraphiques aussi adaptables et malléables quant à l'espace et au nombre de participants.

Huit élèves danseurs en cycle II (approfondissement d'une pratique artistique) au Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération, âgés de 14 et 15 ans, ont intégré cette œuvre chorégraphique depuis deux ans et leur participation à la 16<sup>ème</sup> Biennale de la Danse à Lyon constitue l'aboutissement de leur travail avec leur professeur et la chorégraphe Katy Béziex, dont le parcours est marqué par des collaborations prestigieuses (Maguy Marin, Angelin Preljocaj, etc.) et une solide expérience de pédagogie.

Dans ce contexte, la participation à ce projet revêt deux atouts majeurs pour les élèves danseurs du CRR de Montpellier Agglomération :

- une rencontre et un travail pédagogiques de qualité avec la chorégraphe Katy Béziex dans le cadre de la pièce chorégraphique « Fan Day » ;
- l'apprentissage d'une présentation publique dans un espace prestigieux.

Les huit élèves se produiront sur le parvis du Théâtre National Populaire de Lyon le 28 septembre 2014. Lors de leur déplacement et de leur séjour à Lyon, -le retour est prévu le 29 septembre 2014 en matinée-, ils seront accompagnés par un professeur et un parent d'élève. Tous les élèves disposeront d'une autorisation parentale et seront couverts par une assurance responsabilité civile.

Les frais d'hébergement et de repas seront entièrement pris en charge par les parents d'élèves.

Au regard du grand intérêt pédagogique et artistique de ce projet et du travail chorégraphique accompli, il est proposé que les frais de déplacement des huit élèves et du parent d'élève les accompagnant, soient pris en charge par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à concurrence d'un montant maximum de 1200 €.

II/ La Communauté d'Agglomération organise le recrutement du futur Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique de Montpellier Agglomération (ENSAD). Dans ce cadre, un jury se réunira en septembre ou octobre prochain afin d'auditionner les candidats présélectionnés. Ce jury est constitué de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de l'Etat,



Délibération n° 12418

cofinanceurs de l'ENSAD, et d'une personnalité qualifiée, Mr Frédéric PLAZY, Directeur de l'Ecole de Théâtre de Lausanne.

Il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prenne en charge les frais de déplacement Lausanne – Montpellier et Montpellier – Lausanne de Mr PLAZY, ainsi que ses frais d'hébergement pour une nuit, à concurrence d'une dépense maximum de 700 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser la prise en charge des frais de déplacement des élèves dans le cadre de leur participation à la 16ème Biennale de Danse à Lyon le 28 septembre 2014,
- autoriser la prise en charge des frais de déplacement et d'hébergement de Mr Frédéric Plazy, personnalité qualifiée au sein du jury de recrutement du Directeur de l'Ecole Nationale Supérieure d'Art Dramatique,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 923 et 920,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184 252 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ET ARTISTIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET L'OPÉRA ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC-ROUSSILLON - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (C.R.R.). A ce titre, ses missions sont notamment d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous, de constituer un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, mais aussi de proposer des formations visant à accompagner les étudiants en voie de professionnalisation vers leur futur secteur d'activité et de participer à la construction de la personnalité de l'enfant et des jeunes élèves en les formant à l'Ecole du spectateur.

Aussi, afin de se donner les moyens d'atteindre ces objectifs, il apparaît nécessaire de poursuivre et de renforcer ses partenariats avec les structures locales prestigieuses comme l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon (O.O.N.M.). C'est l'objet de cette convention qui marque la volonté de ces deux établissements de se rapprocher afin d'établir un partenariat pédagogique et artistique dont le but sera de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs et les œuvres de ce lieu de spectacle vivant qu'est l'O.O.N.M.

Cette convention précise ainsi les engagements réciproques de chacun des partenaires. Elle fixe les modalités de mise en œuvre générale du projet et permet notamment de définir les conditions d'ouverture de temps de répétition des productions lyriques et symphoniques de l'O.O.N.M. aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération ainsi que les conditions de mise à disposition gracieuse ou à tarif préférentiel de 5 € de places pour les concerts symphoniques de l'O.O.N.M.. Elle établit également le calendrier et les modalités de mise à disposition gracieuse de locaux pour le C.R.R. de Montpellier Agglomération (Opéra Comédie, Salle Molière, Studio Bagouet ; seuls les frais supplémentaires d'agent de sécurité et de nettoyage induits par l'utilisation des salles restent à la charge de ce dernier et seront facturés par l'O.O.N.M. au tarif journalier forfaitaire de 280 euros).

D'autre part, elle met l'accent sur un fort partenariat pédagogique dont l'objectif est de permettre aux élèves du C.R.R. de Montpellier Agglomération de rencontrer les acteurs de spectacle vivant qui se produisent à l'O.O.N.M. et de bénéficier de mises en situation pré-professionnelles, s'appropriant ainsi les savoir-faire des professionnels reconnus, et ce, dans le cadre de la sensibilisation à l'Ecole du spectateur et de la formation pré-professionnelle des élèves concernés.

Le C.R.R. de Montpellier Agglomération s'engage quant à lui à mettre gracieusement à disposition de l'O.O.N.M. des instruments et matériels techniques lui appartenant ainsi que des locaux pouvant servir de loges ou de lieux de répétition. Chacune de ces mises à disposition fera l'objet d'une demande spécifique adressée à son Directeur, et sera soumise à son approbation. Le C.R.R. de Montpellier Agglomération proposera également la tenue de préludes et la rédaction par ses élèves de notices d'œuvre pour certains spectacles de l'O.O.N.M.

Enfin, les deux établissements conviennent pour l'année 2015 d'actions communes pédagogiques dans l'objectif de sensibilisation et de formation du spectateur.

La convention proposée court jusqu'au terme de l'année scolaire 2014-2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de la convention de partenariat artistique et pédagogique entre l'Opéra et Orchestre National de Montpellier Languedoc-Roussillon et le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

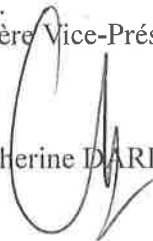
Numéro de l'acte :

Emc 183 412 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – CONVENTION DE PARTENARIAT PÉDAGOGIQUE ENTRE LE CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL ET LE CENTRE DE RESSOURCES D'EXPERTISE ET PERFORMANCE SPORTIVE (CREPS) DE MONTPELLIER - 2014 /2015  
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire de Montpellier Agglomération a été classé en 2007 dans la catégorie Conservatoire à Rayonnement Régional (CRR) au sein du réseau national des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique par le Ministère de la culture et de la Communication. A ce titre, ses missions sont, entre autres, d'offrir un enseignement d'excellence accessible à tous sur l'ensemble du territoire, en lien avec les écoles de proximité, l'Education nationale, les structures de diffusion, et de constituer pour les écoles situées sur le territoire et pour les publics extérieurs un pôle ressource en matière de pratiques amateurs, tout en repérant et en formant les artistes professionnels de demain en les emmenant aux portes de l'enseignement supérieur et du métier d'artiste. Pour cela, plusieurs cursus sont proposés, de l'éveil au cycle de perfectionnement, en musique et en danse.

Le CREPS (Centre de Ressources d'Expertise et de Performance Sportive) de Montpellier a vocation à accueillir les pôles relevant des filières d'accès au sport de haut niveau. Il est donc le lieu privilégié de la préparation sportive des athlètes mais aussi, grâce aux cursus de formation qui leur sont proposés, de leur future insertion professionnelle. Il est un lieu d'accueil pour des stages pour lesquels il met à disposition ses installations.

Dans le cadre de la pratique de la danse, le CREPS de Montpellier et le Conservatoire à Rayonnement Régional de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conviennent d'un partenariat pédagogique visant à l'occupation réciproque de locaux et à l'accueil d'élèves, afin de mutualiser les moyens et d'ouvrir les classes du Conservatoire aux étudiant(e)s du CREPS de Montpellier.

Les modalités principales de ce partenariat sont les suivantes :

- La Communauté d'Agglomération de Montpellier bénéficie de l'occupation de locaux situés au CREPS de Montpellier, 2 Avenue Charles Flahault à Montpellier, afin d'accueillir des élèves. De même, le CREPS bénéficie de l'occupation de locaux situés au Conservatoire, 3, rue Candolle à Montpellier. Ces occupations sont autorisées du 15 septembre 2014 au 30 juin 2015, en fonction d'un calendrier défini en début d'année scolaire et de demandes ponctuelles en cours d'année scolaire. Compte-tenu de l'intérêt général, ces occupations sont autorisées à titre gratuit.
- Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération fait intervenir un enseignant en formation musicale, à raison de 3 heures hebdomadaires, auprès des étudiants de la formation au Diplôme d'Etat de Professeur de Danse du CREPS de Montpellier et accueille, comme élèves, les stagiaires de la formation du Diplôme d'Etat de Professeur de danse option Classique en cours technique, à raison de 5 cours par semaine. Ces étudiants sont dispensés des droits d'inscription au CRR.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre le CREPS et la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184 377. DE.

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**



**CULTURE – MUSÉE FABRE - MARCHÉ N°3670DC14 DE MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE - LANCEMENT D'UN APPEL D'OFFRE EUROPÉEN - AUTORISATION DE SIGNATURE ET APPROBATION**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le marché de maintenance multitechnique des bâtiments, équipements et installations techniques du musée Fabre, y compris l'hôtel Sabatier d'Espeyran, arrive à échéance au 25 janvier 2015.

Afin d'assurer la continuité de ces prestations indispensables au maintien de l'ouverture au public de cet équipement majeur, il convient, en application des articles 33, et 57 à 59 du code des marchés publics, de lancer une nouvelle procédure d'appel d'offres visant à la conclusion des marchés suivants :

**Marché n°3670DC14 : Maintenance multi technique du musée Fabre**

	Libellé	Caractéristique des prix	Estimation annuelle prix forfaitaire	Mini – maxi annuels prix unitaires
Lot n°1	Maintenance multi technique	Prix mixte	225 000 € H.T.	0 – 50 000 € H.T.
Lot.n°2	Contrôles réglementaires	Prix global et forfaitaire	5 000 € H.T.	Sans objet

Le bordereau des prix unitaires relatif au lot n°1 permettra de rémunérer sur bon de commande, en fonction des besoins susceptibles d'apparaître en cours de marché, les prestations exceptionnelles liées à l'usure des équipements (chaudière à changer, câble d'ascenseur défectueux, système de ventilation à réparer...).

Les marchés à intervenir seront conclus du 26 janvier au 31 décembre 2015. Ils pourront être expressément reconduits pour une durée d'un an, dans la limite de trois reconductions, soit au maximum jusqu'au 31 décembre 2018. Le montant estimatif total des prestations s'établit donc, sur la durée maximum du marché, à 1 120 000 € H.T. maximum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser le lancement de l'appel d'offres relatif au marché de maintenance multitechnique du musée Fabre,
- dire que les crédits correspondants seront inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de publicité et de mise en concurrence, à souscrire et à signer les marchés à intervenir avec les candidats retenus par la Commission d'Appel d'Offres, à l'issue de la procédure de consultation, conformément à l'article L.2122-21-1 du Code Général des Collectivités Territoriales et à signer tout document relatif à cette affaire et à l'exécution des présents marchés, y compris, le cas échéant leur résiliation.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183457 DE.

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVELE suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ÉMILE ZOLA -  
MARCHÉS N°3583DC14 - NETTOYAGE ET MAINTENANCE MULTI-TECHNIQUE DE LA  
MÉDIATHÈQUE CENTRALE D'AGGLOMÉRATION ET DES ARCHIVES MUNICIPALES  
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Les marchés de maintenance du bâtiment, des équipements et des installations de la médiathèque centrale Emile Zola et des archives municipales arrivent à leur terme le 31 août 2014.

Afin d'assurer la continuité de ces prestations indispensables au maintien de l'ouverture au public de cet équipement culturel majeur, un appel d'offres ouvert soumis aux dispositions des articles 33 et 57 à 59 du code des marchés publics a été lancé. Cet appel d'offres vise à la conclusion des marchés de maintenance n° 3583DC14, allotis comme suit :

Lot n°	Libellé et description succincte	Montant estimatif annuel
1	Maintenance des installations multi-techniques : <i>plomberie sanitaire, courants forts, éclairage, divers équipements électromécaniques, courants faibles, protection incendie, transport automatique des documents.</i>	200 000 € H.T.
2	Nettoyage des locaux : <i>nettoyage journalier et hebdomadaire de la médiathèque d'Agglomération Emile Zola et des archives municipales, ménage particulier, sanitaires, produits consommables, vitrages accessibles, collecte des détrit.</i>	223 000 € H.T.
3	Nettoyage des vitreries : <i>nettoyage des vitreries et des parois inaccessibles de la médiathèque d'Agglomération Emile Zola et des archives municipales, nettoyage de l'ensemble des éléments situés en hauteur : niches menuisées, gaines des ascenseurs, verrières, brise-soleil, parois bois.</i>	65 500 € H.T.

A l'issue de la procédure d'appel d'offres, la Commission d'appel d'offres réunie le 8 juillet 2014 a attribué les marchés aux entreprises ayant présenté les offres économiquement les plus avantageuses au regard des critères d'attribution définis dans le règlement de consultation :

Lot n°	Attributaire	Prix global et forfaitaire annuel
1	<b>Services Maintenance Energie</b> 165 rue de la Billière 34660 COURNONSEC	134 859,59 € H.T.
2	<b>SAMSIC</b> 10 rue François Perroux 34670 BAILLARGUES	182 351,00 € H.T.
3	<b>ALPIROC</b> 1025 avenue Henri Becquerel 34000 MONTPELLIER	42 760,00 € H.T.
	<b>TOTAL ANNUEL</b>	359 970,59 € H.T.

Les marchés seront conclus pour une durée de un an, renouvelable 3 fois pour la même durée par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion du marché n°3583DC14 - lot n° 1, avec l'entreprise Services Maintenance Énergie, pour un prix global et forfaitaire annuel de 134 859,59 € H.T.,
- approuver la conclusion du marché n°3583DC14 - lot n° 2, avec l'entreprise SAMSIC, pour un prix global et forfaitaire annuel de 182 351,00 € H.T.,
- approuver la conclusion du marché n°3583DC14 - lot n° 3, avec l'entreprise ALPIROC, pour un prix global et forfaitaire annuel de 42 760,00 € H.T.,

Délibération n° 12423

- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923 ,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les marchés susvisés ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184 692-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REYOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSÉGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVELE suppléant de M. J. RAYMOND.

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – CONVENTION RELATIVE AUX CLASSES À HORAIRES AMÉNAGÉS  
MUSIQUE DES ÉCOLES GAMBETTA ET AUGUSTE COMTE À MONTPELLIER ENTRE  
LA DIRECTION ACADÉMIQUE DE L'HÉRAULT, LA VILLE DE MONTPELLIER  
ET LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER POUR SON  
CONSERVATOIRE À RAYONNEMENT RÉGIONAL- APPROBATION- AUTORISATION  
DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le Conservatoire à Rayonnement Régional de Montpellier Agglomération est un établissement d'enseignement artistique public de musique et de la danse. A ce titre, et conformément à l'arrêté du 15 décembre 2006 fixant les critères du classement des établissements d'enseignement public de la musique, de la danse et de l'art dramatique, il doit s'acquitter, entre autres, de missions d'éducation fondées sur un enseignement artistique spécialisé et organisé en cursus définis, de missions de développement des pratiques artistiques des amateurs, et de missions d'éducation artistique et culturelle privilégiant la collaboration avec les établissements d'enseignement scolaire.

A cet effet, le développement des classes dites « à horaires aménagés » est un moyen d'offrir à des élèves motivés par les activités musicales ou de danse, relevant d'écoles primaires ou de collèges, la possibilité de recevoir une formation spécifique dans le domaine concerné, dans les conditions les plus satisfaisantes possibles. L'un des objectifs de cette formation est de développer des capacités musicales ou chorégraphiques affirmées, dont les prolongements attendus sont la pratique amateur ou l'orientation professionnelle, conformément au schéma d'orientation pédagogique publié par le Ministère de la Culture.

Ces classes constituent également, en tant que lieux de pratiques renforcées dans le domaine musical ou chorégraphique au sein des écoles où elles sont implantées, un élément moteur pour le développement de la vie artistique dans les établissements et la cité grâce à la contribution conjointe des compétences pédagogiques complémentaires des deux catégories d'enseignants. A ce titre, elles participent de la volonté de conduire une politique concertée de développement culturel répondant, entre autres, à des objectifs de démocratisation.

Par délibération n°11108 du 8 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion d'une convention de partenariat entre la Direction académique de l'Hérault, la ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés "musique" du premier degré, au bénéfice des écoles primaires « Gambetta » et « Auguste Comte ». Cette convention définit les modalités d'organisation et de fonctionnement de ces classes, et notamment sur la partie admission, contenus pédagogiques et horaires. Sur ce dernier point, et compte tenu de la mise en œuvre à la rentrée scolaire 2014/2015 de l'aménagement des rythmes scolaires, il convient d'ajuster les termes de la convention afin de prendre en compte les nouvelles dispositions des temps scolaires. Cette nouvelle convention vient en outre préciser les responsabilités des différentes parties concernant le déplacement des élèves entre les différents sites concernés : Conservatoire sites Sainte Anne et Candolle, écoles.

La convention à intervenir sera conclue pour une durée de un an, renouvelable 3 fois pour la même durée par reconduction expresse.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention de partenariat entre la Direction Académique de l'Hérault, la Ville de Montpellier et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour les classes à horaires aménagés musique du premier degré au CRR,
- autoriser Monsieur Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention susvisée ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183405. DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**CULTURE – MUSÉE FABRE - CONVENTIONS DE PARTENARIAT POUR LES PUBLICS SPÉCIFIQUES AVEC L'ATELIER THÉRAPEUTIQUE OCCUPATIONNEL TERRES BLANCHES, LA FÉDÉRATION DES AVEUGLES DE FRANCE, L'ASSOCIATION DES PARALYSÉS DE FRANCE, LE CENTRE D'ÉDUCATION DES ENFANTS SOURDS ET DÉFICIENTS AUDITIFS 34 ET LE CHRU DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération poursuit sa mission d'ouverture et de diversification des publics pour favoriser l'accès à la culture pour tous. Par l'organisation de projets spécifiques, le musée Fabre souhaite mettre en œuvre tous les moyens pouvant encourager la rencontre avec l'œuvre et l'acte de création pour des usagers dits « éloignés ».

Dans ce cadre, en 2013, près de 1000 usagers issus du secteur social, médico-social ou du secteur handicap ont été accueillis en visites guidées ou en ateliers de pratiques artistiques, dans le cadre de projets conçus avec les institutions et associations accompagnant ces publics.

Afin d'inscrire dans la durée les projets menés avec les différents partenaires des secteurs concernés, et consolider ainsi ces collaborations fructueuses, il est proposé d'établir avec ceux-ci des conventions de partenariat qui précisent et formalisent les engagements de chacun des parties. De manière générale, les cocontractants s'engagent notamment à proposer aux usagers une participation aux activités se déroulant au musée Fabre (ces activités s'intégreront dans le cadre du projet prédéfini en concertation avec le service des publics du musée Fabre), à prévoir les modalités de déplacement des bénéficiaires et leur prise en charge, à assurer l'encadrement du groupe d'usagers lors de chaque séance, à valoriser le partenariat établi et à informer le musée Fabre de toute communication sur le projet.

Le musée Fabre de Montpellier Agglomération s'engage à mettre à disposition ses plasticiens et médiateurs pour assurer les activités, à s'assurer du bon déroulement des rencontres en termes de surveillance des biens et des personnes, dans le cadre de son règlement intérieur, à inscrire ce partenariat dans son projet culturel et le valoriser, et à élargir les abonnements réservés aux établissements scolaires aux structures partenaires, soit 30 € annuels.

Cinq structures du secteur handicap ou social souhaitent s'inscrire dans ce partenariat qui concerne pour chacune d'elles une dizaine de personnes en situation de handicap ou d'exclusion sociale :

- L'Atelier Thérapeutique Occupationnel (A.T.O) Terres Blanches :

Cette association accompagne les adultes handicapés mentaux en incapacité professionnelle dans les centres spécialisés. Les ateliers au musée et l'ATO favorisent la création multimédia.

- L'Institut Médico-Educatif (IME) Château d'O :

Cet institut accueille des enfants et adolescents handicapés mentaux. Un enseignant spécialisé accompagne ce public lors des activités organisées au musée.

- La Fédération des Aveugles de France (FAF) – Hérault – Services SAAAI (Service d'Aide à l'Acquisition de l'Autonomie et à l'Intégration Scolaire) et SAMSAH (Service d'Accompagnement Médico-Social pour Adultes Handicapés) :

La prise en charge de publics aveugles par ces services spécialisés amène les médiateurs et plasticiens du musée Fabre à développer de nouvelles compétences multi sensorielles en collaboration avec les professionnels de la FAF.

- L'Association des Paralysés de France (APF) - Accueil de Jour de Montpellier Est :

Cette association soutient les familles pour lesquelles le handicap moteur est générateur de rupture sociale. Le musée et ses collections apparaissent comme un lieu ressource structurant du projet individualisé de chaque usager.

- Le Centre d'Education des Enfants Sourds et Déficients Auditifs 34 (CESDA 34) :

Cette structure médico-sociale accompagne des enfants et adolescents sourds scolarisés dans des établissements de Montpellier. Outre sa mission éducative, elle instaure aussi un lien avec les familles. Depuis 2007, le CESDA construit avec les médiateurs et plasticiens du musée des projets éducatifs réguliers et innovants pour un meilleur accueil des jeunes publics sourds.

Les conventions à intervenir avec ces partenaires seront conclues pour une durée de un an reconductible deux fois.

En outre, depuis 2012, le musée Fabre est impliqué dans le programme national « Culture à l'Hôpital » par un conventionnement CAM/DRAC/CHRU, distingué en mai 2014 par un prix national. Fort de cette action positive, deux services du Centre Hospitalier Régional et Universitaire de Montpellier souhaitent également s'inscrire dans un partenariat avec le musée Fabre :

- Le Département de psychiatrie adulte – Secteur Montpellier Ville 2 - Centre Médico Psychologique « Le point de repère » :

Ce centre accueille des adultes souffrant de troubles psychologiques. L'accompagnement d'un ergothérapeute et la programmation du musée incitent les participants à l'expression écrite et à la rédaction de textes autour des œuvres.

- Le Service de Médecine Psychologique Enfants et Adolescents Peyre Plantade – « Villa St Georges » :

Les enfants autistes, accompagnés d'une équipe de médecins psychologues, sont encouragés à l'expression et à la création par des ateliers de pratiques plastiques réguliers. Des temps favorisant le partage de cette découverte entre enfants, parents et soignants, sont aussi organisés.

La convention à intervenir avec ces deux services du CHRU de Montpellier sera conclue pour une durée de trois ans.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion des conventions de partenariat pour les publics spécifiques avec l'Atelier Thérapeutique Occupationnel Terres Blanches, la Fédération des Aveugles de France, l'Association des Paralysés de France, le Centre d'Éducation des Enfants Sourds et Déficients Auditifs 34 et le CHRU de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions de partenariat susvisées ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 183738-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**CULTURE – MUSÉE DE L'HISTOIRE DE LA FRANCE ET DE L'ALGÉRIE - MARCHÉ DE TRAVAUX N°3131DC12 - LOT N°1 GROS ŒUVRE, FAÇADES, RÉSEAUX - AVENANT N°2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. B. TRAVIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à la Culture, rapporte :

Par délibération n°11712 en date du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a approuvé la conclusion des marchés de travaux 3131DC12 lots n°1, 6, 8, 12, et 14 et des marchés de travaux muséographiques et scénographiques n°3132DC12 lots n°15, 16, 17, 18, 19 et 21, relatifs aux travaux de construction du Musée de l'Histoire de la France et de l'Algérie (MHFA).

Par décision n°2014-235 du 31 mars 2014, un avenant n°1 au marché de travaux n°3131DC12 lot n°1 : Gros œuvre, façades, réseaux a été conclu afin d'acter le transfert de ce marché de travaux de la société LCRI à la société GIRARD, suite à la fusion de ces deux sociétés. Cet avenant n°1, notifié le 2 avril 2014, était sans incidence financière.

Au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2014, quelques aléas de chantier liés au caractère particulier d'une réhabilitation lourde, assortie de sujétions techniques imprévisibles, ainsi que des adaptations demandées afin de pérenniser les ouvrages, ont nécessité, la commande de travaux supplémentaires auprès de l'attributaire du marché n°3131DC12 – lot n°1 : Gros œuvre, façades, réseaux, validés et commandés par la maîtrise d'œuvre en application de l'article 14 du CCAG travaux applicable.

Conformément à l'article susvisé, il convient à présent de régulariser contractuellement ces travaux supplémentaires, en concluant avec l'entreprise attributaire un avenant n°2 au marché concerné.

Ces travaux concernent le renfort de structures existantes, la mise en œuvre d'enduit d'étanchéité dans certaines gaines, le déplacement d'une cheminée, et la réalisation de travaux de réfection de plafonds suite à dégradations.

Leur montant s'établit à 37 520,68 € H.T. Le montant du marché est donc modifié comme suit :

Montant initial H.T.	626 638,49 €
Montant de l'avenant n°1 H.T.	0,00 €
<b>Montant de l'avenant n°2 H.T.</b>	<b>37 520,68 €</b>
	-----
<b>Total H.T.</b>	<b>664 159,17 €</b>
Valeur TVA 20.00 %	132 831,83 €
	-----
<b>Total T.T.C.</b>	<b>796 991,00 €</b>

L'augmentation du marché est en conséquence de **5.99%** par rapport au marché initial.

Toutes les clauses du marché restent applicables tant qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions contenues dans le présent avenant, lesquelles prévalent en cas de contradiction. La Commission d'Appel d'Offres lors de sa séance du 1<sup>er</sup> juillet a émis un avis favorable à la conclusion de cet avenant n°2.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la conclusion de l'avenant n°2 au lot n°1 du marché de travaux n°3131DC12, pour un montant de 37 520,68 € H.T.,
- dire que les crédits relatifs à cette affaire sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°2 susvisé ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 183 715-DE.

05 AOUT 2014

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.



**DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE ET  
ATTRACTIVITE**



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGÜR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PROJET DE ZONE D'AMÉNAGEMENT CONCERTÉ CHARLES MARTEL EXTENSION - VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE - DOSSIER DE DEMANDE DE DÉROGATION AUPRÈS DU CONSEIL NATIONAL POUR LA PROTECTION DE LA NATURE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, approuvé en 2006, identifie un périmètre d'extension urbaine situé entre la zone d'activités du Larzat et le secteur d'habitat du Pont de Villeneuve (commune de Villeneuve-lès-Maguelone). La poursuite de l'urbanisation permettra de renforcer un pôle d'activités économiques mais également de donner de la cohérence urbaine à un secteur caractérisé par le mitage. Ainsi, sur 7 hectares, une première opération d'activités économiques, dénommée « Parc Charles Martel », a été réalisée par la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (concessionnaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Au regard de la réponse aux besoins des entreprises effectivement constatés, apportée par ce parc d'activités et afin de continuer à répondre à la demande d'implantation d'entreprises dans ce secteur géographique, des études ont été menées afin de prolonger cette urbanisation. Ainsi, la révision simplifiée du Plan d'Occupation des Sols de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone prévoyait, dès 2009, l'extension des parcs d'activités économiques existant (Larzat et parc Charles Martel) vers le Nord-Est. Dans le cadre de la procédure d'élaboration du dossier de création de la Zone d'Aménagement Concerté « Charles Martel Extension », les études qu'a fait mener la Communauté d'Agglomération de Montpellier ont révélé un important intérêt écologique sur un vaste ensemble compris entre plusieurs infrastructures (RD 612, RD 185 et RD 185 E).

Ainsi, depuis 2012, en lien avec les services de la Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement du Languedoc Roussillon (DREAL LR), la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ses prestataires (cabinet Antoine Garcia Diaz et Cabinet Barbanson Environnement) ont réalisé un important travail d'adaptation et de réduction du périmètre de ZAC (mesure d'évitement) afin de prendre en compte l'intérêt écologique du site. Au lieu des 13 hectares initialement envisagés, le nouveau périmètre est ainsi ramené à 10.6 ha dont une partie a déjà été anthropisée par des urbanisations antérieures (phénomène de mitage).

Par ailleurs, afin de limiter les impacts sur les habitats, la faune et la flore, des mesures de réduction d'impact préconisent le respect d'un calendrier d'intervention pour le démarrage des travaux, mais également, le déplacement des gîtes à reptiles de la zone impactée, le balisage durant le chantier ainsi que la création de haies en bordure sud du périmètre de ZAC.

Toutes ces mesures permettront de réduire considérablement les impacts sur le milieu. Néanmoins, des impacts résiduels persisteront sur plusieurs espèces protégées appartenant à trois groupes biologiques : les insectes (Proserpine et Magicienne Dentelée), les reptiles (Lézard Ocellé, Psammodrome d'Edwards et Psammodrome Algire pour les plus significatifs) et l'avi-faune (Pie-Grièche à tête rousse et Coucou Geai notamment).

Au regard des impacts résiduels du projet sur l'environnement et conformément à l'article L411-1 du code de l'Environnement un dossier de demande de dérogation doit être déposé auprès du Conseil National pour la Protection de la Nature (CNPN). Ce dossier, objet de la présente délibération, reprend en partie les éléments figurant dans l'étude d'impact de la ZAC Charles Martel Extension. A noter que, par son avis du 13 mai 2014, l'autorité environnementale a notamment relevé « la bonne qualité



de l'étude d'impact, ainsi que la prise en compte satisfaisante par le projet des différents enjeux environnementaux ».

Outre les mesures d'évitement et de réduction d'impact, le dossier de demande de dérogation décrit les mesures compensatoires à mettre en œuvre. Des accords ont été trouvés avec des propriétaires fonciers afin de mettre en place des mesures compensatoires pendant une période de 30 ans sur 14 hectares situés à proximité immédiate du projet de ZAC. Ces mesures compensatoires consisteront au maintien d'un milieu favorable aux espèces citées ci-avant. Ainsi, par des actions de débroussaillage (de préférence par pastoralisme), les milieux ouverts seront conservés. Le suivi écologique réalisé pendant cette période de 30 ans permettra d'observer les évolutions environnementales et d'ajuster, au besoin, les plans d'actions. Ils pourront se faire en cohérence avec les autres actions appliquées localement par d'autres maîtres d'ouvrage.

La mise en œuvre des mesures décrites ci-avant a été estimée par le Cabinet Barbanson Environnement à un montant compris entre 260 000 et 280 000 € H.T. soit un coût moyen annuel inférieur à 10 000 € H.T. Leur mise en œuvre permettra de maintenir les populations d'espèces protégées dans un bon état de conservation malgré la création de la ZAC Charles Martel Extension. Elles apporteront même une réelle plus-value pour les populations locales de ces espèces.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande de dérogation lié à la réalisation de la ZAC Charles Martel Extension à Villeneuve-lès-Maguelone,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

SWC184253-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION  
CONSTITUTIVE DE GROUPEMENT DE COMMANDES ENTRE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET LES COMMUNES MEMBRES POUR  
L'ACQUISITION DE LOGICIELS - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°12249 du 19 mai 2014, le Conseil d'Agglomération a acté la constitution d'un groupement de commandes entre la Communauté d'Agglomération et 8 de ses Communes membres en vue du lancement d'une consultation pour l'acquisition d'un logiciel de gestion des temps scolaires et périscolaires.

Considérant que la modification du groupement n'est pas autorisé en cours d'exécution du marché, sauf défaillance d'un des membres, et qu'il est donc préférable d'associer, dès la constitution du groupement, l'ensemble des Communes susceptibles de participer à son exécution, il est proposé de modifier la liste des membres du groupement comme suit :

- Communauté d'Agglomération de Montpellier
- Commune de Castelnau le Lez
- Commune de Clapiers
- Commune de Pérols
- Commune de Lavérune
- Commune de Grabels
- Commune du Crès
- Commune de Villeneuve-lès-Maguelone
- Commune de Saint Georges d'Orques
- Commune de Juvignac
- Commune de Pignan
- Commune de Prades le Lez
- Commune de Saint-Brès
- Commune de Sussargues
- Commune de Vendargues
- Commune de Fabrègues
- Commune de Baillargues
- Commune de Cournonterral
- Commune de Murviel lès Montpellier

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention constitutive du groupement de commandes portant le nombre des communes membres à 18 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

SMC 184852-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE



12377-2



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – MONTPELLIER IN GAME 2014 - PARTENARIAT AVEC L'INSTITUT DE L'AUDIOVISUEL ET DES TÉLÉCOM EN EUROPE (IDATE) POUR LE MIG 2014 - CONVENTION - ATTRIBUTION DE SUBVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a engagé en 2009 une politique forte de soutien aux entreprises de la création numérique et du jeu vidéo. Ce soutien s'est traduit par la constitution d'une association dont l'objet est de structurer cette filière, Pix'LR. Cette association regroupe aujourd'hui plus de 30 entreprises de l'Agglomération de Montpellier et de la Région Languedoc-Roussillon, dont plusieurs sont accompagnées par les structures du développement économique de l'Agglomération.

Plus largement, l'Agglomération de Montpellier accueille sur son territoire une soixantaine d'acteurs du secteur du Jeu Vidéo et de la création numérique :

- Studios et éditeurs : Ubisoft, l'un des leaders mondiaux du secteur (plus d'un milliard d'Euros de chiffre d'affaires), Feerik, Actiplay, Swing Swing Submarine, etc.
- Start up accompagnées par le BIC de Montpellier Agglomération dans les domaines du jeu vidéo ou de l'imagerie 3D : Virdys, Isotropix, Alt Shift, Imagygame,
- Acteurs de la création numérique et de la création 3D : 3DVF, Dwarf Labs, Pixtim, Immersia Productions, 3D studio, etc.
- Ecoles formant des informaticiens ou des créateurs numériques : Polytech, Supinfo, ESMA, Art'FX, Studio M, ACFA Multimedia, Objectif 3D,
- Formations de licences et masters en génie logiciel, développement web et jeu vidéo dispensées par l'Université de Montpellier 3,
- Recherche en jeux vidéo au sein du Laboratoire d'Informatique de Robotique et de Microélectronique de Montpellier (LIRMM).

L'industrie du Jeu vidéo est en train de connaître de profondes mutations. Au-delà du marché structuré par des grands groupes, d'autres segments de marchés liés aux jeux vidéo sur internet, « dans le cloud » ou sur mobile, ainsi qu'aux jeux vidéo, advergames ou Serious Games développés pour le compte de grandes entreprises de tous secteurs, connaissent une croissance rapide. Les acteurs locaux sont prêts à ces mutations et sont positionnés sur ces segments récents, avec des approches souvent originales et innovantes. Par ailleurs, le nombre élevé de formations locales va permettre de positionner le territoire comme l'un des leaders au niveau national.

Pour aider au développement des entreprises locales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lancé en juin 2010 le salon Montpellier In Game (MIG), qui a très rapidement connu le succès, avec 13 000 visiteurs sur 2 jours pour sa première édition, puis 34 000 et 47 000 visiteurs pour les éditions 2011 et 2012. En 2013, le MIG s'est concentré sur son volet professionnel et académique, avec :

- une conférence internationale du secteur du jeu vidéo, le Game Summit, organisé par l'Idate dans le cadre du Digiworld Summit-conférence internationale sur les Technologies de l'Information et de la Communication-. Cette conférence est intégrée au programme du MIG,
- une soirée business permettant aux professionnels de se rencontrer,
- des présentations (pitches) et rencontres d'affaires entre des acteurs de la création numérique et leurs clients et partenaires potentiels,
- des pitches et rencontres entre des studios de jeux vidéo et des investisseurs,
- des masterclasses pour les étudiants,
- un concours pour les étudiants, au cours duquel des projets étudiants sont analysés en détail par des professionnels du secteur,
- l'accueil au sein du MIG d'un colloque scientifique organisé par l'Université de Montpellier 3.

Cette édition du MIG a permis aux professionnels d'établir des contacts fructueux et aux étudiants de bénéficier du retour d'expérience de grands noms du secteur du jeu vidéo. Ces apports, la satisfaction générale et la participation de 200 professionnels et 300 étudiants ont fait de cette édition un succès pour la filière locale du jeu vidéo et de la création numérique.

Compte tenu de ce succès, le MIG 2014 pour les professionnels et le monde académique se déroulera selon un programme enrichi par rapport à celui de 2013, les jeudi 20 et vendredi 21 novembre 2014, au cours de la même semaine que le Digiworld Summit pour créer des synergies entre les deux événements.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuiera sur des prestataires pour l'aider dans l'organisation du MIG.

Le budget prévisionnel du MIG professionnel s'élève à 140 000 euros. Dans ce budget prévisionnel, une subvention de 50 000 euros est prévue pour l'Idate, en soutien de l'organisation du séminaire Game Summit du Digiworld Summit. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a soutenu ce séminaire depuis sa création il y a 12 ans. Cette subvention permet à l'Idate d'organiser une conférence d'envergure et d'inviter des personnalités prestigieuses du monde du jeu vidéo, venues d'Europe, Amérique et Asie. Une partie de ces intervenants restera et participera également aux événements constituant le MIG.

Cette proximité du MIG et du Digiworld Summit permet également une visibilité accrue de ces événements et valorise une partie de l'écosystème montpellierain du numérique, renforçant ainsi la candidature locale au label des métropoles French Tech.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'attribution à l'Idate d'une subvention de 50 000 euros pour le soutien à l'organisation du séminaire Jeux Vidéo du Digiworld Summit, qu'elle organise, sous réserve de la signature d'une convention d'attribution de subvention,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

IMC 183664-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION NOVAE LR - ATTRIBUTION DE SUBVENTION ET HÉBERGEMENT DE LA MAISON DU NUMÉRIQUE À CAP OMÉGA - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient depuis de nombreuses années le développement économique de plusieurs filières d'excellence. Le secteur des Technologies de l'Information et de la Communication (TIC), représentant 1 100 entreprises sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, est l'un de ces secteurs clés. La pépinière Cap Omega du Business and Innovation Center est spécialisée dans le domaine des TIC. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier mène depuis plusieurs années une politique de soutien à la création, au développement, à l'implantation et à l'internationalisation d'entreprises issues du secteur TIC et favorise les synergies entre les entreprises, les laboratoires académiques et les centres de formation.

Compte tenu de la croissance soutenue de ce secteur au niveau national et international, il représente un enjeu important de croissance pour le territoire.

Des acteurs de poids sont présents sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier – IBM, Dell, Intel, Ubisoft, Sedit Marianne (Berger Levraut), Septeo, etc. De nombreuses startups ou entreprises en forte croissance sont le signe de la vitalité de l'écosystème du numérique : Awox, Aquafadas, Bime, Teads, Medtech en sont quelques exemples significatifs.

Cet écosystème se mobilise depuis le début de l'année 2014 pour porter un dossier de candidature à la labellisation des métropoles French Tech, aux côtés de l'Agglomération de Montpellier qui coordonne cette candidature. Cette mobilisation, la réussite des startups et des « tech champions », l'implication des grands groupes prouvent que l'écosystème est efficace.

Les groupements professionnels en sont des maillons essentiels: ils favorisent les rencontres entre acteurs économiques et accompagnent les entreprises dans leur développement, par des actions collaboratives.

Novae LR est l'un de ces groupements professionnels, une association qui a pour vocation de favoriser le développement des TIC en Languedoc Roussillon. Novae LR a lancé un programme ambitieux de développement des TIC selon plusieurs axes : promotion de la filière TIC, animation du réseau des entreprises TIC, présentation des offres des entreprises TIC à destination d'autres secteurs, accompagnement à des salons, aide au recrutement, formations et informations à destination des membres. Novae LR regroupe, début 2014, près de 150 membres représentant 2500 salariés et acteurs du secteur des TIC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR ont initié des actions en commun en 2010 puis ont signé des conventions de partenariat annuelles depuis 2011.

En 2014, le partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Novae LR a en particulier abouti à la création de la « Maison du Numérique by Novae LR », hébergée au sein de la pépinière Cap Omega. Lieu phare d'animation du secteur du numérique, favorisant les échanges et croisement entre acteurs économiques, favorisant l'accès à la connaissance et la maîtrise des outils et usages TIC, ce lieu permet aux acteurs privés, au grand public et aux universitaires et chercheurs de développer des projets, expérimenter et diffuser l'innovation. Avec plus de 80 événements par an (environ 2 par semaine) et 2500 participants cumulés, ce lieu est rapidement devenu un lieu incontournable des acteurs du secteur. Installé près de l'accueil de la pépinière Cap Omega, il bénéficie en particulier aux startups accompagnées par le BIC...



Délibération n° 12379

Lieu de bouillonnement de l'écosystème du numérique montpelliérain, la Maison du Numérique constitue un élément important de la candidature Montpelliéraine à la French Tech. La Maison du Numérique préfigure également un espace d'animation qui sera intégré et développé au sein du futur bâtiment totem du numérique, porté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et qui doit voir le jour en 2018.

En 2014, la contribution globale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'association Novae LR s'élève à 48 550 €. Cette contribution se décompose en une subvention de 35 000 euros à l'association et l'hébergement de la Maison du Numérique et des bureaux de l'Association dans les locaux de Cap Omega, valorisé à 13 550 € HT, sur un budget global de 172 289 euros de la Maison du Numérique.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'hébergement de la Maison du Numérique au sein de la pépinière Cap Omega, sous réserve de la signature d'une convention d'occupation du domaine public,
- dire que la subvention de 35 000 euros affectée au chapitre 929 par délibération n°12027 du 19 décembre 2013 à la Maison du Numérique sera versée à l'association Novae LR,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer la convention d'attribution de subvention, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc184092 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ECOCITÉ/CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DÉDIÉ AUX ENTREPRISES INNOVANTES - RÈGLEMENT DE L'APPEL À IDÉES - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par 3 Projets de Recherche et Développement autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013 et par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Eseco Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques et de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier utilise le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce contexte, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Afin de favoriser le développement de l'économie locale, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite organiser un appel à idées, ouvert aux start up et PME innovantes, qui permettra aux entreprises, en accédant aux données collectées à l'occasion du programme de recherche et développement EcoCité, de proposer des applications innovantes. L'Appel à idées vise à la détection de services urbains à valeur ajoutée avec des composantes à expérimenter, un concept à éprouver, ou un(des) modèle(s) économique(s) à valider, ou des technologies à tester et ayant un impact sur les usages et comportements à évaluer.

Il associe les membres du consortium de la Cité intelligente, entreprises, universités et collectivité territoriale en mettant des jeux de données à disposition d'un écosystème d'acteurs innovants, afin de répondre à une problématique, comme par exemple, l'apport de solutions techniques innovantes ou de nouveaux cas d'usages et services. L'Appel à idées proposé permettra aux entreprises innovantes disposant de savoir-faire et de compétences technologiques d'amener leur créativité dans le cadre du projet partenarial Cité intelligente.

Les projets développés feront ensuite l'objet d'une sollicitation auprès des services de l'Etat et de la Banque Publique d'Investissement BPI France pour l'obtention d'un financement FSN (Fond national pour la Société Numérique), sous réserve d'acceptation de la réponse à l'Appel à Manifestation d'Intérêt « Challenges Big Data » déposée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Fonds national pour la Société Numérique (FSN) le 28 mai 2014.

Dans ce cadre, l'Appel à idée constituera un vivier de projets potentiellement éligibles au « Challenges Big Data » qui leur permettra ainsi de poursuivre le développement et la mise en œuvre de leur projet.

L'Appel à idées est organisé sous le pilotage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. En ce sens elle s'appuiera d'une part sur le Business and Innovation Center (BIC) dont la vocation est de

## Délibération n° 12380

faciliter l'émergence et la croissance d'entreprises génératrices de forte valeur ajoutée sur le territoire et d'autre part sur la Direction des Ressources Informatiques qui surveillera le bon fonctionnement de la plateforme d'innovation.

En outre, la collectivité mène une réflexion sur les données, qui sont l'élément central de la Cité intelligente. Il sera donc mis à disposition un ensemble de jeux de données portant sur :

- Les transports et la mobilité,
- La consommation en eau des ménages,
- Les conditions climatiques du territoire.

Ces données seront accessibles au travers d'un réseau privé virtuel, sous la forme de Web Services détaillés. Un contrôle d'accès est effectué au niveau de l'adresse IP de l'entreprise. Ainsi, seront précisées la nature des données, tant au regard des dispositions légales et réglementaires qu'au regard des stipulations contractuelles. Des licences encadrant la réutilisation des données seront annexées au présent règlement de l'Appel à idées.

Les dotations officielles de l'Appel à idées seront attribuées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au Lauréat de chacune des 3 catégories qui se partageront le budget de 50 K€, à savoir :

- 1er prix de 30K€ : alloué à une entreprise qui propose une offre de service innovante suffisamment mure pour une mise en œuvre R&D dans les 6 à 9 mois suivant la remise du prix.

- 2ème prix 15 K€ : alloué à une entreprise disposant d'une technologie à expérimenter sous forme de « Proof Of Concept » (POC) dans le contexte R&D de la Cité Intelligente.

- 3ème prix 5 K€ : alloué à une entreprise qui propose un concept innovant qui sera retenu pour valorisation.

Son objectif est de pré-qualifier une dizaine de projets susceptibles de participer au « Challenge Big Data » dans un second temps et de primer les 3 meilleurs.

La sélection des projets, s'opérera au travers d'un jury composé des membres du Comité de Pilotage Cité Intelligente (la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM, Universités, IDATE, Université de Montpellier 1, Université de Montpellier 2), et, sous réserve d'une réponse favorable à l'Appel à Manifestation d'intérêt « Challenges Big Data », de BPI France, de la Caisse des Dépôts et Consignation, et des services de l'Etat.

Le calendrier prévisionnel de l'Appel à idées est articulé autour de 3 jalons clés :

- septembre 2014 : ouverture de l'appel à idées ;
- mi-décembre 2014 : date limite de réponse;
- début janvier 2015 : sélection des projets.

Un règlement, joint en annexe et diffusé sur le site internet de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, fixe les modalités de cet Appel à idées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser l'organisation d'un Appel à idées Cité intelligente pour faciliter la création de services urbains innovants dans un contexte R&D,
- adopter le règlement de l'Appel à idées,
- approuver le versement de prix aux 3 lauréats de l'Appel à idées dans la limite de 50'000 €,
- dire que les crédits sont prévus au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12380

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : SMC 18 37 60-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ - ECOCITÉ/CITÉ INTELLIGENTE - PROGRAMME DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT (PRD5') PORTANT SUR LE RISQUE INONDATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le projet Cité intelligente fait l'objet, dans sa phase de développement, d'expérimentations, de tests de solutions techniques urbaines en grandeur nature, d'un contrat de Recherche et Développement (R&D), autorisé par la délibération n°11298 du Conseil Communautaire du 20 décembre 2012, complété par trois projets de Recherche et Développement (PRD) autorisés par délibération n°11 614, n° 11615 et n° 11616 du Conseil Communautaire du 25 juin 2013 et par la réalisation de deux thèses l'une à l'université Montpellier 1, l'autre à l'université Montpellier 2 autorisées par délibération n° 11922 et n° 11923 du conseil du 29 octobre 2013.

Ce contrat de Recherche et Développement permet aux partenaires, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, IBM France, les Universités Montpellier 1 et Montpellier 2, l'IDATE ainsi que les entreprises Egis eau, Esec Systems, Predict Services, M2OCITY, Veolia Eau, Citiway, et Mecatran de développer de nouveaux savoirs et techniques, de susciter l'intérêt des acteurs du territoire et de favoriser les collaborations autour de solutions urbaines intégrées.

En effet, les enjeux et les objectifs de l'EcoCité montpelliéraine résultent de la nécessité d'adapter la gestion urbaine aux évolutions sociétales, économiques et environnementales. Dans cette perspective, la Communauté d'agglomération de Montpellier utilise le territoire de l'EcoCité comme un véritable laboratoire urbain (living lab) pour revisiter l'ensemble des champs de la gestion urbaine dans des domaines aussi essentiels que sont la maîtrise de l'eau et la biodiversité, les mobilités, les ressources et les performances énergétiques, les nouvelles formes de distribution commerciales et les relations intergénérationnelles.

Dans ce contexte, le projet Cité intelligente consiste à développer une plateforme numérique à vocation collaborative, à faire converger des données de domaines divers et souvent cloisonnés, pour favoriser la mutualisation de leur exploitation, à restituer ensuite les données traitées aux exploitants, aux entreprises ainsi qu'aux usagers, et de promouvoir in fine l'innovation ouverte en favorisant le développement des PME et des start-up du territoire qui développent de nouvelles applications et explorent de nouveaux modèles économiques.

Il répond aux enjeux stratégiques de la Communauté d'Agglomération :

-Pour le citoyen, au cœur de la démarche, en offrant des solutions centrées sur l'amélioration des services urbains dans ces domaines :

- Ø l'eau et la gestion des risques,
- Ø la mobilité et la gestion dynamique des transports,
- Ø l'énergie,
- Ø les services aux citoyens...

-Pour l'économie locale en fixant des entreprises sur le territoire par des collaborations industrielles sur de nouvelles activités créatrices de valeur ajoutée et d'emplois et favorisant le développement de start-up ;

-Pour l'attractivité du territoire en améliorant les modes de vie tout en respectant mieux l'environnement dans le cadre d'un aménagement et d'une gestion durables du territoire ;

-Pour le positionnement international de Montpellier Agglomération en faisant de notre territoire une métropole de référence en matière d'innovations urbaines, de « smart cities »...

-Pour être partie prenante des changements profonds qui structurent le champ urbain en matière de numérique, en particulier avec les opérateurs privés (la maîtrise des exploitants de services urbains, propriété et gestion des données, etc.) ;

Le Projet de Recherche et Développement collaboratif intitulé «PRD5' GERIMU», réunissant Cereg Ingénierie, Predict Services et l'Université Montpellier 2 - laboratoire HydroSciences - et la Communauté d'Agglomération de Montpellier constitue un contrat d'application de R&D complémentaire au contrat de consortium et au Contrat d'application du PRD5 « Ville en alerte ».

Ce PRD5' qui se caractérise notamment par des apports de logiciels, de données, des développements de logiciels spécifiques, des services d'enrichissement de données et d'intégration, vise à développer un outil de calcul hydraulique adapté au milieu urbain permettant notamment la gestion de crise prévisionnelle en cas d'inondation.

Il développera un modèle hydraulique complexe du ruissellement urbain afin de caractériser précisément ce risque d'inondation peu connu à l'heure actuelle. Il s'agira de mettre en application « grandeur nature » les attendus de ce projet par la modélisation du secteur de la Pompignane et de la Route de la Mer concerné par le ruissellement urbain et de développer des outils pour l'exploitation des résultats des modélisations hydrauliques. Il intégrera aussi un module de calcul des dommages.

Un contrat d'application de R&D précise notamment la contribution des différents partenaires au PRD de la manière suivante :

- CEREG Ingénierie, de par ses connaissances et son long retour d'expérience acquise en matière d'hydrologie urbaine, est l'initiateur de ce projet collaboratif R&D.
- PREDICT Services a une expérience en exploitation de systèmes d'alertes et des savoirs spécifiques en matière de veille météorologique et hydrologique, d'analyse de la vulnérabilité en temps réel, d'alerte et de conseil aux communes.
- L'Université Montpellier 2, par le biais de l'UMR Hydrosiences, apporte le code de calcul « SW2D » et son expertise en hydraulique numérique.
- La Communauté d'Agglomération de Montpellier assure le pilotage du projet et la coordination des missions des partenaires. A cette fin, des réunions régulières du Comité technique seront tenues permettant d'organiser la collaboration et la concertation de l'ensemble des partenaires et de suivre l'avancement du PRD5'.

Le Centre d'Excellence sur l'Eau (CoE Water Management) d'IBM Montpellier s'est ici positionné en tant que sous-traitant potentiel, compte tenu des compétences qui sont présentes sur le site en matière de calcul intensif, de gestion de données relatives à la Cité intelligente et de mise en place de systèmes de gestion multirisques à travers des projets dans le monde.

Ces acteurs de spécialités ont décidé d'adhérer au PRD5', afin d'exécuter ensemble un programme de R&D spécifique, combinant recherche industrielle et développement expérimental sur le territoire géographique de l'EcoCité pour une durée totale de 24 mois.

Le montant total du PRD5' s'élève à 565 000 euros H.T. La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élève à 50 000 euros H.T., sur des fonds EcoCité - Ville de Demain.

Les partenaires, signataires du projet s'engagent à apporter leur contribution financière, leur expertise et les résultats de leurs outils métier tels que fixés dans les annexes techniques et financières du Contrat d'Application, et à supporter leurs propres coûts relatifs à l'exécution du projet.

Certains partenaires bénéficient individuellement d'aides complémentaires de l'Etat et/ou des collectivités territoriales et/ou BpiFrance Languedoc Roussillon et/ou la Région LR et/ou l'Agence de l'Eau RMC et/ou l'Europe, ayant accepté d'apporter un co-financement au Projet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Contrat d'application du Projet de Recherche et Développement (PRD5' GERIMU) avec Cereg Ingénierie, Predict Services et l'Université Montpellier 2 - laboratoire HydroSciences,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer le contrat d'application et ses annexes ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.



Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183790-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

**Extrait du Registre des Délibérations**

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ASSOCIATION DES VILLES ET COLLECTIVITÉS POUR LES COMMUNICATIONS ÉLECTRONIQUES ET L'AUDIOVISUEL (AVICCA) - ADHÉSION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

L'expansion des nouvelles technologies de l'information et de la communication, en particulier de l'internet Très Haut Débit, constitue un des enjeux majeurs de ce début de siècle. Il conditionne l'aménagement et l'attractivité d'un territoire.

Les collectivités territoriales et leurs groupements jouent un rôle important dans le déploiement des réseaux numériques Très Haut Débit. D'une part, leur connaissance du terrain permet de mobiliser les infrastructures de génie civil dont elles disposent. D'autre part, elles exercent la compétence d'aménagement numérique de leurs territoires.

La prise de compétence « Très Haut Débit » le 1<sup>er</sup> juin 2010 par arrêté préfectoral a marqué une étape importante pour le développement économique et territorial de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En ce sens, afin de bénéficier d'échanges d'expériences avec les autres collectivités mobilisées sur ces enjeux et avoir accès aux études et notes d'information pouvant alimenter la réflexion actuellement menée, il est proposé que la Communauté d'Agglomération de Montpellier prolonge son adhésion à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA) pour l'année 2014. Le montant de la cotisation s'élève à 2 900.00 € H.T. (TVA à 0%). A ce titre, la collectivité pourra à nouveau participer aux groupes de réflexion nationaux engagés par l'association ainsi qu'aux colloques et assemblées générales de l'AVICCA, journées d'échanges privilégiés entre acteurs de l'aménagement numérique des territoires. Par ailleurs, la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra également interroger l'association, qui, en relation avec les différents acteurs économiques et les pouvoirs publics, représente et défend l'intérêt des collectivités, et, à travers elles, l'intérêt public local.

L'association AVICCA est un interlocuteur reconnu dans l'ensemble de la profession et par les pouvoirs publics (régulateurs, gouvernement, Parlement, etc.).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'Association des Villes et Collectivités pour les Communications électroniques et l'Audiovisuel (AVICCA),
- dire que les crédits correspondant à cette affaire sont prévus au budget communautaire 2014, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Sme 18 30 25-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-N. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION 2014 DE PARTENARIAT AVEC INVEST SUD DE FRANCE - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit depuis plusieurs années une politique de développement économique destinée à consolider le tissu des entreprises installées sur son territoire et à l'enrichir par des actions de prospection au niveau national et international.

Pour l'accompagner dans ses missions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'appuie, entre autres, sur l'expertise d'Invest Sud de France, agence régionale de développement économique du Languedoc-Roussillon, pour identifier et attirer de nouvelles entreprises sur l'agglomération de Montpellier et renforcer l'attractivité et la lisibilité du territoire au-delà de ses frontières.

Invest Sud de France est une association régie par la loi de 1901. Créée en 1986, elle mène, en collaboration avec les acteurs publics et privés sur le territoire régional, des missions de promotion, prospection, accompagnement d'implantation et développement d'activités industrielles ou tertiaires. Elle est également le correspondant de l'AFII (Agence Française pour les Investissements Internationaux) et l'interface de la DATAR pour le territoire régional. L'AFII est un établissement public créé en 2001 et placé sous la double tutelle des ministres chargés de l'Economie et de l'Aménagement du territoire. Elle a pour rôle d'accompagner les investisseurs étrangers en France.

Invest Sud de France est régie par un conseil d'administration composé de membres de droit (Conseil régional du LR, Communauté d'Agglomération de Montpellier, Caisse d'Epargne LR, CCIR LR, Ceser, Chambre régionale d'agriculture, Chambre régionale des métiers et de l'artisanat, Comité régional des banques, Medef LR, Soridec, Université Montpellier 2) et d'un collège d'entreprises et adhérents (Bio UV, Cameron, Carayon, Délégation régionale EDF, Farmex, France Telecom, IBM, Kawneer, Labover Groupe Meridis, Medtech, NTN-SNR, RecFrance, Schneider Electric, Sigma Méditerranée, Urbasolar).

Après plusieurs années de coopération, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Invest Sud de France ont formalisé leur partenariat en 2013 sous forme de convention annuelle visant à promouvoir les atouts économiques du territoire et favoriser l'implantation d'entreprises exogènes. Une nouvelle convention est proposée pour 2014. Ses objectifs sont les suivants :

- renforcer la prospection nationale et internationale et la qualité de l'accueil des prospects et des délégations afin d'améliorer le rayonnement et les résultats d'implantation dans les domaines d'excellence de Montpellier Agglomération,
- identifier les projets stratégiques mobiles au niveau international afin de les attirer sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, hors prospection endogène déjà couverte par les services de l'agglomération.

Pour formaliser le partenariat avec Invest Sud de France, une convention est signée tous les ans sur la base de ces objectifs et d'un programme d'actions précis élaboré chaque année par le comité de pilotage en charge du suivi et de l'évaluation des résultats.

Au titre de la convention 2014, une participation annuelle de 40 000 € sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Invest Sud de France.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la convention de partenariat avec Invest Sud de France pour l'année 2014 et approuver l'affectation d'une subvention annuelle d'un montant de 40 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions annuelles ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Smc 183710-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. RÉVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PLATEFORME DE PROMOTION DES VINS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER À CHENGDU - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'ASSOCIATION EUPIC POUR 2014 - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier conduit une stratégie d'internationalisation reconnue sur le plan économique depuis plusieurs années. Elle s'est dotée progressivement d'un réseau de partenaires bilatéraux en Chine (Shanghai, Chengdu), en Russie (Province de Kalouga) aux Etats-Unis (New Jersey) et au Canada (Québec) et est en outre active au sein de plusieurs réseaux internationaux multilatéraux (NBIA, EBN, I3Network...).

Les relations entre le territoire montpelliérain et la Chine s'inscrivent dans une histoire riche et fructueuse, avec par exemple la venue à l'université de Montpellier des futurs intellectuels et politiques de la Chine moderne dans le cadre du programme « travail-étude » au début du XXème siècle (1908-1927) et plus récemment avec le jumelage entre Montpellier et Chengdu en juin 1981.

Dans la continuité de ces relations privilégiées, la Communauté d'Agglomération de Montpellier poursuit depuis 2004 une stratégie de développement principalement dans le cadre de l'économie avec la Ville de Shanghai et le District du Yangpu, et a développé un volet très prometteur depuis 2010 avec la capitale du Sichuan, Chengdu et douze Provinces centrales chinoises.

Depuis les vingt cinq dernières années, la Chine a favorisé sa croissance économique par une stratégie de développement externe basée sur l'investissement étranger générant d'importantes disparités entre les provinces de la bande côtière et les provinces internes chinoises. Le 12ème plan quinquennal (2011-2016) axe la stratégie de développement économique sur un modèle de croissance interne avec notamment les 800 millions de consommateurs des provinces centrales, en permettant aux entreprises chinoises de se développer à l'international. Pour les cinq prochaines années, l'Etat chinois va investir 950 milliards de dollars pour développer la santé, la formation et les axes de communication de ces provinces centrales. La Province du Sichuan et sa Capitale Chengdu sont les portes d'entrées aux marchés que représente cette nouvelle stratégie de développement économique.

Le partenaire principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu est l'organisme European-Union Project Innovation Centre (EUPIC). EUPIC est initialement un programme bilatéral entre l'Europe et la Chine créé en 2006 afin de permettre et de favoriser le développement économique entre les Etats Membres partenaires et les Provinces centrales chinoises.

A ce jour EUPIC a évolué sous la forme d'une organisation non gouvernementale chinoise supportée par les Ministères de l'Industrie, du Commerce, de la Science et de la Technologie côté chinois, et par l'Union Européenne représentée par 14 Etats (Belgique, République Tchèque, Danemark, Finlande, Allemagne, Grèce, Irlande, Italie, Hongrie, Slovaquie, Slovénie, Espagne, Angleterre et France). La partie chinoise est représentée par 12 provinces (Yunnan, Xingjiang, Shanxi, Tibet, Qinghai, Sichuan, Mongolie Intérieure, Ningxia, Gansu, Guizhou, Chongqing et Guizhou). L'opérateur est la Province du Sichuan et plus particulièrement la ville de Chengdu.

Depuis septembre 2011 et la tenue du Congrès EUPIC sur l'innovation à Montpellier, les partenaires de Chengdu souhaitent s'engager aux cotés de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans un nouvel axe de développement économique dédiée à la filière vin. Dans les provinces centrales le vin étant majoritairement un cadeau de prestige, plus de 60 % des achats se font pour les institutions et 20 à 30 % pour les grandes occasions (mariages...). La partie chinoise propose donc à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de développer une nouvelle approche économique en associant un partenaire chinois étatique, gage de qualité et de sécurité pour l'acheteur, qui promouvra cette offre.

La démarche mise en place, en rupture avec l'offre actuelle, vise à diminuer les intermédiaires et à réduire ainsi les possibilités de contrefaçon.



En septembre 2012, lors de la mission organisée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a signé avec notre partenaire EUPIC, une lettre d'intention pour la mise en place d'une plateforme de promotion des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Chengdu et dans les neuf Provinces centrales chinoises.

Cette signature a été faite sous le haut patronage du Gouverneur de la Province du Sichuan, du Maire de Chengdu, de l'Ambassadrice de l'Union Européenne en Chine et du Consul Général de France à Chengdu.

Lors des délibérations en date du 17 janvier 2013 numéro 11 698 et du 25 juillet 2013 numéro 11 800, le Conseil d'Agglomération a acté la signature de la convention de coopération fixant les règles et résultats escomptés ainsi que la participation financière de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (pour l'exercice 2013) sous les conditions ci-après rappelées :

#### Prévisionnel des Ventes

Année	Conteneurs	Bouteilles	CA généré (K€)	Coût moyen
2013	10	130 000	195 à 325	De 1,5 € à 2,5 €
2014	20	260 000	390 à 650	De 1,5 € à 2,5 €
2015	40	520 000	780 à 1 300	De 1,5 € à 2,5 €

Le soutien financier à cette action de promotion se fait de façon dégressive sur 3 ans et est soumis à validation biannuelle ou annuelle du Conseil d'Agglomération.

#### Financement de l'action

Année	Communauté d'Agglomération de Montpellier	EUPIC
2013 acté	245 000 €	212 000 €
2014 proposé	120 000 €	100 000 €
2015 projet	60 000 €	50 000 €

Les axes majeurs du programme mis en place en commun avec nos partenaires chinois sont :

- des actions médiatiques de niveau national et local,
- des opérations de dégustations ciblées,
- le relationnel avec les autorités chinoises,
- des participations à des salons dédiés,
- des espaces de promotion,
- une partie formation au vin et à ses aspects culturel et historique.

Un an après le lancement de l'opération, le bilan qualitatif et quantitatif suivant peut être établi, validant la stratégie de l'engagement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier :

D'un point de vue opérationnel il est possible de citer :

- la mise en place de la plateforme de promotion à Qingdao,
- plusieurs articles dans les médias nationaux chinois (China Daily, Global Time, la Chine au Présent) diffusés à 5,2 millions d'exemplaires,
- la participation aux plus grandes foires sur les vins et spiritueux de Chine (mars 2013 et 2014 Chengdu et Pékin avec plus de 370 contacts professionnels établis),
- la participation au Gala de bienfaisance pour les victimes du tremblement de terre d'avril 2013 avec la mise aux enchères de 3 crus issus de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, devant les plus importants décideurs politiques de la Province du Sichuan,
- une dégustation proposée au Président de l'association nationale : China Wine Club,
- dégustations ciblées pour plusieurs importateurs chinois à : Beijing, Canton, Shenzhen, Qingdao.....

D'un point de vue quantitatif sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier l'action mise en place concerne :

- 21 producteurs sur 52 (dont 3 caves coopératives) qui participent activement au projet,
- 18 producteurs qui ont déjà vendu du vin en chine,
- 9 producteurs qui ont réalisé un chiffre d'affaire compris entre 10 K€ et 120 K€,

#### Bilan 2013

Année	Bouteilles	CA généré (K€)	Prix moyen (€)	Ratio investissement/ CA
2013	130 000	195 à 325	1,5 à 2,5	1/1
2013 réalisé	133 826	470	3,51	1/2
	+ 3 %	+ 141 % à + 45 %	+ 135 % à + 40 %	

L'année 2013 a été la phase de lancement de l'action, majoritairement dédiée au marketing et à la mise en valeur des vins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les objectifs fixés ont été dépassés. Il est proposé de poursuivre le projet et d'allouer à EUPIC une subvention de 120 K€ en 2014.

Début 2015, il est proposé de faire un bilan sur la base des résultats attendus pour 2014, avant de poursuivre éventuellement l'opération en 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention « plateforme de promotion des vins » avec l'association EUPIC,
- approuver l'attribution d'une subvention de 120 000 € à EUPIC, sous réserve de la signature de la convention correspondante,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget fonctionnement 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014

04 AOUT 2014

SMC 183896-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONVENTION DE FINANCEMENT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET L'ASSOCIATION DE PROMOTION DES FLUX TOURISTIQUES ET ÉCONOMIQUES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La CCIM (Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier) était jusqu'en juin 2009 gestionnaire de la concession de l'aéroport de Montpellier et portait juridiquement et financièrement les contrats de marketing online signés avec les compagnies aériennes low cost. Les collectivités partenaires versaient une subvention à la CCIM afin de participer au financement de ces actions qui contribuent à l'attractivité touristique et économique de leur territoire.

Les actions menées dans le cadre du marketing online ont généré un trafic de 130 000 passagers et représentent 10 % du trafic de l'aéroport permettant ainsi de générer un chiffre d'affaires important pour l'ensemble des professionnels du tourisme. L'ensemble du trafic généré par l'aéroport a, selon une étude menée par le cabinet de conseil BIPE, été évalué à plus de 120 millions d'euros de dépenses visiteurs sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009, une Société Aéroportuaire (SA Aéroport Montpellier Méditerranée - SAMM) a été créée reprenant la concession de la plateforme. La SAMM est détenue à 60% par l'Etat, 25% par la CCIM et 15% par les collectivités (7% Département de l'Hérault, 6,5% Région Languedoc-Roussillon, 1% communauté de Communes du Pays de l'Or et 0,5% Communauté d'Agglomération de Montpellier).

Compte tenu de l'évolution de la gestion de l'aéroport de Montpellier, la CCIM a travaillé à l'élaboration des statuts d'une association de promotion des flux touristiques et économiques afin de poursuivre les actions développées avec les compagnies desservant l'aéroport de Montpellier.

Cette structure associative a été créée et déclarée en préfecture le 12 juillet 2010. Les collectivités partenaires de la CCIM ont donné leur accord de principe à l'association pour la reprise des contrats de marketing online portés précédemment par la CCIM. La Région Languedoc-Roussillon, le Département de l'Hérault, la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la Communauté de Communes du Pays de l'Or, devenue Communauté d'Agglomération du Pays de l'Or, et des professionnels du tourisme adhèrent à cette association depuis sa création.

L'association a pour objet dans ses statuts : « la promotion et le développement du tourisme, y compris d'affaires, sur le territoire par des marchés de promotion, l'achat de publicités sur internet et de prestation marketing ou tout autre support publicitaire tel que la participation à des foires et salons, pour attirer une clientèle internationale ».

Les collectivités adhérentes à cette association soutiennent en cofinancement la promotion des flux touristiques et économiques générant le trafic aérien sur l'aéroport.

La contribution de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de l'année 2014 s'élève à 550 000 € maximum pour le fonctionnement de l'association et le programme de promotion vers les destinations entérinées par la dernière Assemblée Générale.

Cette contribution sera payée au prorata du nombre de mois pendant lesquels sont menées ces actions et sur présentation des factures correspondantes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention avec l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Économiques,
- approuver le versement d'une contribution de 550 000 euros maximum pour l'année 2014 à l'Association de Promotion des Flux Touristiques et Économiques dans le cadre des actions menées,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Max Lévi, Chantal Marion, Cyril Meunier, Thierry Dewintre.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (trois votes contre et trois abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte :

Délibération n° 12385

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Smc183708-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – SOUTIEN AUX  
MANIFESTATIONS - ATTRIBUTION DE SUBVENTIONS - CONVENTIONS -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Le Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès facilite l'accueil de manifestations scientifiques d'envergure nationale ou internationale sur Montpellier, s'appuyant sur le potentiel de recherche local. Ces événements contribuent à la notoriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et représentent une activité économique à part entière. En effet, selon une étude de l'Office du Tourisme de Montpellier, un congressiste dépense en moyenne 305 € par jour (estimation de 2013). Dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de Congrès prévu au Budget Primitif 2014, il est proposé d'affecter les subventions aux manifestations suivantes :

**10<sup>ème</sup> Symposium National du Réseau Inserm de Recherche sur la Douleur**

L'Association Centre d'Animation et de Recherche sur les Douleurs, sous l'autorité de son Président, Monsieur Jean MALIZARD, a organisé du 21 au 22 mars 2014, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 10<sup>ème</sup> Symposium National du Réseau Inserm de Recherche sur la Douleur ».

Ce symposium a permis une réflexion entre chercheurs fondamentalistes et cliniciens spécialistes du domaine, afin de proposer des pistes d'innovations thérapeutiques dans la prise en compte, la prévention et le traitement des douleurs. Des représentants des pays européens comme l'Allemagne, la Suède, la Suisse et le Canada ont été invités tout en impliquant également les formations universitaires montpelliéraines. Environ 150 chercheurs, universitaires, médecins fondamentalistes et cliniciens ont participé.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

**Journées Mycotoxines 2014**

Le CIRAD, département Persyst, UMR Qualisud, sous l'autorité du Directeur du département Persyst, Monsieur François Xavier COTE, a organisé du 5 au 6 juin 2014, à Polytech Montpellier, Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « Journées Mycotoxines 2014 ».

Cette manifestation scientifique a eu pour objectif de faire émerger les dernières innovations en matière de maîtrise et de contrôle de la présence des mycotoxines dans les aliments que nous consommons tous les jours. Ces mycotoxines, problème récurrent de santé publique, sont des molécules toxiques secrétées par des moisissures qui contaminent de nombreuses denrées alimentaires d'origine végétale et notamment les raisins qui sont particulièrement touchés en Languedoc-Roussillon. Plus de 120 experts académiques, industriels nationaux et européens sont intervenus pendant 2 jours.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

**NLDB'14 – 19<sup>ème</sup> Conférence internationale autour des bases de données et du traitement du langage naturel**

Le CIRAD de Montpellier, sous l'autorité du Directeur du Département ES, Monsieur Pierre FABRE, a organisé du 18 au 20 juin 2014, au CIRAD et à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « NLDB'14 – 19<sup>ème</sup> Conférence internationale autour des bases de données et du traitement du langage naturel ».

Cette conférence internationale dans le domaine du traitement automatique du langage naturel et des systèmes d'information, a réuni la communauté scientifique internationale tout en se rapprochant des acteurs scientifiques et industriels nationaux et régionaux, intéressés par les applications des méthodes de traitement du langage naturel aux systèmes d'information. Cette année une attention particulière a été portée aux travaux liés au concept de gros volume de données (Big Data). Environ 130 chercheurs académiques et industriels ont participé.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Colloque National Mathématiques CII TICE – COLLEGE et ADIREM**

La Faculté des Sciences de l'Université Montpellier 2, sous l'autorité de son Directeur, Monsieur Gilles HALBOUT, a organisé du 19 au 21 juin 2014, à l'Université Montpellier 2, une manifestation intitulée « Colloque National Mathématiques CII TICE – COLLEGE et ADIREM ».

Ce colloque, organisé en collaboration avec l'Institut de Recherche sur l'Enseignement des mathématiques, s'est inscrit dans le cadre du transfert des techniques du numérique vers l'enseignement. Il a été l'occasion pour les enseignants de mathématiques d'échanger, de découvrir de nouvelles pratiques et de participer aux débats avec une mise en avant de Montpellier en tant que pôle de formation des enseignants du second degré en mathématique. Plus de 100 participants, professeurs, membres des commissions inter-IREM, ainsi que Directeurs d'IREM se sont déplacés.

Une subvention de 750 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **PSP5 2014 – Phosphorus in Soils and Plants – 5th International Symposium « Facing Phosphorus Scarcity »**

Le CIRAD de Montpellier, Département Persyst UMR Eco&Sols, sous l'autorité du Directeur du département Persyst, Monsieur François-Xavier COTE, organisera du 26 au 29 août 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « PSP5 2014 – Phosphorus in Soils and Plants – 5th International Symposium – Facing Phosphorus Scarcity ».

Événement international organisé pour la première fois en Europe (après l'Asie, l'Océanie et l'Amérique du Sud), ce symposium va appréhender la problématique du phosphore, enjeux de la recherche agronomique, agro écologique et des sciences de l'environnement. L'impact sur la qualité des eaux de surface et la raréfaction de la ressource en phosphates naturels pour l'ensemble des pays du monde, ressource particulièrement préoccupante pour l'agriculture du 21<sup>ème</sup> siècle, seront également abordés avec un accent particulier qui sera mis sur les pays du bassin méditerranéen. Plus de 250 participants, principalement des chercheurs et enseignants-chercheurs, des étudiants doctorants, mais aussi des acteurs du monde professionnel agricole sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **SPS 2014 – 4<sup>th</sup> Sustainable Phosphorus Summit**

Le CIRAD de Montpellier, Département Persyst UMR Eco&Sols, sous l'autorité du Directeur du département Persyst, Monsieur François-Xavier COTE, organisera du 1<sup>er</sup> au 03 septembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « SPS 2014 – 4<sup>th</sup> Sustainable Phosphorus Summit ».

Organisé juste après l'événement PSP5 2014, ce sommet scientifique international va relater les principaux enjeux du phosphore, nutriment majeur dont la faible disponibilité dans la plupart des sols des régions méditerranéennes et tropicales, représente un des premiers facteurs limitant la productivité des cultures. Des collaborations existantes seront consolidées avec de nouvelles perspectives en



matière de partenariat. Le domaine du recyclage de l'eau et des déchets sera également évoqué comme les secteurs de l'agro-alimentaire. Plus de 250 participants sont attendus, à la fois chercheurs et enseignants-chercheurs, étudiants doctorants, acteurs du monde professionnel agricole et agro-alimentaire, industriels du traitement de l'eau et des déchets.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **42<sup>ème</sup> congrès de la Société Européenne de Neurologie Pédiatrique**

L'Association SENP CONGRES, sous l'autorité de son Président, Monsieur Bernard ECHENNE, organisera du 03 au 06 septembre 2014, à la Faculté de Médecine de Montpellier, une manifestation intitulée « 42<sup>ème</sup> congrès de la Société Européenne de Neurologie Pédiatrique ».

Ce congrès annuel va regrouper Pédiatres et Neurologues d'enfants de pays essentiellement francophones. Après un cours et des conférences sur « le handicap chez le petit enfant », deux thèmes principaux seront abordés, « l'épilepsie au cours des trois premières années de vie » et « la neuro-infectiologie ». Afin d'apporter les informations les plus récentes, des communications sur des thèmes et des sujets d'actualité se rapportant à la neurologie de l'enfant seront organisées. Environ 200 participants, pédiatres, médecins de réadaptation, chirurgiens orthopédistes et paramédicaux, kinésithérapeutes, infirmières, psychologues du Languedoc-Roussillon et de Catalogne sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **12th Euro Fed Lipid Congress « Oils, Fats and Lipids : From Lipidomics to Industrial Innovation »**

Le CIRAD, Département Persyst, sous l'autorité du Directeur Adjoint de la comptabilité et des affaires financières, Madame Brigitte NESIUS, organisera du 14 au 17 septembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 12th Euro Fed Lipid Congress – Oils, Fats and Lipids : From Lipidomics to Industrial Innovation ».

Ce congrès international de l'Euro Fed Lipid, association de recherche sur les lipides, va aborder des thématiques variées couvrant l'ensemble des sujets de recherches et de développements industriels liés aux lipides, huiles et corps gras. Des sessions sont programmées comme la nutrition lipidique, lipides et santé, huiles et corps gras d'origine méditerranéennes avec une approche sur l'innovation en industries, le métabolisme des plantes oléagineuses et les lipides d'origine microbienne. Entre 600 et 800 participants d'origine internationale, chercheurs des secteurs académiques et industriels sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

#### **JPRS – Journées Pratiques Respiration Sommeil**

L'Association Observatoire du Sommeil Pneumologie Libérale (OSPL), sous l'autorité de son Président, Monsieur Marc SAPENE, organisera du 19 au 20 septembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « JPRS – Journées Pratiques Respiration Sommeil ».

Ce congrès francophone abordera le thème du Syndrome d'Apnée du Sommeil (SAS), qui touche près de 3 millions de personnes en France. Conférences scientifiques et ateliers pratiques seront développés, avec l'objectif de faire le point sur les actualités scientifiques, les avancées techniques et d'initier des collaborations autour des pathologies du sommeil et notamment le SAS. Environ 700 participants, de France, de Belgique et de pays tels que l'Algérie ou le Maroc, professionnels de santé (médecins pneumologues, cardiologues, médecins généralistes), mais aussi collaborateurs

de professionnels de santé, étudiants, prestataires de services, fabricants de matériel médical et institutionnels sont attendus.

Une subvention de 4 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **12<sup>ème</sup> Conférence sur l'Optoélectronique Moyen Infrarouge : Matériaux et Dispositifs**

L'Université Montpellier 2, sous l'autorité de son Président, Monsieur Michel ROBERT, organisera du 5 au 9 octobre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 12<sup>ème</sup> Conférence sur l'Optoélectronique Moyen Infrarouge : Matériaux et Dispositifs ».

Cette conférence internationale va réunir les différents acteurs académiques, industriels ou organismes de recherche travaillant sur les matériaux, les composants et les dispositifs du domaine spectral moyen infrarouge. Les dernières avancées scientifiques et technologiques en matière de conception et d'étude de ces matériaux et composants optoélectroniques seront présentées avec des applications couvrant des thèmes comme l'environnement, la médecine, les énergies renouvelables et la sécurité/défense. Environ 200 participants, chercheurs et industriels sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **3<sup>ème</sup> édition du Congrès annuel du Groupement de Recherche 345 GRD**

L'APEMM Gestion, sous l'autorité du Directeur de Recherche INSERM, Monsieur Ralf JOCKER, organisera du 20 au 22 octobre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 3<sup>ème</sup> édition du Congrès annuel du Groupement de Recherche 345 ».

Ce congrès scientifique, ouvert à la communauté internationale, abordera le thème des récepteurs couplés aux protéines G (RCPGs) qui constituent la plus vaste famille de protéines exprimées à la surface cellulaire. Ce domaine de recherche en évolution constante, intéresse les chercheurs de différents horizons (physiologie, endocrinologie, neurosciences, biologie moléculaire, biologie cellulaire, pharmacologie, biochimie). Ce congrès va permettre de favoriser les échanges entre la recherche académique et industrielle, de coordonner la recherche sur les RCPGs entre les différents organismes de recherche (CNRS, INSERM, Universités, CEA, INRA) et d'aider à décloisonner les projets en aidant les étudiants et les jeunes scientifiques. Environ 250 participants, médecins, chercheurs, étudiants, industriels sont attendus.

Une subvention de 1 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### **Colloque Environnement et Résidus de Médicaments – Enjeux présents et futurs : quelles réponses ?**

L'Université Montpellier 1, sous l'autorité de son Président, Monsieur Philippe AUGÉ, organisera du 20 au 21 novembre 2014, au Centre Régional de Documentation Pédagogique de l'Académie de Montpellier, une manifestation intitulée « Colloque Environnement et Résidus de Médicaments – Enjeux présents et futurs : quelles réponses ? ».

Ce colloque scientifique, organisé par l'UMR Hydrosociétés Montpellier, traitera la question des résidus de médicaments dans les eaux fluviales et maritimes et des risques environnementaux et sanitaires, liés à la présence de ces résidus de médicaments dans le milieu aquatique et dans les eaux potables. Cette problématique de l'eau est une des priorités en santé publique, tant en terme de ressources que de qualité. Ce congrès va réunir scientifiques, bureaux d'étude, partenaires industriels, industries pharmaceutiques, gestionnaires et décideurs publics. Environ 200 participants sont attendus.

Une subvention de 2 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

### 8<sup>ème</sup> Congrès OTOFORUM

L'Association OTOFORUM MONTPELLIER 2014, sous l'autorité de son Président, Monsieur Alain UZIEL, organisera du 03 au 06 décembre 2014, au Corum de Montpellier, une manifestation intitulée « 8<sup>ème</sup> Congrès OTOFORUM ».

Ce congrès scientifique est organisé sous l'égide de la Société Française d'O.R.L. et de l'Association Française d'Otologie et de Neurotologie. Le programme scientifique permettra de faire le point sur les nouveautés diagnostiques, chirurgicales, technologiques ou thérapeutiques dans le domaine de l'Otologie et de l'Otoneurologie. De plus, un vaste espace d'exposition permettra la découverte des derniers développements technologiques et pharmaceutiques avec échanges entre les médecins et les professionnels. Plus de 400 spécialistes français et francophones, Otologues, Audioprothésistes et professionnels de la surdité sont attendus.

Une subvention de 5 000 euros est proposée dans le cadre du Fonds d'Aide à l'Organisation de cette manifestation.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'affectation des subventions ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et les organisateurs,
- dire que les crédits sont inscrits au budget de l'exercice 2014, chapitre 929,
- autoriser Monsieur le Président à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Jmc 183797-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILS, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEË suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CORUM, PALAIS DES CONGRÈS, OPÉRA ET ZÉNITH SUD - EXPLOITATION DES ÉQUIPEMENTS - AVENANT N°3 A LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la société anonyme d'économie mixte Enjoy Montpellier, devenue Montpellier Events. La convention de Délégation de Service Public est entrée en vigueur le 1er janvier 2009 pour une durée de 10 ans.

Un premier avenant, approuvé par délibération n°10632 du 30 janvier 2012 est intervenu, incluant dans le périmètre de la DSP la passerelle piétonne située au dessus de l'Allée de la Citadelle et la révision des modalités relatives à la redevance variable ainsi que l'évolution de l'occupation des équipements par la ville de Montpellier.

Cette convention de délégation de service public a fait l'objet d'un avenant n°2, déclinant trois obligations d'accueil distinctes pour les associations Opéra & Orchestre National de Montpellier, Montpellier Danse et Radio France, par délibération n°10805 en date de 29 mars 2012. En outre, l'avenant n°2 modifie l'annexe 5 « plan de renouvellement prévisionnel » et l'annexe 6 « liste des travaux d'extension ».

Dans un contexte économique de plus en plus difficile et concurrentiel, il semble essentiel pour le délégataire de pouvoir répondre sur le plan tarifaire à des demandes de réservation de plus en plus contraintes par les difficultés du marché. Un avenant n°3 est ainsi proposé, permettant notamment à l'usager de bénéficier d'une grande variété de prix et d'une offre plus adaptée à sa demande.

Le principe de construction de la nouvelle grille tarifaire se base sur une analyse rétrospective du taux d'occupation et de la recette unitaire par jour. Cette étude met en évidence les périodes de fortes et faibles activités. A partir de ce constat le délégataire propose une tarification pondérée visant à mettre en place des prix adaptés dans les périodes de faible activité et inversement plus élevée dans les périodes de forte activité. Cette plus grande variété de prix favorise le développement de l'activité de tourisme d'affaire au travers d'une accessibilité élargie au plus grand nombre.

En conséquence, les prévisions financières et de fréquentation doivent être révisées eu égard à la nouvelle offre tarifaire (annexe 1 « Fréquentation », annexe 2 « Grille tarifaire » ; annexe 3 « Comptes de résultats prévisionnels » modifiées). Le changement de grille tarifaire permet par exemple de baisser de 33% le coût en période creuse alors qu'il entraîne une hausse de 35% en période haute. Sur les cinq dernières années du contrat (2014-2018), le résultat cumulé progresse de + 2 780 K€ par rapport à la DSP d'origine, pour atteindre 4 884 K€, grâce à la hausse des produits d'exploitation (+13,8%) plus importante que celle des charges d'exploitation (+10%).

Par ailleurs, la recherche d'une modularité encore plus forte pour satisfaire les besoins de tous les clients amène le délégataire à proposer une nouvelle et toute petite jauge, la 7<sup>ème</sup> jauge possible, pour l'utilisation du Zénith Sud en format spectacle. Cette jauge permettra d'accueillir 1 300 spectateurs assis. Dans la même volonté de favoriser la venue de productions nouvelles, un abaissement du barème du minimum garanti de recettes pour les jauges moyennes est proposé afin d'améliorer les conditions d'accès à la salle.

En outre, il est proposé de compléter les missions accessoires à la charge du délégataire (l'affichage informatif et publicitaire) et d'autoriser la subdélégation ou la conclusion de convention de mise à disposition du domaine public sous réserve d'accord préalable et express du délégant (article 5 modifié). Il s'agit dans le même temps de supprimer les articles 15 et 16 portant sur la subdélégation propre aux activités des bars du Corum et Zénith et de la brasserie du Corum de manière à éviter la référence aux titulaires des contrats, dont certains ne sont plus d'actualité.

Enfin, par instruction du 1<sup>er</sup> aout 2013, l'administration fiscale a profondément modifié les règles en matière de DSP et d'assujettissement à la TVA. Les redevances perçues par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au titre de la mise à disposition d'investissements au profit d'un

délégataire sont désormais assujetties à la TVA à l'exception de la redevance pour frais de contrôle (article 23.1 / 23.2 et 24 modifiés), le délégant doit désormais soumettre l'activité déléguée dans le champ d'application de la TVA. Ces nouvelles dispositions proposées dans cet avenant, n° impactent pas l'équilibre financier de la délégation de service public.

Lors de sa séance du 10 juillet 2014, la Commission de Délégation de Service Public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud a émis à l'unanimité des membres présents un avis favorable pour la conclusion de cet avenant n°3.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°3 à la convention de délégation de service public relative à l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et Zénith Sud ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cet avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Bernard Travier, Renaud Calvat, Marie-Christine PANOS, Gilbert Pastor, Michèle Dray-Fitoussi, Pascale Krzyzanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184360-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ÉQUIPEMENTS CORUM, PALAIS DES CONGRÈS, OPÉRA ET ZÉNITH SUD - CONVENTION DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC - GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'ÉCONOMIE MIXTE LOCALE MONTPELLIER EVENTS - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n° 8550 du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier l'exploitation du Corum-Palais des Congrès-Opéra et du Zénith Sud à la Société Anonyme d'Economie Mixte Locale (SAEML) MONTPELLIER EVENTS.

La SAEML MONTPELLIER EVENTS a en charge le développement des activités sur les équipements du Corum-Palais des congrès-Opéra, du Zénith Sud, de la Park&Suites Aréna et du Parc des expositions. Les quatre sites, dédiés au tourisme d'affaires et culturel sur l'agglomération de Montpellier, affichent une forte ambition sous l'emblème d'une marque commune « Montpellier Events ».

Le capital de la société s'élève à hauteur de 35 368 881 €. La Communauté d'Agglomération de Montpellier reste aujourd'hui actionnaire principal avec 37,05% du capital, au côté de la Région Languedoc Roussillon notamment.

Dans le cadre de la bonne exécution du service public, et conformément à la convention de délégation de service public établie pour une durée de 10 ans jusqu'au 31 décembre 2018, le délégataire est en charge de la gestion et du développement des équipements Corum-Palais des congrès-Opéra et Zénith Sud; il doit, en outre, assurer l'entretien, la maintenance et le renouvellement de l'ensemble des biens mis à sa disposition contribuant à l'amélioration des installations existantes par l'acquisition de nouveaux investissements.

Dans le cadre du plan d'investissement pour 2014 présenté par le délégataire, des acquisitions et des travaux d'une valeur totale d'environ 600 000 € ont été recensés. Aussi, la prise en compte de ces nouveaux investissements conduit la SAEML MONTPELLIER EVENTS à contracter de nouveaux emprunts auprès de ses partenaires bancaires traditionnels.

Aussi, après avoir organisé une consultation des établissements bancaires concernés, la SAEML MONTPELLIER EVENTS sollicite la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sur deux emprunts au titre du financement des investissements réalisés au sein des équipements délégués. Ces deux emprunts seront souscrits avec la Banque Populaire et la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon:

L'emprunt à contracter auprès de la Banque Populaire présente les caractéristiques suivantes :

- Montant : 200 000€
- Durée : 4 ans
- Périodicité : Trimestrielle
- Taux Fixe : 2.88%
- Amortissement Trimestriel et personnalisé
- Frais de dossier : 500€
- Clause de mise en force : Obtention de l'accord de la Caisse d'Epargne LR pour un cofinancement à hauteur de 2/3.
- Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 50%

L'emprunt à contracter auprès de la Caisse d'Epargne présente les caractéristiques suivantes :

- Montant : 400 000€
- Durée : 4 ans
- Périodicité : Trimestrielle
- Taux Fixe : 2.80%



- Amortissement personnalisé : Différé d'amortissement d'un an, puis amortissement progressif la 2ème et 3ème année et Amortissement progressif avec remboursement du capital restant du au 25/11/2018 avant le terme de la Délégation de Service Public.
- Frais de dossier : 0€
- Commission d'engagement : 0.20%
- Clause de mise en force : Obtention de l'accord du Comité d'Engagement.
- Remboursement anticipé : Possible moyennant le paiement d'une indemnité actuarielle.
- Garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier : 50%

Le Conseil d'administration de la SAEML MONTPELLIER EVENTS, en date du 10 juin 2014, a autorisé le Directeur Général de la société à contracter les emprunts nécessaires dans le cadre du plan d'investissement présenté.

Au cas où la SAEML MONTPELLIER EVENTS pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues en capital et intérêts aux échéances convenues, la communauté d'agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place à hauteur du pourcentage garanti, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

Conformément aux articles L.2252-1 à L.2252-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est demandé à l'Assemblée d'autoriser la mise en œuvre de cette garantie.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir 50% de l'emprunt de 200 000€ sollicité par la SAEML MONTPELLIER EVENTS auprès de la Banque Populaire, soit 100 000€ ;
- garantir 50% de l'emprunt de 400 000€ sollicité par la SAEML MONTPELLIER EVENTS auprès de la Caisse d'Epargne Languedoc Roussillon, soit 200 000€ ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tous documents relatifs à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Bernard Travier, Renaud Calvat, Marie-Christine PANOS, Gilbert Pastor, Michèle Dray-Fitoussi, Pascale Krzyzanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture 05 AOUT 2014

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184288 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – CONCESSION D'AMÉNAGEMENT PARC EUREKA - COMMUNE DE CASTELNAU-LE-LEZ ET DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ LOCALE - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°3406 en date du 27 janvier 1999, le Conseil de District a concédé à la SERM l'opération d'aménagement du Parc Eurêka à Montpellier. La ZAC créée le 19 juin 2000, d'une superficie totale d'environ 32 hectares dont 26 hectares cessibles, est destinée à l'accueil d'activités industrielles technologiques, tertiaires, d'ingénierie et de recherche.

La mission de la SERM a également été étendue à l'acquisition, la location et l'exploitation de terrains ou d'ensembles immobiliers situés hors du périmètre de la ZAC, mais pouvant être utiles à son accompagnement économique. Dans ce cadre, la SERM a fait l'acquisition et assure l'exploitation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire situé rue Avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste) et de l'ensemble immobilier à vocation d'ateliers et bureaux relais situé au 505, rue Louis Lépine.

Un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé le 30 juillet 2004 a étendu les missions de la SERM à un périmètre qui couvre environ 45 hectares de terrains classés en zone IV NA situés sur le territoire de Castelnau le Lez de part et d'autre de l'avenue Philippe Lamour (ex rue de la Vieille Poste).

La SERM réalise l'aménagement du lotissement Jean Mermoz sur 12 hectares de terrains situés dans ce secteur.

Par avenant n°10 approuvé le 30 avril 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié à la SERM la conception, la réalisation et l'exploitation du Montpellier International Business Incubator (MIBI).

Par délibération n°8580 en date du 27 novembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé le dossier de création de la ZAC Extension du parc Eurêka sur une superficie de 39 hectares sur la Commune de Castelnau le Lez, puis par délibérations n°10661 et 10662 du 29 février 2012, il a approuvé le programme d'équipements publics et le dossier de réalisation de cette ZAC avec une programmation uniquement tertiaire. Cependant il est apparu nécessaire de faire évoluer cette programmation pour y intégrer le pôle régional de gérontologie au sein d'un quartier mixte et pouvoir financer l'enfouissement des lignes à haute tension qui grève le site.

C'est pourquoi, par délibération du Conseil d'Agglomération en date du 29 octobre 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé un dossier de création modifié de la ZAC Extension Eurêka, incluant un programme mixte activités tertiaires, socio-médical, artisanales et logements. Le dossier de réalisation de la ZAC a aussi été modifié par délibération du 06 février 2014, ainsi que la concession d'aménagement, afin de permettre cette programmation mixte.

La concession vient à échéance en 2022. Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le Compte Rendu Annuel à la Collectivité de l'opération d'aménagement du Parc Eurêka et d'exploitation des ensembles immobiliers pour l'exercice 2013 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels, plans de trésorerie et comptes d'exploitation des programmes immobiliers.

Le Parc Eurêka, le lotissement Jean Mermoz et l'extension du Parc Eurêka sur Castelnau le Lez :  
Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 41 871 K€ H.T. dont 2 886 K€ H.T. en 2013, correspondant à l'acquisition de foncier à des tiers sur la ZAC Extension Eurêka, à des dépenses liées aux travaux de finition sur la ZAC Eurêka et le lotissement Jean Mermoz en fonction des livraisons de bâtiments, ainsi qu'à la poursuite des études pour la ZAC Extension Eurêka pour adapter le projet initial aux besoins et spécificités d'une programmation mixte. Des études complémentaires sur le « bien vieillir » sont également en cours pour adapter l'espace public et privé à cet enjeu de société. Une réflexion est également menée pour confier à un agriculteur la gestion et l'exploitation du parc agricole de 6 ha pour développer une culture arboricole dans une approche raisonnée ou Bio.

## Délibération n° 12456

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 26 412 K€ H.T. dont 338 K€ H.T. en 2013. En effet, la commercialisation des terrains d'activités et de tertiaire a sensiblement ralenti en 2013 avec une seule vente réalisée et seulement deux compromis de vente signés.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de ces trois opérations d'aménagement passe à 83 560 K€ H.T. en dépenses (+1 041 K€) et à 82 959 K€ HT en recettes (+ 987 K€), avec un déficit de 54 K€.

Cette hausse du bilan prévisionnel en recettes et en dépenses est liée essentiellement à la prise en compte en dépenses de fouilles archéologiques préventives importantes à réaliser sur le site de la ZAC Extension Eureka. L'augmentation des recettes (+ 830 K€) au bilan correspond à l'augmentation du programme de logements consentie par la commune sur la ZAC Extension Eureka. Un risque sur cession lié à la mise en place de la PFAC a toutefois été inscrit sur le bilan. En outre, le bilan prévoit toujours le versement d'un fond de concours de 7 711 K€ pour l'enfouissement des lignes électriques Haute Tension sur les années 2016 et 2017, sachant que ce montant pourrait être revu à la baisse, par une économie d'échelle, si un accord est trouvé prochainement avec la ville de Montpellier pour réaliser l'enfouissement conjointement sur Eureka et sur le secteur Port Marianne.

L'hôtel d'entreprises du Millénaire :

L'immeuble de bureaux offre 3 976 m<sup>2</sup> de surfaces utiles. Le taux d'occupation de l'hôtel d'entreprises du Millénaire est à fin 2013 de 90%, en progression constante depuis 2012.

Grâce à ce taux d'occupation jamais atteint jusqu'alors, le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier s'est redressé, passant à - 22 K€ en 2013. La reconversion du site prévue depuis l'an dernier reste d'actualité, mais est repoussée en 2019 afin d'accompagner sereinement les occupants de l'immeuble dans un projet de relocalisation soit dans le futur hôtel TIC soit dans un programme privé ou via l'acquisition d'un foncier. La cession de son foncier est prévue en 2019 pour un montant de 3 055 K € H.T, compte tenu des frais de démolitions.

Dans cette optique, aucun travaux n'est prévu en 2014.

Il est prévu que sa trésorerie soit à nouveau abondée par celle de l'Atelier Relai du Millénaire, à hauteur de 100 K€ en 2014.

L'ensemble immobilier « Ateliers Relais du Millénaire » :

Cet ensemble immobilier de 1 161 m<sup>2</sup> utiles sur une parcelle de 3 017 m<sup>2</sup> a été acquis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2003.

Sur l'année 2013, l'immeuble est occupé à 95%. Aucun travaux n'a été réalisé en 2013.

Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2013 est de 219 000 € H.T permettant d'abonder la trésorerie de l'Hôtel d'Entreprise du Millénaire. Lors de la cession de ce dernier, 475 K€ pourraient être reversés aux Atelier relais du Millénaire afin de financer des travaux de rénovation.

Le Montpellier International Business Incubator (MIBI) :

L'immeuble est géré et exploité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier depuis sa livraison en 2011. Dès réception des dernières subventions par la SERM, il a été cédé comme prévu à la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de 7 344 K€, le règlement étant intervenu début 2013.

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé des opérations d'aménagement et des programmes immobiliers d'entreprises s'établit à 106 111 000 € H.T. La participation d'équilibre prévisionnelle du concédant est inchangée, à 3 358 000 € H.T

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Eureka à Montpellier et Castelnau-le-Lez, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 12456

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 183591-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC EUROMÉDECINE - MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération du 24 février 1988, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté Parc Euromédecine II sur les communes de Montpellier et de Grabels et concédé l'opération à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Par un avenant approuvé le 10 juillet 2002, les missions d'études, de réalisation et d'exploitation des hôtels d'entreprises spécialisées en biotechnologies Cap Gamma et Cap Delta ont été confiées à la SERM et l'échéance de la convention a été portée au 31 décembre 2027. Par un avenant n°6 approuvé le 30 avril 2008, la SERM s'est vue confier ces mêmes missions pour réaliser un 3<sup>ème</sup> hôtel d'entreprises nommé Cap Sigma afin de renforcer le biopôle. Alors que les deux premiers hôtels d'entreprises ont été livrés en 2004 et 2007, CAP SIGMA a été livré en 2011.

Le Parc Euromédecine II couvre une superficie totale de 92 hectares dont 65 hectares cessibles et un programme de constructions de 528 000 m<sup>2</sup> dédié principalement aux activités médicales et paramédicales et autres activités tertiaires et de services aux entreprises, et à de l'habitat notamment en limite du quartier de la Valsière sur Grabels.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, notamment de l'article L.300-5, la SERM présente le compte rendu financier de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel, et du plan de trésorerie.

### **Opération d'aménagement du Parc Euromédecine II pour l'exercice 2013 :**

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 315 000 € H.T. dont 840 000 € H.T. en 2013, correspondant essentiellement au recouvrement des travaux d'aménagement de la rue Ranchin (secteur habitat grabelois). Les études poursuivies en 2013 permettront, en 2014, le démarrage des travaux sur le carrefour Ranchin – La Valsière (accès Nord de la ZAC), ainsi que sur l'impasse Magnol – La Valsière (démarrage prévu à l'été 2014) et sur la tranche 3 du secteur grabelois (démarrage des travaux des rues David et Prunelle prévu à l'automne 2014). La quasi-totalité du foncier est maîtrisée puisque seule l'emprise foncière d'anciens chemins communaux reste à acquérir.

Une recette de cession est intervenue en 2013 avec la vente du lot 329 à la SCI LGA (2039 m<sup>2</sup>). L'annulation du Plan Local d'Urbanisme (P.L.U.) de Grabels par le Tribunal Administratif de Montpellier ayant eu des répercussions sur la vente des lots dédiés aux logements, les recettes liées aux lots dédiés aux logements ont du être différées. Suite à une nouvelle procédure de révision, le P.L.U. a été adopté à l'automne 2013 permettant de débloquer l'instruction des permis de construire des lots d'habitats. Par ailleurs, une amélioration des recettes de cession est envisagée puisque ce P.L.U. permet la réalisation d'un lot supplémentaire dédié à une opération d'habitat, envisagée en logements libres. L'actualisation du montant des travaux à venir et les évolutions liées à la modification du dossier loi sur l'eau seront compensés par cette amélioration des recettes.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement s'établit à 48 155 000 € H.T. en dépenses et à 48 670 000 € H.T. en recettes avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement des équipements publics de 7 964 000 € H.T., entièrement versée à ce jour.

### **Réalisation et exploitation de l'ensemble immobilier Cap Gamma et Cap Delta**

Le programme de ces hôtels d'entreprises spécialisées dans le domaine des biotechnologies se compose de deux immeubles en R+3 de 2 798 m<sup>2</sup> de surfaces privatives et 424 m<sup>2</sup> de locaux communs sur un terrain de 11 100 m<sup>2</sup>. Ils sont conçus pour offrir des plateaux de 750 m<sup>2</sup> utiles, divisibles et aménageables en laboratoires et bureaux et équipés en réseaux spécialisés, eau osmosée, CO<sub>2</sub>, azote, air comprimé, ...

Les dépenses prévisionnelles d'investissement de CAP Gamma et de CAP Delta représentent 17 327 000 € H.T. Au 31 décembre 2013, l'immeuble CAP GAMMA était occupé à 85%. Des travaux d'aménagement (170 000 € H.T.) ont été réalisés afin de mettre en location les 205 m<sup>2</sup> brut vacant. ASCONIT s'étend au RDC sur une surface de 70 m<sup>2</sup> déjà aménagée et DIGI HEALTH (CR2I) s'installera provisoirement en mai 2014 sur 170 m<sup>2</sup> afin d'accentuer son développement en s'implantant sur un étage complet (838 m<sup>2</sup>) de CAP SIGMA début 2015.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses d'exploitation de CAP GAMMA s'élève à 5 979 000 € H.T. dont 897 000 € H.T. pour l'année 2013. Le cumul des recettes d'exploitation est de 6 101 000 € H.T. dont 829 000 € H.T. pour l'année 2013.

Jusqu'en avril 2012, l'immeuble CAP DELTA était loué à 100%. Depuis, le départ de SANOFI a fait chuter le taux d'occupation à 50% (malgré l'arrivée d'ENVOLURE). Un réinvestissement de 1 300 K€ est prévu afin de réaliser des travaux de séparation et de réaménagement des locaux anciennement occupés par SANOFI en R+2 et R+3, et donc de remettre en location des lots de 150 à 800 m<sup>2</sup>. Par ailleurs, ALCEDIAG devrait s'implanter sur 795 m<sup>2</sup> à la fin 2014.

Au 31 décembre 2013, les dépenses d'exploitation s'élèvent à 9 921 000 € H.T. dont 1 179 000 € H.T. pour l'année 2013 ; alors que les recettes d'exploitation s'élèvent à 10 840 000 € H.T. dont 467 000 € H.T. pour l'année 2013. Le cumul des dépenses d'exploitation s'élèvent à 19 361 000 € H.T. et le cumul des recettes d'exploitation à 21 386 000 € H.T.

Malgré les baisses de recettes de loyers survenues depuis le départ de SANOFI en 2012, la bonne santé financière de CAP GAMMA et de CAP DELTA permet de financer une partie des aménagements d'un troisième plot, nommé CAP SIGMA.

### **Réalisation et exploitation du biopôle Cap Sigma**

La réalisation du 3<sup>ème</sup> hôtel d'entreprises de 3 500 m<sup>2</sup>, ainsi que les études d'aménagement d'un site contigu de 2 hectares susceptible d'accueillir trois plots supplémentaires, représentent un montant prévisionnel d'investissement de 9 595 000 € H.T. Cet immeuble, livré au premier trimestre 2011, est actuellement occupé par les laboratoires DEINOVE (1054 m<sup>2</sup>) et BIOPHARME (272 m<sup>2</sup>). L'implantation de DEINOVE a générée des travaux pour un montant de 1 112 000 € H.T. qui seront amorti par un surloyer sur 12 ans. DEINOVE souhaite s'étendre sur 457 m<sup>2</sup> et DIGI HEALTH (CR2I) sur 838 m<sup>2</sup> en 2015. Des travaux d'un montant de 1 000 000 € H.T. y sont ainsi budgétés en 2014.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses d'investissement réalisées sur CAP SIGMA s'élève à 8 592 000 € H.T. dont 317 000 € H.T. pour l'année 2013. Le bilan d'exploitation affiche 1 299 000 € en dépense et 180 000 € en recette au 31 décembre 2013.

A terme, le financement de l'opération s'effectue grâce une subvention du FEDER (328 K€ attendu en 2014), mais également des remontées de trésorerie d'EUROMEDECINE Aménagement (1 170 000 € en 2021 et 750 000 € en 2022), ainsi que, grâce à des remontées de trésorerie postérieures ou à venir de CAP DELTA (1 552 000 € en 2011 et 500 000 € en 2013 qui seront remboursés partiellement) et de CAP GAMMA (400 000 € en 2014). Le bilan d'exploitation de CAP SIGMA pour la durée de la concession s'élève à 14 328 000 € H.T. en dépense et intègre les recettes d'exploitation estimées à 10 811 000 € H.T.

### **Bilan financier prévisionnel consolidé :**

Le bilan financier prévisionnel consolidé actualisé de l'ensemble de la concession est équilibré à 96 461 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Le montant total de la participation du concédant s'élève à 11 348 000 € H.T., entièrement versé à ce jour. Afin de réaliser les travaux nécessaires sur CAP SIGMA tout en maintenant l'équilibre de la trésorerie du bilan de concession, la S.E.R.M. devra mobiliser un emprunt 2 000 000 € H.T. en fin d'année 2014 (pour lesquels la Communauté d'Agglomération de Montpellier pourra se porter garant à hauteur de 80 %), toutefois une avance remboursable pourra être versée par la collectivité en fin d'année 2014 pour surseoir à cet emprunt si les conditions de trésorerie le permettent.



Délibération n° 12457

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la concession d'aménagement Parc Euromédecine II, à Grabels et Montpellier, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de la concession d'aménagement du Parc Euromédecine II, le bilan d'investissement et le compte d'exploitation prévisionnels de Cap Gamma, Cap Delta et Cap Sigma, ainsi que le bilan consolidé des opérations,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014  
Smc 184095-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC GAROSUD ET GAROSUD EXTENSION - COMMUNES DE MONTPELLIER ET DE LATTES - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°1770 en date du 30 janvier 1992, le Conseil de District a approuvé le dossier de réalisation de la Zone d'Aménagement Concerté « Parc d'Activités Garosud » à Montpellier et concédé son aménagement à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (S.E.R.M.).

Par délibération du 23 février 2000, le Conseil d'Agglomération a approuvé le dossier de réalisation modificatif sur le nouveau périmètre de Z.A.C. étendu créée par délibération n°2931 du 24 avril 1997. Les travaux et acquisitions foncières ont été déclarés d'utilité publique par arrêté préfectoral du 2 juin 2000. L'avenant n°2, approuvé par délibération n°5298 du 23 juillet 2003, a étendu le périmètre de la convention sur les communes de Montpellier et de Lattes qui couvre désormais une superficie totale de 114 hectares dont 76 hectares cessibles destinés à l'accueil d'activités industrielles, de négoce et petite logistique urbaine, d'activités artisanales et de services.

L'arrêté préfectoral n°2007-01-1664 en date du 17 août 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération d'aménagement Garosud Extension. La concession vient à échéance le 31 décembre 2027.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 50 687 000 € H.T., dont 1 180 000 € H.T. en 2013, correspondant essentiellement aux travaux de la Z.A.C. Garosud Extension qui s'achèveront au printemps 2015. Le montant de ces travaux est en augmentation du fait de travaux supplémentaires de desserte d'un lot et de nouvelles dépenses liées aux espaces verts. Ces travaux permettront de desservir plusieurs hectares supplémentaires cessibles. Le foncier est maîtrisé. Seuls des échanges restent à réaliser avec la Ville de Montpellier (bassin de rétention) et un propriétaire privé.

L'évolution du montant des travaux sera entièrement couverte puisque des recettes supplémentaires sont attendues (revalorisation du lot 30 contigu à la ZAC des Grisettes et confirmation de l'Etat pour l'attribution d'une subvention de 429 000 € au titre du Plan Local de Redynamisation). Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 40 751 000 € H.T., dont 223 000 € H.T. en 2013. En 2013, seule une parcelle a été cédée (à A.S.F. – située hors périmètre de la ZAC). Deux compromis de vente ont été signés pour une superficie totale de 28 115 m<sup>2</sup> (Fulton pour le lot 1C et Espace Entreprises pour le lot 2).

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit désormais à 60 481 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement maintenue à 15 008 400 € H.T., entièrement versée à ce jour.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a consentie des avances de trésorerie d'un montant de 4 524 490.10 € H.T. qui seront remboursés avant l'échéance de la concession. Afin de ne pas déséquilibrer le bilan financier, il est proposé de modifier l'échéancier de remboursement de l'avance perçue avec un premier remboursement de 1 524 490.10 € intervenant en 2016 (au lieu de 2014), objet de l'avenant ci joint. Le second remboursement (3 000 000 €) est maintenu en 2017.

En dernier lieu, par délibération n°12311 du 19 juin 2014, le Conseil d'Agglomération de Montpellier décidait de garantir, à hauteur de 80%, les emprunts sollicités par la SERM auprès de la banque Postale (1.5 millions d'euros) et du Crédit Foncier (1.5 millions d'euros) permettant des taux attractifs. Il s'agit par la présente délibération de prendre acte, d'une part que l'entité juridique complète de la Banque Postale est la « Banque Postale Crédit Entreprises » et que le montant de la commission d'engagement sera de 1 500 € (au lieu de 3000 €) ; et que d'autre part, le type d'amortissement auprès

de l'emprunt au crédit foncier sera progressif, au taux initial du contrat. Ainsi, dans l'hypothèse où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place, en renonçant au bénéfice de discussions, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement, dans la limite du pourcentage garanti.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations Parc d'Activités Garosud et Garosud Extension à Montpellier et à Lattes, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant modifiant l'échéancier de remboursement de l'avance de trésorerie,
- prendre acte des rectifications concernant la délibération n°12311 portant sur les conditions d'emprunts à des taux attractifs conditionnés par une garantie d'emprunt de la part de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à hauteur de 80% des montants (soit 2 400 000 €). Dans l'hypothèse où la SERM pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas des sommes dues aux échéances convenues ou des intérêts de retard encourus, la Communauté d'Agglomération de Montpellier en effectuerait le paiement en lieu et place, en renonçant au bénéfice de discussion, et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement, dans la limite du pourcentage garanti. Il s'agit donc de garantir selon les conditions définies ci-avant, 80% de l'emprunt d'un montant total de 1,5 millions d'euros sollicité par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine auprès de la Banque Postale Crédit Entreprises et 80 % de l'emprunt d'un montant total de 1,5 millions d'euros sollicité par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine auprès du Crédit Foncier,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au vote : Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Max Lévit, Sauveur Tortorici, Patricia Miralles et Pascal Krzysanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc184101-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARRDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS  
MARCEL DASSAULT - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT  
- COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°10 DE  
PROLONGATION - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°982 en date du 27 mars 1987, le Conseil de District a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, mission étendue au périmètre d'une première extension par délibération n°1858 du 15 avril 1992. Les avenants n°2 et 4 approuvés respectivement le 23 juillet 2003 et le 20 mars 2006 ont étendu le périmètre de l'opération à des terrains limitrophes propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur 35 ha dont 27 cessibles, le Parc Marcel Dassault accueille les activités de négoce, de petite logistique urbaine, activités industrielles et services aux entreprises.

L'avenant n°7 à la concession d'aménagement, approuvé par délibération n°8962 du Conseil le 3 juillet 2009, a prorogé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2014. Par avenant n°9 approuvé par délibération n°10317 du Conseil du 28 juillet 2011, le périmètre de la concession a été élargi à la parcelle AC52 propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (17 630 m2).

En 2013 six actes de vente ont été signés pour une surface totale de 29 636 m2, deux compromis de vente ont également été signés pour une surface de 6 195 m2.

Le parc d'activité Marcel Dassault est commercialisé à 90% et la majorité des travaux d'aménagement ont été réalisés, à l'exception de la voie des dessertes des lots 8,9 (et de la parcelle AC52) dont l'aménagement est programmé en 2014. Compte tenu de l'élargissement du périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan qui couvre désormais la parcelle AC52 (par ailleurs difficilement urbanisable), la desserte et la commercialisation de cette parcelle ont été sortis du bilan de la concession d'aménagement.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 10 934 000 € H.T. dont 220 000 € H.T. en 2013, correspondant essentiellement au paiement de l'annuité d'acquisition des terrains au concédant, à la rémunération du concessionnaire et à la réalisation de travaux d'entretien de voirie. La cession à la SERM de la parcelle AC52 appartenant à l'Agglomération a été abandonnée, ainsi que les recettes relatives à sa commercialisation. De ce fait, le fonds de concours à la ZAC Marcel Dassault 2° extension (560 000€) est supprimé.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 11 153 000 € H.T. dont 1 698 000 € H.T. en 2013, provenant de la cession de 6 terrains aménagés. Des études ont été réalisées afin de terminer les aménagements de voirie pour la desserte des lots 8 et 9 en 2014.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 101 000 € H.T. en dépenses (soit une réduction de 1 072 000 €). La participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (qui a déjà été versée) reste inchangée à 1 441 000 € H.T.

Le bilan global de l'opération permet en fin d'exercice de dégager un solde positif de 226 000 €.

Un avenant n°10 relatif à la prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2016 doit permettre de terminer l'opération.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12459

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Marcel Dassault à Saint-Jean-de-Védas, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- approuver l'avenant n°10 portant sur la prolongation de la concession,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au vote : Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Max Lévida, Sauveur Tortorici, Patricia Miralles et Pascal Krzysanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184063-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS MARCEL DASSAULT 2° EXTENSION - SAINT-JEAN-DE-VÉDAS - CONCESSION D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°8664 en date du 15 janvier 2009, le Conseil de Communauté a concédé à la SERM l'aménagement de la ZAC Parc Marcel Dassault 2ème extension à Saint-Jean-de-Védas. Tout comme le Parc Marcel Dassault, cette extension est destinée à accueillir les activités de négoce, de petite logistique urbaine, des activités industrielles et de services aux entreprises sur 21 hectares de foncier fortement impacté par les lignes à haute tension et par une canalisation de gaz.

La ZAC a été créée le 16 novembre 2007. Des études ont été menées pour élaborer le dossier de réalisation qui n'a cependant pas encore été approuvé. En effet des études complémentaires sont nécessaires pour prendre en considération un certain nombre de faits nouveaux et récents :

- le périmètre des emprises foncières nécessaires au doublement de l'autoroute A9 est désormais connu et laisse la possibilité à l'aménageur d'envisager d'étendre les aménagements sur le secteur de la ZAC en front de l'A9 (maîtrise foncière non acquise et hors DUP de ZAC). Le futur parc d'activités bénéficiera d'un accès nouveau depuis l'A9 réalisé par ASF dans le cadre du déplacement de l'A9 (livraison prévue en 2017), alors qu'initialement l'accès ne se faisait que par la RD 612 depuis la zone d'activité existante.
- La partie sud du périmètre de la ZAC est impacté par le nouveau périmètre d'étude de la Ligne Nouvelle Montpellier Perpignan (réduction des emprises envisageables à partir de fin 2015),
- Des investigations environnementales sont nécessaires compte tenu de la sensibilité écologique (ZNIEFF). Les conditions d'urbanisation seront définies à partir du printemps 2015.
- Une réflexion est en cours sur l'opportunité de proposer des macro-lots dans ce futur parc d'activités.

Au vu de ces éléments, la finalisation du programme de l'opération et l'approbation du dossier de réalisation sont provisoirement suspendus dans l'attente de la levée des incertitudes. Le planning prévisionnel de l'opération est retardé.

Ces évolutions ont un impact sur le bilan prévisionnel de l'opération :

-Concernant les dépenses du bilan, compte tenu de la création d'un nouvel accès direct à l'autoroute A9, le poste travaux ne prend plus en compte les travaux de requalification des voiries extérieures à la ZAC Marcel Dassault 2° extension et de réaménagement des accès depuis la RD612, pour un montant de 3 069 000 €.

Par ailleurs, au regard des incertitudes qui existent au niveau du programme d'aménagement de la ZAC (programme de travaux incertain compte tenu des nombreux aléas cités précédemment) un risque sur travaux et aléas a été provisionné pour un montant de 1 949 000 €.

-Concernant les recettes, le fonds de concours en provenance de Marcel Dassault 1 (contribution de la ZAC1 à la réalisation de la requalification des voiries et accès existants), fixé à 560 000 € est abandonné. Par ailleurs, le montant total de la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est ramené de 5 974 000 € H.T. à 3 410 000 € H.T., diminution de la part correspondant au financement des travaux extérieurs à la ZAC, non réalisés dans le cadre de la concession.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 181 000 € H.T. dont 47 000 € H.T. en 2013 correspondant essentiellement à des études et honoraires.

Les acquisitions foncières menées par la Communauté d'Agglomération de Montpellier (hors DUP d'ASF pour l'autoroute A9) ont porté sur une surface de 180 985 m<sup>2</sup>. Le poste foncier reste inchangé à 4 269 000 € H.T., l'acquisition par la SERM du foncier acquis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier est différée (de 2014 à 2016).

Le planning de l'opération ayant été recalé, il en découle la mobilisation d'un emprunt de 1 500 000 € en 2015, ce qui induira des frais financiers d'un montant de 153 000 €.

Le poste des cessions prévisibles enregistre une évolution de 2 234 000 € du fait de l'augmentation de la surface cessible liée au projet d'un nouveau découpage de la ZAC en macro-lot.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit désormais à 12 686 000 € H.T. en recettes et en dépenses, soit une baisse de 889 000 € résultant de l'ensemble des évolutions décrites.

L'avenant n°3 porte sur la modification du programme des équipements à la charge de la SERM, de la suppression de la participation de la Communauté d'Agglomération affectée à la réalisation des travaux extérieurs à la ZAC ainsi que sur la prorogation de la concession jusqu'au 31 décembre 2019.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisé de l'opération d'aménagement de la ZAC Marcel Dassault 2° extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver l'avenant n°3 prorogeant la durée de la concession et supprimant les travaux extérieurs à la ZAC,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au vote : Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Max Lévida, Sauveur Tortorici, Patricia Miralles et Pascal Krzysanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte : SMC 184207-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC DESCARTES -  
LAVÉRUNE - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°3 -  
APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Un des enjeux majeurs du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) est de créer les conditions d'un développement équilibré du territoire et notamment d'assurer son rééquilibrage par un renforcement de l'offre de sites économiques sur l'Ouest de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. D'une manière générale, il restreint les extensions urbaines aux espaces situés dans le prolongement des tissus existants. Le SCoT a mis en évidence l'opportunité de poursuivre le développement du parc d'activités situé au Nord de la Commune de Lavérune sur le lieu-dit « Las Serres » qui est desservi par la route départementale RD5E.

Par délibération n°8458 du 29 septembre 2008, le Conseil de Communauté a approuvé les objectifs poursuivis pour la création de la ZAC Descartes et les modalités de la concertation. Le bilan de la concertation a été approuvé par délibération n°8749 du Conseil de Communauté du 23 mars 2009 et la ZAC Descartes a été créée sur environ 6 hectares. L'aménagement de cette ZAC permettra de répondre à une demande d'implantation d'entreprises dans un secteur de l'Agglomération où peu de foncier est disponible pour les activités artisanales et de petites industries.

Par délibération n°9461 du 1<sup>er</sup> avril 2010, la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) a été désignée en qualité de Concessionnaire pour l'aménagement de la ZAC Descartes.

Par délibération n°10310 du 28 juillet 2011, le Conseil de Communauté a approuvé les dossiers d'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique et d'enquête parcellaire relatifs à la ZAC. La Déclaration d'Utilité Publique a été obtenue par arrêté préfectoral du 28 septembre 2012.

Par sa séance du 11 avril 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le Programme des Equipements Publics ainsi que le dossier de réalisation de la ZAC Descartes.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, 1 285 000 € H.T. ont été dépensés, dont 631 000 € H.T. pour l'année 2013 correspondant essentiellement à des acquisitions (deux parcelles acquises auprès de la Communauté d'Agglomération ainsi que 8 actes de vente signés avec des propriétaires fonciers en 2013). A ce jour, 53 % du foncier est maîtrisé par l'aménageur. En 2013, une participation de 710 000 € H.T. a été versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les premiers compromis de vente interviendront à compter de 2015.

Afin de limiter l'augmentation de la participation, il est proposé de renoncer à une réduction supplémentaire du prix de cession au prospect d'un macro-lot. Ainsi, le présent bilan financier part de l'hypothèse d'un prix de cession fixé à 65 €/m<sup>2</sup> pour 15 000 m<sup>2</sup>, au lieu de 75€/m<sup>2</sup> pour les autres lots.

Le diagnostic archéologique réalisé en 2013 et complété en 2014 a confirmé la présence de vestiges. Un budget de 302 000 € H.T. est inscrit au bilan pour la réalisation des fouilles archéologiques nécessitant d'augmenter la participation d'équilibre de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération.

Ainsi, la participation du concédant est portée à 2 529 000 € H.T. dont 1 910 000 € déjà versé au 31 décembre 2013 ; soit une augmentation de 230 000 € H.T., objet de l'avenant n°3. Le solde du versement de la participation interviendra sur les exercices budgétaires 2014 et 2015. Par ailleurs, afin de maintenir l'équilibre de la trésorerie du bilan de concession, la mobilisation d'un emprunt de 1 500 000 € s'avèrera nécessaire début 2015. (pour lequel la Communauté d'Agglomération pourra se porter garant à hauteur de 80%), toutefois une avance remboursable pourra être versée par la

Délibération n° 12461

collectivité en fin d'année 2014 pour surseoir à cet emprunt si les conditions de trésorerie le permettent. Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant de 5 679 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Descartes présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- prendre acte des acquisitions foncières réalisées en 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°3,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°3 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014

04 AOUT 2014

Smc 184155-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEU suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC CHARLES MARTEL -  
VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE – COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ  
- AVENANT N°4 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Par délibération n°5312 en date du 23 juillet 2003, le Conseil de Communauté a confié à la Société d'Équipement de la Région Montpelliéraine (SERM) dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, la réalisation du Parc d'Activités Charles Martel situé dans le prolongement du parc d'activités communal du Larzat à Villeneuve-lès-Maguelone. Destiné à l'accueil d'activités industrielles, artisanales et de services aux entreprises, ce parc couvre une superficie totale de 7 hectares dont 5 hectares cessibles.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 1 852 000 € H.T. dont 28 000 € H.T. pour l'année 2013, correspondant à quelques études et travaux. L'ensemble du foncier est maîtrisé par la SERM.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 1 863 000 € H.T. Aucune cession ou signature de promesse de vente n'est intervenue en 2013. Deux lots restent à commercialiser : le lot n°6 (projet abandonné suite au décès du porteur mais nouvelle commercialisation en cours) et le lot n°16 qui doit être redécoupé afin de permettre la réalisation de la voie de connexion vers une extension future du secteur d'activité. Alors que l'accès au lotissement s'effectue actuellement par une voie en impasse, cette future voie de connexion permettra à terme un bouclage viaire.

Alors qu'aucune participation financière ne sera versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le bilan financier prévisionnel actualisé s'établit à 2 056 000 € H.T. en dépenses et à 2 275 000 € H.T. en recettes soit un résultat d'opération excédentaire de 219 000 € H.T. La concession venant à échéance le 31 décembre 2015, il est proposé de prolonger sa durée jusqu'au 31 décembre 2016 afin de permettre la réalisation des derniers travaux et les dernières commercialisations.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Parc d'Activités Charles Martel à Villeneuve-lès-Maguelone, présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie actualisés de l'opération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°4 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au vote : Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Max Lévi, Sauveur Tortorici, Patricia Miralles et Pascal Krzysanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte : SMC184216-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON - VENDARGUES - MANDAT D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION POUR LA REQUALIFICATION DU PARC D'ACTIVITÉS DU SALAISON CONFIE À LA SAAM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - AVENANT N°1 - APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

Créée en 1965, la Zone d'Activités du Salaison recouvre 148 hectares et accueille aujourd'hui plus de 200 entreprises et 2 500 emplois. L'état de ce site amène aujourd'hui la Communauté d'Agglomération de Montpellier à impulser une opération de requalification. Elle s'articule autour de deux grands axes, le traitement qualitatif des espaces publics et la redynamisation de l'activité économique en impliquant les entreprises dans un projet global qui donnera une nouvelle attractivité au parc d'activité. Par délibération n°9462 du 1er avril 2010, le Conseil Communautaire a confié un mandat d'étude et de réalisation à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) et définit le programme et l'enveloppe prévisionnelle des travaux.

Conformément aux dispositions de la convention de mandat, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 873 000 € T.T.C.

L'année 2013 a permis de lancer l'appel d'offres « travaux » et d'engager les premiers chantiers. En septembre 2013, des travaux de rénovation du réseau d'adduction d'eau potable, dont la maîtrise d'ouvrage n'est revenue à la Communauté d'Agglomération de Montpellier que fin juin 2013, ont été ajoutés au lot « voirie et réseaux humides ». Un temps de mise au point des études et de coordination a été nécessaire avant le démarrage effectif des travaux, en octobre 2013. Enfin les procédures de mise en concurrence des marchés concernant les études préalables au réinvestissement urbain de la façade urbaine des RD613 et RD610 ainsi qu'au traitement de l'interface « parc d'activité / zone habitées riveraines » ont été lancées à la fin de l'année 2013.

Le bilan financier prévisionnel du projet de requalification du parc du « Salaison » augmente de 1 433 000 € TTC par rapport à l'année 2012 et atteint la somme de 8 498 000 € TTC, compte tenu de la prise en charge nouvelle, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des travaux de rénovation du réseau d'adduction d'eau potable. Le financement du mandat reste inchangé par rapport au CRAC 2012, il est entièrement supporté par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Compte tenu du décalage temporel entre le règlement des dépenses du mandat par le mandataire et le remboursement de ces dépenses par le mandant, dans le souci de limiter les frais financiers, il est proposé le versement par le mandant d'une « avance remboursable » de 500 000 € au troisième trimestre 2014. Cette « avance remboursable » permettra de limiter les frais financiers à 5 000 €.

Un avenant au mandat est nécessaire, il porte sur :

- la modification de programme et de l'enveloppe financière prévisionnelle, relative principalement à l'intégration des travaux de rénovation du réseau d'eau potable ;
- la mobilisation d'une nouvelle avance pour améliorer la trésorerie du mandat ;
- les modifications de modalités de remboursements de l'avance du mandant, au prorata du remboursement des dépenses du mandat (10 % de l'avance seront remboursés par le mandataire au mandant à chaque remboursement des dépenses du mandat par le mandant au mandataire).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte annuel à la collectivité concernant le mandat d'étude et de réalisation pour la requalification du parc d'activités du Salaison ;
- approuver le nouveau bilan financier prévisionnel ;
- approuver l'avenant n°1 au mandat initial ;

Délibération n° 12463

- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : SMC 183752-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARRIEUS





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC HIPPOCRATE -  
COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ  
LOCALE - AVENANT À LA CONVENTION D'AVANCE DE TRÉSORERIE -  
APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

L'opération Port Marianne-Hippocrate, réalisée sous forme d'une Zone d'Aménagement Concerté, a été confiée par la Ville de Montpellier à la SERM par délibération en date du 20 décembre 2000. La ZAC, créée le 29 septembre 2000, se développe sur une superficie d'environ 7,3 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités tertiaires, notamment dans le domaine de la santé, offrant une surface constructible maximale de 48 000 m<sup>2</sup>, dont 24 000 m<sup>2</sup> dédiés à des établissements médicaux et para-médicaux, 22 000 m<sup>2</sup> à des activités tertiaires liées à ces établissements et à d'autres activités professionnelles d'accueil, de services, de résidences ou équipements hôteliers et enfin 2 000 m<sup>2</sup> affectés à une centrale thermo-frigorifique.

Déclarée d'intérêt communautaire, l'opération a été transférée de la Ville de Montpellier à la Communauté d'Agglomération de Montpellier suivant des modalités financières et patrimoniales fixées par délibérations respectives en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La concession confiée à la SERM a fait l'objet d'un recours qui a conduit la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SERM à signer un protocole de résolution de la concession, au terme duquel 20 737 m<sup>2</sup> de terrains partiellement aménagés ont été restitués à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Afin de terminer l'aménagement de ce secteur, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a confié par délibération du 21 avril 2011 la réalisation de l'opération à achever à la SAAM. Une avance remboursable de 600 K€ a été mise en place afin de permettre à l'aménageur de racheter au concédant les terrains déjà maîtrisés ainsi que les terrains en cours d'expropriation.

Parallèlement à l'achèvement de cette ZAC, un mandat d'études a été confié à la SAAM pour étudier l'extension de la ZAC au secteur Cavallade, avec une programmation mixte activités / logements en cohérence avec les opérations mitoyennes. Dans l'attente de la finalisation de ces études, le bilan actuel conserve les lots restants en activités, mais leur commercialisation est gelée.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et à l'article L.1523.2 du Code Général des Collectivités Territoriales, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées dans le cadre de cette nouvelle concession s'élève à 1 198 K€ H.T., consistant en des frais d'acquisitions foncières et des travaux de voirie suite à la livraison de lots (hôtel, bureaux). Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 893 K€. Cette opération n'a fait l'objet en 2013 d'aucune cession de lot.

Ainsi le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit toujours à 2 574 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Il ne prévoit aucune participation d'équilibre du concédant. Il est proposé un avenant à la convention d'avance de trésorerie de 600 K€, afin de reporter son remboursement en 2016, compte tenu du gel provisoire de la commercialisation des derniers lots.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Hippocrate à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser la signature de l'avenant à la convention d'avance de trésorerie,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Délibération n° 12464

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 04 AOUT 2014

Imc184042-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – PORT MARIANNE  
PORTES DE LA MÉDITERRANÉE (ODYSSEUM) - MONTPELLIER - CONCESSION  
D'AMÉNAGEMENT AVEC LA SERM - COMPTE RENDU ANNUEL À LA  
COLLECTIVITÉ - AVENANT N°10 - APPROBATION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La ZAC créée le 27 juin 1996 et étendue par délibération n°6416 en date du 19 avril 2005 couvre une superficie d'environ 50 hectares. Elle a pour vocation l'accueil d'activités, d'équipements et de services privés et publics, sièges sociaux et commerces dans le cadre d'un ensemble réunissant un complexe de loisirs urbain et un pôle commercial de niveau régional intégrés au projet d'extension planifié du centre ville historique et bénéficiant d'excellentes dessertes.

L'opération ayant été déclarée d'intérêt communautaire, les modalités du transfert ont été fixées par délibérations respectives de la Ville et de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date des 27 mai et 27 juin 2003.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°5 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°6367 du 15 mars 2005, la réalisation et l'exploitation provisoire du pôle ludique 2 d'une Surface Hors OEuvre Nette d'environ 28 000 m² et porté l'échéance de la convention d'aménagement jusqu'au 31 décembre 2012.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°6 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7252 du 26 septembre 2006, l'extension du périmètre de la ZAC.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, a confié à la SERM par un avenant n°7 à la concession d'aménagement approuvé par délibération n°7430 du 22 décembre 2006, les études, les acquisitions et la réalisation des travaux de construction d'un parking d'échange tramway de 1 700 places.

Par délibérations n°7497 et n°7495 en date du 13 février 2007, le Conseil de Communauté de l'Agglomération de Montpellier a approuvé le programme des Equipements Publics de la ZAC Port Marianne-Portes de la Méditerranée ainsi que son dossier de réalisation. Par délibération n°7775, en date du 23 juillet 2007, le Conseil d'Agglomération a approuvé un avenant n°8 à la concession d'aménagement, prorogeant la durée de la mission de l'aménageur jusqu'en 2016.

Parallèlement, les projets de réalisation des activités se sont poursuivis : construction de l'aquarium Mare Nostrum, du Pôle Ludique 2, ouverture de restaurants, ouverture du magasin « Décathlon » en 2008, inauguration du Centre Commercial, du prolongement de la ligne 1 du tramway, et du parking d'échange Circé à l'automne 2009.

Par avenant n°9 approuvé par délibération du Conseil d'Agglomération n°10321 du 28 juillet 2011, le Conseil d'Agglomération a approuvé le montant prévisionnel de la participation de la collectivité fixé à 4 320 000 € H.T. affectée à la réalisation de la place du XXème siècle.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération d'aménagement pour l'exercice 2013 et l'évolution des bilans financiers prévisionnels et du plan de trésorerie.

**ZAC Portes de la Méditerranée – infrastructures**

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 53 802 000 € H.T. dont 425 000 € H.T. réalisés en 2013 correspondant aux travaux de finitions des voiries et réseaux de la ZAC ainsi qu'à la rémunération de l'aménageur et à des frais financiers.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 47 533 128 € H.T. sans nouvelle recette réalisée en 2013.

6 M€ d'avance ont été mobilisés en 2012 remboursable en 2016. Toutefois la mobilisation de 6 M € d'avance supplémentaire a été à nouveau nécessaire en 2014 également remboursables en 2016 pour faire face à l'évolution de la trésorerie de l'opération.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 60 819 000 € H.T. en dépenses.

Il prend en compte l'augmentation des dépenses liées à des acquisitions nouvelles pour achever la ZAC et aux travaux associés ainsi que des dépenses liées à la fin de réalisation d'aménagement, et la réalisation de recettes liées à la cession de charges foncières dans le périmètre de la ZAC.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 66 035 000 € H.T. en recettes.

**ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Pôle Ludique 2**

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 31 206 000 € H.T. Les recettes s'élèvent en 2013 à 24 528 000 €. H.T. correspondant au 1er règlement de 21 277 000 € H.T. par l'investisseur Icade Klépierre de l'achat du pôle ludique (le montant total s'élevant à 29 000 000 € H.T. le solde restant à verser en 2016, acte signé fin 2010) et aux loyers perçus.

Pour préfinancer la construction du pôle ludique 2, la SERM a mobilisé trois emprunts de 6 000 000 € chacun, dont 15 000 000 € en 2007 et 3 000 000 € en 2008.

Quinze millions d'emprunts sont arrivés à échéance fin 2012 dont douze remboursés sur l'année 2012, il en reste 6 M € à rembourser en 2014.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération s'établit à 33 465 000 € H.T. en dépenses et 29 699 000 € H.T. en recettes.

**ZAC Portes de la Méditerranée – superstructures : Parking d'échanges Odysseum**

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées correspondant aux acquisitions foncières, aux honoraires d'études et aux travaux, s'élève à 25 908 000 € H.T. dont 131 000 € H.T. ont été réalisés en 2013. Le montant des recettes réalisées est de 24 855 000 € H.T. à fin 2013.

Le bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération s'établit à 26 306 000 € H.T. en dépenses et 24 855 000 € H.T. en recettes, le solde de 1 451 000 € HT restant à la charge de la ZAC..

L'ouvrage a été inauguré et mis en service en septembre 2009 et acquis définitivement par la Communauté d'Agglomération en décembre 2009.

**ZAC Portes de la Méditerranée – Bilan consolidé**

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 107 142 000 € H.T. dont 615 000 € H.T. réalisés sur l'année 2013.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 93 142 000 € H.T. dont 166 000 € H.T. réalisés en 2013.

Le bilan financier prévisionnel révisé de l'opération consolidée s'établit à 116 815 000 € H.T. en dépenses et en recettes.

Il est proposé de prolonger la durée de la concession jusqu'en 2025 par un avenant n°10, celle-ci arrivant à terme en 2016.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Port Marianne-Portes de la Méditerranée à Montpellier présenté par la SERM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'infrastructures de la ZAC, de la construction du pôle ludique 2 et du parking d'échange Odysseum ainsi que le bilan consolidé de l'opération d'aménagement,
- approuver l'avenant n°10 qui proroge la concession jusqu'en 2025,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant n°10 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne participent pas au vote : Isabelle Guiraud, Laurent Jaoul, Jean-Marc Lussert, Max Lévi, Sauveur Tortorici, Patricia Miralles et Pascal Krzysanski.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : DMC 184221-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Étaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE ET ATTRACTIVITÉ – ZAC ODYSSEUM EST -  
COMMUNE DE MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ -  
APPROBATION**

Mme C. MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement Economique et Attractivité, rapporte :

La ZAC Odysseum Est a été créée par délibération n°8859 en date du 26 mai 2009. Elle a été concédée à la SAAM par délibération n°9463. La concession a été signée le 23 mai 2011.

L'opération Odysseum Est, située en entrée de ville, dans le prolongement du complexe ludicocommercial d'Odysseum, entre le boulevard Télémaque, l'avenue Pierre Mendès-France et l'autoroute A9, sur une superficie de 11,5 ha, a pour objectif d'accueillir un ensemble d'activités qui reste à définir (activités hôtelières, ludiques, commerciales et/ou tertiaires) en lien à la forte valeur ajoutée de ce site exceptionnel par sa localisation.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées est de 45 K€ H.T., consistant à la poursuite des études nécessaires au dossier Loi Eau.

L'ensemble du foncier est maîtrisé par la collectivité. Aussi, le montant des acquisitions foncières a été réévalué au coût réel payé par l'agglomération.

En outre, dans l'attente d'un engagement de la commercialisation, l'acquisition du foncier par le concessionnaire au concédant, prévue par la délibération n°10211 du 30 juin 2011, est reportée en 2015 afin d'éviter un recours à l'emprunt.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération s'établit à 16 690 K € H.T., en recettes et en dépenses. Il ne prévoit pas de participation d'équilibre du concédant.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de l'opération Odysseum Est à Montpellier, présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 04 AOUT 2014

*Dmc 183596-DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – EXTENSION DE LA STATION D'ÉPURATION DE MAERA - APPROBATION DU PROGRAMME - CHOIX D'UNE ASSISTANCE TECHNIQUE, ADMINISTRATIVE ET FINANCIÈRE - LANCEMENT DE LA CONSULTATION ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'autorisation au titre du code de l'environnement de la station d'épuration Maera et de son émissaire de rejet en mer a été délivrée, par arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2005, pour une durée de 10 ans. L'année 2015 correspond également à l'horizon d'achèvement du programme d'investissements du Schéma Directeur d'Assainissement approuvé par le Conseil Communautaire le 21 décembre 2004. Conformément à ce Schéma Directeur, MAERA collecte et traite aujourd'hui les effluents de 18 communes (13 communes du territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier ainsi que 5 communes extérieures) contre 7 à l'origine.

Par délibération n°10329 du 28 juillet 2011, le Conseil Communautaire a approuvé la réalisation d'une étude d'audit technique et fonctionnel de cette station d'épuration, afin d'appréhender notamment les besoins d'évolution.

Les conclusions de cet audit font apparaître, comme prévu par le schéma directeur, que la station ne pourra plus accepter à court terme les effluents supplémentaires générés par les projets d'urbanisation. De plus, l'extension réalisée en 2005 avait retenu comme principe la conservation autant que possible des ouvrages existants. Or certains ouvrages âgés de près de 50 ans, sont aujourd'hui en fin de vie et présentant des performances insuffisantes par rapport aux performances et besoins futurs.

D'autre part, les boues produites, traitées et déshydratées sont, actuellement, envoyées sur des plateformes de compostage à l'extérieur du Département. Le plan départemental de prévention et de gestion des déchets non dangereux, dont les boues de station d'épuration, prévoit que le compostage soit désormais réservé aux petites unités et se gère à l'échelle du département d'origine, dans la mesure du possible.

Enfin, de nouvelles contraintes réglementaires s'imposent en vue de mieux préserver les milieux naturels des débordements d'eaux usées en période de pluie. Ainsi la réglementation demande à prendre en compte le non débordement du système d'assainissement (réseau de collecte et station) pour une pluie de période de retour mensuelle.

Pour répondre à ces nouvelles exigences mais également aux besoins de l'urbanisation des communes raccordées d'ici à 2030, le lancement du projet d'extension de MAERA apparaît comme une priorité.

Compte tenu de l'évolution des populations sur notre territoire, l'extension de MAERA devra permettre de passer à une capacité de traitement de 470 000 EH (Equivalents Habitants) à 600 000 EH à l'horizon 2030 et 720 000 EH à terme (horizon Plan Local de l'Habitat). Dans un souci de préservation du milieu naturel et de bonnes conditions d'obtention des nouvelles autorisations nécessaires, il est proposé d'accompagner cette augmentation de capacité par l'accroissement des performances épuratoires, de manière à ce que les flux rejetés en mer restent équivalents à ceux d'aujourd'hui. Ceci confirmera l'engagement fort de notre Collectivité à limiter l'empreinte environnementale de nos activités.

Le dimensionnement de la station intégrera les exigences de traitement par temps de pluie : afin d'admettre et de traiter les débits collectés par les réseaux lors d'une pluie mensuelle, la capacité hydraulique devra passer de 4 à 6 m<sup>3</sup>/s en entrée de station et de 1,5 à 3 m<sup>3</sup>/s sur la filière de traitement. L'émissaire de rejet en mer devra être équipé du booster, comme prévu au projet initial, pour permettre de véhiculer ces 3 m<sup>3</sup>/s d'eaux usées traitées.

Une filière boues, inexistante aujourd'hui, sera à créer sur un lieu à définir. Deux types de traitements peuvent permettre de répondre aux objectifs. Ils seront analysés et comparés dans les études ultérieures afin de définir la meilleure solution technique, environnementale, économique et sociale.

Enfin, l'ensemble du projet sera étudié et mené de manière à ce que les nouvelles installations répondent à l'objectif « zéro nuisance » pour l'environnement immédiat du site.

Le coût estimatif des travaux d'extension est évalué de 67 à 81 M€ H.T. (y compris travaux sur l'émissaire) selon le choix fait sur la filière boue.

Ces travaux sur la station et l'émissaire devront être complétés par un programme de travaux sur le réseau de collecte primaire afin d'assurer, comme le veut la réglementation, la conformité de l'ensemble du système d'assainissement. Des études complémentaires sont à mener sur ces réseaux avant de préciser la programmation et l'enveloppe financière des travaux nécessaires.

Concernant la station, un dossier de demande de prorogation de l'arrêté d'autorisation est en cours d'élaboration et sera déposé en Préfecture en fin d'année. En parallèle, un dossier d'autorisation au titre de la Loi sur l'eau, soumis à enquête publique, en vue de l'extension de la station sera élaboré.

Un tel projet s'inscrit sur une durée de 7 à 8 ans. Il nécessite 3 à 4 années d'études et d'instructions administratives diverses (dossier loi eau, procédure de consultation, permis de construire, autorisation au titre des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)), 2 années de travaux et 2 années de période d'observation de l'installation avant réception complète.

Afin de mener à bien ce projet d'extension de la station MAERA et la gestion de cette opération, il convient de s'adjoindre les services d'Assistants à Maîtrise d'Ouvrage sur les aspects administratifs, techniques et financiers. Le volet technique comportera la thématique valorisation énergétique, l'existence de fortes potentialités, selon la nature des procédés de traitement qui seront retenus, étant avérée. Les missions d'AMO à mener porteront notamment sur :

- la réalisation des dossiers réglementaires : dossier loi Eau, ICPE, permis de construire,
- l'élaboration d'un programme fonctionnel détaillé,
- l'accompagnement sur les missions connexes : investigations topographiques, géotechniques, environnementales, archéologiques...
- le choix et la réalisation de la procédure de consultation des entreprises,,
- l'assistance juridique sur diverses étapes de la mission.

Le montant de ces prestations est estimé à 1, 50 M€ H.T. et le délai de réalisation fixé à 8 ans.

Cette étude peut bénéficier des aides financières de l'Agence de l'Eau Rhône Méditerranée Corse et d'autres organismes intéressés qu'il convient de solliciter.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de l'extension de capacité de la station d'épuration de MAERA à 600 000 EH extensible à 720 000 EH,
- valider le budget prévisionnel des travaux de 67 à 81 M€ H.T.,
- approuver le lancement des consultations pour désigner un ou des assistants à maîtrise d'ouvrage sur les volets techniques, administratifs, juridiques et financiers pour un montant évalué à 1,5 M € HT,
- solliciter les aides financières correspondantes les plus larges, notamment auprès de l'Agence de l'eau Rhône Méditerranée Corse,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à prendre toute décision relative à l'exécution de ce marché et à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 184 169 . DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – COMMUNE DE VENDARGUES - ZAC VIA DOMITIA  
- PROGRAMME DES ÉQUIPEMENTS PUBLICS - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

Dans le respect de l'obligation réglementaire de l'article R. 311-7 du Code de l'Urbanisme, le Syndicat Mixte Via Domitia a demandé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier son accord préalable sur :

- le principe de réalisation des équipements publics d'assainissement des eaux usées, d'eau potable et d'eau brute envisagés dans le cadre du programme de la ZAC Via Domitia Nord LIEN sur la commune de Vendargues,
- les modalités d'incorporation de ces équipements dans son patrimoine,
- le principe de leur financement,
- la participation financière de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte.

La ZAC Via Domitia Nord LIEN sur le territoire de Vendargues se situe sur la rive Nord du LIEN (Liaison Intercommunale d'Evitement Nord). Elle prolonge à l'Ouest, la ZAC Via Domitia Nord LIEN sur le territoire de Castries. L'ensemble des deux ZAC constitue la traduction concrète du projet d'ensemble Via Domitia et à terme un ensemble cohérent.

Le périmètre de la ZAC englobe une superficie d'environ 13 hectares, dédiée à l'accueil d'activités économiques à dominante artisanale, avec une surface de plancher estimée à 37 500 m<sup>2</sup> dans le programme prévisionnel indicatif de construction.

Les équipements publics relatifs au cycle urbain de l'eau seront réalisés dans le cadre d'une convention publique d'aménagement dans le respect des normes en vigueur.

Les équipements d'assainissement des eaux usées, d'eau potable et d'eau brute internes à la ZAC seront remis à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'occasion des opérations de réception et de remise d'ouvrages en présence des représentants de la Communauté d'Agglomération et de l'aménageur titulaire de la convention publique d'aménagement.

Aucune participation spécifique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au financement de ces équipements publics n'est prévue, l'ensemble des coûts relatifs à la création des réseaux d'eaux usées, d'eau potable et d'eau brute, internes à la ZAC, étant pris en charge par cette dernière.

**Assainissement des eaux usées :**

Les effluents de la ZAC seront, conformément au dossier joint à la présente délibération, collectés par un réseau gravitaire séparatif et envoyés vers la station d'épuration intercommunale MAERA.

Toutefois, une extension de réseau ainsi que le renforcement d'une canalisation existante, hors périmètre de la ZAC, sont nécessaires pour raccorder l'opération sur le réseau public de la commune de Vendargues. Ces travaux seront réalisés sous maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le raccordement des effluents de la ZAC à ce collecteur nécessite :

- l'extension du réseau avec une canalisation de diamètre 200 mm sur environ 1000 mètres, posée en tranchée commune avec le réseau d'eau potable sous le Chemin de Bannières,
- le renforcement d'une conduite gravitaire de diamètre 150 par un diamètre 200 mm sur environ 200 mètres, sous le Chemin de Bannières et en limite de la RD610.

Le coût estimatif de ces ouvrages est évalué à 390 000 € H.T. y compris frais d'études et aléas, soit une participation de 390 000 € H.T. à la charge de l'aménageur.

**Eau Potable :**



Le dimensionnement des réseaux existants en limite d'opération ne permet pas de garantir les besoins de la ZAC, notamment en terme de défense incendie.

Des travaux de raccordement de l'opération sur le réseau public de la commune de Vendargues sont à réaliser sous le domaine public. Ces travaux, concernant l'extension du réseau avec une canalisation de diamètre 250 mm sur environ 1 000 mètres sous le Chemin de Bannières, seront réalisés sous la maîtrise d'ouvrage de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le coût estimatif de cette conduite est évalué à 455 000 € H.T., y compris frais d'études et aléas, soit une participation de 455 000 € H.T. à la charge de l'aménageur

**Eau Brute :**

Aucune extension du réseau n'est à prévoir hors du périmètre de la ZAC. L'utilisation de l'eau brute sera possible sur ce projet grâce au raccordement au réseau BRL existant en limite du périmètre de la future ZAC. L'eau brute sera utilisée pour l'arrosage des espaces verts et à des fins industrielles.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le principe de réalisation du programme des équipements publics d'eaux usées, d'eau potable et d'eau brute prévus pour la ZAC Via Domitia à Vendargues et intégralement financés par l'opération,
- approuver les modalités d'incorporation au patrimoine de la Communauté d'Agglomération des réseaux qui seront réalisés,
- approuver les montants de participation de la ZAC aux travaux nécessaires à sa desserte, soit 390 000 € H.T. pour l'assainissement des eaux usées et 455 000 € H.T. pour l'eau potable,
- approuver le projet de convention à intervenir entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, le syndicat mixte et l'aménageur qui précise les conditions de reversement à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des participations financières pour la réalisation des ouvrages d'assainissement et d'eau potable hors ZAC ainsi que les modalités de réception des réseaux construits dans la ZAC,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire et en particulier la convention à intervenir avec l'aménageur.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 183581-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'EAU POTABLE ET DE L'EAU BRUTE POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, il doit être présenté au Conseil de Communauté un rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute. Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 la compétence « Eau Potable » de plein droit en lieu et place des Communes membres en application de l'arrêté préfectoral n°2009-1-1532 du 22 juin 2009.

Le Sivom du Salaison, après dissolution par arrêté préfectoral n°2013-1-1192 du 19 juin 2013, a vu sa compétence eau potable sur les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues transférée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier à compter du 30 juin 2013.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier intervient donc en propre sur 13 communes, à savoir Grabels, Jacou, Juvignac, Lattes, Le Crès, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, Vendargues et Villeneuve-lès-Maguelone. Elle intervient selon le principe de représentation-substitution pour les 18 autres, au sein des syndicats mixtes du Bas-Languedoc ou de Garrigues-Campagne.

Par application de l'arrêté préfectoral n°2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce également la compétence Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc dite « Eau Brute » de plein droit en lieu et place des communes membres.

Le service public de l'eau potable concerne près de 1 238 km de réseau d'adduction et de distribution, 69 985 abonnés, 31 réservoirs de capacité totale de 113 930 m<sup>3</sup>.

La ressource principale est la source du Lez, pour un débit de prélèvement autorisé de 1700 l/s qui alimente l'usine de clarification et de traitement (François Arago à Montpellier). En complément de la source du Lez, lors de la période d'étiage, l'eau du canal BRL peut être distribuée après traitement sur la même station François Arago, adaptée en conséquence.

Les communes de Montpellier et Juvignac sont exclusivement alimentées par la source du Lez. Les communes de Grabels, Jacou, Le Crès, Montferrier sur Lez et Vendargues sont aussi alimentées par la source du Lez pour partie. Seuls des forages locaux alimentent les communes de Saint Brès, Sussargues et Villeneuve lès Maguelone. Pour les communes de Lattes et Pérols, l'alimentation est assurée par les ressources du Pays de l'Or Agglomération, traitées par l'usine de potabilisation de Vauguières.

Au global, en 2013, 30 946 285 m<sup>3</sup> d'eau ont été mis en distribution, 22 900 697 m<sup>3</sup> facturés aux usagers du service public de l'eau potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et 2 504 436 m<sup>3</sup> vendus en gros aux collectivités hors territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'exploitation du service fait l'objet de 7 contrats de délégation de service public. En 2013, une avenant n°2 au contrat de délégation du service public de l'eau potable sur la commune de Grabels a été adopté dans le but prolonger sa durée initiale de 12 mois soit jusqu'au 31 octobre 2014, ceci en cohérence avec les dates d'échéance des autres contrats.

La tarification pratiquée sur les 10 communes gérés depuis 2010 par la collectivité, soit Grabels, Juvignac, Lattes, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Pérols, Prades le Lez, Saint-Brès, Sussargues, et Villeneuve-lès-Maguelone, se décompose pour 2013 en :

- une partie fixe annuelle, fonction du diamètre du compteur, fixée contractuellement à 19,28 euros H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,

- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
  - o à 1,125 euros hors taxes par mètre cube pour la 1<sup>ère</sup> tranche de consommation de 0 à 120 m<sup>3</sup> par an
  - o à 1,263 euros hors taxes par mètre cube pour la 2<sup>ème</sup> tranche de consommation au-delà de 120 m<sup>3</sup> par an.

La tarification de l'eau distribuée sur les communes de Jacou, Le Crès et Vendargues se décompose pour 2013 en :

- une partie fixe semestrielle, fonction du diamètre du compteur, fixée à 11,29 euros H.T. pour un compteur de 20 mm ou moins, intégralement perçue par l'exploitant,
- une partie proportionnelle incluant la part fermière et la part collectivité et dont le montant total est fixé :
  - o à 1,0463 euros hors taxes par mètre cube pour la 1<sup>ère</sup> tranche de consommation de 0 à 400 m<sup>3</sup> par an
  - o à 1,5299 euros hors taxes par mètre cube pour la 2<sup>ème</sup> tranche de consommation au-delà de 120 m<sup>3</sup> par an.

L'année 2013 a été particulièrement riche en événements marquants.

Le Schéma Directeur d'Adduction d'Eau Potable a été approuvé par le Conseil Communautaire le 23 mai 2013. Il s'articule autour des enjeux suivants : Quantitatif – Qualitatif – Sécurisation – Patrimonial.

Ce Schéma Directeur, volontaire et optimisé, permet de répondre aux besoins de développement prévus au Schéma de cohérence territoriale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Le montant estimé de réalisation des aménagements préconisés s'élève à 157 millions d'euros hors taxes.

L'année 2013 a vu l'achèvement du programme de recherche "Gestion multi-usages des aquifères karstiques méditerranéen – Le Lez, son bassin versant et son bassin d'alimentation" d'un montant global de 1,2 M€ dont le but était d'améliorer les connaissances du fonctionnement de l'hydrosystème karstique de la source du Lez.

Parmi les nombreux apports de cette réflexion sur les divers thèmes abordés (ressource prélevable, qualité de l'eau, vulnérabilité, contribution à la génèse des crues, etc...), on retiendra la confirmation du potentiel de prélèvement complémentaire dans la nappe sans altération de son équilibre quantitatif, y compris en intégrant les évolutions climatiques.

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a apporté son soutien au projet d'adducteur d'eau brute Aqua Domitia, lors du débat public et en approuvant une contribution financière en octobre 2013 pour la réalisation du maillon Val d'Hérault et l'extension du réseau de desserte en eau brute dans la plaine de Gigan-Fabrigues.

En termes de travaux, les investissements portés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier en 2013 se sont élevés à 1,79 M€ consacrés pour l'essentiel à des extensions et/ou renforcements des réseaux, à des travaux d'accompagnement de voirie ou des chantiers de dévoiement dans le cadre du dédoublement de l'autoroute A9 et du contournement ferroviaire Nîmes-Montpellier. Par ailleurs, au titre de ses obligations contractuelles, le délégataire du service sur la Commune de Montpellier assure une partie du renouvellement des réseaux. Au total, les canalisations renouvelées en 2013 ont représenté un linéaire de 1 910 ml.

Sur l'ensemble du service, 614 branchements en plomb ont été remplacés et 719 fuites réparées. Ces réparations de fuites contribuent à la maîtrise du rendement des réseaux de distribution moyen des 13 communes, celui-ci s'élevant pour l'année 2013 à 79,6 %. Sur les 10 communes gérées en direct par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il atteint 80,17 %, en légère baisse par rapport à 2012.

Concernant la qualité, l'eau distribuée sur les 13 communes pour lesquelles la Communauté d'Agglomération de Montpellier exerce la compétence, celle-ci présente un taux de conformité de 99,7 %, aussi bien pour les paramètres microbiologiques que physico-chimiques.

Le rapport annuel 2013 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels remis par les délégataires au titre de l'article L-1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par arrêté préfectoral n° 2008-1-3230 du 11 décembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a pris la compétence "Développement et gestion des réseaux d'acheminement de l'eau brute du Bas Rhône et du Languedoc" afin de permettre l'arrosage d'espaces verts publics ou privés préservant ainsi les ressources locales destinées à l'alimentation en eau potable locale.

Suite à la dissolution du Syndicat Intercommunal de Travaux d'Irrigation de la Vallée du Salaison (SITIVS), depuis le 1er janvier 2013, les communes de Jacou, Clapiers et Vendargues sont gérées par le service d'eau brute de la Communauté d'Agglomération, représentant une centaine d'abonnés supplémentaires.

Au même titre que l'eau potable ou l'assainissement collectif comme non collectif, l'eau brute est un Service Public Industriel et Commercial (SPIC) qui se finance uniquement par les recettes perçues auprès des usagers. En 2013, les recettes perçues dans le cadre des ventes d'eau brute aux 267 abonnés du service se sont élevées à 207 695€ H.T pour un volume facturé de 274 824 m<sup>3</sup>.

La structure et le niveau tarifaire pour l'ensemble du service sont similaires à ceux mis en œuvre par BRL, principal opérateur d'eau brute sur le territoire. Ils se déclinent comme suit :

- Tarification Eau brute à Usages Divers (EUD)
  - Abonnement annuel : 62,56 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit
  - m<sup>3</sup> consommé : 0,54 € H.T. par m<sup>3</sup>
- Tarification Petits consommateurs (limité à un abonnement maximum de 2 m<sup>3</sup>/h)
  - Abonnement annuel pour 2 m<sup>3</sup>/h : 62,56 € H.T.
  - m<sup>3</sup> consommé : 0,54 € H.T. de 0 à 70 m<sup>3</sup>
  - m<sup>3</sup> consommé : 1,41 € H.T. par m<sup>3</sup> au delà de 70m<sup>3</sup>
- Tarification Agricole :
  - Abonnement annuel : 62,56 € H.T. par m<sup>3</sup>/h souscrit
  - m<sup>3</sup> consommé : 0,133 € H.T. par m<sup>3</sup>

Les sept rapports annuels 2013 des délégataires comme le rapport annuel sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute ont été examinés par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 17 juillet 2014 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service de l'eau potable et de l'eau brute,
- autoriser sa transmission à toutes les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12435

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc . 183 076 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

## **EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE DE L'ASSAINISSEMENT POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

En application de l'article L.2224-5 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), il doit être présenté au Conseil de Communauté un Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement (RPQS). Ce dernier doit par ailleurs respecter les exigences fixées par la Loi sur l'Eau et les Milieux Aquatiques (LEMA) du 30 décembre 2006 et le décret du 2 mai 2007, notamment avec la mise en œuvre d'indicateurs de performance.

En 2013, le service public de l'assainissement concerne 1 461 km de réseau, dont 1 257 km en gravitaire, un émissaire en mer de 11 km, 200 postes de refoulement et 15 stations d'épuration. La capacité de traitement cumulée de ces dernières est de 573 300 Equivalents-Habitants. 35,4 millions de m<sup>3</sup> y ont été traités en 2013 représentant près de 20 tonnes de DBO5/jour (Demande d'Oxygène Biochimique (testée sur 5 jours)). 26,0 millions de m<sup>3</sup> ont été facturés à 95 798 abonnés.

La mise en œuvre du schéma directeur d'assainissement s'est poursuivie en 2013.

A la suite de l'accord de principe intervenu entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier, les travaux de raccordement à la station d'épuration MAERA des effluents de la commune de Pérols et des secteurs Carnon, Figuières et Aéroport sur la commune de Mauguio ont été finalisés le 22 février 2013. Une convention entre les Communautés d'Agglomération du Pays de l'Or et de Montpellier fixe les débits transférés et traités à MAERA ainsi que la répartition financière des charges d'investissements et d'exploitation.

Concernant l'Intercepteur Est, les travaux de pose d'une partie amont de ce nouveau collecteur primaire d'eaux usées, en accompagnement des travaux routiers menés par le Département de l'Hérault sur la RD65, ont été finalisés entre le rond point d'Agropolis à Montferrier-sur-Lez et l'entrée de Clapiers. La consultation des entreprises pour la réalisation de la section de l'intercepteur Est sous l'avenue de la Pompignane à Montpellier a été lancée, de même que celle concernant le tronçon à construire plus en amont, rue de la Draye et rue de Ferran.

Les études pour finaliser le programme de travaux de construction du nouveau système d'assainissement de Sussargues/St Génès des Mourgues ont permis de préciser le tracé et la capacité de traitement réévaluée à 7200 EH. Le projet de réseau de transfert des effluents de Sussargues a été mené à terme et la consultation des entreprises pour la construction de la station a été lancée en fin d'année. Ces travaux vont participer à l'atteinte des objectifs de préservation des périmètres rapprochés des captages d'eau potable de Fontmagne et Garrigues Basse sur Sussargues ainsi que d'améliorer la qualité des eaux du Bérange et de l'Etang de l'Or, milieu récepteur final.

Concernant l'extension de la station d'épuration intercommunale de Cournonterral/Cournonsec, portant sa capacité à 15 000 Equivalents-Habitants, la consultation des entreprises en vue de la réalisation des travaux a été menée en 2013 en même temps que l'instruction des dossiers réglementaires et de permis de construire, pour un démarrage des travaux début 2014.

Concernant le raccordement des effluents de la commune de Castries à MAERA inscrit au schéma directeur, les études ont débuté en vue de la pose d'un collecteur de transfert des effluents de 2 260 ml en diamètre 200 mm depuis la station de Castries jusqu'au poste de refoulement de l'ancienne station d'épuration de Vendargues qui collecte déjà les effluents de Vendargues, Saint Aunès, Assas et Teyran.

Une étude d'audit du système MAERA a été initiée en 2013 en vue d'optimiser le fonctionnement actuel de la station et programmer les travaux à mener à court et moyen terme. Cette étude porte à la fois sur les réseaux de collecte, la station et l'émissaire de rejet en mer. Les conclusions de cette étude permettront de planifier les investissements à mener à partir de 2015 sur le système MAERA et les budgets nécessaires. De plus, des travaux ont été engagés en vue d'installer de façon pérenne un traitement par H<sub>2</sub>O<sub>2</sub> (Peroxyde d'hydrogène) des effluents en entrée de station et ainsi réduire les risques d'odeurs en période de fortes chaleurs. Cette installation sera opérationnelle pour l'été 2014.



Globalement, les dépenses du budget annexe de l'assainissement se sont élevées en 2013 à près de 34,4 millions d'euros TTC, dont 13,7 millions d'euros de dépenses réelles d'investissements pour les travaux, 4,5 millions d'euros étant consacrés aux réseaux des communes hors Schéma Directeur d'Assainissement.

En matière d'indicateurs techniques, la croissance du nombre d'abonnés du service est encore confirmée en 2013 avec un taux de plus 2,6 %. Pour autant, les volumes facturés ont baissé d'un peu plus de 2 % par rapport à 2012. La baisse des consommations d'eau potable et des volumes facturés en assainissement, malgré l'augmentation constante de la population sur le territoire, traduit sans doute la prise de conscience des usagers sur la maîtrise et la régularisation de leur consommation d'eau.

Le prix de l'assainissement au 1<sup>er</sup> janvier 2014, comprenant les parts distributeur et intercommunale, uniforme sur le territoire communautaire, reste maintenu à 1,42 euros H.T. par mètre cube.

En terme d'organisation du service, l'exploitation est déléguée sur la totalité des 31 communes membres depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2004, dans le cadre de 11 contrats d'affermage.

Le curage préventif des réseaux, les systèmes de télésurveillance des postes de relèvement ou de refolement et des stations de traitement mis en place contribuent à la qualité du service ainsi que les astreintes 24h/24 assurés par les sociétés gestionnaires. L'augmentation des taux de curage imposée contractuellement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à ses exploitants (+16% en 5 ans) a permis de limiter les interventions curatives chez les particuliers, leur nombre ayant diminué de près de 31 % sur la même période.

Le rapport pour l'année 2013 reprend le détail des éléments mentionnés ci-dessus, en s'appuyant le cas échéant sur les bilans annuels fournis par les délégataires au titre de l'article L.1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT). Ces bilans attestent de la conformité des rejets de toutes les stations d'épuration et de l'amélioration continue de la qualité du milieu naturel grâce aux efforts consentis toutes ces dernières années.

Par ailleurs, les efforts se poursuivent en matière de contrôle des effluents collectés. En 2013, 157 nouveaux établissements ont engagé une démarche d'autorisation de déversement d'effluents non domestiques. La Cellule des Rejets Industriels et des Déchets toxiques (CRIDt) enregistre 381 entités susceptibles de rejeter des effluents non domestiques qui concernent 344 entreprises. 39 établissements disposent aujourd'hui d'un arrêté d'autorisation de déversement notifié. En outre, une démarche volontariste de collecte sélective des matières de vidange a été engagée avec l'élaboration de conventions de dépotage tripartites entre les professionnels, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'exploitant de la station d'épuration MAERA. Treize conventions ont été signées en 2013, autorisant le dépotage à MAERA pour une durée de 3 ans.

Concernant le Service Public d'Assainissement Non Collectif (SPANC), assuré en régie pour les 4500 installations dénombrées sur le territoire communautaire, un total de 466 contrôles a été effectué en 2013, dont 318 contrôles diagnostic de l'existant, 55 vérifications du bon fonctionnement et de l'entretien, 46 vérifications de la conception des travaux et 47 vérifications de la conception et de l'exécution des travaux.

Le Rapport annuel sur le Prix et la Qualité du Service de l'assainissement, comme les rapports annuels des délégataires, ont été examinés -par la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) réunie le 17 juillet 2014 conformément à l'article L.1413-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service de l'assainissement (RPQS),
- autoriser sa transmission à toutes les communes de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (7 abstentions).

Délibération n° 12436

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183 OFG DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDÉ.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVELE suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - CONTRATS DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ VÉOLIA - PROCÉDURE DE FIN DE CONTRATS - AVENANTS- AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à Veolia-Eau-Compagnie Générale des Eaux, la gestion de ses services d'assainissement collectif dans le cadre de dix contrats dont la fin est fixée :

- au 31 décembre 2014, selon les dispositions des contrats de délégation de service public d'assainissement de la Commune de Castelnau le Lez, de la Commune de Clapiers, des Communes de Lattes et Pérols, des Communes de Montpellier et Juvignac, des Communes de Castries, Grabels, Jacou, Montferrier-sur-Lez, Saint-Jean-de-Védas, Vendargues, dit « secteur Périphérique Maera », des Communes de Baillargues, Beaulieu, Montaud, Restinclières, Saint-Brès, Saint-Drézéry, Saint Génès des Mourgues et Sussargues, dit « secteur Est » et de la station de traitement des eaux usées Maera ;
- Au 4 février 2015, en vertu de la jurisprudence Commune d'Olivet du Conseil d'Etat du 8 avril 2009 qui limite la durée des DSP (Délégation de Service Public) en matière d'eau et d'assainissement et de déchets ménagers à 20 ans à partir de la loi Barnier du 2 Février 1995, pour les contrats de délégation du service d'assainissement de la Commune du Crès, de la Commune de Prades le Lez et de la Commune de Villeneuve les-Maguelone.

Dans la perspective prochaine de l'arrivée à échéance de ces contrats, et en vue de garantir la continuité du service lors de la prise d'effet des contrats suivants pour lequel une procédure de publicité et de mise en concurrence est actuellement menée en application des articles L 1411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de convenir par voie d'avenant de modalités précises des opérations de fin de contrat et de transfert des biens matériels et immatériels, des données et du personnel composant le service. Les obligations contractuelles actuelles sont en effet insuffisantes notamment en termes d'exhaustivité, de calendrier et de nature et qualité des rendus attendus.

Ces modalités, négociées avec la société Veolia-Eau-Compagnie Générale des Eaux, ont été réunies dans un projet de protocole valant avenant aux différents contrats.

Celui-ci trouve son fondement dans l'exigence de continuité du service public affirmée par la jurisprudence, les dispositions du Code général des collectivités territoriales, dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail comme dans les dispositions contractuelles. Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service.

Il respecte le secret en matière industrielle et commerciale et le principe d'exécution de bonne foi des contrats tel que prévu à l'article 1134 alinéa 3 du Code civil.

Ce protocole a pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin des contrats telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en termes de responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière et humaine, comptes entre les parties et du contrôle à posteriori par Montpellier Agglomération.

Elles concernent :

- Le patrimoine et la remise des biens,
- Le système d'information,
- Les données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle,
- Le personnel affecté au service,
- Les éléments comptables et financiers,

- Les engagements contractuels éventuels des différents services.

Afin de garantir le respect des principes rappelés ci-dessus, trois dates jalons ont été fixées :

- 1er jalon : le délégataire a remis à Montpellier Agglomération des informations suffisamment détaillées concernant les services, et lui ayant permis de constituer les dossiers de consultation relatifs aux procédures qu'elle a engagées suite aux avis de publicité transmis aux organes de publication le 9 août 2013. Ces informations ont été complétées par les éléments remis par le délégataire compte tenu des questions posées dans le cadre des consultations engagées par Montpellier Agglomération, et en dernier lieu par la remise des rapports annuels au titre de l'année 2013.
- 2nd jalon : le 30 octobre 2014, Montpellier Agglomération doit disposer à cette date d'informations mises à jour et complétées au 30 juin 2014, pour préparer la mise en œuvre du transfert effectif. Elle devra se prononcer à cette date sur l'état des biens de retour.
- 3ième jalon : au plus tard dans les 45 jours suivant la fin des contrats, toutes les informations disponibles seront actualisées à cette échéance.

Les parties conviennent de ce fait que Montpellier Agglomération doit posséder au 2nd jalon tous éléments effectivement disponibles à cette date, lui permettant de réussir la préparation opérationnelle des nouveaux services et d'être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service à l'échéance des contrats de délégation actuels. Par ailleurs, le délégataire s'engage à exploiter les services jusqu'au terme de ses contrats conformément aux dispositions desdits contrats d'affermage et du protocole. Le délégataire s'engage également à transmettre aux futurs exploitants les services avec des biens en bon état d'entretien et de fonctionnement conformément aux dispositions fixées par ses contrats.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les avenants de procédure de fin de contrat d'affermage pour l'exploitation des services publics de l'assainissement de Castelnau-le-Lez, Clapiers, Lattes et Pérols, Le Crès, Montpellier et Juvignac, Prades-le-Lez, Villeneuve-lès-Maguelone, du "secteur en périphérie Maéra", du "secteur Est" et de la station d'épuration MAERA,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces avenants et tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (quatre absentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : *Imc 184 604 DE*

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – SERVICE PUBLIC DE L'ASSAINISSEMENT COLLECTIF - COMMUNES DE CURNONSEC, CURNONTERRAL, FABRÈGUES, LAVÈRUNE, MURVIEL LÈS MONTPELLIER, PIGNAN, SAUSSAN ET SAINT GEORGES D'ORQUES - CONTRAT DE DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC AVEC LA SOCIÉTÉ LYONNAISE DES EAUX - PROCÉDURE DE FIN DE CONTRAT - AVENANT N° 2 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a délégué à la société Lyonnaise de Eaux la gestion de ses services d'assainissement collectif dans les communes de Curnonsec, Curnonterral, Fabrègues, Lavèrune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques dans le cadre d'un contrat dont la fin est fixée au 31 décembre 2014.

Dans la perspective prochaine de l'arrivée à échéance de ce contrat, et en vue de garantir la continuité du service lors de la prise d'effet du contrat suivant pour lequel une procédure de publicité et de mise en concurrence est actuellement menée en application des articles L 14411-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales, il est proposé de convenir par voie d'avenant des modalités précises des opérations de fin de contrat et de transfert des biens matériels et immatériels, des données et du personnel composant le service. Les obligations contractuelles actuelles sont en effet insuffisantes notamment en termes d'exhaustivité, de calendrier et de nature et qualité des rendus attendus.

Ces modalités, négociées avec la société Lyonnaise des eaux, ont été réunies dans un projet de protocole méthodologique de fin de contrat valant avenant.

Celui-ci trouve son fondement dans l'exigence de continuité du service public affirmée par la jurisprudence, les dispositions du Code général des collectivités territoriales, dans la préparation de la mise en œuvre des dispositions prévues à l'article L. 1224-1 du Code du travail comme dans les dispositions contractuelles. Ce principe implique une continuité et une régularité de fonctionnement à l'égard de l'ensemble des usagers, et par conséquent la prévention de tout risque d'interruption ou de dysfonctionnement de tout ou partie du service.

Il respecte le secret en matière industrielle et commerciale et le principe d'exécution de bonne foi du Contrat tel que prévu à l'article 1134 alinéa 3 du Code civil.

Ce protocole a pour objectif de définir les modalités de mise en œuvre des opérations de fin du contrat telles que résultant des obligations susmentionnées notamment en termes de responsabilités, calendrier, livrables, prise en charge financière et humaine, comptes entre les parties et du contrôle a posteriori par Montpellier Agglomération.

Elles concernent :

- Le patrimoine et la remise des biens,
- Le système d'information,
- Les données techniques, d'exploitation et de gestion clientèle,
- Le personnel affecté au service,
- Les éléments comptables et financiers,
- Les engagements contractuels éventuels du service.

Afin de garantir le respect des principes rappelés ci-dessus, trois dates jalons ont été fixées :

- 1<sup>er</sup> jalon : le délégataire a remis à Montpellier Agglomération des informations suffisamment détaillées concernant le service, et lui ayant permis de constituer les dossiers de consultation relatifs aux procédures qu'elle a engagées suite aux avis de publicité transmis aux organes de publication le 9 août 2013. Ces informations ont été complétées par les éléments remis par le délégataire compte tenu des questions posées dans le cadre des consultations engagées par Montpellier Agglomération, et en dernier lieu par la remise des rapports annuels au titre de l'année 2013.
- 2<sup>nd</sup> jalon : le 30 octobre 2014, Montpellier Agglomération doit disposer à cette date d'informations, mises à jour et complétées au 30 juin 2014, pour préparer la mise en œuvre du transfert effectif. Elle devra se prononcer à cette date sur l'état des biens de retour.
- 3<sup>ième</sup> jalon : au plus tard dans les 45 jours suivant la fin du contrat toutes les informations disponibles seront actualisées à cette échéance.

Délibération n° 12438

Les parties conviennent de ce fait que Montpellier Agglomération doit posséder au 2<sup>nd</sup> Jalon tous éléments effectivement disponibles à cette date, lui permettant de réussir la préparation opérationnelle du nouveau service et d'être ainsi en mesure d'assurer une parfaite continuité du service à l'échéance du contrat de délégation actuel. Par ailleurs, le délégataire s'engage à exploiter le service jusqu'au terme de son contrat conformément aux dispositions dudit contrat d'affermage et du présent protocole. Le délégataire s'engage également à transmettre au futur exploitant le service avec des biens en bon état d'entretien et de fonctionnement conformément aux dispositions fixées par son contrat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant de procédure de fin de contrat d'affermage pour l'exploitation du service public de l'assainissement dans les communes de Cournonsec, Cournonterral, Fabrègues, Lavérune, Murviel lès Montpellier, Pignan, Saussan et Saint Georges d'Orques,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cet avenant et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 184 581 . DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOÛ, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEÛ suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS  
DANS LA VALLÉE DE LA MOSSON - COMMUNE DE LAVÉRUNE - PROGRAMME  
D'AMÉNAGEMENTS ET DEMANDE D'AIDES FINANCIÈRES POUR LES ÉTUDES  
MULTICRITÈRES - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson, réalisée entre 2010 et 2012, a proposé un programme d'aménagements pour protéger les principaux secteurs urbanisés dans la basse vallée de la Mosson au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues, sur la Vertoublane le long des secteurs habités de Pignan et sur la Mosson le long des secteurs habités de la commune de Lavérune.

Pour les travaux projetés dans la basse vallée de la Mosson, le Conseil de Communauté les a approuvés par délibération n°10975 du 28 juin 2012 et a sollicité les aides financières les plus larges pour les missions de maîtrise d'œuvre et études techniques correspondantes.

Pour les travaux projetés sur les communes de Fabrègues et Pignan, le Conseil de Communauté les a approuvés par délibération n° 12183 du 6 février 2014, et a sollicité les aides les plus larges pour les études techniques correspondantes.

Sur la commune de Lavérune, l'étude hydraulique du bassin versant envisage une protection rapprochée sur toute la limite Est de la zone urbanisée et il est proposé la reconstitution d'une zone humide en bordure de la Mosson.

Une analyse multi-critères doit être réalisée afin d'évaluer l'aménagement envisagé par rapport à d'autres scénarios alternatifs et en prenant en compte différents critères (économiques, techniques, environnementaux,...) et ainsi vérifier son opportunité.

Ces études multi-critères, d'un montant estimatif de 30 000 € H.T., ont été inscrites à l'avenant de prolongation du PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) Lez, approuvé par délibération n° 12091 du 19 décembre 2013.

Elles pourront être financées dans le cadre de cet avenant avec le plan de financement suivant :

- 25% pour l'État,
- 20% pour la Région Languedoc-Roussillon,
- 20% pour le Département de l'Hérault,
- 35% pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il convient à présent de solliciter ces aides financières afin d'engager des études multicritères.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- solliciter les aides financières auprès des différents partenaires, notamment l'Etat, la Région Languedoc Roussillon et le Département de l'Hérault pour la réalisation des études multi-critères sur la commune de Lavérune,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12439

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183154-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDÉ





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRÉ, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EAU ET MILIEUX AQUATIQUES – PROTECTION CONTRE LES INONDATIONS  
DU COULAZOU À FABRÈGUES - DEMANDE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL  
D'AUTORISATION DE PÉNÉTRER DANS LES PROPRIÉTÉS PRIVÉES - APPROBATION**

M. R. REVOL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Eau et Milieux Aquatiques, rapporte :

L'étude hydraulique du bassin versant de la Mosson, réalisée entre 2010 et 2012, a proposé un programme d'aménagements pour protéger les principaux secteurs urbanisés dans la basse vallée de la Mosson au niveau des communes de Lattes et Villeneuve-lès-Maguelone, sur le Coulazou dans la traversée de Fabrègues, sur la Vertoublane le long des secteurs habités de Pignan et sur la Mosson le long des secteurs habités de la commune de Lavérune.

Pour les travaux projetés dans la basse vallée de la Mosson, le Conseil de Communauté les a approuvés par délibération n°10975 du 28 juin 2012 et a sollicité les aides financières les plus larges pour les missions de maîtrise d'œuvre et études techniques correspondantes.

Par délibération n° 1283, le Conseil de Communauté, lors de sa séance du 6 février 2014, a approuvé le programme d'aménagement de protection contre les inondations du Coulazou, au niveau de la commune de Fabrègues, pour un montant de travaux de 4,2 M€ H.T. En vue de la mise en œuvre de ce programme, des aides pour le financement des études écologiques, topographiques, géotechniques et diagnostic de digues ont été demandées dans le cadre du PAPI (Programme d'Actions de Prévention des Inondations) Lez auprès de l'État, la Région Languedoc-Roussillon et le Département de l'Hérault à des taux respectifs de 25%, 20% et 20%.

Les études et reconnaissances topographiques et géotechniques devant se faire essentiellement en domaine privé, des autorisations sont nécessaires. Il est proposé pour cela de solliciter Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault, en vue d'obtenir un arrêté autorisant à pénétrer dans les propriétés privées, pris en application des dispositions de la loi du 29 décembre 1892, relative aux dommages causés à la propriété privée par l'exécution des travaux publics, modifiée par la loi du 12 mai 2009.

Cet arrêté préfectoral permettra aux agents de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et au personnel des entreprises qu'elle aura mandatées, de pénétrer sur les propriétés privées situées à l'intérieur de la zone d'étude envisagée afin de réaliser les reconnaissances topographiques, écologiques, géotechniques et de diagnostic de digue nécessaires au dimensionnement des ouvrages hydrauliques.

En vue de l'obtention de cet arrêté, un dossier de demande a été élaboré. Il précise la zone d'étude et les parcelles concernées et est accompagné d'un plan parcellaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le dossier de demande d'autorisation de pénétrer dans les propriétés privées en vue de réaliser les études et reconnaissances écologiques, topographiques, géotechniques et de diagnostic de digues nécessaires au dimensionnement des ouvrages de protection contre les inondations du Coulazou à Fabrègues,
- solliciter de Monsieur le Préfet de la Région Languedoc Roussillon, Préfet de l'Hérault, l'obtention de l'arrêté préfectoral correspondant,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12440

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014  
Imc 183151 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine FARDE.



**EMPLOI-TPE&PME-ARTISANAT ET  
AGRICULTURE**



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – AVENANT À LA CONVENTION CADRE DE PARTENARIAT ENTRE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER ET PÔLE EMPLOI HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier mobilise toutes les énergies, afin de proposer un environnement favorable à l'implantation, la création et à la croissance des entreprises et de l'emploi sur son territoire.

Dans certains secteurs, les entreprises expriment des difficultés à recruter du personnel qualifié, particulièrement sur les métiers en tension. La croissance de ces entreprises, pourtant en capacité économique de créer des emplois, s'en trouve ralentie. Ces difficultés tiennent dans certains cas à une pénurie de compétences, ou encore, à la difficulté de rapprochement entre l'offre d'emploi et la demande existante. Enfin, lorsque les entreprises trouvent la compétence à l'extérieur du territoire, se pose le problème de l'emploi du conjoint de la personne recrutée.

C'est pour répondre à ces problématiques liées à l'emploi que la Communauté d'Agglomération de Montpellier tient à s'appuyer sur un partenariat fort avec Pôle emploi.

Par ailleurs, dans le cadre de sa stratégie globale de prospection d'entreprises, la Communauté d'Agglomération de Montpellier entend, grâce à ce partenariat, apporter un argument supplémentaire d'attractivité : celui du potentiel offert par le territoire en matière de ressources humaines, étudié au cas par cas, en fonction des besoins précis des entreprises.

Ce traitement très amont du volet ressources humaines peut constituer un critère de choix d'implantation supplémentaire pour les entreprises prospectées.

Les objectifs poursuivis dans la présente convention sont :

- de réussir à satisfaire les offres de recrutement des entreprises nouvelles ou en développement, connues de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- d'apporter aux entreprises, dans le cadre de leurs projets d'implantation sur le territoire de l'agglomération de Montpellier, des informations qui ont trait à leurs besoins de recrutement,
- de mobiliser les dispositifs d'aides à l'embauche et de formation pour la requalification et l'adaptation à l'emploi,
- de mobiliser l'offre de service de Pôle emploi en vue du placement des conjoints de salariés demandeurs d'emploi arrivant sur le territoire de l'agglomération de Montpellier,
- d'organiser les interventions respectives de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et de Pôle emploi dans le cadre des Rencontres pour l'emploi, forums dédiés à la rencontre entre recruteurs et chercheurs d'emplois de Montpellier Agglomération,
- de mettre en œuvre des actions bilatérales ou multi-partenariales visant à répondre à des problématiques particulières de recrutement, jugées utiles par les deux parties, et d'une manière générale à toutes actions qui viseraient les objectifs définis (par exemple : une cellule AMO (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage) grands travaux du territoire ou des actions spécifiques liée à l'animation de la Zone Franche Urbaine).

Un suivi de ce partenariat sera mené et une évaluation réalisée pour chaque année civile. Ce suivi portera notamment sur les résultats des contributions de Pôle emploi aux dossiers des nouvelles implantations et de développement des entreprises transmis par la Direction du Développement Economique et de l'Emploi de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, sur l'efficacité du partenariat dans le cadre des Rencontres pour l'Emploi et toute autre action partenariale entrant dans le champs d'application du partenariat.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant à la convention définissant les modalités de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le Pôle emploi Hérault ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer l'avenant à la convention cadre de partenariat entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Pôle emploi Hérault, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Délibération n° 12389

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Sme 183392-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – VILLAGE D'ENTREPRISES ARTISANALES ET DE SERVICES (VEAS) HANNIBAL ET RESTRUCTURATION DU SECTEUR DU FRIGOULET - COURNONSEC - CONVENTION PUBLIQUE D'AMÉNAGEMENT - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier par délibération n°5522 du 26 novembre 2003 a confié à la Société d'Équipement de la Région de Montpelliéraine (SERM), dans le cadre d'une convention publique d'aménagement, les missions d'études préalables, acquisitions foncières et réalisation d'équipements publics de desserte nécessaires à la restructuration du secteur à vocation économique le Frigoulet à Cournonsec ainsi que la construction du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) «Hannibal». Le périmètre du secteur concerné couvre une superficie d'environ 9 hectares partiellement construit. Son réaménagement doit permettre l'accueil d'activités artisanales, industrielles, tertiaires, d'ingénierie et de services. La première étape est aujourd'hui réalisée, elle consistait en la construction et l'exploitation du VEAS Hannibal, ensemble de 2 000 m<sup>2</sup> dont 1 243 m<sup>2</sup> d'ateliers et 667 m<sup>2</sup> de bureaux locatifs sur un terrain de 6 536 m<sup>2</sup>. La deuxième étape consistant à définir une opération d'aménagement d'ensemble est en cour. La concession d'aménagement vient à échéance le 31 décembre 2025.

Conformément à l'article L.300-5 du Code de l'Urbanisme et L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement et du compte d'exploitation prévisionnel du village d'entreprises Hannibal.

Village d'Entreprises Artisanales et de Services :

Le VEAS accueille 10 entreprises représentant plus de 70 emplois.

Le VEAS représente un montant total d'investissement de 2 582 400 € H.T. bénéficiant d'une participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier de 992 000 € H.T. entièrement versée. Le cumul des dépenses d'exploitation et d'amortissement réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 1 780 000 € H.T. dont 216 000 € H.T. réalisées en 2013. Le cumul des recettes d'exploitation réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 1 498 000 € H.T. dont 170 000 € H.T. en 2013. Elles proviennent du versement des loyers et récupération des charges et de la quote part des subventions versées.

Le compte d'exploitation prévisionnel actualisé prend en compte le rachat du bâtiment par la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour un montant de 594 000 €, au terme de la concession. En 2013, 3 nouvelles entreprises ont été accueillies sur 5 lots du VEAS ce qui a permis d'atteindre un taux d'occupation de 80 % en hausse de 10 % par rapport à 2012.

Restructuration du secteur du Frigoulet :

L'ensemble du secteur peut accueillir une opération d'aménagement d'ensemble dont le programme détaillé reste à définir. Par avenant n°2 au traité de concession, approuvé par délibération n°9596 du 23 juin 2010, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a sollicité la SERM pour réaliser des études pré-opérationnelles complémentaires. Cet avenant au traité de concession prend en compte le versement d'une participation complémentaire de 120 000 € totalement versée en 2012.

Le bilan financier prévisionnel actualisé consolidé s'établit à 4 661 000 € H.T. en dépense et recette. Le montant des recettes est diminué de 40 000 € par rapport à l'année 2012 en raison de la diminution du montant des loyers. Cette diminution des recettes est compensée par la réduction des frais financiers en dépense.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité tel présenté ci-avant ;

Délibération n° 12467

- approuver le bilan financier prévisionnel d'exploitation du Village d'Entreprises Artisanales et de Services tel présenté ci-avant ;
- approuver le bilan consolidé de la convention publique d'aménagement tel que présenté ci-avant ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Imc183749-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEU suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE - ZAC PARC 2000 ET PREMIERE EXTENSION - MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Par délibération en date du 26 juillet 1999, le Conseil de District a décidé la réalisation de Parc 2000 en zone franche urbaine de Montpellier et concédé l'opération d'aménagement à la SERM. La ZAC a été créée le 29 mai 2000 sur 6.5 ha. Par délibération du 30 mars 2000, le Conseil a approuvé l'avenant n°1 au traité de concession confiant à la SERM la mission d'étude, la réalisation et l'exploitation du Village d'Entreprises Artisanalès et de Services (VEAS) et a prolongé la durée de la concession jusqu'au 31 décembre 2022. Le VEAS comprend un immeuble de bureaux de 711 m<sup>2</sup> ainsi qu'un ensemble d'ateliers de 1 769 m<sup>2</sup> de surfaces locatives.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°6189 du Conseil d'Agglomération du 16 novembre 2004, a étendu le périmètre de l'opération sur 10 hectares supplémentaires permettant d'offrir près de 7 hectares cessibles aux entreprises et sur lesquels la Commission Européenne a donné son autorisation pour l'extension de la Zone Franche Urbaine (ZFU) ainsi que le Conseil d'Etat par décret du 15 mai 2007. Cette opération intitulée « ZAC Parc 2000 Extension », a été créée par la délibération n°7150 en date du 21 juillet 2006. L'arrêté préfectoral n°2007-I-897 en date du 9 mai 2007 a déclaré l'utilité publique de l'opération Parc 2000 extension et la cessibilité des terrains inclus dans le périmètre.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier des opérations pour l'exercice 2013 ainsi que l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et sa première extension) ; et enfin, le compte d'exploitation prévisionnel du Village d'Entreprises.

**Opération d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension :**

Au 31 décembre 2013, le cumul des dépenses réalisées s'élève à 12 789 000 € H.T. dont 525 000 € H.T. en 2013 correspondant essentiellement à des travaux (dont des travaux de réseaux ERDF qui ont fait par la suite l'objet d'un contre-remboursement) et à la rémunération de l'aménageur. La quasi-totalité des aménagements des espaces publics est achevée.

Le cumul des recettes réalisées au 31 décembre 2013 s'élève à 10 241 000 € H.T. dont 453 000 € H.T. en 2013 provenant de la vente de 2 lots (lot C5 à SCI BONZOM et lot F5 à SCI ELINYA). Des compromis de vente ont été signés pour 5 lots : CREATIMMO LE PRISME, ACT/AUDRIN, SCI LOGISTRI AGRITECH, SCI FUTURA et SCI PRO IMMOBILIER.

Le dernier bilan financier prévisionnel actualisé de l'opération d'aménagement (Parc 2000 et Parc 2000 Extension) s'établit à 13 463 000 € H.T. en dépenses et à 12 663 000 € H.T. en recettes.

Malgré l'absence d'une subvention initialement attendue au titre du FEDER à hauteur de 300 000 €, la participation de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opération d'aménagement est maintenue à 1 278 000 € H.T. grâce notamment à une hausse des recettes de cession (revalorisation de 3 parcelles restant à commercialiser).

**Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) :**

Fin 2013, le village était occupé par 17 entreprises totalisant plus de 70 emplois. A ce jour, 4 bureaux sont vacants soit un taux d'occupation de 85 %.

L'opération VEAS bénéficie d'une subvention d'équipement de 549 000 € H.T. déjà versée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les sommes investies dans l'opération sont intégrées dans un compte d'exploitation prévisionnel sur 20 ans qui s'établit à 5 166 000 € H.T. Le résultat net d'exploitation de l'ensemble immobilier cumulé au 31 décembre 2013 est excédentaire de 665 000 €.

Délibération n° 12468

€ dont 62 000 € pour l'année 2013. Au terme de la concession, le compte d'exploitation prévoit un excédent de l'ordre de 800 000 €.

Le bilan financier prévisionnel consolidé regroupant à la fois les opérations d'aménagement Parc 2000 et sa première extension ainsi que la réalisation et l'exploitation du VEAS s'établit à 18 629 000 € H.T. en dépenses et en recettes avec une participation totale de la Communauté d'Agglomération de Montpellier maintenue à 1 827 000 € H.T. A noter que le dispositif Zone Franche Urbaine (ZFU) a fait l'objet d'une première prorogation et que celui-ci court jusqu'au 31 décembre 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier des opérations d'aménagement Parc 2000 et Parc 2000 Extension ainsi que du Village d'Entreprises Artisanales et de Services (V.E.A.S.), présenté par la SERM pour l'exercice 2013, .
- prendre acte des cessions de terrains réalisées par la SERM au cours de l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de Parc 2000 et le compte d'exploitation prévisionnel actualisé du Village d'Entreprises Artisanales et de Services,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOUT 2014

Smc 184164-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**EMPLOI - TPE&PME - ARTISANAT ET AGRICULTURE – ZAC PARC 2000 2ÈME EXTENSION - MONTPELLIER - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Le projet de seconde extension de Parc 2000 s'inscrit dans la dynamique du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT). Par délibération en date du 21 avril 2011, reçue en préfecture le 2 mai 2011, les conclusions du rapport tirant le bilan de la concertation et l'arrêt du dossier de création établi conformément aux dispositions de l'article R. 311-2 du Code de l'urbanisme ont été approuvés. La ZAC fut créée par la même occasion.

Située dans une déprise localisée entre des quartiers déjà urbanisés (quartier de la Mosson et les ZAC. Parc 2000 et Parc 2000 extension à l'Ouest, ZAC Pierres Vives au Nord, quartier Celleneuve au Sud, et enfin, les laboratoires pharmaceutiques de Sanofi à l'Est), cette seconde extension bénéficie d'une localisation stratégique à l'interface de différents quartiers et renforcée par la proximité de la ligne 3 de tramway. Celle-ci permet une mixité fonctionnelle et sociale puisqu'elle accueillera des activités artisanales et tertiaires mais également des logements et quelques commerces. A terme, l'ensemble regroupant Parc 2000 (6,5 ha.), Parc 2000 extension (10 ha.) et Parc 2000 2<sup>ème</sup> extension (5 ha.) atteindra près de 21,5 ha.

Par délibération du Conseil de Communauté du 29 septembre 2011, reçue en Préfecture le 6 octobre 2011, la Société d'Aménagement de l'Agglomération Montpelliéraine (SAAM) est désignée en tant que titulaire de la concession et le traité de concession d'aménagement est approuvé.

Suite aux différents recours sur la Déclaration d'Utilité Publique « réserve foncière Truc de Leuze », des protocoles d'accord ont été signés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier avec une partie des expropriés. L'autorisation de signature de ces protocoles transactionnels a fait l'objet d'une délibération du conseil d'Agglomération de Montpellier en date du 30 janvier 2012. Par l'arrêté préfectoral n°2012-I-1486 du 3 juillet 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la SAAM bénéficie d'une seconde Déclaration d'Utilité Publique, qui concerne cette fois ci, la réalisation des travaux de la ZAC.

Conformément aux dispositions de l'article L.300-5 du Code de l'urbanisme et de l'article L.1523-2 du Code général des collectivités territoriales, la SAAM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu financier de l'opération pour l'exercice 2013 et l'évolution du bilan financier prévisionnel et du plan de trésorerie.

Au 31 décembre 2013, 32 000 € H.T. ont été dépensés correspondant à des études et frais mais également à la réalisation du diagnostic archéologique. L'ensemble du foncier étant maîtrisé par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, celui-ci sera vendu à l'aménageur fin 2014 après sécurisation de ceux-ci. Le paiement de la transaction sera échelonné en 2014 et 2015. Le démarrage des travaux est envisagé en 2015.

La commercialisation n'a pas encore débuté. Les premières cessions de terrain pourraient intervenir dès 2015. Outre des activités artisanales et tertiaires, la ZAC accueillera des logements qui se développeront dans la partie Sud et profiteront de la proximité de la ligne de tramway. Les futurs occupants bénéficieront de la proximité d'un bassin de rétention qui sera paysagé et aura fonction d'espace d'agrément et de détente pour les résidents et salariés du quartier.

Le bilan financier prévisionnel de l'opération d'aménagement s'établit à un montant de 5 768 000 € H.T. en dépenses et en recettes. Une erreur matérielle s'étant glissée dans le corps de la délibération n° 11779 du 25 juillet 2013 (compte rendu annuel à la collectivité sur l'exercice 2012), il est proposé de rectifier celle-ci et de prendre acte que la participation d'équilibre que versera la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'élèvera à 189 000 €H.T. (comme figurant dans l'avenant n°1 annexé à la délibération du 25 juillet 2013) au lieu du montant de 186 000 € H.T. mentionné dans le corps de la délibération. Le versement de cette participation est prévu fin 2014.

Délibération n° 12469

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu financier de la ZAC Parc 2000 2ème Extension présenté par la SAAM pour l'exercice 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel et le plan de trésorerie révisés de l'opération d'aménagement,
- prendre acte du montant de la participation d'équilibre (189 000 € H.T.) tel que prévu dans le projet d'avenant n°1 annexé à la délibération n°11779 du 25 juillet 2013,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 909,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte :

SMC 184175-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



## **ENVIRONNEMENT**



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS  
- MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE  
MÉTHANISATION AMETYST - AVENANT N°1 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

En complément, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n°10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

En effet, au terme de cinq années d'exploitation, il est apparu nécessaire d'améliorer les installations biogaz afin d'assurer les opérations de maintenance de manière sûre et efficace, en réduisant au minimum les pertes d'exploitation et en intégrant les dispositions issues de la mise à jour de l'étude de dangers initiale menée lors de la conception des installations et révisée à la mise en service desdites installations, conformément aux prescriptions de l'arrêté préfectoral.

La procédure de consultation de la maîtrise d'œuvre relative à ces travaux n'a pu être lancée qu'en octobre 2013 après le retour en fonctionnement stabilisé de l'installation. Le démarrage des travaux est prévu au terme des études de conception, fin deuxième trimestre 2015.

L'article 3 du marché complémentaire précisant que l'achèvement des travaux était initialement prévue à la fin du 1er trimestre 2013, il convient de prolonger par un avenant n°1 la durée de ce marché jusqu'à l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement des travaux d'amélioration des installations biogaz dont la réception est prévue au plus tard fin quatrième trimestre 2016. La rémunération supplémentaire du mandataire correspondant à cet allongement de plus de 2ans et demi du suivi des études et des travaux, nécessitant une mobilisation supplémentaire des équipes de la SERM, non prévue initialement est fixée à 30 000,00 € HT, représentant 10,98% du montant du marché complémentaire. Le nouveau montant de rémunération s'établit à 303 100,00 € H.T. soit 363 242,40 € T.T.C.

Le projet d'avenant n°1 au marché complémentaire conclu avec la SERM a reçu l'avis favorable de la Commission d'Appel d'offres lors de sa séance du 22 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 au mandat complémentaire pour la réalisation de l'unité de méthanisation tel qu'exposé ci-dessus,
- dire que les crédits correspondants sont inscrit au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184138-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ENVIRONNEMENT – MARCHÉ N°3728GD14 DE COLLECTE DES DÉCHETS EN POINTS D'APPORT VOLONTAIRE - PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES - AUTORISATION DE LANCER ET SIGNER LE MARCHÉ**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier gère un parc de conteneurs d'apport volontaire, pour la collecte du verre et du papier ainsi que pour la collecte des ordures ménagères et des déchets recyclables secs. Ces conteneurs sont répartis sur la totalité du territoire de l'Agglomération.

Afin d'assurer la collecte de ces points d'apport volontaire, un marché avait été conclu en 2010 avec la Société SITA Sud jusqu'en janvier 2015. Un nouvel appel d'offres doit donc être lancé en application des articles 33 3° al. 57 à 59 du Code des Marchés Publics afin d'assurer la continuité de la collecte des déchets ménagers en points d'apport volontaire.

Le parc est composé d'environ 1.400 conteneurs dont 90 % de conteneurs aériens (verre et papier uniquement) et 10 % de conteneurs enterrés. Les conteneurs à collecter ont un volume moyen de 3 m<sup>3</sup>. Les tonnages collectés par an sont estimés à 8 200 tonnes pour le verre, 1 600 tonnes pour le papier, 600 tonnes pour les ordures ménagères et 100 tonnes pour les déchets recyclables secs.

Outre la collecte des points d'apport volontaire, les prestations objet du marché intègrent également :

- la surveillance du remplissage des points d'apport volontaire,
- la communication en temps réel par GPS de la liste des colonnes à nettoyer et/ou abîmées,
- le transfert des déchets vers les sites de traitement adaptés,
- l'installation ou le déplacement de conteneurs fournis par la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Le marché sera exécuté à compter du 21 janvier 2015 et jusqu'au 30 septembre 2015. En effet, à partir de cette date, la collecte des points d'apport volontaire sera intégrée aux futurs marchés de collecte en porte en porte afin d'améliorer la qualité du service, notamment pour ce qui concerne la gestion des interfaces entre les différents types de collecte.

Il s'agit d'un marché à bons de commande d'un montant minimum de 300 K€ H.T. et maximum de 600 K€ H.T. pour la durée du marché.

Les prestations seront rémunérées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le lancement d'une procédure d'appel d'offres concernant les collectes des déchets ménagers en Points d'Apport Volontaire,
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget 2015 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 928,
- autoriser, Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, avant l'engagement de la procédure de passation, en application de l'article L 2122-21 -1 du Code Général des Collectivités Territoriales, à souscrire et à signer le marché, ainsi que tout document relatif à cette affaire, notamment concernant son exécution.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184142-DE

Pour extrait certifié conforme  
l'original.  
La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ENVIRONNEMENT – RÉHABILITATION DES ANCIENNES DÉCHARGES DE SAINT-BRÈS, SAINT GEORGES D'ORQUES ET MURVIEL LES MONTPELLIER - ATTRIBUTION D'UN FONDS DE CONCOURS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Le plan départemental de résorption des décharges brutes de l'Hérault, établi conformément à la loi n°92-646 du 13 juillet 1992 relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement et à la circulaire ministérielle du 10 novembre 1997, mentionne qu'en 2012 trois sites d'anciennes décharges restent à réhabiliter sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il s'agit des sites dits « des Baraques » sur la commune de Saint Georges d'Orques, « des Ifs » sur la commune de Murviel les Montpellier et de « la Tour Ronde » sur la commune de Saint Brès.

Dans le cadre de l'accord de partenariat signé en 2010 entre l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la mise en œuvre de son programme local de prévention des déchets, la Communauté d'Agglomération s'est engagée à faciliter la réhabilitation par les communes des trois derniers sites d'anciennes décharges situées sur son territoire.

Pour ce faire, les communes concernées ont d'ores et déjà sollicité et obtenu les aides financières de l'ADEME et du Département, lesquelles sont attendues à hauteur respectivement de 30 et 40% du montant HT des dépenses d'ingénierie et de travaux à engager, sous conditions de plafond.

Les Communes prévoient pour mener à bien cette opération de monter un groupement de commandes dont la commune de Saint Georges d'Orques sera le coordonnateur.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération a prévu d'apporter un soutien technique à la commune de Saint Georges d'Orques en mettant à sa disposition son expérience en matière d'aménagement et de réhabilitation de site d'enfouissement de déchets ménagers et assimilés, sous la forme d'une convention de mutualisation de moyens passée en application de l'article L.5211-4.1 du Code Général des Collectivités Territoriales. Cette convention de mutualisation a été approuvée par le Conseil de Communauté par la délibération n° 11418 du 12 février 2013.

Lors de cette même séance, le Conseil de Communauté, par délibération n° 11417, a décidé de compléter les subventions sollicitées par l'attribution d'un fonds de concours à chacune des trois communes à hauteur de 10% des dépenses engagées.

Les aides financières de l'ADEME et du Département ayant été attribuées pour l'ensemble de l'opération à la commune de Saint Georges d'Orques, en sa qualité de coordonnateur des groupements de commandes relatifs aux travaux à réaliser sur les trois sites, il est proposé, afin de simplifier la gestion financière de l'opération, d'attribuer un fonds de concours unique à la seule commune de Saint Georges d'Orques, les contributions financières des deux autres communes n'étant appelées en fin d'opération que pour 20% des dépenses engagées pour la réhabilitation de leur site.

Un projet de convention, se substituant aux projets validés antérieurement, définit les conditions et modalités d'attribution du fonds de concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la Commune de Saint Georges d'Orques. Il porte sur une aide de 10% des dépenses hors taxe d'ingénierie et de travaux engagés, dans la limite de 24 000 €, le coût d'objectif de l'opération étant fixé à 240 000 €.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- abroger la délibération n°11417 du 12 février 2013 par laquelle le Conseil de Communauté approuvait les conventions d'attribution de fonds de concours aux communes de Saint Brès, Saint Georges d'Orques et Murviel les Montpellier pour la réalisation des opérations de réhabilitation de leurs anciennes décharges communales,
- approuver, en remplacement, la convention d'attribution d'un fonds de concours équivalent à la commune de Saint Georges d'Orques, coordonnatrice des groupements de commandes avec Saint Brès et Murviel les Montpellier, pour la réalisation de ces opérations,

Délibération n° 12443

- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention, ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184136-CC

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Étaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

## **ENVIRONNEMENT – RAPPORT ANNUEL SUR LE PRIX ET LA QUALITÉ DU SERVICE PUBLIC D'ÉLIMINATION DES DÉCHETS POUR L'ANNÉE 2013**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

En application des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales et notamment de l'article L.2224-5, un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'élimination des déchets doit être présenté au Conseil de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Les activités liées à l'exercice de la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en matière de collecte et traitement des déchets ménagers et assimilés sur son territoire sont développées dans le rapport pour l'année 2013 qu'il convient d'approuver.

Les principaux événements retracés et indicateurs techniques et financiers présentés dans le rapport annuel 2013 sont les suivants :

### **Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets**

#### **Le programme local de prévention**

La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée dans une démarche de réduction des déchets au travers de son programme local de prévention des déchets réalisé en partenariat avec l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Energie (ADEME). Le partenariat a été défini pour une durée de 5 ans de 2011 à 2015 et vise une diminution de 7% à 5 ans du ratio de production d'ordures ménagères par habitant. Ce programme est entré en juin 2013 dans sa 3<sup>ème</sup> année qui a vu la mise en œuvre des actions suivantes :

- Des interventions de sensibilisation ont été menées auprès des élèves de l'enseignement primaire dans le cadre d'un marché de prestations attribué à l'association APIEU afin de promouvoir les gestes de prévention auprès de ces cibles privilégiées. La généralisation de la collecte des textiles usagés sur le territoire de l'Agglomération, en collaboration avec les communes, a donné lieu à la conclusion en novembre 2013, d'un marché de prestations avec le groupement Philtex Recycling et Emmaüs : en complémentarité avec les structures de récupération des textiles usagés existantes, plus de 200 conteneurs supplémentaires d'apport volontaire textile, soit un triplement du parc, seront déployés en 2014 dans les communes au profit de l'économie sociale et solidaire et dans un objectif de ré employer ou recycler plus de 90% des textiles usagés déposés par les habitants. L'étude de faisabilité pour le développement de l'utilisation de changes lavables sur le territoire de l'agglomération de Montpellier a achevé sa phase de diagnostic: Les principaux acteurs de la filière seront réunis en 2014 pour définir conjointement les modalités de développement de cette action. L'objectif recherché est de diminuer les quantités de changes non valorisables dans les filières de traitement de la Communauté d'agglomération en associant en particulier les structures collectives que sont les crèches et les maisons de retraite
- La sensibilisation des agents de la Communauté d'Agglomération en « eco team » et des correspondants communaux a été poursuivie. Un challenge interservices pour la réduction des déchets a par ailleurs été lancé qui va permettre de faire rentrer dans chaque service et chaque métier les préoccupations de prévention des déchets. Les collectes de « dons » en porte à porte en partenariat avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire (Emmaüs, ERCA), dont le succès ne se dément pas, ont été poursuivies sur 21 communes et 4 quartiers de Montpellier. Elles ont permis de collecter 105 tonnes d'objets dont plus de la moitié ont pu trouver une seconde vie. En ce qui concerne le compostage des déchets végétaux et de la fraction fermentescible des ordures ménagères, 35 résidences collectives, 5 structures communales et jardins partagés, 10 établissements scolaires ont été équipés gratuitement de composteurs. 853 composteurs de jardins ont également été fournis gratuitement à la demande

d'habitants en maison individuelle. De plus, l'acquisition de 62 lombri composteurs par des ménages habitant en appartement a été aidée à hauteur de 50 € par foyer.

### **La poursuite du programme de mise en place des conteneurs enterrés**

Afin d'accompagner les communes dans l'aménagement qualitatif de leur centre-ville, l'Agglomération a mis en place depuis fin 2009 un règlement permettant l'implantation de conteneurs enterrés en lieu et place des traditionnels bacs roulants.

Fin 2013, 197 conteneurs enterrés sont ainsi en service, dont 38 nouveaux réalisés en 2013.

### **Le renouvellement du parc de colonnes d'apport volontaire**

En 2013, l'Agglomération a entamé son programme, établi sur 5 ans, de renouvellement des conteneurs verre et papier. Ainsi, 218 conteneurs verre et 79 conteneurs papier ont été remplacés par des conteneurs métalliques, dotés d'une signalétique appropriée. Une campagne d'affichage avec la participation de rugbymen du MHRC a été diffusée sur l'ensemble des communes afin d'accompagner cette opération.

### **Un partenariat avec l'OPH-ACM renouvelé et conforté**

Dans le prolongement des conventions de partenariat signées en 2010, puis en 2011 entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Office Public de l'Habitat ACM afin de mettre en œuvre les mesures destinées à améliorer les performances du tri sélectif et à accompagner la réduction des déchets dans l'habitat collectif, une nouvelle convention a été signée en septembre 2013 pour une période de 3 ans.

Cette nouvelle convention traduit les règles de partenariat acceptées par les deux parties, en particulier :

- l'éco-exemplarité au sein de la structure ACM en matière de prévention des déchets
- la poursuite de la formation des personnels d'ACM à la problématique du tri et de la réduction des déchets,
- le relais par ACM de la communication de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès des locataires, du personnel et des partenaires d'ACM, au travers de différents supports.- la mise en place de supports spécifiques pour l'accueil des nouveaux locataires de l'OPH ACM (règlement de collecte, guide du tri, stop pub, objets promotionnels, ...), et d'une procédure d'accompagnement à la livraison des nouvelles résidences (boîlage, animations, porte à porte...),
- le développement d'actions et d'animations pour l'amélioration du tri des emballages et plus particulièrement du verre,

### **Concernant le traitement et la valorisation des déchets :**

#### **L'unité de méthanisation AMETYST**

L'ensemble des déchets ménagers résiduels collectés sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est traité sur l'unité, soit 123 650 tonnes d'ordures ménagères et 2589 tonnes de bio déchets, à l'exception des déchets non méthanisables collectés sur certaines zones d'activités économiques qui sont acheminés directement sur l'usine de valorisation énergétique Ocréal.

L'exploitation désormais menée sur un mode dit « tout BRS » a permis d'atteindre des résultats très encourageants et en particulier la stabilité de la biologie de la phase de digestion qui conduit à la production d'un biogaz riche en méthane. Consécutivement, les forts rendements énergétiques ont permis de produire 16 172 169 kWh électriques pour l'année et 4 593 900 kWh thermiques transférés vers le réseau de chaleur urbain du quartier des Grisettes.

L'exploitation de l'unité obéit à des contrôles rigoureux via des prélèvements, des analyses et des études, sur :

- la qualité des eaux industrielles et des eaux pluviales (conformité aux normes de rejet),
- les émissions sonores (conformité aux valeurs limites de bruit),
- les installations de combustion (conformité aux normes de rejet)
- les débits d'odeurs

## Délibération n° 12444

Concernant la gestion des nuisances olfactives, le taux de perception par les riverains participant au réseau de « nez » bénévoles est en diminution constante et significative : il ne représente plus que 8% du taux de perception relevé en 2010 et a diminué de plus de moitié par rapport à 2012.

Les sources odorantes persistantes, principalement les tubes « BRS » et le 3<sup>ème</sup> biofiltre, ont fait l'objet d'interventions en 2013 : les extrémités des BRS ont été étanchéifiées et des prises d'aspiration d'air réalisées ; le renouvellement de la masse filtrante du 3<sup>ème</sup> biofiltre a permis en outre de diminuer significativement les débits d'odeurs en sortie du l'équipement.

Ces améliorations seront complétées et finalisées en 2014 par la réalisation de travaux de renforcement du dispositif de captation d'air en sortie des BRS et par l'ajout d'un équipement de pré traitement de l'air vicié avant introduction dans le 3<sup>ème</sup> biofiltre.

Ce bilan 2013 a été présenté lors du Comité de Suivi du Site réuni par le Préfet de l'Hérault le 2 juillet 2014.

Par ailleurs, bien que le fonctionnement de l'unité soit désormais stabilisé, il s'est avéré que les évolutions contractuelles nécessaires à la poursuite de l'exploitation de l'unité de méthanisation pendant la durée restante du contrat jusqu'en 2020 constituaient des modifications substantielles de plusieurs éléments essentiels du contrat actuel et ne pouvaient ainsi plus trouver une traduction dans un avenant. La résiliation de la Délégation de Service Public pour motif d'intérêt général s'est donc imposée à la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'avenant n°10 conclu entre les parties approuvé par délibération du 26 juin 2013, a acté la résiliation du contrat pour motif d'intérêt général avec effet au 31 décembre 2014 ainsi que les modalités de poursuite de l'exploitation jusqu'à cette date.

Par une nouvelle délibération du 25 juillet 2013, le Conseil de Communauté a adopté le principe de gestion déléguée du service public et a autorisé le lancement d'une nouvelle consultation des entreprises qui devra aboutir à l'automne 2014 pour une prise en charge par le nouveau délégataire, au terme de la période de préparation de l'exploitation de l'usine, au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

Enfin, au terme de 5 années d'exploitation, il est apparu nécessaire de réaliser un certain nombre d'améliorations et de travaux sur l'unité :

- Sur les installations de valorisation du biogaz, afin d'assurer les opérations de maintenance de manière efficace en limitant les pertes d'exploitation,. Dans ce cadre a été lancée par délibération du 24 septembre 2013 la procédure de désignation du Maître d'œuvre qui sera chargé des études et de la réalisation de ces travaux.
- En matière de sécurité incendie, sur les recommandations des experts prévention de l'assureur, par délibération du 26 juin 2013, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de l'opération et autorisé le lancement d'un appel d'offres afin d'attribuer les marchés des travaux, dans le cadre du mandat confié à la SERM.

### **L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD)**

Mis en service en septembre 2008, l'ISDnD de Castries accueille les encombrants collectés en déchetteries, les refus de tri des encombrants collectés en porte à porte, les déchets de nettoyage de voirie des communes membres de l'Agglomération, ainsi qu'une partie des sous-produits non valorisables de l'unité de méthanisation Amétyst. En 2013, l'ensemble des apports sur l'installation s'élève à 78 010 tonnes pour un tonnage annuel autorisé de 83 000 tonnes.

Début 2013, au vu du solde de la capacité disponible, la Communauté d'Agglomération a sollicité la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 de l'installation de stockage de déchets ménagers correspondant auprès de Monsieur le Préfet. Suite à l'avis favorable du CODERST lors de sa séance du 27 juin 2013, Monsieur le Préfet a autorisé, par arrêté du 8 juillet, la prolongation de la durée d'exploitation du casier n°1 jusqu'au 1<sup>er</sup> mai 2014.

Parallèlement, au terme de la procédure d'instruction, Monsieur le Préfet a autorisé par arrêté du 25 novembre 2013 l'exploitation d'un nouveau casier n°2. Il permet ainsi l'extension du site et la poursuite de l'activité à compter du 1<sup>er</sup> mai 2014 pour une nouvelle durée de 5 ans et une capacité technique identique à celle du casier n°1 maintenue à 83 000 tonnes par an.

Consécutivement, le conseil communautaire a autorisé la signature des marchés de travaux avec les sociétés BUESA FRERES (terrassements, VRD), GRS VALTECH (traitement biogaz) et GUINTOLI (couverture finale) pour un montant total de 3 975 660 € HT.

### **L'extension et la modernisation du centre de tri DEMETER**

Le centre de tri des déchets ménagers recyclables secs DEMETER construit par la Communauté d'Agglomération de Montpellier a été mis en service en 1994 et constituait à cette date la deuxième installation de ce type réalisée en France. Depuis maintenant près de 20 ans il accueille les collectes sélectives des 31 communes membres soit 21 943 tonnes en 2013. Cette installation de conception désormais ancienne et utilisant un process de tri en fin de cycle arrive en limite de capacité et nécessite des investissements conséquents afin d'améliorer son efficacité.

Par délibération n°10642 en date du 30 janvier 2012, le groupement SAGE SERVICES ENVIRONNEMENT / CEREG INGENIEURS a été désigné pour étudier les différents scénarios d'extension de la capacité de tri à 32 000 tonnes par an (hors extension des consignes de tri), définir le programme de l'opération et assister la Communauté d'Agglomération pour la désignation d'une équipe de maîtrise d'œuvre. Au terme de la comparaison des scénarios possibles, il est apparu que la solution consistant en la réutilisation du bâtiment existant et en l'extension des équipements sur la parcelle de terrain adjacente, propriété de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, limite les coûts d'investissement et la durée de l'exploitation et donc les surcoûts pendant la phase travaux. C'est sur cette base que le programme général de l'opération d'extension et de modernisation du centre de tri a été rédigé de manière à permettre, dans un premier temps, la désignation en 2014 d'un maître d'œuvre pour mener à bien la réalisation des nouvelles installations dont les travaux sont prévus en 2017-2018.

### **L'unité de valorisation énergétique Ocréal**

Dans le cadre du marché conclu avec la société OCREAL d'une part et conformément aux obligations relatives à la délégation de service public, transférés du syndicat mixte « Entre Pic et Etang » d'autre part, 31 964 tonnes de déchets ont été traitées au sein de l'unité de valorisation énergétique sise à Lunel-Viel. Les déchets traités sur Ocréal sont principalement des déchets à haut pouvoir calorifique en provenance du centre de tri Demeter des emballages et de l'unité de méthanisation Amétyst.

### **La valorisation des déchets végétaux**

La valorisation des déchets verts, principalement déposés dans les déchetteries (Points Propreté) de l'Agglomération, est assurée pour partie par la plate-forme de valorisation de Grammont exploitée en régie : en 2013 elle a traité 9 398 tonnes en provenance des déchetteries de la moitié Est du territoire communautaire, des services techniques municipaux des communes de l'Agglomération et des entreprises d'espaces verts. La majorité des végétaux reçus a été broyée et livrée à l'unité de méthanisation AMETYST pour servir de structurant à la maturation des digestats, ou encore à la nouvelle station d'épuration des eaux usées de Baillargues pour servir à la fabrication de composts de boues.

9920 tonnes de déchets verts en provenance des déchetteries l'Ouest de l'Agglomération ont été traitées par l'établissement Véolia – Actisol de Pignan titulaire d'un marché public de prestations de service passé avec l'Agglomération. Elles ont été, soit broyées et utilisées en co-produits pour le compostage de boues issues des stations d'épuration des eaux usées de l'Agglomération, soit directement compostées sur place.

### **Concernant la Communication :**

Le déploiement et le renforcement des équipements de collecte sélective en porte à porte et en points d'apport volontaire s'accompagnent d'opérations de communication visant à sensibiliser les habitants aux gestes de tri ainsi qu'à la prévention des déchets.

Les messagers de la prévention et du tri jouent un rôle central dans le dispositif de sensibilisation. En 2013, outre une présence régulière sur les marchés de l'agglomération, l'équipe des messagers de l'Agglomération étaient également présentes lors des manifestations suivantes : Antigone des Associations, Foire internationale de Montpellier, Semaine Européenne de la Réduction des Déchets, Journée de l'environnement à Prades-le-Lez, Festival Saperlipopette, Tournoi de Handball des scolaires à Villeneuve-lès-Maguelone, Fête de la Tomate à Clapiers.



Ils ont également accompagné les 19 collectes solidaires réalisées avec les acteurs de l'économie sociale et solidaire dans les communes et quartiers de Montpellier, ainsi que la première campagne de renouvellement du parc des colonnes d'apport volontaire du verre .

Sur le plan financier, il convient de noter les différents éléments suivants :

- **Dépenses globales de la section investissement : 5 975 882 € TTC**
- **Dépenses globales de la section fonctionnement : 70 089 722 € TTC**

**Concernant la prévention, la collecte et le tri des déchets :**

En terme de dépenses, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- contrats de prestations de collecte : 23,05 M€ TTC
- contrats de maintenance des bacs de pré-collecte : 1,05 M€ TTC
- Gestion des points de propreté (déchetteries) : 5,08 M€ TTC
- achats de bacs de pré-collecte, de conteneurs enterrés, bennes et colonnes d'apport volontaire : 1,27 M€ TTC

**Concernant le traitement et la valorisation des déchets ;**

En terme de dépenses, les éléments principaux à retenir sont les suivants :

- L'unité de méthanisation AMETYST :
- Dépenses relatives à l'exploitation: 12,82 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux d'amélioration: 1,04 M€ TTC
- L'Installation de Stockage de Déchets non Dangereux (ISDnD) :
- Dépenses relatives à l'exploitation: 2,24 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux casier 1 et 2 : 0,72 M€ TTC
- Le centre de tri DEMETER
- Dépenses relatives à l'exploitation: 3 ,4 M€ TTC
- Dépenses relatives aux travaux courant et études de faisabilité du nouveau centre de tri : 87 K€ TTC
- La valorisation des déchets végétaux
- Dépenses relatives à l'exploitation : 0,59 M€ TTC
- L'unité de valorisation énergétique Ocréal
- Dépenses liées au traitement : 4,08 M€ TTC.

**En terme de recettes,**

La taxe d'enlèvement des ordures ménagères (TEOM) dont le taux unique fixé à 11,25% n'a pas augmenté depuis 2009 a généré 62,66M€ de recettes.

Les collectes sélectives ont quant à elles généré environ 3,86M€ de recettes, dont environ 3M€ de soutiens à la tonne triée de la part des Eco Organismes mettant en œuvre les différents filières de responsabilité élargie des producteurs (Eco Emballages pour les emballages ménagers, Eco Folio pour les papiers graphiques, Ecologic pour les déchets d'équipement électriques et électroniques), le solde constituant des recettes de ventes des matériaux recyclés.

La redevance spéciale a généré une recette d'environ 3,6 M€.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le rapport annuel 2013 sur le prix et la qualité du service communautaire de traitement des déchets qui sera transmis aux communes de la Communauté d'Agglomération et à Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault conformément à la réglementation,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Jmc 183611-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s) :

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es) :

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es) :

M. M. MAJDOUL

**ENVIRONNEMENT – ADHÉSION 2014 AUX ASSOCIATIONS AMORCE ET METHEOR  
-APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite renouveler son adhésion d'une part à l'association AMORCE, qui regroupe de nombreuses collectivités ayant la compétence de gestion des déchets et énergie, et d'autre part à l'association MÉTHÉOR, représentant les collectivités engagées dans une politique de gestion des déchets par méthanisation.

En effet, dans le cadre de ces adhésions, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut échanger et débattre sur ces thématiques avec les personnalités compétentes mais également disposer, à l'instar des autres adhérents, de conseils juridiques, d'informations relatives à l'actualité législative et réglementaire liées à ce domaine de compétence et d'une documentation de très grande qualité. Monsieur Meunier, Vice Président en charge de l'environnement a été désigné par le conseil communautaire en date du 19 mai 2014 comme représentant titulaire de Montpellier Agglomération au sein de ces associations.

Les cotisations d'adhésion à ces associations s'établissent pour 2014 à 2 000 € pour MÉTHÉOR et à 5 798 € pour AMORCE.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'adhésion de la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux associations AMORCE et METHEOR pour 2014,
- dire que les crédits nécessaires au paiement des cotisations sont inscrits au budget 2014, chapitre 928 et chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 182864-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS -  
MANDAT POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE MÉTHANISATION AMÉTYST -  
COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ - APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n°5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation de Montpellier. Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2013 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Au titre de l'avancement de l'opération, il convient de rappeler que la décision du maître de l'ouvrage relative à la levée des réserves a été établie le 17 octobre 2012 et notifiée au groupement constructeur le 25 octobre 2012. Le Décompte Général notifié au groupement le 25 février 2013 est devenu définitif le 10 septembre 2013 pour un montant de 104 623 610,48 € T.T.C.

Sur le plan financier, l'arrêt des comptes au 31 décembre 2013 fait apparaître 111 409 K€ T.T.C. de remboursement de mandat correspondant pour la plus grosse part (89 482 K€ H.T.) aux frais d'études et de travaux du Groupement titulaire du marché de travaux.

Les recettes sont assurées, d'une part, par le règlement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier de la rémunération du mandat et, d'autre part, par le versement d'avances.

En 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé au versement d'une avance de 225 K€ et les remboursements de mandat ont porté sur un montant de 1 425 K€. Ce qui se traduit par une trésorerie de l'opération au 31 décembre 2013 positive de 219 K€.

Le bilan présenté intègre, la réfection de la passerelle des convoyeurs entre la Zone 7 et la Zone 8 pour un montant de 358 K€ HT, la mission de maîtrise d'œuvre pour l'étude et la réalisation des travaux d'amélioration de la défense incendie des installations pour un montant de 88 K€ HT ainsi que les études de diagnostic pour la réalisation d'une unité de pré-traitement des effluents industriels pour un montant de 14 K€ H.T.

Le bilan présenté au CRAC 2013 s'élève à 113 488 € TTC, valeur janvier 2014, en augmentation de 96 K€ par rapport au CRAC 2012 de 113 392 K€ T.T.C., du seul fait de l'augmentation du taux de T.V.A de 19,6 à 20,00%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2013 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMÉTYST,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOÛT 2014  
Smc 184098 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





## SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ENVIRONNEMENT – TRAITEMENT DES DÉCHETS MÉNAGERS ET ASSIMILÉS  
- MANDAT COMPLÉMENTAIRE POUR LA RÉALISATION DE L'UNITÉ DE  
MÉTHANISATION AMETYST - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ -  
APPROBATION**

M. C. MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Environnement, rapporte :

Par délibération n° 5729 du 26 février 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature de la convention de mandat avec la SERM pour l'étude et la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST.

Complémentairement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé par délibération n° 10431 du 29 septembre 2011, la signature d'un marché complémentaire à la convention de mandat conclue avec la SERM pour la réalisation de l'unité AMETYST, conformément à l'article 35-II-5 du Code des marchés publics, ayant notamment pour objet les travaux complémentaires de défense incendie préconisés par les experts de l'assureur dommages aux biens ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz.

Dans ce cadre, la SERM présente à la Communauté d'Agglomération de Montpellier le compte rendu annuel détaillant l'avancement de l'opération, le montant des dépenses arrêté au 31 décembre 2013 et le bilan prévisionnel actualisé de l'opération.

Le bilan 2013 du mandat complémentaire présenté intègre le suivi technique et administratif de la reconstruction du hall 7, assuré par le constructeur à ses frais, dont le Décompté Général est devenu définitif le 10 septembre 2013, la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie dans l'ensemble de l'usine, pour un montant estimé à 1 325 K€ H.T., ainsi que la mission de maîtrise d'œuvre et la réalisation des travaux d'amélioration des conditions d'exploitation du réseau biogaz dont le montant est estimé à 1 850 000 € H.T..

Le bilan présenté au CRAC 2013 s'élève à 5 168 K€ TTC, valeur janvier 2014, en augmentation de 16 K€ par rapport au CRAC 2012 de 5 152 K€ T.T.C., du seul fait de l'augmentation du taux de T.V.A de 19,6 à 20,00%.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel à la collectivité pour l'année 2013 de la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST dans le cadre des travaux complémentaires,
- approuver le bilan prévisionnel actualisé de l'opération tel que présenté ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte :

04 AOÛT 2014

Imc 184097-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





**ESPACE PUBLIC**



Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**ESPACE PUBLIC – VOIRIE - CONVENTION AVEC LA SOCIÉTÉ ORANGE POUR LE DÉPLACEMENT ET L'ENFOUISSEMENT DES RÉSEAUX DE COMMUNICATION ÉLECTRONIQUE RUE DE CHOLET ET RUE DE LA CASTELLE À MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. R. YOUSSEF, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué à l'Espace Public, rapporte :

Dans le cadre de la programmation des travaux de grosses réparations de voiries d'agglomération et d'aménagement de proximité, l'Agglomération de Montpellier va réhabiliter les rues de Cholet et de la Castelle dans la zone Garosud à Montpellier.

Le projet impacte des équipements de communication électronique propriété de la société Orange, qui doivent être déplacés conformément à l'intérêt du domaine public occupé.

Dans un souci de respect de l'environnement et d'amélioration du cadre de vie, cette opération permet également d'enfouir ces réseaux.

A cet effet, la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Orange se sont rapprochées afin de définir dans le cadre d'une convention de délégation de maîtrise d'ouvrage, les modalités d'exécution des travaux ainsi que les conditions de financement entre les parties.

Il a été convenu les principes suivants :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier prend en charge, dans le cadre de ses travaux, les opérations de génie civil (tranchées, mise en place des équipements de génie civil fournis par Orange, réfection de revêtements) nécessaires à l'enfouissement des réseaux, telles que programmées dans son aménagement.

La société Orange assure quant à elle l'étude du projet, la fourniture du matériel de génie civil, l'assistance technique des travaux ainsi que le déplacement de ses installations.

En ce qui concerne la propriété des ouvrages de communication, ceux-ci restent la propriété de la société Orange qui en assurera l'exploitation et la maintenance.

L'exécution financière de la présente convention est nulle entre les parties.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention entre la société Orange et la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour le déplacement et l'enfouissement des réseaux de communication électronique rue de Cholet et rue de la Castelle à Montpellier,
- dire que les crédits nécessaires sont inscrits au budget 2014, au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Smc 183712 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original,

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE



## FINANCES



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET PRINCIPAL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M14 (article L.2311-5 al 1 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget principal de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 101 002 966,71 €
- résultat d'investissement hors reports : - 83 556 687,91 €
- solde des reports d'investissement : 3 290,08 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 83 553 397,83 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

Par ailleurs, le receveur nous a saisi d'une demande d'apurement de solde du compte 1069. Le compte a été utilisé, conformément à la réglementation, dans le cadre de la réforme de la M14 pour la mise en œuvre de la procédure de rattachement des Intérêts Courus Non Echus (ICNE).

Cette procédure devant être temporaire, il est demandé à présent à l'ensemble des collectivités d'apurer ce compte.

Pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier, ce solde porte sur un montant de 4 356 926,46 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 83 553 397,83 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 17 449 568,88 €.
- autoriser le comptable public à procéder à l'apurement du compte 1069 par opération d'ordre non budgétaire.
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 83 556 687,91 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 83 553 397,83 002 (recette) résultat de fonctionnement reporté : 17 449 568,88 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte : SMC 183718 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE  
DES SERVICES FUNÉRAIRES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE  
MONTPELLIER - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe des Services Funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	3 864 654,75 €
- résultat d'investissement hors reports :.....	299 542,78 €
- solde des reports d'investissement :.....	- 83 158,09 €
- excédent de financement de la section d'investissement :.....	216 384,69 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 3 864 654,75 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 299 542,78 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 3 864 654,75 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Jmc 183719-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSOUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DU 'SERVICE ASSAINISSEMENT' DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe du service assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 16 071 331,18 €
- résultat d'investissement hors reports : - 1 102 387,50 €
- solde des reports d'investissement : - 2 373 593,20 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 3 475 980,70 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2013 à la section d'investissement pour un montant de 3 475 980,70 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 12 595 350,48 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (dépense): Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : - 1 102 387,50 €
  - 1068 (recette): Excédents de fonctionnement capitalisés : 3 475 980,70 €
  - 002 (recette): Résultat de fonctionnement reporté : 12 595 350,48 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Jmc 183720 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE  
DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF DE LA COMMUNAUTÉ  
D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:.....	36 140,50 €
- résultat d'investissement hors reports :.....	6 281,72 €
- solde des reports d'investissement :.....	0,00 €
- excédent de financement de la section d'investissement :.....	6 281,72 €

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section de fonctionnement pour un montant de 36 140,50€
- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 6 281,72 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 36 140,50 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : JmC 1837 22-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M4 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe de l'eau brute de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter:..... 119 376,87 €
- résultat d'investissement hors reports : ..... 7 000,00 €
- solde des reports d'investissement : ..... - 17 369,89 €
- besoin de financement de la section d'investissement :     10 369,89€

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement 2013 à la section d'investissement pour un montant de 10 369,89 €, et à la section de fonctionnement pour un montant de 109 006,98 €
- et de procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 7 000,00 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 10 369,89 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 109 006,98 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 183723 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALÉK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEËL suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – AFFECTATION DU RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2013 - BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

En application de l'instruction comptable M49 (article R.2221-48 du CGCT), il convient de décider de l'affectation de l'excédent brut de la section de fonctionnement constaté à la clôture de l'exercice 2013 du budget annexe de l'Eau Potable de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il est rappelé à l'Assemblée que le Compte Administratif 2013 se clôture comme suit :

- résultat de fonctionnement à affecter : 3 234 087,11 €
- résultat d'investissement hors reports : 4 121,03 €
- solde des reports d'investissement : - 1 081 945,78 €
- besoin de financement de la section d'investissement : 1 077 824,75 €

Le résultat à affecter doit couvrir en priorité le besoin de financement de la section d'investissement corrigé des restes à réaliser de cette section en dépenses et en recettes.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- affecter l'excédent de fonctionnement à la section d'investissement pour un montant de 1 077 824,75 € et à la section de fonctionnement pour un montant de 2 156 262,36 €
- procéder aux opérations budgétaires suivantes :
  - 001 (recette) : Solde d'exécution de la section d'investissement reporté : 4 121,03 €
  - 1068 (recette) : Excédents de fonctionnement capitalisés : 1 077 824,75 €
  - 002 (recette) : Résultat de fonctionnement reporté : 2 156 262,36 €
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 183724-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## FINANCES – BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2014 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Depuis le vote du Budget Primitif 2014 adopté à l'unanimité le 19 décembre 2013, il convient d'ajuster certains crédits et de se prononcer sur des opérations et dotations nouvelles.

Par ailleurs, ce Budget Supplémentaire reprend les reports de crédits de l'exercice 2013 ainsi que l'affectation du résultat constaté au Compte Administratif 2013.

Ce Budget Supplémentaire 2014 se présente de la façon suivante :

### I - BUDGET PRINCIPAL

Le Budget Supplémentaire 2014 du Budget Principal s'équilibre à **19 534 192,52 euros en section de fonctionnement** et à **152 340 374,54 euros en section d'investissement**.

La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION DE FONCTIONNEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>1 444 972,04</b>	<b>0,00</b>	<b>1 444 972,04</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>4 814 358,15</b>	<b>13 274 862,33</b>	<b>18 089 220,48</b>
dont 920 – Administration générale	21 811,00		21 811,00
dont 923 – Culture	102 510,00		102 510,00
dont 924 – Sport et jeunesse	441 200,00		441 200,00
dont 927 – Logement	50 300,00		50 300,00
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	2 477 355,15		2 477 355,15
dont 929 – Action économique	-683 000,00		-683 000,00
dont 931 – Opérations financières	1 885 000,00		1 885 000,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	519 182,00		519 182,00
dont 939 – Virement à la section d'investissement		13 274 862,33	13 274 862,33
<b>Total général</b>	<b>6 259 330,19</b>	<b>13 274 862,33</b>	<b>19 534 192,52</b>

SECTION DE FONCTIONNEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>17 449 568,88</b>	<b>0,00</b>	<b>17 449 568,88</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 084 623,64</b>	<b>0,00</b>	<b>2 084 623,64</b>
dont 920 – Administration générale	20 500,00		20 500,00

dont 923 – Culture	50 704,15		50 704,15
dont 924 – Sport et jeunesse	1 330,35		1 330,35
dont 928 – Aménagement et services urbains, environnement	198 751,00		198 751,00
dont 929 – Action économique	276 065,14		276 065,14
dont 932 – Dotations, participations non affectées	122 215,00		122 215,00
dont 933 – Impôts et taxes non affectés	1 415 058,00		1 415 058,00
<b>Total général</b>	<b>19 534 192,52</b>	<b>0,00</b>	<b>19 534 192,52</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>83 556 687,91</b>	<b>0,00</b>	<b>83 556 687,91</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>36 350 562,03</b>	<b>0,00</b>	<b>36 350 562,03</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-4 217 782,40</b>	<b>36 650 907,00</b>	<b>32 433 124,60</b>
dont 900 – Administration générale	-691 842,23		-691 842,23
dont 903 – Culture	-800 846,47		-800 846,47
dont 904 – Sport et jeunesse	-2 965 000,00		-2 965 000,00
dont 907 – Logement	-20 000,00		-20 000,00
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	4 251 329,30		4 251 329,30
dont 909 – Action économique	-3 991 423,00		-3 991 423,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		36 650 907,00	36 650 907,00
<b>Total général</b>	<b>115 689 467,54</b>	<b>36 650 907,00</b>	<b>152 340 374,54</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>36 353 852,11</b>	<b>0,00</b>	<b>36 353 852,11</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>66 060 753,10</b>	<b>49 925 769,33</b>	<b>115 986 522,43</b>

dont 900 – Administration Générale	362 465,12		362 465,12
dont 903 – Culture	56 188,60		56 188,60
dont 904 – Sports	258 766,06		258 766,06
dont 908 – Aménagement et services urbains, environnement	106 778,48		106 778,48
dont 909 – Action économique	-343 500,00		-343 500,00
dont 910 – Opérations patrimoniales		36 650 907,00	36 650 907,00
dont 911 – Dettes et autres opérations	-12 965 342,99		-12 965 342,99
dont 912 – Dotations, subventions et participations non affectées	83 553 397,83		83 553 397,83
dont 919 – Virement de la section de fonctionnement		13 274 862,33	13 274 862,33
dont 95 – Produit de cession d'immobilisations	-4 968 000,00		-4 968 000,00
<b>Total général</b>	<b>102 414 605,21</b>	<b>49 925 769,33</b>	<b>152 340 374,54</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget Principal par chapitre en section de fonctionnement et d'investissement,
- confirmer l'octroi de certaines subventions reportées et décider de l'affectation de subventions nouvelles dont l'état est annexé au présent budget, sous réserve de la signature d'une convention avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## II – BUDGET ANNEXE DES SERVICES FUNERAIRES

Le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe des services funéraires s'équilibre à **3 864 654,75 euros en section d'exploitation** et à **3 934 197,53 euros en section d'investissement**. La structure de cet équilibre est décrite par les tableaux ci-dessous :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>230 000,00</b>	<b>3 634 654,75</b>	<b>3 864 654,75</b>
dont 011 – Charges à caractère général	230 000,00		230 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		3 634 654,75	3 634 654,75
<b>Total général</b>	<b>230 000,00</b>	<b>3 634 654,75</b>	<b>3 864 654,75</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>3 864 654,75</b>	<b>0,00</b>	<b>3 864 654,75</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>3 864 654,75</b>	<b>0,00</b>	<b>3 864 654,75</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>83 158,09</b>	<b>0,00</b>	<b>83 158,09</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>3 851 039,44</b>	<b>0,00</b>	<b>3 851 039,44</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	1 000 000,00		1 000 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	1 300 000,00		1 300 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	1 551 039,44		1 551 039,44
<b>Total général</b>	<b>3 934 197,53</b>	<b>0,00</b>	<b>3 934 197,53</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat d'investissement reporté</b>	<b>299 542,78</b>	<b>0,00</b>	<b>299 542,78</b>
<b>Crédits nouveaux</b>		<b>3 634 654,75</b>	<b>3 634 654,75</b>
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		3 634 654,75	3 634 654,75
<b>Total général</b>	<b>299 542,78</b>	<b>3 634 654,75</b>	<b>3 934 197,53</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe des Services Funéraires par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

### III – BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT

Le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe de l'Assainissement s'équilibre à **12 595 350,48 euros en section d'exploitation** et à **8 475 980,70 euros en section d'investissement**.  
La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>7 595 350,48</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>12 595 350,48</b>
dont 011 – Charges à caractère général	7 577 250,48		7 577 250,48
dont 65 – Autres charges de gestion courante	38 100,00		38 100,00
dont 67 – Charges exceptionnelles	-20 000,00		-20 000,00
dont 023 – Virement à la section d'investissement		5 000 000,00	5 000 000,00
<b>Total général</b>	<b>7 595 350,48</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>12 595 350,48</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>12 595 350,48</b>	<b>0,00</b>	<b>12 595 350,48</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>12 595 350,48</b>	<b>0,00</b>	<b>12 595 350,48</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>1 102 387,50</b>	<b>0,00</b>	<b>1 102 387,50</b>
<b>Crédits reportés</b>	<b>2 373 593,20</b>	<b>0,00</b>	<b>2 373 593,20</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>0,00</b>	<b>5 000 000,00</b>
dont 20 – Immobilisations incorporelles	3 300 000,00		3 300 000,00
dont 21 – Immobilisations corporelles	3 000 000,00		3 000 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-1 300 000,00		-1 300 000,00
<b>Total général</b>	<b>8 475 980,70</b>	<b>0,00</b>	<b>8 475 980,70</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>3 475 980,70</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>8 475 980,70</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	3 475 980,70		3 475 980,70
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		5 000 000,00	5 000 000,00
<b>Total général</b>	<b>3 475 980,70</b>	<b>5 000 000,00</b>	<b>8 475 980,70</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du Budget annexe de l'assainissement par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

#### **IV – BUDGET ANNEXE DU SERVICE PUBLIC D'ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF**

Le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif s'équilibre à **36 140, 50 euros en section d'exploitation** et à **6 281,72 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>36 140,50</b>	<b>0,00</b>	<b>36 140,50</b>
dont 65 – Autres charges de gestion courante	36 140,50		36 140,50
<b>Total général</b>	<b>36 140,50</b>	<b>0,00</b>	<b>36 140,50</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>36 140,50</b>	<b>0,00</b>	<b>36 140,50</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>36 140,50</b>	<b>0,00</b>	<b>36 140,50</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>6 281,72</b>	<b>0,00</b>	<b>6 281,72</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	6 281,72		6 281,72
<b>Total général</b>	<b>6 281,72</b>	<b>0,00</b>	<b>6 281,72</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>6 281,72</b>	<b>0,00</b>	<b>6 281,72</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>	<b>0,00</b>
<b>Total général</b>	<b>6 281,72</b>	<b>0,00</b>	<b>6 281,72</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe du service public d'assainissement non collectif par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

## V – BUDGET ANNEXE DE L'EAU BRUTE

Le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau brute s'équilibre à **151 006,98 euros en section d'exploitation** et à **- 198 730,11 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>108 006,98</b>	<b>43 000,00</b>	<b>151 006,98</b>
dont 011 – Charges à caractère général	46 937,00		46 937,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	61 069,98		61 069,98
dont 042 - Opérations d'ordre transfert entre sections		43 000,00	43 000,00
<b>Total général</b>	<b>108 006,98</b>	<b>43 000,00</b>	<b>151 006,98</b>

SECTION D'EXPLOITATION RECETTES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Résultat reporté</b>	<b>109 006,98</b>	<b>0,00</b>	<b>109 006,98</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>42 000 €</b>	<b>0</b>	<b>42 000 €</b>
dont 042 - Opérations d'ordre transfert entre sections	42 000,00		42 000,00
<b>Total général</b>	<b>151 006,98</b>	<b>0,00</b>	<b>151 006,98</b>

SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES	Opérations réelles	Opérations d'ordre	Total
<b>Crédits reportés</b>	<b>17 369,89</b>	<b>0,00</b>	<b>17 369,89</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-258 100,00</b>	<b>42 000,00</b>	<b>-216 100,00</b>
dont 21 – Immobilisations corporelles	11 900,00		11 900,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-270 000,00		-270 000,00
dont 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections		42 000,00	42 000,00
<b>Total général</b>	<b>-240 730,11</b>	<b>42 000,00</b>	<b>-198 730,11</b>



<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>7 000,00</b>		<b>7 000,00</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>-248 730,11</b>	<b>43 000,00</b>	<b>-205 730,11</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	10 369,89		10 369,89
dont 13 – Subventions d'investissement	-80 000,00		-80 000,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	-179 100,00		-179 100,00
dont 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections		43 000,00	43 000,00
<b>Total général</b>	<b>-241 730,11</b>	<b>43 000,00</b>	<b>-198 730,11</b>

En conséquence, il est demandé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau brute par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

#### **VI – BUDGET ANNEXE DE L'EAU POTABLE**

Le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau potable s'équilibre à **2 164 762,36 euros en section d'exploitation** et à **1 105 445,78 euros en section d'investissement**.

La répartition par chapitre de ce budget est la suivante :

<b>SECTION D'EXPLOITATION DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>2 100 862,36</b>	<b>63 900,00</b>	<b>2 164 762,36</b>
dont 011 – Charges à caractère général	428 500,00		428 500,00
dont 65 – Autres charges de gestion courante	1 672 362,36		1 672 362,36
dont 023 – Virement à la section d'investissement		63 900,00	63 900,00
<b>Total général</b>	<b>2 100 862,36</b>	<b>63 900,00</b>	<b>2 164 762,36</b>

<b>SECTION D'EXPLOITATION RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>2 156 262,36</b>	<b>0,00</b>	<b>2 156 262,36</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>0,00</b>	<b>8 500,00</b>	<b>8 500,00</b>
dont 042 - Opérations d'ordre transfert entre sections		8 500,00	8 500,00
<b>Total général</b>	<b>2 156 262,36</b>	<b>8 500,00</b>	<b>2 164 762,36</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT DEPENSES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
--	-------------------------------	-------------------------------	--------------

<b>Crédits reportés</b>	<b>1 081 945,78</b>	<b>0,00</b>	<b>1 081 945,78</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>15.000,00</b>	<b>8.500,00</b>	<b>23 500,00</b>
dont 13 – Subventions d'investissement	456 400,00		456 400,00
dont 16 – Emprunts et dettes assimilées	15 000,00		15 000,00
dont 20 – Immobilisations incorporelles	-45 000,00		-45 000,00
dont 23 – Immobilisations en cours	-411 400,00		-411 400,00
dont 040 - Opérations d'ordre transfert entre sections		8 500,00	8 500,00
<b>Total général</b>	<b>1 096 945,78</b>	<b>8 500,00</b>	<b>1 105 445,78</b>

<b>SECTION D'INVESTISSEMENT RECETTES</b>	<b>Opérations réelles</b>	<b>Opérations d'ordre</b>	<b>Total</b>
<b>Résultat reporté</b>	<b>4 121,03</b>	<b>0,00</b>	<b>4 121,03</b>
<b>Crédits nouveaux</b>	<b>1 037 424,75</b>	<b>63 900,00</b>	<b>1 101 324,75</b>
dont 10 – Dotations, fonds divers et réserves	1 077 824,75		1 077 824,75
dont 13 – Subventions d'investissement	-40 400,00		-40 400,00
dont 021 – Virement de la section d'exploitation		63 900,00	63 900,00
<b>Total général</b>	<b>1 041 545,78</b>	<b>63 900,00</b>	<b>1 105 445,78</b>

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le Budget Supplémentaire 2014 du budget annexe de l'eau potable par chapitre en section d'exploitation et d'investissement,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document se rapportant à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (sept abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc184371-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LÉVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

# FINANCES – AFFECTATION DES SUBVENTIONS 2014 - ADOPTION

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre du Budget Supplémentaire 2014, il est proposé l'annulation de subventions, l'affectation des subventions déjà délibérées ainsi que l'affectation des subventions d'investissement et de fonctionnement nouvelles telles que décrites dans les tableaux ci-dessous :

INVESTISSEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
204181	THEATRE DES TREIZE VENTS - CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL	296 000
204172	UNIVERSITE DE MONTPELLIER 2 (UM2) - MISE EN SECURITE - PISCINE DE LA MOTTE ROUGE	-150 000
20421	AIDE A L'ACHAT DE LOMBRICOMPOSTEURS	-2 000
204131	CONSEIL GENERAL 34 - CONTRATS TERRITORIAUX - CAR HAUT NIVEAU DE SERVICE (CHNS)	-250 000
204122	REGION - FONDS DE CONCOURS - PEM BAILLARGUES	64 000
204132	CONSEIL GENERAL 34 - FONDS DE CONCOURS - PEM BAILLARGUES - ROUTE DEPARTEMENTALE 26	-60 000
2041412	FONDS DE CONCOURS - BAILLARGUES - OUVRAGES HYDRAULIQUES	-900 000
204181	RESEAU FERRE DE France (RFF) - PEM BAILLARGUES - SUPPRESSION PASSAGE A NIVEAU N°33	-87 131
204132	CONSEIL GENERAL 34 - FONDS DE CONCOURS - ZAC SALAISON - GIRATOIRE	-250 000
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - NOUVELLE CONVENTION ACQUISITIONS FONCIERES - LIGNE CONTOURNEMENT MONTPELLIER PERPIGNAN (LNMP)	189 000
204183	RESEAU FERRE DE France (RFF) - CONTOURNEMENT NÎMES MONTPELLIER (CNM) - ACTUALISATION ICAPEX	-490 000
20421	SOCIETE KAWNEER - D12301 du 19/06/14	70 000
20421	SOCIETE D'ACCELERATION DU TRANSFERT DE TECHNOLOGIES (SATT AxLR) - D12300 du 19/06/14	20 000
20421	CAMPUS DE L'ARTISANAT	-1 500 000
204132	CONSEIL GENERAL 34 - FONDS DE CONCOURS - ECOPARC FABREGUES	-362 053

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	COMITE D'ACTION SOCIALE, SPORTIVE ET CULTURELLE (CASSC)	7 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - FONCTIONNEMENT	5 000
6574	AGENCE LOCALE DE L'ENERGIE (ALE) - CONVENTIONS CONSEIL EN ENERGIE PARTAGE (CEP) – ANNULATION DU REPORT	-7 414
6574	COMITE FEMININ DE L'HERAULT POUR LA PREVENTION ET LE DEPISTAGE	2 000
65738	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS)	-25 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON	100 000
6574	COMPAGNIE GARAGE ELECTRIQUE	5 000

FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	ECOLE NATIONALE SUPERIEURE D'ART DRAMATIQUE DE MONTPELLIER LR (ENSAD)	56 000
6574	OPERA JUNIOR - D12160 du 06/02/14	-100 000
6574	OPERA ET ORCHESTRE NATIONAL DE MONTPELLIER LANGUEDOC ROUSSILLON - D12160 du 06/02/14	100 000

6574	COMMUNE DE SAINT BRES - D12162 du 06/02/14	1 160
6574	LEZART DU - D12162 du 06/02/14	2 000
6574	BRAS OC - D12162 du 06/02/14	6 000
6574	BRAS OC - ANNULATION DE LA MANIFESTATION	-6 000
6574	COMMUNE DE SAUSSAN - D12162 du 06/02/14	490
6574	FEDERATION FRANCAISE DE VOLLEY	30 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION NATATION UC	30 000
6574	MONTPELLIER BIKE POLO (MBP)	2 000
6574	MONTPELLIER RUGBY CLUB (SASP)	300 000
6574	MONTPELLIER AGGLOMERATION HOCKEY CLUB - D12162 du 06/02/14	-50 000
6574	SAOS MONTPELLIER VIPERS - D12162 du 06/02/14	50 000
6574	LA MONTPELLIER REINE - D12288 du 19/05/14	10 000
6574	AGENCE DEPARTEMENTALE D'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL)	20 000
6574	MAISON DE L'ARCHITECTURE (M'ALR)	-1 000
6574	ARCHITECTURE ET MAÎTRE D'OUVRAGE (AMO)	-3 000
6574	CENTRE RESSOURCES REGIONAL POLITIQUE DE LA VILLE ET COHESION SOCIALE - D12306 du 16/06/2014	8 000
6574	ATELIER PERMANENT D'INITIATION A L'ENVIRONNEMENT URBAIN (APIEU) D12309 du 19/06/2014 (10 000€ affectés au BP 2014)	10 000
6574	ACADEMIE DE MANAGEMENT ET MARKETING EUROPEENS DE MONTPELLIER (AMME) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - ECOLE POLYTECHNIQUE UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	ASSOCIATION VAINCRE LA MUCOVISCIDOSE - D12248 du 19/05/14	5 000
6574	ALLIANCE FRANCOPHONE DES ACTEURS DE SANTE CONTRE LE VIH (AFRAVIH) - D12248 du 19/05/14	12 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE - ENVIRONNEMENT ET SOCIETE (CIRAD-ES) - D12248 du 19/05/14	10 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - D12248 du 19/05/14	5 000
6574	LABORATOIRE MONTPELLIER RECHERCHE EN MANAGEMENT (MRM) - UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	LABORATOIRE MONTPELLIER RECHERCHE EN MANAGEMENT (MRM) - UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2)	-1 000
6574	CLUB LANGUEDOC ROUSSILLON CŒUR ET SPORT (CLaRCS) - D12248 du 19/05/14	2 000
6574	ASSOCIATION DES RENCONTRES ECOLOGY AND BEHAVIOUR (AREB) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	LABORATOIRE D'INFORMATIQUE, DE BUREAUTIQUE ET DE MICROELECTRONIQUE DE MONTPELLIER (LIRMM) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - D12248 du 19/05/14	5 000
6574	CENTRE NATIONAL DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (CNRS) - D12248 du 19/05/14	1 000
6574	ALZHEIMER MONTPELLIER 2014 - HOPITAL GUY DE CHAULIAC - D12248 du 19/05/14	2 000
6574	SOCIETE FRANCAISE D'ACCOMPAGNEMENT ET DE SOINS PALLIATIFS (SFAP) - D12248 du 19/05/14	8 000
6574	RESEAU IDEAL - D12248 du 19/05/14	40 000
6574	CONVENTION NATIONALE DES AVOCATS - D12248 du 19/05/14	75 000
FONCTIONNEMENT		
Article	Nom de l'organisme bénéficiaire	Montant
6574	FEDERATION FRANCAISE POUR LES SCIENCES DE LA CHIMIE (FFC) - D12248 du 19/05/14	40 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - PHOSPHORUS IN SOILS AND PLANTS (PSP5)- Conseil du 31/07/14	1 000

6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - SUSTAINABLE PHOSPHORUS SUMMIT 2014 (SPS)- Conseil du 31/07/14	1 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - EURO FED LIPID CONGRESS - Conseil du 31/07/14	5 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) -CONFERENCE SUR L'OPTOELECTRONIQUE MOYEN INFRAROUGE - MID-IR OPTOELECTRONICS MATERIALS AND DEVICES (MIOMD) 2014 - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	ASSOCIATION DE PREVENTION ET D'ETUDES DES MALADIES MOLECULAIRES (APEMM) - Conseil du 31/07/14	1 000
6574	SOCIETE EUROPEENNE DE NEUROLOGIE PEDIATRIQUE (SENP CONGRES) - Conseil du 31/07/14	1 000
6574	UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - D12299 du 19/06/14	6 000
6574	CENTRE D'ANIMATION ET DE RECHERCHE SUR LES DOULEURS (CARD) - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD) - UMR QUALISUD - Conseil du 31/07/14	1 000
6574	CENTRE DE COOPERATION INTERNATIONALE EN RECHERCHE AGRONOMIQUE (CIRAD-ES) - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	FACULTE DES SCIENCES DE L'UNIVERSITE MONTPELLIER 2 (UM2) - Conseil du 31/07/14	750
6574	UNIVERSITE DE MONTPELLIER 1 (UM1) - Conseil du 31/07/14	2 000
6574	ASSOCIATION OTOFORUM MONTPELLIER 2014 - Conseil du 31/07/14	5 000
6574	INFORMATIQUE PLUS - D12302 du 19/06/14	15 000
6574	PASSERELLES INSERTION - D12303 du 19/06/14	15 000
6574	BGE MONTPELLIER - AEDE - D12304 du 19/06/14	14 500
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - D12304 du 19/06/14	7 500
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE) - D12304 du 19/06/14	3 000
6574	FACE HERAULT - D12304 du 19/06/14	10 000
6574	FACE HERAULT - D12304 du 19/06/14	2 500
6574	PIL'EMPLOI - D12304 du 19/06/14	2 000
6574	CREALEAD	30 000
6574	ASSOCIATION EURO MEDITERRANEENNE POUR LE TRAVAIL ET L'ECHANGE (AETE)	10 000
6574	AIRDIE	10 000
6574	HANDJOB	6 000
6574	MARKETHON	2 000
6574	HAUTS DE MASSANE (H2M) - CONTRATS URBAINS DE COHESION SOCIALE (CUCS)	5 000
6574	PIL'EMPLOI	30 000

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de l'octroi des subventions d'équipement et des subventions de fonctionnement, telles que décrites dans les tableaux ci-dessus et dire que les subventions seront versées sous réserve de la signature d'une convention d'attribution à intervenir avec les structures bénéficiaires,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer les conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

Ne prend pas part au vote : Jean-Marc Lussert.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12372

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture : 05 AOUT 2014

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184481 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOÛSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOLU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**



## **FINANCES – RÉAMÉNAGEMENT DE DETTE - DÉLÉGATION DE POUVOIR - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier a conclu en 2001 avec Dexia Crédit Local un contrat de prêt pour un montant de 18.139 millions d'euros pour refinancer trois contrats de prêts, en taux fixe, libellé en francs suisses.

La banque Dexia Crédit Local a transféré une part importante de ses contrats de prêts à la nouvelle structure publique, la Société de Financement Local (SFIL), détenue à 75% par l'Etat Français, 20% par la Caisse des Dépôts et Consignations, et 5% par la Banque Postale. La SFIL et son entité de refinancement, la Caisse Française de Financement Local (CAFFIL), sont aujourd'hui titulaires de ce contrat de prêt.

La crise financière a augmenté la variabilité du cours de change. Dans le souci d'optimiser la gestion de son exposition, la Communauté d'agglomération entend aujourd'hui sécuriser son risque en lui appliquant un taux fixe en euro. Compte tenu des conditions actuelles de marché, cette stratégie permet d'anticiper et d'éviter toute augmentation du risque d'évolution défavorable desdites conditions de taux.

Afin de répartir la charge des coûts induits par cette stratégie, dans les conditions les moins préjudiciables à la Communauté d'agglomération, celle-ci a demandé à la CAFFIL de procéder au réaménagement de ce crédit dans les conditions définies ci-dessous, conformément à l'offre de financement de la Caisse Française de Financement Local et des conditions générales version CG-CAFFIL-2014-02 du 23 juillet 2014 y attachées.

Le Président procède à ces réaménagements, par délégation du Conseil de communauté, dans les limites et conditions définies ci-dessous.

Le Président rendra compte au Conseil de Communauté des décisions prises en application de cette délibération.

### **Article 1 : Principales caractéristiques des contrats de prêts**

L'opération globale de refinancement contient deux prêts : un emprunt de refinancement du capital restant dû de l'emprunt refinancé, et un emprunt nouveau qui constituent deux opérations liées et indissociables.

L'opération de refinancement ne sera réalisée que si le cours de change EUR/CHF publié par la Banque Centrale Européenne sur l'écran Reuters, page ECB 37 (ci-après « dernier cours de change EUR/CHF ») connu au moment de la conclusion définitive de l'opération est supérieur ou égal au cours de change EUR/CHF plancher de 1,20 francs suisses pour un euro (ci-après « cours de change EUR/CHF plancher »)

Prêteur : Caisse Française de Financement Local

Emprunteur : Communauté d'Agglomération de Montpellier

Score Gissler : 1A

Montant du contrat de prêt : contre-valeur en euro de 12 461 051,93 CHF, calculée sur la base du dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération. L'opération de refinancement ne se réalisera que si le cours de change EUR/CHF est supérieur ou égal au cours de change EUR/CHF plancher, si bien que cette contre-valeur en euro ne pourra pas dépasser le montant de 10 384 209,94 EUR.

~~Le montant en euros du contrat sera connu au moment de la conclusion définitive de l'opération.~~

Délibération n° 12374

Cours de change plancher : 1,20 CHF pour 1 EUR (EUR/CHF) pour le calcul de la contre-valeur maximale du montant du contrat en euro.

Durée du contrat de prêt : 7 ans

Objet du contrat de prêt : à hauteur de 12 461 051,93 CHF, refinancer, en date du 01/10/2014, le contrat de prêt ci-dessous :

Numéro du contrat de prêt	Numéro du prêt	Score Gissler	Capital refinancé
MON219356CHF	001	Hors charte	12 461 051,93 CHF

Une partie de l'indemnité compensatrice dérogatoire est autofinancée. Le montant de cette partie autofinancée sera déterminé en fonction des conditions de marché au moment de la conclusion définitive de l'opération, sans qu'il puisse excéder 360 000 CHF, soit une contre-valeur de 300 000€.

Le contrat de prêt de refinancement est autonome du contrat de prêt refinancé et est exclusivement régi par ses stipulations.

L'ensemble des sommes ci-dessus (capital refinancé, indemnité compensatrice dérogatoire, ..) sera converti en euros sur la base du cours de change EUR/CHF, publié par la Banque Centrale Européenne, au moment de la conclusion définitive de l'opération.

Ecart de change en capital (Gain ou perte)

L'écart de change en capital est déterminé par la différence entre le capital refinancé contre-valorisé au dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération et le capital refinancé contre-valorisé au cours de change EUR/CHF initial pris en compte lors du versement des fonds.

L'opération de refinancement ferait apparaître une perte de change en capital si le dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération était inférieur au cours de change EUR/CHF initial pris en compte lors du versement des fonds.

L'opération de refinancement ferait apparaître un gain de change en capital si le dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération était supérieur au cours de change EUR/CHF initial pris en compte lors du versement des fonds.

A titre indicatif, l'écart de change en capital calculé sur la base du cours de change EUR/CHF publié par la Banque Centrale Européenne le 22/07/2014 serait de :

Numéro du contrat de prêt refinancé	Numéro de prêt	Cours de change EUR/CHF initial du versement des fonds	Ecart de change en capital indicatif (gain ou perte)
MON219356CHF	001	1,4795	Perte de change en capital de 1 832 690, 66 EUR

L'écart de change en capital définitif sera connu le jour de la conclusion définitive de l'opération.

PRET n°1 (Score Gissler 1A)

Tranche obligatoire à taux fixe du 01/10/2014 au 01/10/2021, mise en place lors du versement des fonds

Les principales caractéristiques de l'emprunt de refinancement sont les suivantes :

Prêteur : Caisse Française de Financement Local

Emprunteur : Communauté d'Agglomération de Montpellier

Score Gissler : 1A

Montant :	10 384 209,94 EUR (étant précisé que le montant de la tranche sera définitivement fixé selon les modalités décrites à la rubrique « Montant du contrat de prêt » ci-dessus)	
Objet :	refinancer, en date du 01/10/2014, le contrat de prêt MON219356CHF	
Versement des fonds :	10 384 209,94 EUR réputés versés automatiquement le 01/10/2014 (étant précisé que le montant des fonds réputés versés sera définitivement fixé selon les modalités décrites à la rubrique « Montant du contrat de prêt » ci-dessus)	
Durée d'amortissement :	7 ans	
Taux d'intérêt annuel :	taux fixe qui ne saurait être supérieur à 4,6%	
Echéances d'amortissement et d'intérêts	Périodicité annuelle	
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours Echéances d'amortissement et d'intérêts : périodicité annuelle	
Mode d'amortissement :	progressif	
Remboursement anticipé :	En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
	jusqu'au 01/10/2019	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
	au-delà du 01/10/2019 et jusqu'au 01/10/2021	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

PRET n°2 (Score Gissler 1A)

Tranche obligatoire à taux fixe du 30/01/2015 au 01/02/2030, mise en place lors du versement des fonds

L'opération de financement décrite ci-après s'inscrit dans l'opération globale conclue avec la Caisse Française de Financement Local et constitue un tout indissociable avec l'opération de refinancement du prêt MON219356CHF.

Prêteur : Caisse Française de Financement Local

Emprunteur : Communauté d'Agglomération de Montpellier

Score Gissler : 1A

Montant :	10 000 000,00 EUR
Objet :	Financer les investissements de la Communauté d'Agglomération de Montpellier
Versement des fonds :	10 000 000,00 EUR réputés versés automatiquement le 30/01/2015

Durée d'amortissement :	15 ans et 1 mois	
Taux d'intérêt annuel :	taux fixe qui ne saurait être supérieur à 3,3 %	
Base de calcul des intérêts :	nombre exact de jours écoulés sur la base d'une année de 360 jours	
Echéances d'amortissement et d'intérêts	Périodicité annuelle	
Mode d'amortissement :	progressif	
Remboursement anticipé :	En fonction de la date d'échéance d'intérêts de la tranche	Remboursement anticipé
	jusqu'au 01/02/2028	autorisé pour le montant total du capital restant dû moyennant le paiement ou la réception d'une indemnité sur cotation de marché
	au-delà du 01/02/2028 et jusqu'au 01/02/2030	autorisé pour le montant total du capital restant dû sans indemnité

## Article 2 : Etendue des pouvoirs du signataire

Le représentant légal de l'emprunteur est autorisé à signer l'ensemble de la documentation contractuelle relative aux contrats de prêts décrits ci-dessus, qui s'inscrivent dans une opération globale comprenant le refinancement de l'emprunt MON29356CHF et également un financement d'un montant de dix millions d'euros, à intervenir avec la Caisse Française de Financement Local, sous réserve que le dernier cours de change EUR/CHF connu au moment de la conclusion définitive de l'opération soit supérieur ou égal au cours de change EUR/CHF plancher, et que les taux fixes soient inférieurs ou égaux aux taux définis précédemment, et est habilité à procéder ultérieurement, sans autre délibération et à son initiative, aux diverses opérations prévues dans les contrats de prêts et reçoit tous pouvoirs à cet effet.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- autoriser Monsieur le Président à procéder à ces réaménagements, par délégation du Conseil de Communauté, dans les limites et conditions ci-dessus,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire      01 AOUT 2014  
 Publié le :  
 Déposé En Préfecture      01 AOUT 2014  
 Le :  
 Numéro de l'acte : **Imc 184839 -Dé**

Pour extrait certifié conforme à l'original.  
 Le Président,

M. Philippe SAUREL.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**FINANCES – VOTE EN AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CRÉDITS DE PAIEMENT EN LIEN AVEC LE BUDGET SUPPLÉMENTAIRE 2014 - RÉVISIONS - MODIFICATIONS - ADOPTION**

M. M. LEVITA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Finances, rapporte :

Dans le cadre de travaux à caractère pluriannuel, le Code Général des Collectivités Territoriales (article L.2311-3 et R.2311-9) permet la mise en place d'une gestion par autorisations de programme (AP) et crédits de paiement (CP) en dérogation au principe de l'annualité budgétaire.

La procédure d'autorisations de programme et crédits de paiement est un mode de gestion et de planification du financement pluriannuel d'un équipement ou d'un grand projet communautaire.

Les autorisations de programme constituent la limite supérieure des dépenses qui peuvent être engagées pour le financement des investissements et incluent l'actualisation prévisionnelle des prix.

Elles définissent l'évaluation financière globale du projet et permettent une gestion des dépenses sur plusieurs exercices à travers un échéancier de crédits de paiement représentant la répartition des dépenses prévisionnelles.

Les tableaux ci-dessous présentent les modifications proposées dans le cadre du budget supplémentaire relatives soit au montant global de l'autorisation de programme, soit à la répartition des crédits de paiement.

Pour mémoire, les clôtures d'autorisations de programme seront proposées, dans le cadre du bilan de clôture des opérations, lors de prochaines sessions budgétaires (décision modificative ou budget primitif)

**Autorisations de programme et crédits de paiement dont le montant est révisé dans le cadre du BS 2014 : La révision de ces autorisations de programme intègre l'actualisation des coûts.**

**BUDGET PRINCIPAL**

**Direction des Ressources Informatiques : Ecocité / ville intelligente**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
4 035 000	4 953 000	2 109 028,87	1 918 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
925 971,13	925 971,13

**Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets : Plateforme de Grammont**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014	Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)
Initial	Révisé			
1 100 000	1 130 262,45	27 471,57	1 102 790,88	0

**Direction des Sports : Piscine Héraclès**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 296 000	11 398 980	323 659,45	550 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
10 525 320,55	771 971	2 250 000	4 770 000	2 733 349,24

**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Acquisitions Foncières (Réserves)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
32 000 000	54 098 586,00	38 904 032,58	15 194 553,42

**I- Autorisations de programme dont les crédits de paiement sont modifiés dans le cadre du BS 2014 sans que le montant global pluriannuel de l'AP soit modifié, seul un ajustement annuel est nécessaire :**

**BUDGET PRINCIPAL**

**Direction des Ressources Informatiques : Schéma Directeur d'Aménagement Numérique (SDAN)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
8 289 600	8 289 600	1 447 886,61	1 700 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
5 141 713,39	1 850 000	3 291 713,39

**Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments : Accessibilité aux équipements**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
1 155 000	1 155 000	465 761,92	258 057

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
431 181,08	255 000	176 181,08

**Direction des transports : Accessibilité Transports**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
9 180 000	10 283 700	1 985 635,97	1 050 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
7 248 064,03	1 815 404,10	1 652 000	3 780 659,93

**Direction des transports : Investissements DSP Transports**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
41 355 000	45 513 455	12 815 949,16	1 542 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
31 155 505,84	8 562 500	8 906 000	13 687 005,84

**Direction des transports : Ligne 5 de tramway (montants en Millions d'euros)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
388,4	388,4	13,550	22,705

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
352,145	120,235	60,000	57,000	114,910

**Direction des transports : Pôle d'échange multimodal Montpellier Saint-Roch**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
6 000 000	6 645 100	3 338 691	2 100 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	
1 206 409	1 206 409	



**Direction des transports: Contournement Nîmes-Montpellier**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
99 075 000	99 075 000	21 201 137,50	24 899 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
52 974 862,50	27 064 000	20 175 000	5 735 862,50

**Direction des Sports : Accessibilité aux équipements**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 900 000	2 900 000	0	160 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 740 000	1 400 000	1 340 000

**Direction des Sports : Réhabilitation du Stade de la Mosson**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
56 000 000	56 000 000	2 902 944	1 050 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
52 047 056,25	12 540 000	37 007 056,25	2 500 000

**Direction de la Culture : Accessibilité aux équipements**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
2 929 000		0	735 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice	
	2015	2016
2 194 000	1 530 000	664 000

**Direction de la Culture : MHEA**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
19 360 000	19 360 000	10 379 234,05	8 427 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
553 765,95	553 765,95

**Direction de la Culture : Cité de la musique et des arts (Conservatoire à Rayonnement Régional)**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
37 562 000	37 562 000	0	0

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
37 562 000	13 948 000	16 051 000	6 475 000	1 088 000

**Direction de la Culture : Cage de scène Opéra Comédie**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
14 000 000	18 291 470,40	18 154 666,87	136 803,53

**Direction de la Culture : Médiathèque de Castelnau le Lez**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
3 882 000	3 882 000	0	110 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice			
	2015	2016	2017	2018
3 772 000	2 230 000	1 248 000	244 000	50 000

**Direction de la Culture : Restauration des œuvres d'art du musée Henri Prades**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
107 012	107 012	0	47 012

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice		
	2015	2016	2017
60 000	30 000	20 000	10 000

**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Opérations d'Aménagement à Vocation Économique**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 733 000	20 358 000	9 802 014,30	5 542 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
5 013 985,70	5 013 985,70

**Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel : Route de la Mer / Avenue Georges Frêche**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 000 000	10 000 000	6 421 327	2 000 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
1 578 673	1 578 673

**BUDGET ANNEXE DE L'ASSAINISSEMENT**

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Station d'épuration Baillargues-Saint-Brès**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
14 000 000	14 599 250,26	14 330 017,51	50 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
219 232,75	219 232,75

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Stations d'épuration**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
10 660 000	10 660 000	677 834,79	5 525 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
4 457 165,21	4 457 165,21

**Direction de l'Eau et de l'Assainissement : Réseaux**

Montant		Crédits de paiement antérieurs	Crédits de paiement ouverts au titre de l'exercice 2014
Initial	Révisé		
13 530 000	13 530 000	1 734 105,32	4 520 000

Reste à financer (au delà de l'exercice 2014)	Reste à financer - Répartition par exercice
	2015
7 275 894,68	7 275 894,68

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- décider de la révision du montant des autorisations de programmes précitées,
- décider des modifications des crédits de paiement figurant ci-dessus,
- retenir comme échéancier des crédits de paiements les tableaux susmentionnés,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : smc 183756-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE



## LOGEMENT



**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 165 LOGEMENTS SOCIAUX À MONTPELLIER, VILLENEUVE-LÈS-MAGUELONE ET LATTES - ATTRIBUTION DE SUBVENTION À L'OPH-ACM - CONVENTIONS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin qu'elle apporte son concours à la construction de 165 logements sociaux correspondant à 4 opérations prenant place dans les communes de Montpellier, Villeneuve-lès-Maguelone et Lattes.

Le concours de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est proposé sur la base de 2 000 € par logement en zone 2 du financement du logement social, et 10 000 € par logement en zone 3, où les loyers plafonds réglementaires sont inférieurs alors que les coûts de production sont similaires, et ce afin de permettre d'atteindre l'équilibre des opérations.

Les caractéristiques et le plan de financement prévisionnel des quatre opérations projetées sont détaillés dans le tableau suivant :

Opération	ZAC Parc Marianne lot 18b2 Montpellier	Résidence « l'Alba », Las Rébes, Rue Casseyrols Montpellier	Résidence « les aires » Villeneuve-lès-Maguelone	Résidence, quartier de la Banquière lot2 à Lattes Boirargues
<b>Caractéristiques :</b> Architecte Collectif/Individuel Surface habitable Nombre de logement Catégorie de financement Typologie	A+ Architecte Collectif 2 598 m² 38 26 PLUS/ 12 PLAI 11 T2, 19 T3, 7 T4, 1 T5	LEBUNETEL Collectif 3 665 m² 55 39 PLUS / 16 PLAI 11 T2, 33 T3, 11 T4	KUBIK Collectif 1 733 m² 26 19 PLUS / 7 PLAI 5 T2, 15 T3, 5T4, 1T5	BEVA SERAL Collectif 3 331 m² 46 33 PLUS / 13 PLAI 9 T2, 28 T3, 8T4, 1T5
<b>Plan de financement :</b> Coût total de l'opération Subvention Etat déléguée Subvention Région Subvention 1% Prêt 1% Prêt CDC Participation Montpellier Agglomération	<b>4 906 248,23 €</b> 69 500 €  156 600 € 69 500 € 112 000 € 4 422 648,23 € 76 000 €	<b>6 547 121,03 €</b> 93 750 €  142 000 € 93 750 € 140 000 € 5 967 621,03 € 110 000 €	<b>2 826 829,71 €</b> 80 852 €  109 350 € 0 € 0 € 2 376 627,72 € 260 000€	<b>5 810 853 €</b> 76 500 €  189 000 € 76 500 € 50 000 € 4 958 853 € 460 000 €

Les subventions accordées ouvrent un droit à réservation portant sur 10 % des logements de chaque opération au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il y a lieu de formaliser cette contrepartie par la signature d'une convention.

Mesdames C. LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES et Messieurs R. COTTE, G. CASTRE, J.L. SAVY et B. TRAVIER ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12390

- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 76 000 € pour la réalisation de 38 logements locatifs sociaux, opération ZAC Parc Marianne lot 18b2 à Montpellier,
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 110 000 € pour la réalisation de 55 logements locatifs sociaux, Résidence « l'Alba » Las Rebes, Rue Casseyrols à Montpellier,
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 260 000 € pour la construction de 26 logements locatifs sociaux, Résidence "Les Aires" à Villeneuve-lès-Maguelone,
- apporter une subvention à l'OPH-ACM de 460 000 € pour la construction de 46 logements locatifs sociaux, Quartier de la Banquière, Lot 2 à Lattes ;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 907 ;
- dire que le paiement des subventions s'effectuera sous réserve de la signature des conventions d'attribution fixant notamment les modalités de leur versement ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

SMC 18 3470-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**LOGEMENT – CRÉATION DE 20 LOGEMENTS SOCIAUX - QUARTIER FIGUEROLLES À MONTPELLIER - RUES DU GÉNÉRAL CLAPARÈDE, DU GÉNÉRAL VINCENT, SAINT-ETIENNE, DU PÈRE FABRE, DE METZ ET DU FAUBOURG FIGUEROLLES - GARANTIE D'EMPRUNT À L'OPH ACM - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et aides à la création de logements sociaux telles que les subventions pour surcoût de charge foncière ou les garanties d'emprunt.

L'Office Public de l'Habitat de l'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) a sollicité la Communauté d'Agglomération de Montpellier afin d'obtenir la garantie des emprunts qu'il va contracter pour financer l'acquisition-amélioration de 20 logements locatifs sociaux, répartis sur 6 immeubles situés rues du Général Claparède, du Général Vincent, Saint-Etienne, du faubourg Figuerolles, du Père Fabre et de Metz à Montpellier. Ces opérations sont réalisées dans le cadre du Projet de Renovation Urbaine (PRU) de Montpellier, quartier Centre. A ce titre, elles ont été financées par l'Agence de Renovation Urbaine en 2012, pour 14 logements en Prêt Locatif à Usage Social (PLUS) et 6 logements en Prêt Locatif Aidé d'Intégration (PLAI).

Les projets ont été conçus par le cabinet Martin-Henck Architectures.

L'OPH-ACM demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 100 % les emprunts d'un montant total de 1 758 396 € qu'il sollicite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour financer ces six opérations :

- 6 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) construction d'un montant total de 908 877 €.
- 6 Prêts Locatifs à Usage Social (PLUS) foncier d'un montant total de 378 414 €.
- 5 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) construction d'un montant total de 325 963 €
- 5 Prêts Locatifs Aidés d'Intégration (PLAI) foncier d'un montant total de 145 142 €

Adresse des opérations	Nbre lgts PLUS	Nbre lgts PLAI	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier	TOTAL
16 rue de Metz	4	1	241 312 €	80 181 €	82 515 €	27 418 €	431 426 €
1 rue Saint Etienne	2	1	147 483 €	61 571 €	52 012 €	21 714 €	282 780 €
4 rue du Général Vincent	3	1	200 347 €	72 872 €	49 430 €	17 979 €	340 628 €
3 rue du Général Claparède	2	0	122 537 €	64 351 €	0 €	0 €	186 888 €
4 rue du Père Fabre	1	1	79 688 €	51 014 €	85 547 €	54 765 €	271 014 €
23 rue du Faubourg Figuerolles	3	1	117 510 €	48 425 €	56 459 €	23 266 €	245 660 €
<b>TOTAL</b>	<b>15</b>	<b>5</b>	<b>908 877 €</b>	<b>378 414 €</b>	<b>325 963 €</b>	<b>145 142 €</b>	<b>1 758 396 €</b>

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques des prêts PLUS et PLAI consentis par la Caisse des Dépôts et Consignations, identiques pour chacune des opérations, sont mentionnées ci-après :

Désignations	PLUS Construction	PLUS Foncier	PLAI Construction	PLAI Foncier
TEG (Taux Effectif Global)	1,85%		1,05%	
Durées	40 ans	50 ans	40 ans	50 ans
Index	livret A			
Marge fixe sur index	0,60%		-0,20%	
Taux d'intérêt	livret A + 0,6%		livret A - 0,2%	
Périodicité des échéances	annuelle			
Profil d'amortissement	amortissement déduit (intérêts différés)			
Modalité de révision	double révisabilité limitée			
Taux de progressivité des échéances	0%			
Taux plancher de progressivité des échéances	0%			

La garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est accordée pour la durée totale des prêts, soit une période d'amortissement de 40 ans pour les prêts PLUS construction et PLAI construction et de 50 ans pour les prêts PLUS foncier et PLAI foncier, et porte sur l'ensemble des sommes contractuellement dues par l'OPH-ACM, dont le bailleur ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Il est précisé que si la durée de préfinancement retenue par l'OPH-ACM est inférieure à 12 mois, les intérêts courus pendant cette période seront exigibles à son terme.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à se substituer à l'OPH-ACM pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Mesdames C. LEVY-RAMEAU, P. MIRALLES, et Messieurs R. COTTE, G. CASTRE, J.L. SAVY, et B. TRAVIER ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- garantir le remboursement de la somme globale de 1 758 396 € représentant 100 % des prêts sollicités par l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations pour l'acquisition-amélioration de 20 logements sociaux rues du Général Claparède, du Général Vincent, Saint-Etienne, du faubourg Figuerolles, du Père Fabre et de Metz à Montpellier ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir aux contrats de prêt qui seront passés entre la Caisse des Dépôts et Consignations et l'Office Public de l'Habitat de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (OPH-ACM) et à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Bernard TRAVIER, Gérard CASTRE, Patricia MIRALLES, Robert COTTE, Chantal LEVY-RAMEAU.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 04 AOUT 2014

JMC 18 3668 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 8 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION  
- RÉSIDENCE "INDIGO" - ZAC ROQUE FRAÏSSE À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS -  
GARANTIE D'EMPRUNT À LA SA D'HLM FDI HABITAT - CONVENTION -  
AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La SA d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA) de 8 logements en location-accession, résidence « Indigo », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.3 à Saint-Jean-de-Védas. Le projet sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion a été conçu par l'agence d'architecture DGLa Sud à Montpellier.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 855 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	855 000 €
Durée :	32 ans
dont préfinancement avec différé de capital :	2 ans
Taux d'intérêt :	Taux du Livret A + 1%
Echéances	Trimestrielle

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

MM N. Ségura et Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

Délibération n° 12392

- garantir le remboursement de la somme de 641 250 € représentant 75 % du prêt d'un montant de 855 000 € sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 8 logements en location-accession, résidence "Indigo", ZAC Roque Fraïsse à Saint-Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la la SA d'HLM FDI Habitat et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183624-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**LOGEMENT – CONSTRUCTION DE 6 LOGEMENTS EN LOCATION-ACCESSION  
- RÉSIDENCE "OSMOSE" - ZAC ROQUE FRAÏSSE À SAINT-JEAN-DE-VÉDAS  
- GARANTIE D'EMPRUNT À LA SOCIÉTÉ ANONYME D'HLM FDI HABITAT -  
CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Au titre de sa compétence en matière d'équilibre social de l'habitat, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a déclaré d'intérêt communautaire les actions et les aides favorisant la réalisation de l'objectif de mixité sociale dans l'habitat telles que les subventions pour surcoûts de charges foncières ou les garanties d'emprunts.

La SA d'HLM FDI Habitat a sollicité la Communauté d'Agglomération afin d'obtenir la garantie de l'emprunt qu'elle va contracter pour financer l'acquisition, dans le cadre d'une Vente en Etat Futur d'Achèvement (VEFA), de 6 logements en location-accession, résidence « Osmose », ZAC Roque Fraïsse, lot 4.4 à Saint Jean de Védas. Le projet sous maîtrise d'ouvrage de FDI Promotion a été conçu par l'atelier d'architecture Castelnau / Ferri à Lattes.

FDI Habitat demande à la Communauté d'Agglomération de Montpellier de garantir à hauteur de 75% le Prêt Social de Location-Accession (PSLA) d'un montant total de 713 000 € qu'il sollicite auprès du Crédit Agricole du Languedoc.

Dans le cadre de son règlement intérieur en matière de garantie d'emprunt adopté en Conseil d'Agglomération du 25 juillet 2013, la Communauté d'Agglomération de Montpellier peut accorder une garantie d'emprunt ou son cautionnement pour les opérations de construction, d'acquisition, d'amélioration de logements réalisées par les organismes d'habitations à loyer modéré, dans les conditions fixées à l'article L.5111-4 et les articles L.5216-1 et suivants du Code Général des Collectivités Territoriales et à l'article 2298 du Code Civil.

Les caractéristiques du prêt PSLA consenti par le Crédit Agricole du Languedoc sont mentionnées ci-après :

Montant du prêt PSLA :	713 000 €
Durée :	32 ans
dont préfinancement avec différé de capital :	2 ans
Taux d'intérêt :	Livret A + 1%
Echéance :	trimestrielle

Au cas où FDI Habitat, pour quelque motif que ce soit, ne s'acquitterait pas du remboursement du capital des emprunts et des intérêts, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à en effectuer le paiement en ses lieu et place, sur simple notification du Crédit Agricole du Languedoc par lettre missive, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer le défaut de ressources nécessaires à ces règlements.

La Communauté d'Agglomération s'engage, pendant toute la durée des prêts à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour couvrir la charge de l'emprunt.

Pour rappel, le dispositif PSLA prévoit que l'opérateur rembourse au fur et à mesure des levées d'option des locataires-accédants la partie du prêt correspondant au logement vendu. Lorsque l'ensemble du prêt est remboursé, la garantie n'a plus cours. Par ailleurs, la part du prêt qui serait le cas échéant transférée au locataire-accédant lors de l'acquisition du bien n'est pas couverte par la garantie de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Il y a lieu de formaliser cette garantie par la signature d'une convention.

MM N. Ségura et Y. Pellet ne prennent pas part au vote.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :



Délibération n° 12393

- garantir le remboursement de la somme de 534 750 € représentant 75 % du prêt de 713 000 € sollicité par la SA d'HLM FDI Habitat auprès du Crédit Agricole du Languedoc pour financer la réalisation de 6 logements en location-accession, résidence "Osmose", ZAC Roque Fraïsse à Saint Jean de Védas ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à intervenir au contrat de prêt qui sera passé entre le Crédit Agricole du Languedoc et la SA d'HLM FDI Habitat et à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014  
Smc183635-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**LOGEMENT – OBSERVATOIRE DES LOYERS DU PARC PRIVÉ DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION À L'AGENCE DÉPARTEMENTALE POUR L'INFORMATION SUR LE LOGEMENT (ADIL) DE L'HÉRAULT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. N. SEGURA, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué au Logement, rapporte :

Afin de mieux connaître de façon homogène et harmonisée les niveaux de loyers, le Ministère du logement et de l'égalité des territoires a mis en place, à titre expérimental, un réseau national d'observatoire des loyers à l'échelle des agglomérations réparties sur 19 sites pilotes, parmi lesquels l'Agglomération de Montpellier.

Grâce à son expérience acquise dans la mise en œuvre de l'observatoire départemental des loyers de l'Hérault, l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement de l'Hérault (ADIL 34) a été retenue pour contribuer à cette démarche sur le périmètre initial de l'Agglomération de Montpellier, élargi à l'Agglomération de Sète compte tenu des tensions que connaît cette partie du territoire héraultais sur le marché locatif.

À l'issue de cette phase d'expérimentation, le Ministère souhaite consolider et déployer le réseau des observatoires des loyers ainsi mis en place à l'échelle nationale afin de disposer de données permettant de déterminer un loyer médian dans le cadre de l'encadrement des loyers prévu par la loi du 24 mars 2014 pour l'Accès au Logement et à un Urbanisme Rénové (A.L.U.R.). Les unités urbaines de Montpellier et de Sète font parties en effet des 28 territoires en France dont la tension locative justifie pour l'Etat l'encadrement des loyers des logements locatifs du parc privé.

Au cours de l'année 2013, l'A.D.I.L. 34 a collecté auprès d'agences immobilières et de particuliers plus de 10 000 références soit un volume de données des plus importants parmi ceux traités par les observatoires en cours. La qualité et la diversité des variables collectées ainsi que la rigueur du traitement statistique opéré, fait de l'observatoire des loyers de l'Agglomération de Montpellier un outil de connaissance très fin du marché locatif permettant d'orienter les politiques publiques en faveur de l'habitat, et pour l'Agglomération un outil de suivi de son Programme Local de l'Habitat (PLH) pour infléchir ou corriger le cas échéant les mesures qui y sont proposées.

Pour mettre en œuvre ce réseau d'observatoires des loyers, l'Etat s'appuie sur des partenariats locaux tenant compte des attentes des collectivités concernées et qui mobilisent les cofinancements indispensables à la pérennité de l'outil.

Dans ce cadre, Montpellier Agglomération est sollicitée pour une participation financière à hauteur de 15 000 euros ; ce montant équivaut pour l'année 2014 à 25% du coût prévisionnel de l'observatoire, estimé à l'échelle de l'Agglomération de Montpellier à 60 000 € pour un objectif de 6 000 références à collecter prévues à ce jour.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- accorder à l'Agence Départementale pour l'Information sur le Logement (ADIL) de l'Hérault une subvention de 15 000 € pour la mise en œuvre de l'observatoire des loyers du parc privé sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tous documents se rapportant à cette affaire.

À l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12394

Certifié Exécutoire

Publié le :

Deposé En Préfecture 05 AOUT 2014

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Smc 183867-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



## **POLITIQUE DE LA VILLE**

**PROXIMITE ET RELATIONS USAGERS**

## **RESSOURCES HUMAINES**



**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LÜSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**RESSOURCES HUMAINES – ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - COMMISSIONS ADMINISTRATIVES PARITAIRES - NOMBRE DE REPRÉSENTANTS - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Conformément à la délibération n°6230 du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier assure directement la gestion et le fonctionnement de ses commissions administratives paritaires.

La CAP est un organisme paritaire consultatif, où s'exerce le droit à la participation des fonctionnaires territoriaux. Il existe une CAP par catégorie hiérarchique de fonctionnaires (A, B, C). Tous les grades et emplois des collectivités sont classés dans un groupe hiérarchique rattaché à une catégorie. Chaque catégorie comprend deux groupes hiérarchiques :

- catégorie A : groupes 5 et 6
- catégorie B : groupes 3 et 4
- catégorie C : groupes 1 et 2

Les CAP connaissent des questions d'ordre individuel. Elles sont compétentes à l'égard de l'ensemble des fonctionnaires et des stagiaires de la catégorie hiérarchique concernée. Lorsqu'elles sont saisies de questions disciplinaires, elles se réunissent en conseil de discipline.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant. Ils comprennent, en nombre égal au nombre de représentants du personnel, des titulaires et des suppléants. En outre, l'article 54 de la loi n°2012-347 du 12 mars 2012 prévoit que la désignation de ces membres doit respecter une proportion minimale de 40 % de chaque sexe.

Dans le cadre du prochain renouvellement, les membres représentant le personnel seront désormais élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le nombre de représentants du personnel est lié aux effectifs.

Les élections professionnelles ayant lieu le 4 décembre 2014, les effectifs sont appréciés au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

Compte tenu des effectifs de la Communauté d'Agglomération et conformément à l'article 2 du décret n°89-229 du 17 avril 1989, le nombre de représentants titulaires est fixé comme suit :

Pour la CAP C, compte tenu des effectifs compris entre 500 et 750, elle est constituée de 6 représentants titulaires dont 4 du groupe de base et 2 du groupe supérieur.

Pour la CAP B, compte tenu des effectifs compris entre 250 et 500, elle est constituée de 5 représentants titulaires. Les effectifs représentés par le groupe 4 étant supérieurs aux effectifs du groupe 3, la CAP est constituée de 2 représentants du groupe de base et de 3 représentants du groupe supérieur.

Pour la CAP A, compte tenu des effectifs compris entre 40 et 250, elle est constituée de 4 représentants titulaires dont 3 du groupe de base et 1 du groupe supérieur.

Les organisations syndicales ont été informées de ces dispositions lors du Comité Technique Paritaire du 8 juillet 2014

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre de représentants de la collectivité et du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 12404

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 07 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184563-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PÉLLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**RESSOURCES HUMAINES – ÉLECTIONS PROFESSIONNELLES 2014 - MODALITÉS DE REPRÉSENTATION AU SEIN DU COMITÉ TECHNIQUE ET DU COMITÉ D'HYGIÈNE, DE SÉCURITÉ ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Les articles 8 à 10-1 et 28 à 33 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 organisent au sein de la Fonction Publique Territoriale la création et le fonctionnement des instances paritaires consultatives permettant la mise en œuvre du droit de participation des fonctionnaires notamment pour les Comités Techniques et les Comités d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail. Ces dispositions ont été modifiées par la loi n°2010-751 du 5 juillet 2010 relative à la rénovation du dialogue social et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.

**1 – Le Comité Technique**

Un Comité Technique est créé dans chaque collectivité ou établissement affilié ou non à un centre de gestion, et employant au moins 50 agents titulaires ou non titulaires (à temps complet ou non).

Son rôle est de permettre aux fonctionnaires de participer, par l'intermédiaire de leurs délégués siégeant dans les organismes consultatifs, à l'organisation et au fonctionnement des services publics.

Le Comité Technique est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- # à l'organisation et aux conditions générales de fonctionnement des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- # aux programmes de modernisation des méthodes et techniques de travail et à leur incidence sur la situation du personnel,
- # à l'examen des grandes orientations relatives aux effectifs, emplois et compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- # à l'établissement du plan de formation et sa mise en œuvre, à l'insertion et à la promotion de l'égalité professionnelle,
- # à des sujets d'ordre général intéressant l'hygiène, la sécurité et les conditions de travail,
- # à l'action sociale,
- # aux modifications en hausse ou en baisse du nombre d'heures de service hebdomadaire afférent à un emploi à temps non complet,
- # aux suppressions d'emploi,
- # aux demandes d'agrément en matière de contrat d'apprentissage,
- # aux questions relatives au régime indemnitaire.

Le Comité Technique doit également avoir connaissance d'un certain nombre de matières :

- # le nombre de fonctionnaires mis à disposition auprès d'autres administrations,
- # l'emploi des handicapés,
- # le déroulement des Contrats Emplois d'Avenir,
- # le rapport sur l'état de la collectivité.

Le Comité Technique est composé de deux collèges, celui des représentants de la collectivité et celui des représentants du personnel. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Les représentants de la collectivité sont désignés par le Président parmi les membres de l'organe délibérant ou parmi les agents de la collectivité. Le Comité Technique est présidé par le Président de l'établissement ou son représentant. Il ne peut être désigné que parmi les membres de l'organe délibérant.

Les membres représentant le personnel sont désormais élus pour 4 ans au scrutin de liste à un seul tour avec représentation proportionnelle.

Le Comité Technique doit tenir au moins deux séances dans l'année.

Les élections professionnelles auront lieu le 4 décembre 2014.

Compte tenu des effectifs de la Communauté d'Agglomération au 1<sup>er</sup> janvier 2014, le nombre de représentants titulaires doit être compris entre 5 à 8 représentants par collège.

Par ailleurs, la loi du 5 juillet 2010 sur la rénovation du dialogue social donne la possibilité dans la Fonction Publique Territoriale de maintenir ou non le paritarisme. Soucieux de conserver les formes de dialogue social existantes depuis 2004 à l'Agglomération de Montpellier, qui témoignent d'un rapport juste et équilibré entre les représentants de la collectivité et du personnel, et après des réunions de concertation, le 30 avril et le 18 juin 2014 avec les organisations syndicales représentées au sein de l'Agglomération, et après consultation du Comité Technique Paritaire du 8 juillet 2014, il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité Technique :

- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de fixer à 6 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 6 le nombre de représentants suppléants élus au suffrage direct sur les listes présentées par les organisations syndicales ;
- de recueillir, par le Comité Technique l'avis des représentants de la collectivité.

## 2 – Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail

En application de l'article 33-1 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 et de l'article 27 du décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié, les collectivités sont tenues de créer un Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, dans les mêmes conditions que celles prévues pour le Comité Technique par l'article 32 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984.

Le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail a été créé à la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la délibération n°5928 du 29 juin 2004. Il est appelé à donner un avis sur les questions relatives :

- # à la protection de la santé physique et mentale et de la sécurité des agents,
- # à l'amélioration des conditions de travail, notamment en vue de faciliter l'accès des femmes à tous les emplois et de répondre aux problèmes liés à la maternité,
- # à l'observation des prescriptions légales prises en ces matières,
- # à des projets d'aménagement importants modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail,
- # à des projets d'introduction de nouvelles technologies lorsqu'elles sont susceptibles d'avoir des conséquences sur la santé et la sécurité des agents,
- # à des projets relatifs à la remise ou au maintien au travail des accidentés ou des travailleurs reconnus handicapés, en particulier, sur les mesures destinées à permettre le reclassement des agents reconnus inaptes à l'exercice de leurs fonctions,
- # au rapport annuel écrit faisant le bilan de la situation générale de la santé, de la sécurité et des conditions de travail du ou des services et des actions menées au cours de l'année écoulée,
- # au programme annuel de prévention des risques professionnels et d'amélioration des conditions de travail,
- # au rapport annuel établi par le service de médecine préventive.

Le renouvellement des représentants du personnel se fera lors des élections professionnelles du 4 décembre 2014.

La désignation des représentants du personnel se fera sur la base des résultats aux élections des représentants du personnel au Comité Technique. Les organisations syndicales désigneront librement

Délibération n° 12405

les représentants du personnel au Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail sous réserve qu'ils remplissent les conditions d'éligibilité au Comité Technique.

Les opérations de désignation devront être achevées dans le délai d'un mois suivant la date des élections des représentants du personnel au Comité Technique, soit le 4 janvier 2015.

Le nombre de membres titulaires des représentants du personnel doit être compris entre 3 et 10 dans les collectivités employant au moins 200 agents, ce qui est le cas de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Les représentants titulaires sont en nombre égal à celui des représentants suppléants.

Après avoir réuni, le 30 avril et le 18 juin 2014, les organisations syndicales représentées au sein de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, et après consultation du Comité Technique Paritaire du 8 juillet 2014 il est proposé pour la composition et l'organisation du prochain Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail :

- de maintenir le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- de fixer à 6 le nombre de représentants du personnel titulaires et à 6 le nombre de représentants suppléants désignés par les organisations syndicales ;
- de recueillir, par le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, l'avis des représentants de la collectivité.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail, le nombre de représentants du personnel comme indiqué ci-dessus ;
- maintenir pour le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail le paritarisme numérique en fixant un nombre de représentants de la collectivité égal à celui des représentants titulaires et suppléants du personnel ;
- recueillir, par le Comité Technique et le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail les avis des représentants de la collectivité ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184564-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## RESSOURCES HUMAINES – MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

### I- Créations de postes :

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il est nécessaire de créer au tableau des effectifs les postes mentionnés dans l'**annexe 1** ci-jointe.

### II- Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 2** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 08 juillet 2014.

### III-Transformations de postes au tableau des effectifs

Dans le cadre de l'exercice des compétences de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, il convient de procéder à des ajustements de postes au moyen de créations et de suppressions mentionnées en **annexe 3** ci-jointe, après avis du Comité Technique Paritaire du 08 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- modifier le tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en tenant compte des mises en conformité, transformations, suppressions et confirmation de postes telles que présentées en annexe;
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920, 923, 924, 928 et 929 et les budgets annexes ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183834 DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





## ANNEXE 1 : Créations de postes

Nbre de postes	Réf. Poste au tableau des effectifs	Pôle	Direction	Catégorie d'emploi (A, B, C ou autre emploi)	Temps de travail (temps complet/temps non complet)	Cadre d'emplois	Intitulé des fonctions/ service
1	2014-019	Culture sport solidarité	CRR	B	Temps Complet	Assistant d'enseignement artistique	Assistant d'enseignement Artistique Harpe

## ANNEXE 2 : Réajustements de postes pour mise en conformité grade/emploi

Suppressions de poste					Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/n on complet	Cadre d'emplois à supprimer	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois à créer	Fonctions
2013-010	Culture sport solidarité	Ecolothèque	Temps non complet 17,5 heures	Adjoint d'animation territorial	2013-010	Culture sport solidarité	Ecolothèque	<b>Temps non complet 21 heures</b>	Adjoint d'animation territorial	Adjoint d'animation au sein de l'Ecolothèque
2005-011	Services Publics de l'Environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Rédacteur territorial	2005-011	Services Publics de l'environnement et des Transports	Direction de la Propreté et de la Gestion des Déchets	Temps complet	Adjoint administratif	Gestionnaire Comptable à la DPGD

### ANNEXE 3 Transformations de postes au tableau des effectifs

Suppressions de postes						Créations de postes					
Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emplois à supprimer	Fonctions	Réf Poste	POLE	Direction	Temps complet/non complet	Cadre d'emplois/emploi à créer	Fonctions
2004- 169	CABINET	PROTOCOLE	Temps complet	Adjoint administratif	Chargé d'accueil	2014- 020	CABINET	PROTOCOLE	Temps complet	Adjoint administratif	Assistante Administrative à la Direction du Protocole
2011- 052	CABINET	PROTOCOLE	Temps complet	Adjoint technique	Chauffeur à la Direction du Protocole	2014- 021	CABINET	PROTOCOLE	Temps complet	Adjoint technique	Chargé de la logistique à la Direction du Protocole



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **RESSOURCES HUMAINES – RÉVISION DES MODALITÉS D'ADHÉSION AU CENTRE DE GESTION DE L'HÉRAULT - APPROBATION**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération du 21 décembre 2004, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est inscrite dans une affiliation volontaire avec effet au 1<sup>er</sup> janvier 2005, auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault. Dans le cadre de cette affiliation volontaire, cet établissement, en contrepartie d'une cotisation fixée à 0,4 % de la masse salariale, assure deux types de missions :

- Les missions obligatoires pour le compte des employeurs publics telles que définies dans la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 :
  - La publicité des créations, vacances d'emplois de catégorie A, B et C ;
  - La publicité des listes d'aptitude ;
  - La prise en charge des fonctionnaires des catégories A, B et C momentanément privés d'emplois ;
  - Le reclassement des fonctionnaires de catégories A, B et C devenus inaptes à l'exercice de leurs fonctions ;
  - Le fonctionnement des conseils de discipline de recours.
- Les missions au titre de l'adhésion volontaire : le conseil statutaire, la gestion de la bourse de l'emploi, l'organisation des concours et examens professionnels, des formations notamment dans le domaine de la prévention.

Dans sa séance du 29 novembre 2013, le conseil d'administration du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault a décidé unilatéralement l'augmentation pour la seule Communauté d'Agglomération de Montpellier du taux de cotisation qui progresse de 0,4 % à 0,7 %.

Dans le même temps, depuis 2005, l'évolution des compétences sur les missions fondamentales des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier permet d'assurer les prestations proposées par le centre de gestion en interne. Ainsi, cette évolution à laquelle s'ajoute l'augmentation du taux de cotisation, pour notre seule EPCI, amènent à reconsidérer notre affiliation volontaire.

Par ailleurs, l'évolution législative récente a mis fin à la facturation, pour les collectivités non affiliées auprès des centres de gestion, des coûts des lauréats aux différents concours et examens professionnels des catégories A et B. Ne subsiste désormais que la facturation des coûts pour les agents de catégorie C nommés sur liste d'aptitude inscrits auprès des centres de gestion.

Compte tenu des éléments exposés ci-dessus, il est proposé la fin de l'affiliation volontaire auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 31 juillet 2014, justifiée par la diminution des prestations offertes et par l'augmentation du taux de cotisation décidée par le centre de gestion.

Dans ce contexte, à partir de cette date, l'instruction des dossiers relevant des commissions de réforme sera traitée par la Direction Départementale de la Cohésion Sociale (DDCS) qui assure déjà, pour rappel, les dossiers relevant du Comité Médical. Cette mesure sera réalisée sans contribution financière supplémentaire pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Ces dispositions ont été adoptées à la majorité des membres du Comité Technique Paritaire qui s'est réuni le 8 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la fin de l'affiliation volontaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier auprès du Centre de Gestion de la Fonction Publique Territoriale de l'Hérault à compter du 31 juillet 2014 ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Délibération n° 12407

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire 01 AOUT 2014

Publié le :

Déposé En Préfecture 01 AOUT 2014

Le :

Numéro de l'acte : Imc 184 567 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

Le Président,

M. Philippe SAUREL.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARÉLLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**RESSOURCES HUMAINES – AVENANT N°1 À LA CONVENTION FINANCIÈRE 2014 AVEC LE COMITÉ D'ACTION SOCIALE SPORTIVE ET CULTURELLE DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. P. BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Ressources Humaines, rapporte :

Par délibération n°12083 du 19 décembre 2013, la Communauté d'Agglomération a autorisé la signature d'une convention financière avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle (CASSC) pour l'année 2014. Cette convention, qui a pour objet de formaliser les moyens financiers qui sont mis à disposition du CASSC, a été signée le 29 décembre 2013.

Afin que le CASSC soit en mesure de répondre à la progression des demandes en matière d'aides sociales, de pratiques culturelles et sportives et de services collectifs tout au long du second semestre 2014, il convient de prévoir un avenant à la convention financière 2014 par lequel la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage à verser une subvention exceptionnelle d'un montant de 7 000 euros dans le cadre du Budget Supplémentaire 2014. Cette subvention exceptionnelle viendra en complément de la subvention de 475 000 euros accordée par l'Agglomération de Montpellier au Budget Primitif 2014.

Ces dispositions ont été adoptées à l'unanimité des membres du Comité Technique Paritaire qui s'est réuni le 8 juillet 2014.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°1 à la convention financière 2014 avec le Comité d'Action Sociale Sportive et Culturelle de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- s'engager à verser une subvention exceptionnelle complémentaire de 7 000 €,
- dire que les crédits sont inscrits au budget 2014 de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Budget Principal, chapitre 920,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : P. Bonnal, R.Buono, R.Revøl, E.Lloret, V.Perez, J.L.Cousquer, P.Miralles, I.Gianiel, Y.Pellet, G.Balazun, J.L.Mesissonnier, T.Breysse, J.Galabrun-Boulbes, A.Moynier, G.Castre, J.Raymond.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184802-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





## **SPORTS ET TRADITIONS**



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE DE RUGBY YVES DU MANOIR - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC - CONVENTIONS TRANSITOIRES DE MISE À DISPOSITION AU MONTPELLIER RUGBY CLUB - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Conformément aux dispositions de la délibération n°4846 du 18 septembre 2002 définissant l'intérêt communautaire, la Communauté d'Agglomération de Montpellier soutient le sport de haut niveau au plan national ou international.

La présence d'une équipe professionnelle, évoluant au plus haut niveau, répond aux attentes d'un très large public et offre à la Communauté d'Agglomération un rayonnement national. Elle souhaite donc à ce titre poursuivre la mise à disposition du complexe sportif Yves Du Manoir au bénéfice du Montpellier Rugby Club..

Afin de pouvoir mener à terme les discussions en cours concernant les modalités de mise à disposition pérenne des installations sportives utilisées par ce club, il convient d'établir des conventions transitoires avec la Société Anonyme Sportive Professionnelle Montpellier Rugby Club.

Ces conventions prévoient la mise à disposition des équipements pour la saison sportive 2014-2015 de la date de leur signature au 31 octobre 2014. Avant cette date une convention définitive devrait être soumise pour approbation au Conseil Communautaire. A défaut, les conditions de la convention provisoire pourront être prolongées tacitement du 1<sup>er</sup> novembre jusqu'au 30 juin 2015.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions transitoires de mise à disposition du Stade Yves du Manoir et des locaux annexes pour la saison 2014-2015 de la date de leur signature au 31 octobre 2014 ;
- dire que les recettes seront inscrites au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux votes contre et une abstention).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184 211. DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**SPORTS ET TRADITIONS – STADE DE LA MOSSON "MONDIAL 98" - AMÉNAGEMENTS - MANDAT SOCIÉTÉ D'AMÉNAGEMENT DE L'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER (SAAM) D'ÉTUDES ET DE RÉALISATION - RÉSILIATION DES MARCHÉS - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°10689 en date du 29 février 2012, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé un programme de réhabilitation du Stade de la Mosson « Mondial 98 », ainsi que son enveloppe financière prévisionnelle établie à 46 823 000€ HT.

Par cette même délibération la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de confier, par convention de mandat, à la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM) un mandat d'études et de réalisation conformément à l'article L327-1 du Code de l'urbanisme.

Dans ce cadre, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a autorisé la signature des marchés suivants :

- marché n°S12.03 relatif au management du risque, avec la société SOCOTEC pour un montant de 290 104 € H.T (délibération n°10955 du 28 juin 2012),
- marché de maîtrise d'œuvre des travaux n°S13.05 d'un montant de 4 664 219 € H.T. au groupement dont le mandataire est A+ Architecture. (délibération n°11510 en date du 11 avril 2013),
- marchés n°S13.01 d'OPC d'un montant de 195 060 € H.T. avec la société SCO, n°S13.02 de contrôle technique d'un montant de 409 880 € H.T. avec la société SOCOTEC et N°S13.03 de CSPS d'un montant de 75 285 € H.T. avec le Bureau Veritas (délibération n°11511 du 11 avril 2013).

Dans un contexte national de rigueur financière, et face à la réduction programmée des dotations aux collectivités territoriales, la Communauté d'Agglomération de Montpellier s'est engagée à maîtriser ses dépenses d'investissement.

Pour respecter cet engagement financier et dans un souci d'économie, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a décidé de mettre fin à ce programme de réhabilitation du stade de la Mosson « Mondial 98 ».

Ainsi, il convient de procéder à la résiliation des marchés susmentionnés pour motif d'intérêt général.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la résiliation pour motif d'intérêt général des marchés SAAM n°S12.03, n°S13.01, n°S13.02, n°S13.03 et n°S13.05,
- autoriser la SAAM, mandataire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à résilier les marchés visés dans la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document découlant de cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12428

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : IMC 184 217 -DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

## **SPORTS ET TRADITIONS – PISCINES DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - TARIFS - ADOPTION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La délibération n°9701 du 20 juillet 2010 a fixé les tarifs des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, applicables depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2010.

Ces tarifs ont été complétés par les délibérations n°11642 du 26 juin 2013 fixant les montants des animations et cours de natation et n°12338 du 19 juin 2014 prévoyant le nouveau tarif préférentiel de fin de journée à 1 € durant la saison d'été.

Compte tenu de l'indice INSEE concernant l'évolution annuelle des prix à la consommation (environ 7% depuis 4 ans), il est proposé de réévaluer les tarifs d'entrées et de locations de lignes d'eau des piscines sur la base de 4 % d'augmentation.

Par ailleurs, il est proposé d'adopter les nouveaux tarifs suivants :

- Un tarif de 2 € pour la création de la carte d'abonnement,
- Un tarif de groupe qui concernera au minimum 10 entrées « enfant » (centre de loisirs principalement),
- Un tarif de location de la ligne d'eau aux clubs sportifs le dimanche, hors Piscine Olympique d'Antigone,

De plus, il est proposé d'intégrer dans cette délibération le tarif préférentiel de fin de journée à 1 € applicable valable chaque été du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août conformément à la délibération n°12338 du 19 juin 2014.

Les tarifs animations et cours de natation restent inchangés conformément à la délibération n°11642 du 26 juin 2013.

Ces nouveaux tarifs seront applicables à compter du 1<sup>er</sup> septembre 2014.

I/ Les nouveaux tarifs proposés :

### **PISCINE OLYMPIQUE D'ANTIGONE**

#### **1) Entrées : les titres sont valables pendant 24 mois :**

	<b>Normal</b>	<b>Pass'Agglo</b>
- Entrée enfant (4 à 18 ans)	<b>2,70 €</b>	<b>2,30 €</b>
- 10 entrées enfants	<b>23,50 €</b>	<b>19,70 €</b>
- Abonnement trimestriel enfants	<b>60,80 €</b>	<b>52,00 €</b>
- Entrée adulte	<b>5,00 €</b>	<b>4,30 €</b>
- 10 entrées adultes	<b>38,00 €</b>	<b>32,80 €</b>
- Abonnement trimestriel adultes	<b>122,70 €</b>	<b>106,10 €</b>
- Abonnement 10 h	<b>25,50 €</b>	<b>21,80 €</b>
- Abonnement 20 h	<b>44,70 €</b>	<b>38,50 €</b>
- 10 entrées comités d'entreprises	<b>30,20 €</b>	-
- 10 Abonnements 10 h comités d'entreprises	<b>215,30 €</b>	-
- Tarif réduit *	<b>2,80 €</b>	<b>2,50 €</b>
- Tarif réduit 10 entrées *	<b>26,50 €</b>	<b>23,40 €</b>
- Tarif réduit abonnement 10h *	<b>21,80 €</b>	<b>18,70 €</b>
- Création de carte abonnement ou remplacement	<b>2,00 €</b>	-



- Bonnets de bain	2,00 €	-
* <i>Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif</i>		

**2) Forfait famille : les titres sont valables pendant 24 mois :**

	Normal	Pass'Agglo
- Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	12,80 €	10,30 €
- Adulte supplémentaire	3,60 €	2,90 €
- Enfant supplémentaire (4 à 18 ans)	2,10 €	1,70 €

**3) Tarifs groupes (minimum 10 entrées)**

	Normal	Pass'Agglo
- Enfant	2,30 €	1,90 €
- Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	2,30 €	1,90 €

**4) Locations horaires de lignes d'eau :**

	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs (50 m)	13,30 €	11,20 €
- Clubs sportifs (25 m)	6,80 €	5,90 €
- Etablissements d'enseignement ou de formation (avec surveillance)	31,70 €	30,70 €

**5) Locations horaires de bassins :**

	Normal	Pass'Agglo
- Venus	386,00 €	328,00 €
- Aphrodite	188,00 €	161,00 €
- Mezzanine	188,00 €	161,00 €

**6) Prestation M.N.S. (Maître Nageur Sauveteur) :**

	Normal	Pass'Agglo
- 1 Heure	24,40 €	23,90 €

**CENTRE NAUTIQUE NEPTUNE (Bassins extérieurs)**

1) Locations horaires de lignes d'eau:	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	10,60 €	8,50 €
- Autres clubs sportifs (hors dimanche)	13 €	11,10 €
- Clubs sportifs (dimanche)	21,60 €	19,50 €

2) Locations de la fosse à plongée:	Normal	Pass'Agglo
-------------------------------------	--------	------------

- Clubs sportifs (1heure)	12,70€	10,60 €
- Forfait 1/2 journée (4 heures)	42,30 €	33,80 €

## AUTRES PISCINES DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### 1) Entrées : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
- Entrée enfant (4 à 18 ans)	2,50 €	2,10 €
- 10 entrées enfants	19,20 €	16,10 €
- Abonnement un an : enfants	83,20 €	70,70 €
- Entrée adulte	3,10 €	2,60 €
- 10 entrées adultes	22,90 €	19,20 €
- Abonnement un an : adultes	121,70 €	104 €
- 10 entrées comité d'entreprise	18,20 €	-
- Tarif réduit *	2,60 €	2,10 €
- Tarif réduit 10 entrées*	19,00 €	16,10 €
- Tarif réduit abonnement un an*	83,20 €	70,70 €
- Création de carte d'abonnement ou remplacement	2,00 €	-
<i>* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif</i>		

### 2) Forfait famille : les titres sont valables pendant 24 mois :

	Normal	Pass'Agglo
- Forfait famille : 2 adultes et 2 enfants	8,80 €	7,00 €
- Adulte supplémentaire	2,10 €	1,70 €
- Enfant supplémentaire (4 à 18 ans)	1,60 €	1,20 €

### 3) Tarifs groupes (minimum 10 entrées) :

	Normal	Pass'Agglo
- Enfant	1,80 €	1,50 €
- Adulte accompagnateur (1 par tranche de 8 enfants)	1,80 €	1,50 €

### 4) Tarif été de fin de journée (du 1<sup>er</sup> juillet au 31 août) :

- Unique à partir de 18h du lundi au vendredi	1,00 €	
---	--------	--

### 5) Locations horaires de lignes d'eau :

	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs (25 m) (hors dimanche)	6,70 €	5,60 €
- Clubs sportifs (25 m) (dimanche)	17,70 €	16,60 €

- Etablissements d'enseignement ou de formation ( <i>sans surveillance</i> )	14,90 €	14,30 €
--	---------	---------

**6) Locations horaires petit bassin:**

	Normal	Pass'Agglo
- Clubs sportifs haut niveau (hors dimanche)	13,20 €	11,10 €
- Autres clubs (hors dimanche)	27,60 €	22,40 €
- Clubs sportifs (dimanche)	37,50 €	33,40 €

**7) Prestation M.N.S. (Maître Nageur Sauveteur) :**

	Normal	Pass'Agglo
- 1 heure	24,40 €	23,90 €

**II/ Les autres tarifs toujours en vigueur dans l'ensemble des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

**1) Cours de natation :**

	QF>900		450>QF≥900 Ou tarif réduit*		QF≤450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
Cours collectifs enfants natation à la saison	136,20 €	115,90 €	108,95 €	92,60 €	87,15€	74,10 €
Cours collectifs enfant (à partir du 1 <sup>er</sup> janvier)	88,50€	75,30 €	70,80 €	60,20 €	56,65 €	48,15 €
Cours collectifs enfant (1 séance)	5,50 €	4,70 €	-	-	-	-
Cours collectifs adultes à la saison	186,70 €	158,60 €	149,35€	126,95€	119,50€	101,55€
Cours collectifs adultes (à partir du 1 <sup>er</sup> janvier)	121,35	103,15 €	97,10€	82,55€	77,70€	66,00€
Cours collectifs adultes (1 séance)	7,30 €	6,10 €	-	-	-	-

\* *Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif  
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois*

**2) Stages collectifs vacances scolaires :**

	QF>900		450>QF≥900 Ou tarif réduit*		QF≤450	
	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo	Normal	Pass'Agglo
- Stages collectifs enfants (3 séances)	16,20€	13,75 €	12,95€	11,00€	10,35€	8,80€
- Stages collectifs enfants (4 séances)	21,20 €	18,00 €	16,95 €	14,40€	13,55€	11,50€
- Stages collectifs enfants (5 séances)	27,00 €	23,00 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
- Stages collectifs adultes (3 séances)	20,70€	17,60€	16,55€	14,05€	13,25€	11,25€
- Stages collectifs adultes (4 séances)	27,00 €	22,50 €	21,60€	18,35€	17,30€	14,70€
- Stages collectifs adultes (5 séances)	34,50 €	29,00 €	27,60 €	23,45€	22,10 €	18,80€

Délibération n° 12429

*\* Etudiants, + 60 ans, chômeurs, RSA, Handicapés sur présentation d'un justificatif  
Prise en compte du QF sur présentation d'une attestation CAF de moins de trois mois*

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter la mise à jour des tarifs piscines,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 184 124 DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente.

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVELE suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**SPORTS ET TRADITIONS – PISCINE COMMUNAUTAIRE HÉRACLÈS À SAINT-BRÈS - AVANT PROJET DÉFINITIF - AVENANT N°1 AU MARCHÉ DE MAÎTRISE D'ŒUVRE N°3034 - APPROBATION**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°10862 en date du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme de réalisation de la piscine Héraclès sur la Commune de Saint-Brès. Par cette délibération, il a également approuvé le budget prévisionnel arrêté au stade de la programmation à 9,1 M€ H.T., ainsi que le lancement du concours de maîtrise d'œuvre soit 7,2 M€ H.T. pour les travaux, 1,6 M€ H.T. pour les études et 0,3 M€ H.T. pour le terrain.

Le programme tel que défini dans la délibération n°10862 comprend quatre points forts :

- une diminution de la surface construite grâce à un fond de bassin amovible,
- une grande ouverture sur l'extérieur (70% des façades et 50% de la toiture du hall du bassin ludique) permettant de fonctionner sans une centrale de traitement d'air pendant la période estivale,
- des plages extérieures attirantes et aménagées de jeux d'eau et d'une glissade,
- l'intégration des normes Haute Qualité Environnementale.

Le programme architectural, fonctionnel et technique définit l'ouvrage suivant :

- un hall bassin sportif dont la façade vitrée s'ouvrira de 70% sur la plage extérieure, regroupant :
- un bassin sportif de 25m et 6 couloirs équipés d'un fond amovible de 125m²,
- une pataugeoire de 10m² pour le confort et la sécurité des enfants ;
- des gradins de 100 places, afin de permettre aux visiteurs et aux accompagnateurs de partager visuellement l'activité du bassin ;

Un hall indépendant pour le bassin ludique de 100m² destiné à l'apprentissage de la natation et offrant aux utilisateurs un moment de détente et de convivialité sur les banquettes massantes ; les deux halls seront séparés par un châssis vitré qui permettra également une grande communication entre les deux espaces ;

Des vestiaires individuels séparés hommes / femmes dotés de 20 cabines individuelles, 4 vestiaires collectifs pour les scolaires et les groupes ;

A l'extérieur une plage minérale équipée de jeux d'eau et d'une glissade ;

Un parking qui pourra accueillir voitures particulières et transports en commun pour les élèves en séance de natation scolaire.

A l'issue du concours de maîtrise d'œuvre et par délibération du Conseil de Communauté n°11574 en date du 23 mai 2013, l'équipe représentée par Coste ARCHITECTURES a été désignée lauréate de ce concours. Après négociation le montant provisoire de ses honoraires correspondant à l'ensemble des missions a été fixé à 992 466,82 € H.T. soit un taux de rémunération de 13,78426%.

L'Avant Projet Sommaire a permis de compléter l'aménagement du parvis et de réduire la surface utile bâtie.

L'Avant Projet Définitif présenté par le maître d'œuvre intègre l'actualisation des prix et l'adaptation des prestations :

Concernant l'actualisation des prix, entre mai 2012 et mai 2014, l'index BT a augmenté de 0,65%. Ainsi, le montant de l'opération est porté à 9 159 150 € H.T. soit 7 246 800 € H.T. pour les travaux, 1 610 400 € H.T. pour les études et 301 950 € H.T. pour le terrain.

Conformément aux engagements de la Communauté d'Agglomération en faveur du développement des énergies renouvelables exprimés dans le Plan Climat Energie Territoire (conseil du 6 février 2014) et suite à l'étude de faisabilité de l'approvisionnement énergétique de la piscine, il a été décidé la mise en place d'une chaufferie bois à plaquettes forestières pour un surcoût de travaux de 340 000 € H.T.

La nouvelle estimation prévisionnelle du coût des travaux est donc portée à 7 586 800 € HT (valeur mai 2014).

Délibération n° 12430

A l'issue de la phase APD, le montant du coût prévisionnel des travaux sur lequel le maître d'œuvre s'engage en solution de base est de 7 551 000 € H.T. (valeur mai 2014), montant inférieur à l'estimation prévisionnelle de 7 586 800 € HT.

Le taux de rémunération du maître d'œuvre étant de 13,78426% du volume des travaux, son forfait de rémunération définitif est donc arrêté à 1 040 849,47 € H.T. au lieu de 992 466,82 € H.T. soit une augmentation de 4,88%.

Conformément à la loi n°85-704 du 12 juillet 1985 relative à la maîtrise d'ouvrage public, il est donc proposé de rédiger un avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre N°3034 fixant le forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre.

Ainsi, le budget de l'opération est donc estimée au stade de l'APD à 9 499 150€ HT (valeur mai 2014) soit à 7 586 800 € HT pour les travaux, 1 610 400€ HT pour les études, 301 950€ HT pour le terrain.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter l'Avant Projet Définitif de l'opération ;
- adopter l'estimation définitive du coût prévisionnel des travaux à 7 551 000 € H.T. (valeur mai 2014) et de constater l'engagement du maître d'œuvre au respect de cette estimation ;
- approuver l'avenant n°1 au marché de maîtrise d'œuvre N°3034 qui arrête le forfait définitif de la rémunération de la maîtrise d'œuvre à la somme de 1 040 849,47 € H.T. ;
- dire que les crédits sont inscrits au Budget 2014 de la Communauté d'Agglomération, chapitre 904 ;
- solliciter les subventions les plus larges possibles auprès de l'État, de la Région Languedoc-Roussillon, du Département de l'Hérault et de l'Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie (ADEME),
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183778. DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND.

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**SPORTS ET TRADITIONS – COMPLEXE SPORTIF JULES RIMET À SUSSARGUES -  
GESTION DES INSTALLATIONS - CONVENTION - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

Par délibération n°5508 en date du 26 novembre 2003, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a procédé à l'acquisition d'un terrain de 54 970 m<sup>2</sup> sur la Commune de Sussargues afin d'y réaliser un complexe sportif dédié au football.

Par délibération n°5654 en date du 30 janvier 2004, le Conseil de Communauté a approuvé la réalisation sur ce site, d'un complexe sportif dédié au football, décomposé comme suit pour sa première tranche :

- un terrain d'honneur en gazon synthétique de 3ème catégorie (105 x 68 m), éclairé pour permettre le déroulement des entraînements et des rencontres en nocturnes ;
- une tribune couverte de 500 places ;
- un ensemble de vestiaires joueurs (4), et arbitres (2), un local pour les délégués, des sanitaires et une salle de réception, le tout situé sous les tribunes.

Par délibération n°8544 en date du 27 novembre 2008, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a approuvé la réalisation d'une deuxième tranche comprenant un terrain de grand jeu en gazon synthétique, une clôture, l'éclairage et un bloc vestiaires et sanitaires.

Afin de gérer ces installations sportives dans les meilleures conditions possibles et pour rendre un service public au plus près des citoyens, la Communauté d'Agglomération de Montpellier souhaite confier, par une nouvelle convention, l'entretien et la surveillance de ces installations sportives à la Commune de Sussargues.

La convention est conclue sur le fondement de l'article L.5216-7-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Par cette convention, la Commune de Sussargues s'engagera à assurer l'entretien courant des terrains en gazon synthétique, des vestiaires et des autres locaux utilisés régulièrement par les équipes de football qui seront autorisées, par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à occuper le complexe sportif.

De la même façon, la Commune de Sussargues devra gérer la surveillance et le gardiennage de l'installation pour le respect des créneaux horaires et du règlement établi par la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La convention, passée pour une durée de 3 ans à compter de sa notification, prévoit les modalités de l'entretien et de la surveillance des installations sportives ainsi que la contrepartie financière de cette gestion qui est estimée à 34 000 € par an.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Commune de Sussargues pour la gestion des installations ;
- dire que les crédits correspondants sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 924 ;
- autoriser Monsieur le Président à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12431

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

05 AOUT 2014

Dmc 181737-De

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s) :

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es) :

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es) :

M. M. MAJDOUL

**SPORTS ET TRADITIONS – NATATION ET PATINAGE SCOLAIRE - CONVENTION  
AVEC L'ÉDUCATION NATIONALE 2014/2015 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

M. J.-L. MEISSONNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, délégué aux Sports et Traditions, rapporte :

La Communauté d'Agglomération de Montpellier, dans le cadre de ses priorités d'action depuis plusieurs années, s'est engagée, en partenariat avec l'Education Nationale, à assurer l'apprentissage de la natation et du patinage pour les enfants des écoles primaires et des grandes sections maternelles.

Ainsi tous les élèves scolarisés dans les écoles primaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier peuvent bénéficier de séances gratuites d'apprentissage, conduites en collaboration avec les enseignants de l'Education Nationale.

Pour réaliser ce programme ambitieux, qui concerne chaque année près de 20 000 enfants, la Communauté d'Agglomération de Montpellier met en œuvre des moyens matériels et humains conséquents avec treize piscines, la patinoire Végapolis et plus de quatre vingt dix éducateurs sportifs.

S'agissant d'éducation physique et sportive pendant le temps scolaire, il convient de définir de façon conventionnelle pour chaque année scolaire, avec l'Académie de Montpellier, les champs de compétences, de responsabilités et d'interventions de chacune des deux parties.

La convention proposée formalise notamment :

- les conditions générales de l'organisation des activités,
- le rôle, la responsabilité et l'agrément des intervenants,
- les conditions de sécurité,
- la durée (un an).

En accord avec l'Inspection d'Académie de l'Hérault et conformément à l'évolution de la réglementation, les stagiaires des formations au Brevet professionnel de la jeunesse, de l'éducation populaire et du sport (BPJEPS) des activités aquatiques et de la natation et de l'UFRSTAPS peuvent, durant leur période de stage, être mis en situation pédagogique durant les séances de natation scolaire, sous l'autorité des enseignants et le contrôle pédagogique des éducateurs territoriaux de l'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les termes de la convention et ses annexes,
- autoriser l'accueil pédagogiques des stagiaires BPJEPS et UFR STAPS durant les séances de natation scolaire,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention et tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 183182-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



## TRANSPORTS ET MOBILITE



SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAÛUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZAŃSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - PROTOCOLE TRANSACTIONNEL AVEC MADAME GUEMAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil de District a mandaté TaM pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

Par arrêté préfectoral n°2004-I-1091 du 10 mai 2004, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la réalisation de la 2ème ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier, prorogée par arrêté préfectoral n°2009-01-1001 du 15 avril 2009.

Dans le cadre des acquisitions foncières réalisées pour la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway, la Communauté d'Agglomération de Montpellier a acquis une parcelle de terrain, située 2427 avenue Etienne Méhul à Montpellier appartenant à Madame Fathia GUEMAR.

Divers travaux de reconstitution ont alors été engagés mais il a été impossible de trouver un accord avec Madame Fathia GUEMAR sur ces travaux et de les réceptionner.

Madame Fathia GUEMAR a intenté un certain nombre de procédures judiciaires à l'encontre de la Communauté d'Agglomération et de TaM, sans succès hormis la dernière engagée devant le Tribunal de Grande Instance, qui a condamné la Communauté d'Agglomération à la réalisation de travaux sous astreinte et au versement de 6 897,91 € de préjudice et frais de procédure.

En parallèle, Mme Fathia GUEMAR a engagé un recours devant le Tribunal Administratif dans lequel elle demande des travaux supplémentaires et le paiement de près de 11 600 € pour divers préjudices. Cette affaire est en cours d'instruction.

Devant la difficulté à mettre en œuvre la condamnation du TGI, et le risque de réaliser les travaux en pure perte en cas de succès de la demande d'annulation de l'ordonnance, il est apparu opportun de conclure avec le propriétaire un protocole d'accord transactionnel, ayant pour objet de mettre un terme au litige qui oppose les parties et à tout autre futur qui résulterait, de près ou de loin, de la construction ou de l'exploitation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway.

Ce protocole est conclu pour un montant global, forfaitaire, définitif et satisfactoire de 42 000 €. Ce montant recouvre la réalisation des travaux auxquels la CAM a été condamnée (travaux dont le coût a été évalué sur la base du rapport de l'expert à 19 600€), ainsi que les frais d'expertise à hauteur de 11 617,50€, et l'actualisation de ces sommes.

Sans reconnaître sa responsabilité dans les préjudices allégués par Madame Fathia GUEMAR, TaM, en sa qualité de représentant de la Communauté d'Agglomération, accepte ainsi de verser cette somme à Madame GUEMAR.

Les parties s'engagent également par ce protocole à se désister de toute action pendante devant les Tribunaux, et à renoncer à toute nouvelle action ou instance relatif à cette affaire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de protocole transactionnel avec Madame GUEMAR,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce protocole transactionnel,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12446

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc184072-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







Montpellier  
Agglomération

SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - PARKING DE LA PLACE CHARLES DE GAULLE À CASTELNAU LE LEZ - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC PAR LA SOCIÉTÉ CIC SUD OUEST - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La société CIC Sud-Ouest sollicite la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour occuper une place de stationnement au sein du parking de la place Charles de Gaulle (parcelle cadastrée AY 260) à Castelnau le Lez. En effet, pour mener à bien son activité, la société a besoin, d'un emplacement de stationnement réservé à la société de convoyeurs de fonds avec laquelle elle travaille.

Cet emplacement, qui doit être face au local commercial de la banque, sera devant la borne fixe à l'entrée du futur local de la société CIC Sud-Ouest.

Une convention d'occupation temporaire du domaine public a ainsi pour objet de définir les conditions dans lesquelles CIC Sud-Ouest est autorisée à occuper, à titre précaire et révocable, aménager et exploiter cette place de stationnement. L'occupation est liée exclusivement à la desserte du local commercial de la société CIC Sud-Ouest par les convoyeurs de fonds qui lui sont contractuellement attachés.

Par ailleurs, cette occupation nécessite quelques travaux d'aménagement :

- l'installation d'un système de télécommande pour manœuvrer le péage du parking. Ces travaux seront réalisés par TaM, délégataire de la Communauté d'Agglomération pour l'exploitation du réseau de transports publics, et seront pris en charge financièrement par CIC Sud-Ouest,
- le marquage de la place de stationnement, réalisé par l'occupant, à sa charge et sous son entière responsabilité.

L'occupation est consentie pour une durée de 8 ans reconductible expressément à l'échéance pour une durée de 4 ans. L'occupant devra verser à la Communauté d'Agglomération de Montpellier une redevance fixée à 50 € TTC par mois, soit un montant annuel de 600 € TTC.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public avec la société CIC Sud Ouest,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer cette convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 183646-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - COMMISSION D'INDEMNISATION À L'AMIABLE - DÉSIGNATION DES REPRÉSENTANTS DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, ligne permettant également le Bouclage de la Ligne 4.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique le tronçon relatif au bouclage de la ligne 4. Par délibération n°11815 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a décidé la création d'une Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA) permettant d'instruire les demandes et d'indemniser, dans un cadre légal, à l'amiable et dans des délais plus courts que ceux résultant d'une procédure contentieuse, les professionnels riverains concernés par des préjudices vérifiés qui pourraient leur être causés dans le cadre des travaux.

Les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, de TaM, tant titulaires que suppléants, et une personnalité compétente doivent être désignés à l'issue du renouvellement du Conseil de Communauté et du Conseil d'Administration de TaM.

Les représentants du Conseil d'Administration de TaM ont été désignés le 25 juin 2014. Il s'agit de Mylène CHARDES (titulaire) et Jean-Luc COUSQUER (suppléant).

Il convient donc maintenant de désigner les représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à savoir trois élus titulaires et trois élus suppléants au sein du Conseil Communautaire, ainsi qu'une personnalité compétente titulaire et une suppléante.

Sur proposition du Président, en application des informations transmises à l'ensemble des élus et de l'article L.2121-21 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Conseil de Communauté décide à l'unanimité de ne pas procéder à la désignation des représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier au scrutin secret mais à main levée.

Le Président propose les désignations suivantes :

Représentants titulaires et suppléants :

Titulaires	Suppléants
- Titina DasyIva	- Gérard CASTRE
- Henri De Verbizier	- Khanthaly Phoutthasang
- Guy Barral	- Véronique DEMON

Personnalités compétentes :

Titulaire	Suppléant
- Jean BERNARD-CHATELOT, Trésorier Payeur Général retraité	- Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier

Aucune autre candidature n'est proposée par l'Assemblée.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- désigner en qualité de représentants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier Titina DASYLVA, Henri DE VERBIZIER, Guy BARRAL (en qualité de titulaires), Gérard CASTRE, Khanthaly PHOUTTHASANG, Véronique DEMON (en qualité de suppléants) et Jean BERNARD-CHATELOT, Trésorier Payeur Général retraité (en qualité de personnalité compétente titulaire) et Gérard BORRAS, Président honoraire de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Montpellier (en qualité de personnalité compétente suppléante) et les autoriser à exercer toute fonction dans ce cadre ;
- autoriser Monsieur le Président à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc183717-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.  
La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU TRAMWAY - AVENANT N°1 À LA CONVENTION D'EXPÉRIMENTATION AVEC LE LABORATOIRE DES SYMBIOSES TROPICALES ET MÉDITERRANÉENNES REPRÉSENTÉ PAR L'INSTITUT DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Dans le cadre de sa politique de préservation de l'environnement et de protection de la ressource en eau, l'Agglomération de Montpellier a engagé un partenariat avec la communauté scientifique afin d'aménager les plateformes végétalisées du tramway avec des espèces nécessitant moins d'interventions d'entretien et une plus faible consommation d'eau.

Traditionnellement, le gazon est utilisé comme revêtement végétal des plateformes tramway pour assurer une couverture verte et uniforme tout au long de l'année. Néanmoins, il présente plusieurs inconvénients dont un besoin en eau élevé et un entretien exigeant.

Une expérimentation de solutions alternatives au gazon réalisée sur la Ligne 3, portant sur d'autres espèces végétales et complétée par les résultats d'essais dans d'autres agglomérations, a permis de proposer des orientations d'amélioration et de recherche quant à la structure de la plateforme du tramway, au choix des végétaux et du substrat, à l'arrosage et à l'entretien.

Ainsi, par délibération n°10918 du 24 mai 2012, le Conseil de Communauté a autorisé la signature d'une convention avec le Laboratoire des Symbioses Tropicales et Méditerranéennes (LSTM) représenté par l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) pour mettre en place une collaboration et apporter, à l'Agglomération, son expertise technique et scientifique pour la conception et la réalisation d'un essai de végétalisation visant à développer des solutions alternatives aux plateformes tramway engazonnées.

D'une durée de 2 ans, cette collaboration a pour objectif la création d'un couvert végétal permanent sur la plateforme du tramway sous contrainte hydrique et thermique visant à limiter les arrosages et les apports de fertilisants.

Il est nécessaire d'allonger la durée de cette convention de 3 mois afin de couvrir la mise en place des planches d'essai sur la plateforme et de finaliser l'expérimentation.

Le projet d'avenant n°1 à la convention a donc pour objet l'allongement de la durée de cette collaboration de 3 mois, portant son terme au 1<sup>er</sup> novembre 2014, les autres clauses restant inchangées.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet d'avenant n°1 à la convention d'expérimentation avec le Laboratoire des Symbioses Tropicales et Méditerranéennes représenté par l'Institut de Recherche pour le Développement,
- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer le projet d'avenant n°1 à cette convention,
- dire que les crédits nécessaires dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Délibération n° 12449

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc183617-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s) :

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es) :

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es) :

M. M. MAJDOUL

**„ TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE LIGNE 4 - MARCHÉ N°8.421 DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES, DÉVOIEMENT DE RÉSEAUX HUMIDES, ESPACES VERTS ET MOBILIERS URBAINS DU BOUCLAGE DE LA LIGNE 4 - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, permettant le Bouclage de la Ligne 4.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'études et de réalisation de cette opération.

Par arrêté n°2013-I-1656, en date du 28 août 2013, Monsieur le Préfet de la Région Languedoc-Roussillon, Préfet de l'Hérault a déclaré d'utilité publique la réalisation du tronçon Lavérune/Clapiers de ce projet.

Le présent marché porte sur des travaux d'infrastructures, de dévoiement de réseaux humides, d'aménagement d'espaces verts et d'installation de mobiliers urbains pour le Bouclage de la Ligne 4, de la place Edouard Adam à la place Albert 1<sup>er</sup> à Montpellier.

Pour la dévolution de ces travaux, TaM, dans le cadre de son mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée, a lancé une procédure négociée conformément aux articles 144, 165 et 166 du Code des Marchés Publics.

L'avis d'appel public à candidatures a été envoyé à la publication le 9 décembre 2013.

Sept candidatures ont été reçues dans les délais. La sélection des candidatures a eu lieu le 28 janvier 2014 et cinq candidatures ont été retenues.

Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 18 mars 2014, a procédé à l'ouverture des cinq offres initiales. Après analyse, la phase de négociation s'est engagée avec les cinq candidats ayant remis une offre.

Les cinq candidats ayant participé à la négociation ont remis une nouvelle offre. Le Représentant de l'entité adjudicatrice, en présence des membres de la Commission d'Appel d'Offres, réunie le 10 juin 2014, a procédé à l'ouverture des offres négociées.

L'analyse des offres a été effectuée, conformément au règlement de la consultation, selon les critères et pondérations ci-après :

- prix des prestations pour 60%,
- valeur technique de l'offre au regard des exigences du cahier des charges pour 40%.

A l'issue de cette procédure de mise en concurrence, la Commission d'Appel d'Offres réunie le 15 juillet 2014 a décidé de retenir l'offre du groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant de 12 694 547,32 € H.T. jugée offre économiquement la plus avantageuse au regard des critères définis dans le règlement de la consultation.

Le marché, à prix unitaires, est passé pour une durée de 24 mois à compter de sa date de notification.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le projet de marché n°8.421 des travaux du bouclage de la Ligne 4 de tramway,

Délibération n° 12450

- autoriser TaM, mandataire de la Communauté d'Agglomération, à signer ce projet de marché avec le groupement d'entreprises RAZEL BEC / MALET, mandataire RAZEL BEC de Saint Georges d'Orques (34), pour un montant de 12 694 547,32 € H.T.,
- dire que les crédits nécessaires à l'exécution de ce marché dans le cadre de l'exercice du mandat de TaM, sont inscrits au budget de la Communauté d'Agglomération au chapitre 908,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : SMC 183613-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARIDE.





Montpellier  
Agglomération

## SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOUSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUÏ, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYŻANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – RÉSEAU TRAMWAY - BOUCLAGE LIGNE 4 -  
DÉNOMINATION DES STATIONS CRÉÉES - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Avec la mise en service du Bouclage de la ligne 4, le centre-ville de Montpellier bénéficiera d'un réseau de tramway maillé, optimisant les correspondances en proposant de nouvelles relations entre les quartiers et renforçant l'accès direct des communes au cœur de l'Agglomération.

Le bouclage de la ligne 4, d'une longueur de 1,2 km, empruntera successivement le boulevard du Jeu de Paume, le boulevard Ledru-Rollin, le boulevard du Professeur Louis Vialleton, au pied de l'Arc de Triomphe et de l'esplanade du Peyrou, puis le boulevard Henri IV. Trois stations seront aménagées sur ce linéaire.

Répondant pleinement à l'objectif de développement du réseau de tramway, cette ligne bouclée, d'une longueur de 9,2 km, desservira ainsi 19 stations.

Il est proposé de dénommer les trois nouvelles stations qui se situent :

- Boulevard Henri IV près de la Place Albert 1<sup>er</sup> : **Station Albert 1<sup>er</sup> - Cathédrale**,
- Boulevard Vialleton, sous le pont : **Station Peyrou - Arc de Triomphe**,
- Boulevard du Jeu de Paume, à proximité du carrefour avec les rue Saint Guilhem et rue du Faubourg du Courreau : **Station Saint Guilhem - Courreau**

Par ailleurs, pour améliorer la lisibilité du réseau et faciliter les correspondances, il convient de compléter la dénomination de l'actuelle station Place Albert 1<sup>er</sup> de la Ligne 1.

Il est proposé de l'appeler désormais **Station Place Albert 1<sup>er</sup> – Saint Charles**, pour la distinguer de la Station Albert 1<sup>er</sup> – Cathédrale.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- adopter les dénominations des trois stations du bouclage de la quatrième ligne de tramway, et la nouvelle dénomination de l'actuelle station Place Albert 1<sup>er</sup> de la ligne 1,
- intégrer les trois nouvelles stations ainsi que la nouvelle dénomination de la station Place Albert 1<sup>er</sup> de la ligne 1 à la liste des stations du réseau tramway annexée à la présente délibération,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOÛT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOÛT 2014

Numéro de l'acte :

Imc 183642-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEF, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – AVENANT N°6 À LA CONVENTION DE DÉLÉGATION DU SERVICE PUBLIC DES TRANSPORTS URBAINS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°9279 du 22 décembre 2009, le Conseil de Communauté de Montpellier Agglomération a approuvé la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM/TRANSDEV-MONTPELLIER, pour une durée de 8 ans, du 1<sup>er</sup> janvier 2010 au 31 décembre 2017.

Le contrat est de type affermage avec un engagement sur les recettes et le délégataire est rémunéré sur la base d'une Subvention Forfaitaire d'Exploitation (SFE) indexée annuellement résultant de la différence entre les charges forfaitaires d'exploitation et les produits forfaitaires d'exploitation sur lesquels s'engage le délégataire pour chacune des années de la convention.

Un avenant n°1, approuvé par délibération n°9920 du Conseil de Communauté en date du 15 décembre 2010, a concerné :

- des mesures d'augmentation d'offre, avec notamment la prise en compte de la ligne 4 du tramway ;
- des ajustements correspondant de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation, y compris notamment la prise en compte du dispositif de sécurisation du réseau ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation.

Un avenant n°2, approuvé par délibération n°10378 du Conseil de Communauté en date du 28 juillet 2011, a concerné le projet de création d'un Espace Multimodal de Montpellier Agglomération projet dénommé « EMMA » utilisant les Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour mettre à disposition du public un accès numérique de commercialisation et d'information d'un ensemble de services de mobilité de Montpellier Agglomération, de la Ville de Montpellier et de la Région, proposés en alternative à la voiture particulière.

Dans le cadre de l'Ecocité de Montpellier à la Mer, le projet EMMA a tout particulièrement retenu l'attention de l'Etat qui lui a octroyé au titre du programme des « investissements d'avenir » une aide financière importante.

Cet avenant n°2 n'a pas modifié les engagements du délégataire en termes d'offre kilométrique et de fréquentation, mais fait évoluer la Subvention Forfaitaire d'Exploitation de 2014 à 2017.

Un avenant n°3, approuvé par délibération n°10600 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2011, a concerné :

- la prise en compte de l'importante évolution du réseau en vue de la mise en service des lignes de tramway 3 et 4 en avril 2012 et des mesures d'amélioration de la desserte des communes prises par anticipation dès septembre 2011 ;
- des ajustements correspondant de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation ;
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE

Un avenant n°4, approuvé par délibération n°11340 du Conseil de Communauté en date du 20 décembre 2012, a concerné :

- les corrections apportées à l'offre de transport au titre des années 2012 et suivantes ;
- l'intégration dans le périmètre de la délégation des projets de ligne 5, de bouclage de la ligne 4 et d'extension de la ligne 1 vers la gare TGV compte tenu de leurs incidences sur l'ensemble du réseau de transports en commun,
- la prise en compte de la mission d'assistance confiée au délégataire pour l'étude de l'exploitabilité de l'extension de la ligne 1 vers la nouvelle gare TGV et le nouveau quartier « Oz Montpellier Nature Urbaine »

Un avenant n°5, approuvé par délibération n°11606 du Conseil de Communauté en date du 23 mai 2013 a concerné :

- les modifications de phasage des opérations d'urbanisation autour des lignes de tramway, impactant les objectifs de déplacement pour 2013 et 2014,
- l'ajustement des montants de charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA entre les partenaires du Groupement, initialement toutes chez Transdev Montpellier,
- les ajustements de frais de personnel,
- des ajustements techniques sans incidence sur la SFE.

Au terme de l'avenant 5, l'engagement du délégataire sur les charges et les produits d'exploitation a été contractualisé comme suit :

- (en milliers de kilomètres)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Offre kilométrique Avenant 5 (TAD inclus)</b>	<b>12 645,1</b>	<b>12 669,1</b>	<b>12 669,1</b>	<b>12 669,1</b>	<b>12 669,1</b>
dont tramway	5 467,9	5 467,9	5 467,9	5 467,9	5 467,9

- (en milliers de déplacements validés)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Déplacements Avenant 5</b>	<b>49 291,9</b>	<b>50 902,1</b>	<b>55 637,0</b>	<b>57 073,5</b>	<b>58 170,2</b>

- (en milliers d'euros HT valeur juin-2009) :

Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>SFE Avenant 5</b>	<b>38 962.6</b>	<b>37 627.6</b>	<b>33 637.9</b>	<b>32 735.2</b>	<b>32 324.9</b>
dont TaM	28 326.2	26 726.2	22 535.2	21 718.1	21 339.4
dont TRANSDEV-MTP	10 636,4	10 901,4	11 102,7	11 017,0	10 985,5

### Objet de l'avenant n° 6 proposé :

Tel qu'il a déjà été indiqué dans l'avenant n°5 au contrat de DSP (dont la mise à jour n'a provisoirement actualisé que les objectifs des exercices 2013 et 2014), lors de la réponse à l'appel d'offres pour la délégation de service public des transports urbains de l'Agglomération de Montpellier, les projections de déplacements élaborées ont été basées sur une urbanisation massive autour des lignes de tramway. Le détail et le phasage des opérations ont été donnés dans la réponse par le délégataire retenu.

Le contexte économique ayant changé et modifié sensiblement le phasage des opérations d'urbanisation, six programmes d'envergure sont particulièrement concernés et génèrent un écart d'habitants escomptés significatif par rapport aux prévisions.

L'avenant 5 a pris en compte les conséquences de ce report d'urbanisation sur l'offre de transport au titre des années 2013 et 2014.

Un avenant 6 à la convention d'exploitation du service de transports en commun passée avec le Groupement TaM / TRANSDEV MONTPELLIER est nécessaire afin de poursuivre cette prise en compte des conséquences des reports d'urbanisation sur l'offre de transport des 3 dernières années du contrat, c'est-à-dire de 2015 à 2017.

### 1°) Ajustements de l'offre et des objectifs de



Les mesures mises en œuvre, qui permettent une amélioration de la qualité du service offert aux usagers, concernent principalement :

Des modifications d'offre urbaine commandées par Montpellier Agglomération depuis février 2013 :

- Ajustement des fréquences à partir de février 2013, de la Ligne 9 à 8' en heure de pointe, de la ligne 11 (8' en heures de pointe et 10' en heures creuses), et à partir de septembre 2013 renfort des lignes 8/12 à 30'
- Compte tenu des vacances scolaires de Toussaint désormais prolongées, les services bus jusqu'alors en « service normal », sont passés en « service réduit vacances scolaires »
- Ajustement dès 2013 du volume kilométrique de la Ronde correspondant aux décisions de l'avenant 3 (impact de la nouvelle voie du pont de Castelnau)
- Recalage de l'offre tram L3 suite à l'optimisation des renforts ARENA, et service vacances scolaires Toussaint sur tram L4.

Des modifications d'offre suburbaine commandées par Montpellier Agglomération de février 2013 à février 2014 :

- Février 2013 : passage en TAD de la ligne 28,
- Juillet 2013 : nouveau tracé Amigo et départ 6h été
- Septembre 2013 : Ligne 18, départ 7h depuis Maurin, renfort fréquence L24, création de la ligne 41 (navette clinique du parc - Charles de Gaulle)
- Janvier 2014 : création du TAD ligne 26, et renfort ligne 23 en heure creuse en ligne régulière, en lieu et place du projet initial de TAD prévu dès septembre 2013, création du TAD sur la ligne 40 St Georges d'Orques, et remplacement des lignes régulières 27 et 31 par un service renforcé en TAD
- Février 2014 : desserte du centre de Clapiers par TAD Ligne 36,
- Les impacts de la piétonisation du Jeu de Paume (déviations définitives des lignes 6 et 7),
- La réduction des kilomètres « Haut le Pied » (non commerciaux) de la ligne 9 suite à l'optimisation par TaM des relèves en ligne de conducteurs.

Tel que convenu aux articles III.4.1 et 2, il est donc nécessaire pour intégrer ces évolutions de mettre à jour l'offre kilométrique par modes, les vitesses moyennes, et les objectifs de fréquentation correspondant, définis à l'annexe 18.

## **2°) Ajustement de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation**

Notamment avec la prise en compte financière de :

- L'ensemble des mesures exposées au point 1-Ajustement de l'offre ci-dessus.
- La poursuite de la prise en compte sur les exercices 2015 à 2017, des impacts déjà contractualisés pour 2013 et 2014 dans l'avenant n°5, des décalages des programmes d'urbanisation des secteurs de Juvignac, Parc Marianne, Jacques Cœur, République, St Roch et Restanque :
- La réduction et/ou report des montants des charges annuelles de fonctionnement du projet EMMA suite aux modifications de programme (remplacement du projet MOBIX), répartis entre les partenaires du GME Déléataire.
- La correction sur les exercices 2015 à 2017, telle que déjà contractualisée pour 2013 et 2014 dans l'avenant n°5, de la détermination de part de charges variables et maintien du personnel de TaM en relais-agence quartier Mosson.
- L'intégration non prévue initialement de la maintenance des sanitaires du terminus tramway Pérols pour les périodes estivales de 2013 à 2017 incluses.
- Des surcoûts de retraitage et pose des horaires+plans de réseau 2013, suite aux confirmations tardives des modifications des lignes 3,11, 8/12, Ronde et suburbaines.
- La baisse de charges 2013 liée au report d'une année du transfert par le « projet tramway L3 » du contrat de maintenance des feux « Gertrude ».

- La prolongation pour 6 mois (janvier à juin 2013) de la redevance à verser à RFF concernant l'exploitation du tronçon ferroviaire ligne 2, compte tenu des décalages dans les négociations entre Montpellier Agglomération et RFF sur le rachat de parcelle.
- Le report en 2016 d'une partie de la SFE 2014, compte tenu des impacts du Crédit d'Impôts pour la Compétitivité et l'Emploi CICE, conservé en totalité par l'exploitant TaM.
- Des temps de relèvement des conducteurs ligne 9, qui ne sont plus financés en kilomètres bus « haut le pied » mais effectués en voiture de service, ayant permis d'optimiser la « réserve exploitation » du parc bus (et de réduire l'offre bus correspondante)
- La Montée en puissance de la centrale d'appel TAD et augmentation de capacité du TAD ligne 35 (Castelnau)

**3°) Ajustements d'ordre technique sans impact sur la Subvention Forfaitaire d'Exploitation**  
comprenant notamment :

- La mise à jour du coût kilométrique marginal de la ligne 41, sur la même base que celui de la ligne 17.
- L'évaluation des montants d'indemnités tarifaires liées aux ajournements des hausses tarifaires 2012 et 2013, ainsi qu'à la hausse du taux de TVA au 1/1/2014 non répercutée sur les tarifs, a été actualisée pour information en annexe 18, au prorata des objectifs de fréquentation et des taux d'indexation connus à ce jour. Idem concernant l'usage sur le réseau des titres commercialisés directement par Syndicat Mixte des Transports de l'Hérault,
- La mise à jour des annexes 5 et 6 concernant les programmes d'investissements mis à disposition, subventionnés et autofinancés, de l'annexe 14 concernant les critères « qualité » du service VéloMag' suite à la mise en place du nouveau système, et de l'annexe 25 concernant le programme d'investissements « EMMA ».

Ces modifications ont des conséquences administratives, techniques et financières sur la convention d'exploitation du service des transports en commun passée avec le Groupement TaM/TRANSDEV Montpellier, qui nécessitent la passation d'un avenant n°6 à la convention.

En particulier les répercussions des dispositions de l'avenant sur la charge transport de l'agglomération sont les suivantes :

Le nouveau niveau d'offre prévisionnel total de l'**avenant 6** (annexe 18) est le suivant :  
(en milliers de kilomètres)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Offre kilométrique Avenant 6 (TAD inclus)</b>	<b>12 524.9</b>	<b>12 763.3</b>	<b>12 770.3</b>	<b>12 770.3</b>	<b>12 770.3</b>
dont tramway	5 456.1	5 456.1	5 456.1	5 456.1	5 456.1

*Non compris les kilomètres des services spéciaux affrétés et des dessertes de soirée.*

L'engagement du délégataire sur la fréquentation (annexe 18) est modifié comme suit :  
(en milliers de déplacements validés)

Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>Déplacements Avenant 6</b>	<b>49 149.6</b>	<b>50 711.6</b>	<b>52 588.2</b>	<b>53 971.6</b>	<b>55 006.9</b>

Les montants de la Subvention Forfaitaire d'Exploitation (article IV.7 et 8) sont les suivants :  
(en milliers d'euros HT valeur juin-2009) :

Année	2013	2014	2015	2016	2017
<b>SFE Avenant 6</b>	<b>38 505.3</b>	<b>37 768.7</b>	<b>36 904.3</b>	<b>36 397.8</b>	<b>35 701.7</b>
dont TaM	27 994.5	26 458.6	25 394.5	24 973.7	24 309.1
dont TRANSDEV-MTP	10 510.8	11 310.1	11 509.8	11 424.1	11 392.6

Le projet d'avenant 6 tel que présenté ci-dessus a fait l'objet d'un avis favorable de la Commission Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité lors de sa séance du 17 juin 2014.

Les crédits de fonctionnement nécessaires à la convention d'exploitation du service des transports en communs sont prévus au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'avenant n°6 à la convention de délégation de service public des Transports Urbains,
- dire que la dépense est prévue aux chapitres 922 et 928 du budget de la Communauté d'Agglomération,
- autoriser Monsieur le Président à signer cette convention et tout document relatif à cette affaire.

Ne prennent pas part au vote : Abdi El Kandoussi, Jean Luc Cousquer, Jean Luc Savy, Jean-Pierre Rico et Patricia Miralles.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : **05 AOUT 2014**

Déposé En Préfecture

Le : **04 AOUT 2014**

Numéro de l'acte : **Emc 184274-DE**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

**L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.**

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

**M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LEVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDAS suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .**

**Pouvoir(s):**

**M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.**

**Excusé(es):**

**Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD**

**Absent(es):**

**M. M. MAJDOUL**

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – DIFFUSION DE JOURNAUX GRATUITS - CONVENTION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC AVEC LE GROUPE MIDI LIBRE ET LA SOCIÉTÉ 20 MINUTES - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Depuis l'été 2005, le quotidien gratuit Direct Matin Montpellier Plus, édité par le groupe de presse régional Midi-Libre - Les journaux du Midi, est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

L'actuelle convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la Société des Publications Gratuites du Midi (SPGM), représentant le groupe de presse Midi-Libre - Les journaux du Midi est arrivée à terme.

De même, depuis septembre 2010, le quotidien gratuit 20 minutes, édité par la société 20 minutes France SAS est mis à disposition de la population sur le réseau de transport en commun de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, notamment les lignes 1, 2, 3 et 4 de tramway et les parkings d'échanges.

La convention d'occupation temporaire du domaine public conclue avec la société 20 minutes SAS est arrivée à terme.

Ces deux quotidiens sont gratuits, financés par les recettes publicitaires et sont consacrés à la fois aux informations locales, nationales et internationales, à l'actualité culturelle ainsi qu'aux loisirs de l'agglomération de Montpellier.

Il est proposé de renouveler avec ces deux groupes de presse la convention d'occupation temporaire du domaine public les autorisant à installer des distributeurs fixes, sur des emplacements du réseau de tramway, au sein des parkings d'échanges et à proximité de certains arrêts de bus.

Les conventions présentent les mêmes dispositions concernant notamment:

- la durée : 1 an à compter du 1er septembre 2014,
- le régime des redevances : 125 € H.T., TVA en sus, par présentoir et par an, ,
- les exigences en matière de qualité de service, de propreté d'approvisionnement,
- l'implantation des présentoirs.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conventions d'occupation temporaire du domaine public à intervenir avec la Société des Publications Gratuites du Midi et la société 20 minutes France SAS,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer ces conventions ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Lmc 183059 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





**SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014**

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

**Nombre de membres en exercice : 92**

**Etaient présents :**

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOU, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

**Pouvoir(s):**

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

**Excusé(es):**

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

**Absent(es):**

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – CONVENTION AVEC L'UNION DES GROUPEMENTS D'ACHATS PUBLICS (UGAP) POUR L'ACQUISITION DE BUS DE TRANSPORT URBAIN ET AUTRES SEGMENTS D'ACHATS - AUTORISATION DE SIGNATURE**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

La convention de Délégation de Service Public (DSP) pour l'exploitation des transports publics urbains prévoit l'acquisition des bus par l'Agglomération de Montpellier et leur mise à disposition au délégataire.

Par délibération du 6 février 2014, le conseil communautaire a approuvé le principe de commande à l'UGAP (Union Générale des Acheteurs Publics) pour l'acquisition, en 2014, de 6 autobus urbains à motorisation GNV (Gaz Naturel pour Véhicules) conformément aux engagements pris dans le cadre de la DSP.

En raison du volume financier engendré par la commande des bus, l'UGAP offre la possibilité de bénéficier d'un tarif préférentiel dit «partenaire» pour les produits du catalogue véhicules à savoir les véhicules légers et utilitaires, l'électromobilité, les véhicules industriels, les bennes à ordures ménagères,...

Une convention entre Montpellier Agglomération et l'UGAP est proposée afin de définir les modalités de commande et le périmètre du partenariat.

En outre, l'UGAP propose d'appliquer une tarification préférentielle pour l'acquisition des catégories de fournitures suivantes :

- mobilier et équipement général ;
- services (services aux personnes) ;
- médical ;
- informatique et consommables.

Ces conditions tarifaires attractives pourront également être proposées à tout moment à l'ensemble des 31 communes de l'Agglomération ainsi qu'à ses satellites (TaM, Serm, SAAM,...) ce qui permettra de réaliser des économies substantielles de l'ordre de 2 à 7 % suivant la catégorie d'achat.

Cette convention est basée sur un volume d'achat de 10 M€ HT minimum sur 4 ans. Il est à noter que le seul programme prévisionnel d'acquisition des bus urbains de l'Agglomération permet d'atteindre ce seuil minimum.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention avec l'Union des Groupements d'Achats Publics (UGAP) pour l'acquisition de bus de transport urbain et autres segments d'achats,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer la convention ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (un vote contre).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le : 04 AOUT 2014

Numéro de l'acte : Imc 184076 - DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASILVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL



**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY DEUXIÈME LIGNE - CONVENTION DE MANDAT POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°3962 du 12 juillet 2000, le Conseil de District a mandaté TaM pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'étude et de réalisation de l'opération de construction de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

La convention de mandat a fait l'objet de 8 avenants ; aucune modification de la convention n'est intervenue en 2013.

Le montant total de l'enveloppe financière prévisionnelle confiée en mandat à TaM, en valeur février 2000, est fixé à 400 M € H.T. hors opération connexes et à 47,16 M € H.T. pour ces dernières, incluant une rémunération du mandataire de 21,332 M € H.T.

Pendant l'année 2013, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par la convention de mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

**AVANCEMENT DE L'OPERATION :**

La ligne 2 du tramway a été inaugurée le 16 décembre 2006 et mise en service commercial le même jour.

Cette ligne a connu, dès sa mise en service, un vrai succès commercial. Dès septembre 2009, la fréquence de passage a été augmentée avec un tramway toutes les 5 minutes sur le tronçon central aux heures de pointes, et toutes les 10 minutes sur les tronçons d'extrémité en voie unique.

**PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :**

***- Administratif***

Les procédures foncières menées jusqu'à présent sur les parcelles de l'ancien garage Peugeot à Castelnau-le-Lez n'ayant pas abouties, elles se sont poursuivies en 2013. Un arrêté complémentaire à l'arrêté de Déclaration d'Utilité Publique initial a été pris le 28 novembre 2013 visant à indiquer qu'un arrêté de cessibilité précisera l'emplacement de la ligne divisoire sur la parcelle AR145. L'arrêté de cessibilité a été pris le 30 décembre 2013, il fixe la ligne divisoire et retire la parcelle AR145 de la copropriété initiale permettant ainsi la réalisation de la chaussée et du trottoir suivant le projet d'origine.

***- Acquisitions foncières***

Parallèlement aux procédures administratives menées sur la parcelle AR145, la procédure d'expropriation s'est engagée. Suite au transport sur les lieux du juge et à l'audience, le jugement fixant les indemnités en 1<sup>ère</sup> instance a été rendu le 22 janvier 2014. L'ordonnance d'expropriation correspondant au nouvel arrêté de cessibilité a été prise le 20 juin 2014 par le juge de l'expropriation, et notifiée aux expropriés.

Il est envisageable de disposer de la parcelle de terrain au plus tôt fin d'année 2014 – début 2015 afin de réaliser les derniers travaux de la ligne 2.

***-Contentieux / Indemnisation des commerçants***

2 contentieux sont en cours.

## Délibération n° 12477

Le premier avec la société ARCADES Automobile qui a formé un pourvoi en Conseil d'Etat suite à l'annulation par la Cour Administrative d'Appel de Marseille de la décision du Tribunal Administratif en sa faveur.

Le second avec la société BUFFET de la GARE qui a obtenu un jugement très favorable de la Cour Administrative d'Appel de Marseille avec un indemnité de 400 000 €, un pourvoi en Conseil d'Etat est engagé.

### **- Marchés**

Sur l'ensemble des marchés passés (162 hors Marchés A Procédure Aadaptée), 157 avaient été soldés à fin 2012; 4 marchés supplémentaires ont été soldés en 2013.

Restent à ce jour 4 marchés en cours d'exécution :

- maîtrise d'œuvre (Egis Rail)
- assistance technique à la réalisation d'actes administratifs de vente (SETIS) – MAPA > 50 000 € HT
- conseil juridique et représentation juridique (SCP Vinsonneau Paliès Noy Gauer & Associés) – MAPA > 50 000 € HT
- prestations diverses de reprographie et numérisation (SUPERPLAN / JAM34 RICHTER COPIE) – MAPA

## **POINT FINANCIER**

### ***Dépenses au 31 décembre 2013***

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2013 fait apparaître une dépense totale constatée de **520 006 715 € courants H.T.** (soit 425 371 007 € HT en valeur d'origine février 2000), dont :

- **501 860 026 € H.T.** (soit 408 565 660 € HT en valeur d'origine février 2000) de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire, décomposées en :
  - 450 708 956 € H.T. correspondant à l'opération 2<sup>ème</sup> ligne de tramway,
  - 14 852 792 € H.T. correspondant aux opérations connexes financées par la Communauté d'Agglomération,
  - 7 583 584 € H.T. correspondant à 3 rames supplémentaires,
  - 25 987 234 € H.T. correspondant aux opérations connexes financées par la Ville de Montpellier,
  - 593 899 € H.T. au titre des opérations connexes financées par le SIGC,
  - 685 662 € H.T. au titre des opérations connexes financées par la Commune de Castelnau le Lez,
  - 1 447 899 € H.T. au titre des opérations connexes financées par la SNCF.

**18 146 689€ H.T.** (soit 16 805 347 € HT en valeur d'origine février 2000) de rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte...

Délibération n° 12477

Certifié Exécutoire

Publié le : 05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

Numéro de l'acte : 04 AOUT 2014  
Smc 183952-DE

Pour extrait certifié conforme à  
l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.





SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOUUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY TROISIÈME LIGNE, EXTENSION OUEST DE LA PREMIÈRE LIGNE ET LIGNE 4 « LA CIRCULADE » - MANDAT DE MAÎTRISE D'OUVRAGE DÉLÉGUÉE N°969T4 POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION - COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2013 - APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°5860 du 28 avril 2004, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier et l'enveloppe financière prévisionnelle.

Par délibération n°6083 du 30 juillet 2004, le Conseil de Communauté a attribué le marché de mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée au groupement TaM - TRANSAMO pour assurer en son nom et pour son compte, les missions complètes d'études et de réalisation de l'opération de construction de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'Agglomération de Montpellier.

L'avenant n°1 au mandat, approuvé par délibération n°6289 du Conseil de Communauté du 21 décembre 2004, a transféré à TaM la totalité du marché.

Par délibération n°8414 du Conseil de Communauté du 23 juillet 2008, un avenant n°2 au mandat a été approuvé. Celui-ci a pour objet de prendre en compte les modifications du programme et de l'enveloppe financière de l'opération, d'adapter le montant et l'échéancier de rémunération du mandataire en fonction du nouveau planning de l'opération et de prendre en compte les modifications du code des marchés publics.

Par délibération n°9761 du Conseil de Communauté du 28 septembre 2010, un avenant n°3 au mandat a été approuvé. Celui-ci a pour objet :

- d'intégrer la réalisation de la nouvelle ligne 4 « la Circulade » dans la mission du mandataire TaM,
- de confier au mandataire TaM la conduite des opérations de remplacement des abris sur les stations tramway de la ligne 1, suite à la passation du marché d'abris ligne 3 confié à la société JC DECAUX et qui comprend également cette prestation sur la ligne 1,
- de prendre en compte les opérations connexes convenues avec les communes de Montpellier, Lattes et Pérols, ainsi que pour la Communauté d'Agglomération en ce qui concerne les améliorations demandées sur les réseaux d'Eaux Usées et d'Adduction d'Eau Potable.

Pendant l'année 2013, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat de maîtrise d'ouvrage déléguée notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

**AVANCEMENT DE L'OPERATION**

Suite à la mise en service commerciale le 7 avril 2012 de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway et de la première phase de la ligne 4 « la Circulade », les opérations de finition et de réception des différents marchés se sont poursuivies sur toute l'année 2013.

**PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE**

***- Archéologie préventive***

Le rapport scientifique, établi par Oxford Archéologie dans le cadre du marché de fouilles préventives, a été transmis par courrier de la Préfecture le 13 janvier 2013.

***- Aménagements et équipements complémentaires***

Au-delà des travaux de finition, certains compléments d'aménagement et d'équipement ont été réalisés en 2013 :

- Station Comédie : allongement des quais afin d'accueillir les rames Citadis 402 et mise aux nouvelles normes d'accessibilité (traitement contrasté des pierres et de la bande podotactile). Les travaux ont été terminés en juillet 2013.
- Rue Jules Ferry : suppression de l'ancien quai « Gare » Ligne 2 et aménagement d'un quai de service provisoire réduit pour dégager l'espace devant les commerces. Les travaux ont été terminés en juin 2013.
- Aménagement définitif du parvis de la nouvelle mairie réalisé en conformité avec le plan de circulation puis aménagement définitif sur le Pont Zuccarelli et jusqu'à l'avenue Marie de Montpellier. Les travaux ont été terminés en novembre 2013.
- Réaménagement des rues Pagézy (entre les rue Maguelone et République) et Levat en continuité avec l'aménagement déjà réalisé sur la rue Pagézy (entre les rues République et Durand) et création d'une station taxi. Les travaux ont été terminés en juillet 2013.
- Mise en situation définitive de 3 carrefours périphériques au tramway en juin 2013. Il s'agit des carrefours Moularès/Pirée, Bouchet Bernard/Figuerolles et Grand Saint Jean/Guinier.

#### **- Commandes complémentaires en 2013**

Un marché complémentaire de signalisation ferroviaire a été passé le 29 mars 2013 avec l'entreprise Eiffage Energie (ex Forclum Transport) pour compléter les zones de signalisation ferroviaire de manœuvre de Mosson et de Boirargues.

Ces équipements ont été déployés au 2<sup>nd</sup> trimestre 2013 et mis en service en juillet 2013.

Un avenant n°3 au marché de fourniture de matériel roulant d'Alstom a été conclu et notifié le 1<sup>er</sup> octobre 2013 pour un montant de 12 094 233 € H.T. pour l'acquisition de 4 rames complémentaires. Ces 4 rames Citadis 402 supplémentaires proviennent de l'affermissement partiel de la deuxième tranche conditionnelle, qui concernait initialement la fourniture de 9 rames, et sont nécessaires du fait du taux de réserve global trop léger à la mise en service des lignes 3 et 4 partielle.

A noter, qu'avec un total de 87 rames de tramway, le réseau montpellierain sera l'un des réseaux de tramway le plus importants de France.

Un avenant n°1 au marché de Système d'Aide à l'Exploitation a été conclu avec l'entreprise Inéo Systrans afin de compléter le dispositif et de l'adapter à la complexité de gestion du réseau maillé à 4 lignes. Cet avenant signé le 29 mars 2013 a conduit à prolonger le délai global d'exécution du marché au 17 avril 2013 et à convenir de la prolongation de la durée de garantie intervenant après la Vérification de Service Régulier jusqu'au 31 décembre 2014. Le système est, depuis le 17 novembre 2013, entré en phase de garantie.

Enfin, un complément d'installation électrique a été nécessaire au dépôt CEMH pour disposer d'une puissance de traction supplémentaire sur le remisage afin de pouvoir préparer plus de rames en période hivernale. Un marché spécifique a été passé avec Cegelec le 3 octobre 2013. Les travaux ont été réalisés en fin d'année 2013 et mis en service, après des essais concluants, à la fin du mois de janvier 2014.

#### **- Construction du parking Mosson en ouvrage**

Par délibération n°11486 du 11 avril 2013, le Conseil de Communauté a attribué le marché de maîtrise d'œuvre pour la réalisation d'un parking d'échange en ouvrage sur le pôle d'échange Mosson au groupement d'entreprises BOYER-PERCHERON-ASSUS / P3G INGENIERIE / TERRELL. Le maître d'œuvre a effectué les études préliminaires puis les études d'avant projet qui ont été remises en septembre 2013 et approuvées en décembre 2013. La demande de permis de construire a été déposée en mairie le 30 décembre 2013.

#### **- Financement suite à l'appel à projets « Transports Urbains »**

Suite à l'appel à projets « Transports Urbains », l'Etat a décidé d'attribuer à la Communauté d'Agglomération une subvention de 82,6 millions d'euros. Le versement de cette subvention est lié

à l'avancement des dépenses du projet. Fin 2012, 61,7 millions d'euros ont été versés soit 74% du montant de la subvention. Un versement complémentaire de 4,37 millions d'euros a été effectué en 2013, représentant 80% du montant de la subvention, le solde étant conditionné à l'achèvement total de l'opération.

### **ETAT DES CONTENTIEUX FIN 2013**

#### ***- Commission d'Indemnisation à l'Amiable (CIA)***

Le Tribunal Administratif (TA) de Montpellier a traité la plupart des procédures engagées antérieurement, de façon générale en confirmant les décisions de la CIA. deux jugements du Tribunal Administratif font l'objet d'un appel en Cour Administrative d'Appel par la partie adverse. Il reste un recours pendant devant le TA et 2 recours indemnitaires engagés seulement en 2014.

#### ***- Foncier***

Les procédures d'appel contre les jugements de fixation d'indemnité de 1<sup>ère</sup> instance sont closes à ce jour. Il reste un recours en cassation qui n'a pas encore abouti.

#### ***- Dommages aux tiers***

9 recours sont en cours pour des demandes indemnitaires de particuliers qui concernent principalement les entreprises chargées des travaux de la ligne 3.

### **CALENDRIER PRÉVISIONNEL DES ACTIVITES 2014**

#### ***- Solde des marchés***

L'activité de clôture des marchés de travaux touche à sa fin. Il reste quelques marchés à solder ainsi qu'une réclamation d'entreprise à traiter pour le marché des infrastructures du secteur E.

Le suivi de la garantie prolongée du marché SAE doit s'achever fin 2014 et le suivi de la garantie normale du marché matériel roulant doit se poursuivre.

Les 2 marchés espaces verts (sur plateforme et hors plateforme) qui comprenaient une tranche conditionnelle d'entretien des végétaux durant 2 ans arrivent à terme en juin 2014.

Les conventions financières avec la Ville de Montpellier, les concessionnaires de réseaux publics et RFF vont être soldées et le traitement des dossiers contentieux se poursuit devant les juridictions.

#### ***- Livraison des 4 rames supplémentaires et des rames « multiligne »***

Les 4 rames supplémentaires, objet de la commande complémentaire faite à Alstom, sont en cours d'assemblage et doivent être livrées à partir de septembre 2014 au rythme de 2 rames par mois. Elles seront intégrées au parc en service commercial entre octobre et novembre 2014, après acceptation du dossier de sécurité propre à chaque rame par la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM) et le Service Technique des Remontées Mécaniques et des Transports Guidées (STRMTG).

La transformation de 2 rames Citadis 302, actuellement en service sur la ligne 2, pour les mettre au design « multiligne » doit intervenir au cours de l'été 2014. Cette opération aura lieu au dépôt du CEMH. Ces 2 rames mises au design « multiligne » seront utilisées dès la fin du mois d'août 2014 sur le réseau de tramway.

### **BILAN FINANCIER**

Le coût prévisionnel de l'opération reste fixé à **450 M € H.T.** (valeur avril 2004).

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2013 fait apparaître une dépense totale constatée de **512 424 435 € courants H.T.** (soit 395 114 188 € H.T. en valeur d'origine avril 2004), dont :

Délibération n° 12478

- **494 931 662 € H.T.** (soit 379 247 386 € HT en valeur d'origine avril 2004) de dépenses réalisées sur l'opération par TaM mandataire,
- **17 492 773 € H.T.** de rémunération du mandataire.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire au 31 décembre 2013,
- approuver le bilan financier prévisionnel,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le : **05 AOUT 2014**

Déposé En Préfecture

Le : **04 AOUT 2014**

Numéro de l'acte : **Smc 183625-DE**

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.







SEANCE ORDINAIRE DU 31 JUILLET 2014

\*\*\*\*\*

Extrait du Registre des Délibérations

L'an deux mille quatorze et le trente et un juillet à dix-sept heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAUL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILES, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, M. R. YOUSSEUS, M. L. PUIGSEGUR suppléant de M. R. CALVAT, Mme A. AUBRY suppléant de Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. BREDA suppléant de Mme R. ILLAIRE, M. T. VINDOLET suppléant de M. E. PENSO, Mme C. MAVEL suppléant de M. J. RAYMOND .

Pouvoir(s):

M. G. BALAZUN à M. A. MOYNIER, M. J.-L. COUSQUER à M. G. BARRAL, M. J. DOMERGUE à M. G. LANNELONGUE, Mme C. DONADA à Mme R. BUONO, M. P. DUDIEUZERE à M. C. MEUNIER, Mme M. FOURCADE à M. J. MARTINIER, Mme I. GUIRAUD à M. E. PETIT, Mme C. HART à Mme J. FRÊCHE, Mme A. YAGUE à Mme M. BODKIN.

Excusé(es):

Mme M.-P. PASDELOU, M. J.-L. SAVY, Mme I. TOUZARD

Absent(es):

M. M. MAJDOUL

**TRANSPORTS ET MOBILITÉ – TRAMWAY BOUCLAGE QUATRIÈME LIGNE -  
CONVENTION DE MANDAT N°2232 TAM POUR L'ÉTUDE ET LA RÉALISATION  
- COMPTE RENDU ANNUEL À LA COLLECTIVITÉ POUR L'ANNÉE 2013 -  
APPROBATION**

Mme I. GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée aux Transports et Mobilité, rapporte :

Par délibération n°8945 du 3 juillet 2009 puis par délibération n°11191 du 30 octobre 2012, le Conseil de Communauté a approuvé le programme d'opération et l'enveloppe financière prévisionnelle de la 5ème ligne de tramway de la Communauté d'Agglomération de Montpellier entre Lavérune et Prades le Lez, assurant le Bouclage de la Ligne 4.

Par délibération n°9943 du 26 janvier 2011, le Conseil de Communauté a mandaté TaM pour assurer au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les missions complètes d'étude et de réalisation de cette opération.

Pendant l'année 2013, TaM a géré l'opération conformément aux objectifs définis par le mandat notamment en termes de respect du programme, du planning et de l'enveloppe financière prévisionnelle.

**AVANCEMENT DE L'OPERATION :**

Les moyens du mandataire ont été mobilisés dans le but d'obtenir la Déclaration d'Utilité Publique et la mise en compatibilité des PLU (Plans Locaux d'Urbanisme) .

Suite à l'avis favorable de la Commission d'Enquête, le 28 août 2013 par arrêté préfectoral, le Préfet a déclaré d'Utilité Publique le tracé du tronçon Lavérune/Clapiers de la ligne 5, emportant la mise en compatibilité des PLU des communes concernées.

**PRINCIPAUX ÉVÉNEMENTS DE L'ANNÉE ÉCOULÉE :**

***Enquête publique***

L'enquête publique s'est déroulée du 10 avril 2013 au 13 mai 2013. La Commission d'enquête a remis un avis favorable à la demande de Déclaration d'Utilité Publique le 28 juin 2013. Elle a également donné un avis favorable à la mise en compatibilité des Plans Locaux d'Urbanisme.

Puis, par arrêté préfectoral n°2013-I-1656 du 28 août 2013, le tracé du tronçon Lavérune/Clapiers, qui permet le bouclage de la ligne 4, a été déclaré d'Utilité Publique.

***Enquête parcellaire et acquisitions foncières***

Globalement 160 unités foncières (représentant 360 parcelles) sont impactées sur les communes de Clapiers, Montferrier-sur-Lez, Montpellier, Saint Jean de Védas et Lavérune. On compte parmi ces unités foncières 20 partenaires institutionnels, 5 centres commerciaux, et 20 résidences.

Par ailleurs, 190 ancrages en façade seraient nécessaires, dont 111 sur le seul bouclage de la Ligne 4, pour implanter la ligne aérienne de contact (LAC), l'éclairage public, et les équipements de vidéosurveillance.

L'estimation sommaire et globale des acquisitions foncières nécessaires à la réalisation de la Ligne 5 entre le terminus de Lavérune et la commune de Clapiers s'élève à 13 200 000 € HT.

### *Archéologie préventive*

La Direction Régionale des Affaires Culturelles (DRAC) a prescrit une nouvelle zone de diagnostic de fouilles préventives sur la terrasse du Palais de Justice à Montpellier, en complément des 4 zones de fouilles prescrites précédemment (place Albert 1<sup>er</sup> à Montpellier, Pont sur la Mosson et parking Gennevaux à Saint Jean de Védas, et parking de Lavérune).

En mai 2013 l'Institut National de Recherches Archéologiques Préventives (INRAP) a réalisé l'opération de diagnostic de fouilles préventives sur le secteur de la place Albert 1<sup>er</sup>.

La DRAC, par arrêté préfectoral du 14 novembre 2013, a ordonné une opération de fouilles archéologiques sur ce secteur. Cette opération est programmée à l'été 2014.

### *Subvention*

Dans le cadre du deuxième appel à projets « transports urbains » lancé le 9 avril 2010, le ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a accordé au projet Ligne 5 une subvention de 31 420 000 €.

Le financement correspondant a été acté par la convention de financement du 20 février 2014 avec l'AFITF (Agence de Financement des Infrastructures de Transport de France).

Les demandes complémentaires de participation financière à ce projet auprès d'autres collectivités sont restées sans réponse à ce jour.

Pour mémoire un financement de 5,66 M€ a été acté pour le projet de Ligne 4 avec la Caisse des Dépôts le 28 février 2010, dans le cadre de l'appel à projets EcoCité.

### *Etudes – Maitrise d'œuvre*

Par délibération n°11814 du 24 septembre 2013, le Conseil de Communauté a approuvé l'Avant-Projet (AVP) du tronçon Lavérune / Clapiers de la 5ème ligne de tramway. La notification de la phase projet a eu lieu le 23 avril 2013.

Pour tenir compte des évolutions suite à l'enquête publique, et à l'approbation de l'AVP, un avenant au marché de MOE a été conclu en novembre 2013.

### *Commission d'indemnisation amiable*

La commission d'indemnisation amiable des professionnels riverains concernés par les travaux, notamment ceux du centre-ville de Montpellier pour le bouclage de la Ligne 4, a été instaurée par délibération du 24 septembre 2013. La désignation de ses membres fait l'objet de délibérations ultérieures.

### *Etat des contentieux*

Deux associations ont déposé des recours liés à la Déclaration d'Utilité Publique et plus précisément au tracé au sein du parc Montcalm.

L'un des 2 recours a été retiré en mars 2014 suite à une négociation favorable entre les parties.

### CALENDRIER PRÉVISIONNEL

Le plan de financement de ce projet n'étant pas finalisé et son tracé faisant l'objet de contestations, il n'est pas envisageable, dans ces conditions, d'engager les travaux de la ligne 5.

Toutefois, les travaux du Bouclage de la Ligne 4 peuvent être engagés en 2014 avec un objectif de mise en service au deuxième trimestre 2016.

Les travaux de déplacement des réseaux des concessionnaires ont débuté en mai 2014.

### CONVENTION DE MANDAT

Un avenant n° 1 à la Convention de mandat a été notifié à TaM le 10 octobre 2013.

Il modifie l'enveloppe financière prévisionnelle du projet, qui se décompose désormais comme indiqué ci-après :

- Tranche ferme Lavérune – Clapiers : 350 M€ HT (valeur mars 2009)
- TC 1 Extension vers Prades le Lez : 40 M€ HT (valeur mars 2009)

### BILAN FINANCIER

Le coût prévisionnel de l'opération ajusté à l'issue des études préliminaires et de la concertation préalable à 350 millions d'euros (valeur mars 2009) a été confirmé à l'issue des études d'avant-projet.

Les opérations connexes (aménagements complémentaires souhaités et financés par les collectivités, mais hors du périmètre du projet tramway) ont été définies, et leur montant évalué à 21,75 M€ HT, dont 3,9 M€ HT (valeur mars 2009) sur le seul bouclage de la ligne 4. Ces opérations feront l'objet de conventions entre la Communauté d'Agglomération et les communes concernées.

Le rapport présenté par TaM mandataire sur les comptes clos au 31 décembre 2013 fait apparaître une dépense totale cumulée constatée sur l'opération de **13 752 331 € courants H.T.** (soit 12 333 399 € H.T. en valeur d'origine mars 2009) dont :

- **10 637 502 € courants H.T.** d'opération (soit 9 334 904 € H.T. en valeur d'origine mars 2009),
- **3 114 829 € courants H.T.** de rémunération du mandataire (soit 2 998 495 € H.T. en valeur d'origine mars 2009).

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver le compte rendu annuel de l'opération arrêté par TaM mandataire, au 31 décembre 2013,
- approuver le bilan financier,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées (deux abstentions).

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte.

Certifié Exécutoire

Publié le :

05 AOUT 2014

Déposé En Préfecture

Le :

04 AOUT 2014

Numéro de l'acte :

Smc 184037-DE

Pour extrait certifié conforme à l'original.

La Première Vice-Présidente,

Mme Catherine DARDE.



**PARTIE 2**  
**DECISIONS**

<p><b>N°D2014-268 - 19/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative au marché n° 3427DC13 de "Travaux de sécurisation du domaine Bonnier de la Mosson : création d'un mur et d'une clôture périphériques"</b>  <b>Objet :</b> Un marché n° 3427DC13 est passé avec la société Pierres et traditions sise à Poussan (34). Il s'agit du marché de travaux de sécurisation du domaine Bonnier de la Mosson avec la création d'un mur et d'une clôture périphériques (travaux de maçonnerie et clôture).  Il prend effet à compter de la date fixée par ordre de service. Son délai d'exécution est de 47 semaines décomposé comme suit : 25 semaines pour la tranche ferme (+ période de préparation de 4 semaines), 8 semaines pour la tranche conditionnelle n° 1 et 10 semaines pour la tranche conditionnelle n° 2. Le montant global du marché s'élève à 564 361,10 € H.T. soit 677 233,32 € T.T.C. Il se décompose comme suit : 311 547,10 € H.T. soit 373 856,52 T.T.C. pour la tranche ferme, 156 650 € H.T. soit 187 980 € T.T.C. pour la tranche conditionnelle n° 1, 78 016 € H.T. soit 93 619,20 € T.T.C. pour la tranche conditionnelle n° 2 et 18 148 € H.T. soit 21 777,60 € T.T.C. pour la prestation supplémentaire ou alternative n° 1.</p>	446
<p><b>N°D2014-270 - 11/06/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional</b>  <b>Objet :</b> Les modifications proposées prennent en compte les recommandations du trésorier lors du contrôle de la régie, à savoir : modification de l'objet de la régie (suppression de la location d'espaces pour laquelle aucun tarif n'est voté) ; augmentation de l'encaisse autorisée (de 15 000 à 30 000 €) pour permettre au régisseur d'être au plus près de la réalité compte tenu d'importants encaissements qui ont lieu de façon périodique.  Concernant la régie d'avances, une avance de 4 000 € est consentie pour faciliter le remboursement des inscriptions et éviter les remboursements par mandats administratifs.</p>	448
<p><b>N°D2014-273 - 30/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>  <b>Décision relative à un marché 3634MG14 de fourniture de système nomade d'amplification pour boucle inductive ou casque audio via une application pour téléphone mobile</b>  <b>Objet :</b> Considérant la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la circulaire n° DGuHC 2007-53 du 30 novembre 2007 indique qu'il est important de prévoir dans les salles de spectacles et de conférences des systèmes de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes (boucles magnétiques, haute fréquence, infrarouge).  Plusieurs salles de réunions, d'assemblée ou de conférence doivent être équipées à l'Hôtel d'agglomération ou dans les bâtiments gérés par Montpellier agglomération : Musées, Théâtres, Médiathèques, Planétarium...  Un marché est passé à cet effet avec l'entreprise E.S.I.I. sise Z.I Sud, 2 rue de la Prade, 34880 LAVERUNE pour un montant de 26 600,00€ HT. Ce marché pourra être reconduit, sauf renonciation du titulaire, 2 fois par période d'un an.</p>	450
<p><b>N°D2014-274 - 13/06/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au marché 3633DC14 de transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » au musée Fabre de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » pour les œuvres prêtées au musée Fabre de Montpellier, un marché de prestations de services pour le transport aller et retour des œuvres de l'exposition est passé avec l'entreprise Chenue, 85 avenue du Président Wilson, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 7 mois. Le montant du marché s'élève à 47 010 € H.T.</p>	452
<p><b>N°D2014-275 - 01/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative au marché n° 3626DC14 concernant la Maîtrise d'œuvre pour la scénographie et la signalétique intérieure, avec suivi des travaux de l'exposition "Max Rouquette, ou la liberté de l'imaginaire" présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola décembre 2014/ mars 2015.</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre de la préparation de l'exposition " Max Rouquette, la liberté de l'imaginaire" qui aura lieu à la médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola du 1er décembre 2014 au 31 mars 2015, il convient de signer le marché N°3626DC14 relatif à la maîtrise d'œuvre pour la scénographie et la signalétique avec suivi de travaux. Après consultation, le candidat retenu est le groupement solidaire Hervé Mangani et Valérie Julien pour la somme de 16 199,80€ TTC (15 140,00 € H.T.).</p>	454

<p><b>N°D2014-276 - 05/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées</b>  <b>Objet :</b> Un marché est conclu avec le groupement composé de l'agence d'architecture « BOYER PERCHERON ASSUS » et du « CABINET MERLIN » pour mener des études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées. Les études menées par le groupement porteront sur les domaines de l'urbanisme, des réseaux divers, de l'hydraulique et du paysage. Le montant du marché s'élève à 48 265 € HT.</p>	456
<p><b>N°D2014-282 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'opérateur Hérault Télécom</b>  <b>Objet :</b> Une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit est conclue avec l'opérateur Hérault Télécom sise à SAINT-AUNES. Cette convention concerne l'infrastructure numérique Très Haut Débit mise à disposition pour les besoins de développement du réseau Hérault Télécom sur tout le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Cette convention prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. La redevance est calculée en fonction du débit proposé par Hérault Télécom au tarif de 75 € H.T. par mois et par site pour un débit supérieur ou égal à 10 Mbits/s symétriques ou 30 € H.T. par mois et par site pour un débit inférieur. Elle inclut également les frais d'accès au service à hauteur de 100 € H.T. par prise pour le raccordement d'une entreprise dans les zones d'activités économiques sous la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Sur la base de ces calculs le montant de la recette s'élève à 24 530,00 € H.T.</p>	458
<p><b>N°D2014-289 - 11/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Abords de la plateforme tramway pour l'aménagement de l'éco quartier du "Domaine de Caylus" à Castelnau le Lez</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération autorise la ville de Castelnau le Lez à occuper, à titre gratuit pour une durée de 10 ans reconductible, un ensemble de parcelles constituant une réserve foncière acquise à titre conservatoire dans le cadre du projet de la 2ème ligne de tramway dans l'hypothèse d'un doublement à terme de la plateforme tramway. La ville de Castelnau le Lez souhaite occuper et aménager en espace vert ces terrains dans le cadre de l'aménagement de l'éco quartier du « Domaine de Caylus ».</p>	460
<p><b>N°D2014-291 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Secteur angle rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaures - Commune de Castelnau le Lez</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier doit implanter un poste de refoulement des eaux usées à l'angle de la rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaurès sur la commune de Castelnau le Lez, pour les besoins de l'exploitation du réseau public d'assainissement collectif qu'elle gère. Une convention d'occupation temporaire d'occupation du domaine public est consentie par la commune de Castelnau le Lez, propriétaire, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, à titre gratuit.</p>	462
<p><b>N°D2014-293 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ n° 122 - Commune de Montferrier-sur-Lez</b>  <b>Objet :</b> Une convention de servitude de passage de la canalisation d'eaux usées sur la parcelle AZ n° 122, est passée dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier ». Cette convention est consentie et acceptée moyennant une indemnité de 825 €.</p>	464
<p><b>N°D2014-300 - 11/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 5ème ligne de tramway permettant le bouclage de la 4ème ligne - lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle HV328 à Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération acquiert les lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle située 23 rue des Balances à MONTPELLIER, cadastrée section HV n°328 appartenant à Monsieur Alair QUEMIN et Madame Isabelle QUEMIN pour un montant de 375 000 € toutes indemnités confondues. Cette acquisition est nécessaire à la réalisation des travaux permettant le bouclage de la</p>	466

quatrième ligne de tramway. <b>N°D2014-301 - 17/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b> <b>Décision relative à un marché n°3591 bis MG 14 : Maintenance et fournitures de consommables de photocopieurs Multifonctions</b> <b>Objet :</b> Un marché n°3591 Bis MG 14 "Maintenance et fournitures de consommables de photocopieurs multifonctions" est passé avec l'entreprise RICOH, dont le siège social est situé 7-9 avenue Robert Schuman, 94 150 Rungis. L'offre retenue est d'un montant de base de 7700,70 euros HT soit 9270,84 euros TTC. La date d'exécution est fixée au 1er juillet 2014 pour 6 mois et reconductible 3 fois pour 1 an.	468
<b>N°D2014-302 - 17/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b> <b>Décision relative au marché n° 3562GD14 de création et fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b> <b>Objet :</b> Un marché n°3562GD14 de fournitures courantes et services est passé avec la société DBGRAPH sise à SAINT GEORGES D'ORQUES. Ce marché concerne la création et la fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Le marché est conclu pour une durée de 14 mois à compter de sa notification valant démarrage des prestations. Le marché comprend une tranche ferme d'un montant de 19 069,20 €HT et une tranche conditionnelle d'un montant de 6 112,20 €HT. Soit au total 25 181,40 €HT.	470
<b>N°D2014-303 - 13/06/14 - Direction de la Culture</b> <b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire à la Compagnie L'Atalante - Théâtre du Hangar</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération met gratuitement le Théâtre du Hangar à disposition de la Compagnie L'Atalante du 16 au 27 juin 2014 pour y organiser des répétitions.	472
<b>N°D2014-305 - 13/06/14 - Direction de la Culture</b> <b>Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Décision relative à l'avenant n°3 du marché de nettoyage n°2797DC11</b> <b>Objet :</b> Un avenant n° 3 au marché n° 2797DC11 de nettoyage est passé avec la SARL SINER. Cet avenant concerne des prestations spécifiques de nettoyage qui seront engagées lors des manifestations culturelles du Musée Henri Prades que sont la Vème Fête de l'Antiquité à Lattara, les 14 et 15 juin 2014 et les Journées Européennes du Patrimoine, les 20 et 21 septembre 2014. Le présent avenant s'élève à 440 € H.T, soit 528 € TTC.	473
<b>N°D2014-307 - 16/06/14 - Direction des Finances</b> <b>Décision relative à des avenants de prolongation des dates de mobilisation des contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et FI81.286/FR auprès de la Banque Européenne d'Investissement</b> <b>Objet :</b> Compte tenu du rythme prévisionnel de réalisation des dépenses, il convient de reporter au 30 juin 2014 la date limite de mobilisation des fonds pour les contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et FI81.286/FR passés avec la Banque Européenne d'Investissement.	475
<b>N°D2014-308 - 11/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b> <b>Décision relative à la cession de trois véhicules vétustes, immatriculés 335 ADM 34, 176 BHC 34 et 530 ADW 34 à l'Hôtel des ventes de Montpellier</b> <b>Objet :</b> Le véhicule Twingo immatriculé 335 ADM 34, le Berlingo immatriculé 530 ADW 34 et la C6 immatriculée 176 BHC 34, à réformer, sont cédés à l'Hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendus aux enchères. Les prix de cession résulteront de la vente aux enchères.	477
<b>N°D2014-311 - 23/06/14 - Direction des Sports</b> <b>Décision relative à la passation d'un marché public n° 3598DS14 concernant l'analyse de l'air et des THM dans l'eau pour les piscines de l'Agglomération de Montpellier</b> <b>Objet :</b> Afin de répondre à la nécessité de procéder à l'analyse de l'air et de la recherche des THM (chloroforme, bromoforme, dibromochlorméthane et dichlorobrométhane) dans l'eau des piscines de l'Agglomération de Montpellier, un marché est passé avec la société Pole Air sise à Prades le lez. Ce marché est conclu pour une durée d'un an reconductible. Son montant est de 5 000 € H.T mini et 15 000 € H.T. maxi.	478
<b>N°D2014-312 - 13/06/14 - Direction de la Culture</b> <b>Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative à un marché de prestation de services de reconstitution historique dans le cadre de la Ve Fête de l'Antiquité passé avec le groupe PAX AUGUSTA</b> <b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association « Pax Augusta, Groupe gallo-romain de Lugdunum », 9 rue des Ecoles, F-69 580 Sathonay-Camp. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution historique intitulée « la gladiature de la Rome Antique » sur le site archéologique Lattara, dans le cadre de la Vème Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter	480



de sa signature et se termine au plus tard le 16 juin 2014. Le montant du marché s'élève à 5 460 € TTC.	
<b>N°D2014-314 - 13/06/14 - Direction de la Culture</b>	482
<b>Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative à un marché de prestation de services de reconstitution historique de l'association "L'Attelage en Pays d'Arles" dans le cadre de la Ve Fête de l'Antiquité</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de prestation de service est passé avec l'association « L'Attelage en Pays d'Arles », C108 Mas St Gilles, 2645 Route de Gimeaux, 13 200 ARLES. Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution dans le cadre de la Vème Fête de l'Antiquité. Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 16 juin 2014. Le montant du marché s'élève à 3 260 € TTC.	
<b>N°D2014-315 - 26/06/14 - Direction du Protocole</b>	484
<b>Décision relative à l'achat et à la livraison de boissons non alcoolisées pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un marché public est passé avec la société France Boissons sise ZAE de l'Embosque 34770 GIGEAN afin de permettre l'approvisionnement en boissons non alcoolisées des manifestations, cérémonies, et réceptions organisées par la direction du protocole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché est conclu pour une durée de 1 an, reconductible et pour un montant de 5 000 € H.T. mini et 15 000 € H.T. maxi.	
<b>N°D2014-316 - 13/06/14 - Direction de la Culture</b>	486
<b>Marché 3451DC13 - maitrise d'oeuvre accessibilité et couverture pour l'Opéra Comédie</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de maîtrise d'œuvre est conclu pour l'accessibilité et la rénovation de la couverture de l'opéra Comédie de Montpellier pour un montant de 60 110,46€ HT (30 141,09 € H.T pour la tranche ferme et 29 969,37 € H.T pour la tranche conditionnelle) avec Frédéric FIORE, architecte du patrimoine, sis 300 rue Auguste Broussonnet à Montpellier. Sa durée est de 15 mois.	
<b>N°D2014-318 - 17/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	488
<b>Décision relative à un marché 3421GD13 de distribution de documents en porte à porte aux habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et livraison de cartons de sacs en points fixes sur les 31 communes, lots : 1, 2 et 3</b>	
<b>Objet :</b> Un marché de services n°3421GD13 doit être signé avec la société CHIRRIPO sise 95 rue Joseph Alois Shumpeter, 34470 PEROLS pour les 3 lots. Ce marché concerne des prestations de livraison de divers documents et matériels fournis par l'Agglomération, sur le territoire des 31 communes. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 1 an renouvelable 2 fois pour la même durée. Soit 3 ans maximum. Le lot 1 (distribution des bons de retrait de sacs de pré-collecte pour le tri sélectif des emballages recyclables aux foyers utilisant ces fournitures soit environ 23 000 adresses) est conclu pour un montant de 16 140,48 € HT, le lot 2 (distribution des documents d'information sur les actions menées par l'Agglomération pour le tri et la réduction des déchets auprès des habitants de communes ou de quartiers de Montpellier), pour 23 000,40 € HT et le lot 3 (approvisionnement en sacs de pré collecte des points-relais de distribution) pour 8 714,00 € HT. Soit un total de 47 854,88 € HT pour la durée maximum du marché.	
<b>N°D2014-320 - 12/06/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>	490
<b>Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 3287RI13 de prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n° 1 au marché n° 3287RI13 concernant des prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société PROSERVIA sise à BLAGNAC. Cet avenant prolonge le marché n°3287RI13 d'une durée de 3 mois, soit du 17 juin 2014 au 16 septembre 2014. Le montant maximum du présent avenant s'élève à 9 600,00 € H.T. Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 199 600,00 € H.T.	
<b>N°D2014-321 - 05/06/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>	492
<b>Décision relative à un contrat n° 1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique ESRI</b>	
<b>Objet :</b> Un contrat de maintenance et de support technique informatiques est conclu avec la société ESRI FRANCE sise à MEUDON. Ce contrat concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel et la Direction des Transports et de la Voirie. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 24 266,40 € T.T.C.	

<p><b>N°D2014-322 - 11/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>  <b>Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres</b>  <b>Objet :</b> Une convention d'occupation précaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, domicilié route de Saussan au lieu-dit Les Combes à Fabrègues. La convention porte sur les parcelles cadastrées section BM 66, BM 68, BM20 et BM 21, situées sur la commune de Villeneuve-lès-Maguelone. La convention est consentie pour une durée de 1 an, à compter de sa signature, moyennant une redevance annuelle de 150 euros.</p>	494
<p><b>N°D2014-323 - 26/06/14 - Direction des Sports</b>  <b>Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2641T12 relatif à la maintenance des centrales du traitement de l'eau des piscines</b>  <b>Objet :</b> Suite à l'intégration de la piscine les Néréides à Lattes au sein de la Régie et de la nécessité d'effectuer des contrôles supplémentaires il est nécessaire de passer un 2ème avenant. L'économie du marché et son objet ne sont pas remis en cause. L'avenant s'élève à 1 940 € H.T. Le montant du marché est de 15 527,03 € H.T.</p>	496
<p><b>N°D2014-329 - 12/06/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un contrat de maintenance informatique du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous ORACLE</b>  <b>Objet :</b> Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société INFORMAKIT S.A.R.L sise à BEZONS. Ce contrat concerne le progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous la base de données ORACLE, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments. Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois du 1er janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016. Le montant annuel de ce contrat s'élève à 2 438,80 € T.T.C.</p>	498
<p><b>N°D2014-330 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SP 13 - 2892 Route de Vauguières - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle SP n° 13 - Commune de Montpellier.  L'ancien propriétaire doit libérer les lieux au 1er janvier 2015. Il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.</p>	500
<p><b>N°D2014-331 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel.</b>  <b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SO 5 et 6 - 1521 rue Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire des parcelles SO n° 5 et 6 - Commune de Montpellier.  L'ancien propriétaire doit libérer les lieux au 30 octobre 2014. Il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale.</p>	502
<p><b>N°D2014-332 - 11/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>  <b>Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle SR 3 - 2921 bis route de Vauguières - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle SR n° 3 - Commune de Montpellier.  L'ancien propriétaire doit libérer les lieux au 10 décembre 2014. Il conviendra alors de procéder à la démolition des bâtis afin d'éviter toute occupation illégale.</p>	504
<p><b>N°D2014-333 - 17/06/14 - Direction de la Communication</b>  <b>Décision relative au marché n°3648CO14 "Prestations de captation, de production, de réalisation et de diffusion vidéo en direct et en différé d'évènements publics sur les sites internet de la collectivité"</b>  <b>Objet :</b> Il a été décidé de retenir la société VIDELIO, domiciliée à SAINT AUNES (34130), pour ce marché qui débute à la date de sa notification jusqu'au 31/12/2014 pour un montant minimum de 20 000 € HT et un montant maximum de 80 000 € HT.</p>	506
<p><b>N°D2014-334 - 12/06/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>  <b>Décision relative à un avenant n° 1 au contrat n° IM2012/1001 d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique IMUSE</b></p>	508

<p><b>Objet :</b> Un avenant n° 1 au contrat n° IM2012/1001 d'abonnement annuel à l'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE est conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE sise à ORLEANS. Cet avenant concerne l'application iMUSE hébergée sur un serveur dédié dans les locaux de la société SAIGA INFORMATIQUE, utilisée par le Conservatoire à Rayonnement Régional. Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2015, le contrat initial arrivant à terme à cette même date. Le montant annuel du présent avenant s'élève à 576,00 € T.T.C. (480,00 € H.T) Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à 5 292,00 € T.T.C. (4 410,00 € H.T)</p>	510
<p><b>N°D2014-338 - 26/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°2.632 des équipements Haute Tension / Basse Tension / Traction de la 2ème ligne de tramway suite à des réorganisations internes au sein du groupe CEGELEC</b></p>	
<p><b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération prend acte des réorganisations internes du groupe Cegelec, par l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°2.632.074 portant sur les équipements HT/BT/Traction de la deuxième ligne de tramway et dont la tranche conditionnelle de maintenance est toujours en cours d'exécution.</p>	512
<p><b>N°D2014-339 - 17/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à un marché n°2127S14.02 de préventeur sécurité-santé dans le cadre de la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché de services n°2127S14.02 doit être signé avec la société CV SECURITE sise 342 bis chemin des horts, 34400 LUNEL-VIEL. Ce marché concerne l'exercice du rôle de Préventeur sécurité-santé ayant pour objet l'exécution de missions d'assistance à l'exploitant de l'unité de méthanisation dans le cadre des de la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention. Il débutera à l'ordre de service précisant la date de démarrage des prestations et pour une durée de 6 mois, hors période de garantie de parfait achèvement des travaux d'une durée de 12 mois. Le montant de ce contrat est de 21 910,00 € H.T</p>	514
<p><b>N°D2014-340 - 17/06/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision relative au marché n° 3543DF13 sur les garanties financières de l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est passé avec la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris au n°484 373 295, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly). Cet acte de cautionnement porte sur l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst à Montpellier. Le montant maximum du cautionnement s'élève à 432 639€ TTC la 1ère année, 847 278 € TTC la 2ème année, 1 270 917 € TTC la 3ème année, 1 694 556 € TTC la 4ème année, 2 118 195 € TTC (1 771 066 € H.T) la 5ème année établi à la date de valeur de mai 2012 (valeur TP 01 = 698.2), conformément à l'arrêté préfectoral.</p>	517
<p><b>N°D2014-341 - 17/06/14 - Direction des Finances</b>  <b>Décision relative au marché n° 3544DF13 sur les garanties financières du Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Demeter</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est passé avec la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris au n°484 373 295, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly). Cet acte de cautionnement porte sur le Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Demeter à Montpellier. Le montant maximum du cautionnement s'élève à 29 700,2€ TTC la 1ère année, 59 400,4€ TTC la 2ème année, 89 100,6€ TTC la 3ème année, 118 600,6 € TTC la 4ème année, 148 501€ TTC la 5ème année, établi à la date de valeur de mai 2012 (valeur TP 01 = 698.2), conformément à l'arrêté préfectoral.</p>	519
<p><b>N°D2014-343 - 04/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative au marché n°2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Une décision modificative doit être prise pour abroger la décision D2014-203 entachée d'une erreur matérielle pour confirmer l'autorisation de signature des marchés de travaux n°2127T14, lot 1</p>	

<p>avec la société COFELY AXIMA sise 1 rond-point du général EISENHOWER- BP1061-31035 TOULOUSE cedex 1 ( Sprinklage/RIA/ canon à mousse) pour un montant de 1 054 200,00 € H.T et lot 3 (Serrurerie et vitrage coupe-feu) à la société CFM sise 410 avenue Ampère 34170 Castelnau le Lez pour un montant de 34 645,00 € H.T.</p>	
<p>Le lot 2 (Détection incendie) est déclaré infructueux, la seule offre reçue, supérieure de + de 192% à l'estimation, étant inacceptable au sens de l'article 35.1 1° du Code des marchés publics.</p>	
<p><b>N°D2014-344 - 24/06/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p>	521
<p><b>Décision relative à un marché n°3682EA14 (marché subséquent à l'accord cadre n° 2946EA12) - Mission 7 : Analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché n°3682EA14 d'analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public est passé avec SERVICE PUBLIC 2000/KFH Communication/LISODE. Ce marché concerne l'analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public. Sa durée est de 5 mois maximum. Le montant du marché s'élève à 89 250 € H.T.</p>	523
<p><b>N°D2014-347 - 30/06/14 - Direction des Sports</b></p>	523
<p><b>Décision relative à la passation d'un marché de maintenance des centrales de traitement "Syclope" de l'eau des piscines de l'Agglomération de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché à bons de commande n°3606 de prestations de service est passé avec la société RESONET SERVICES, sise ZA de la Fourcade à GIMONT (32200). Ce marché concerne la maintenance des centrales de traitement de l'eau "Syclope" des piscines de l'Agglomération de Montpellier à raison de 2 interventions annuelles sur 9 piscines pour un total de 14 centrales de traitement.</p>	
<p>Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois. Le montant annuel du marché à bons de commande est assorti d'un minimum de 3 000 € H.T. et d'un maximum de 10 000 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-348 - 03/07/14 - Direction des Sports</b></p>	525
<p><b>Décision relative à l'organisation de stages sportifs dans les piscines Caron et Néréides durant les vacances d'été 2014</b></p>	
<p><b>Objet :</b> L'Agglomération de Montpellier souhaite reconduire par convention, en partenariat avec des clubs de proximité, durant la période estivale dans les piscines Neptune, Caron et Néréides, des stages sportifs organisés à la semaine à destination des jeunes de 6 à 16 ans, visant à promouvoir l'apprentissage de la natation ainsi que les bienfaits d'activités sportives complémentaires. Le montant global des prestations, calculé sur la base du nombre d'heures effectuées, du personnel qualifié et du matériel spécifique mis à disposition respectivement par les clubs concernés, fixé à 5000 € T.T.C., est réparti comme suit :</p>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>- MPN : 1 120 € T.T.C. pour 42h d'intervention,</li> <li>- MAPUC : 750 € T.T.C. pour 16h d'intervention,</li> <li>- SLACKLINE : 1 530 € T.T.C. pour 22h30 d'intervention.</li> <li>- ZEPETRA ECOLE DE CIRQUE : 1 600 € T.T.C. pour 48h d'intervention</li> </ul>	
<p><b>N°D2014-349 - 26/06/14 - Direction de l'Eau et de l'Assainissement</b></p>	527
<p><b>Décision relative à un marché n°3367EA13 - Elaboration des dossiers de déclaration des stations d'épuration Murviel Les Montpellier, Saint Georges d'Orques, Elaboration de porter à connaissance pour la station d'épuration de Lavérune</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché n°3367EA13 est passé avec ALIZE ENVIRONNEMENT sise 2, Rue Simone VEIL</p>	
<p>34920 Le Crès pour réaliser les procédures réglementaires des stations d'épuration de Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques et Lavérune au titre de la loi sur l'eau. La durée du marché est de 28 mois à compter de la date de notification. Le marché s'élève à 19 800 € H.T.</p>	
<p><b>N°D2014-351 - 23/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b></p>	529
<p><b>Décision relative à un marché n°3557CO14, diffusion, distribution et affichage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b></p>	
<p><b>Objet :</b> Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société CART'COM à Montpellier pour le lot 1 et la société CA.C.FAIT.COM à Montpellier pour le lot 2. Ce marché concerne la diffusion, distribution et affichage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Lot 1 : diffusion et affichage d'affiches et autres supports. Lot 2 : distribution de supports de communication en marketing de rue. Le marché est conclu de sa notification au 31 décembre 2014. Il peut être renouvelé pour une période de 1 an. Pour le lot 1, le seuil minimum du marché s'élève à 20 000 € H.T et le seuil maximum à 60 000€ H.T. Pour le lot 2, le seuil minimum du marché s'élève à 10 000 € H.T et le seuil maximum à 40 000€ H.T.</p>	531
<p><b>N°D2014-355 - 04/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b></p>	531
<p><b>Décision relative à un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché 3189GD12 relatif à</b></p>	

<b>l'animation du Comité de riverains de suivi des odeurs de l'ISDnD de CASTRIES</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant au marché n°3189GD12 doit être signé pour prolonger la durée du contrat de 4 mois. Celui-ci prendra fin le 31 décembre 2014.	
Conformément aux prescriptions réglementaires de l'autorisation d'exploiter, le réseau de nez mis en place pendant l'exploitation du casier 1 doit être maintenu. Le prolongement du marché actuel jusqu'en décembre 2014 permet de mettre en œuvre la procédure de consultation pour engager un nouveau marché à partir du 1er janvier 2015	
Le montant du marché reste inchangé dans la mesure où certains mois n'ayant recueilli aucune observation de la part des riverains, le prestataire n'a pas émis de facture.	
<b>N°D2014-356 - 27/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	533
<b>Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Transports Saltel concernant un terrain sur la commune de Vendargues</b>	
<b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier conclut avec la société "Transports Saltel" une convention d'occupation temporaire concernant la parcelle BD0301 sur la commune de Vendargues. La convention est conclue jusqu'au 31 décembre 2015 pour une redevance mensuelle de 1500 euros TTC.	
<b>N°D2014-359 - 02/07/14 - Direction de la Culture</b>	535
<b>Décision relative à l'achat du spectacle Regards en biais - ESAT La Bulle Bleue</b>	
<b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe pour un montant de 1 500 € à l'achat du spectacle Regards en Biais diffusé le 7 juin 2014 à l'Esat La Bulle Bleue par la Compagnie La Hurlante.	
<b>N°D2014-360 - 05/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	537
<b>Décision d'ester en justice " SA ARCADES AUTOMOBILES n°1402027-4"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402027-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 avril 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°93 du 17 décembre 2013 d'un montant de 561 913,68 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce, en remboursement des indemnités accordées par la Commission d'indemnisation à l'amiable de la ligne n°2 du tramway.	
<b>N°D2014-361 - 05/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	538
<b>Décision relative à une prise de possession anticipée de la parcelle cadastrée section SM n° 47 - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière, déclarée d'utilité publique, du secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV, et afin de permettre la réalisation de diagnostics archéologiques et des études de sol, il y a lieu de prendre possession de la parcelle cadastrée SM n° 47 située lieudit Mas de Brousse à Montpellier. Une convention portant prise de possession est passée pour un montant d'indemnité de 4 320,00 €	
<b>N°D2014-363 - 26/06/14 - Direction des Sports</b>	540
<b>Décision relative à la passation d'un marché n°3654DS14 en vue de la création d'une gazonnière au stade de la Mosson "Mondial 98"</b>	
<b>Objet :</b> Ce marché est passé avec la société Sport Environnement, sise à Montpellier, dans le cadre d'une procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics pour un montant de 38 705,80 € H.T pour une durée d'un mois. Il a pour objet la création d'une gazonnière au stade de la Mosson "Mondial 98".	
<b>N°D2014-366 - 27/06/14 - Direction de la Culture</b>	542
<b>Décision relative à une convention de mise à disposition temporaire à la Compagnie Motifs d'Evasion - théâtre du Hangar</b>	
<b>Objet :</b> Le Théâtre du Hangar est gratuitement mis à disposition de la Compagnie Motifs d'Evasion pour y organiser des répétitions. Une convention fixe les modalités d'occupation.	
<b>N°D2014-367 - 03/07/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	543
<b>Autorisation de signer le marché n°3646GD14 conclu avec la société LMS pour la mise à disposition d'une aire de lavage pour les véhicules du site d'exploitation de la collecte des déchets ménagers de Castries</b>	
<b>Objet :</b> Le site d'exploitation de Castries n'est pas équipé d'une aire de lavage. Il est donc nécessaire d'avoir recours à un prestataire qui met à notre disposition une aire de lavage. Il s'agit de la société LMS sise à Baillargues. Le marché est conclu pour une période d'un reconductible et pour un montant maximum annuel de 19,604 € H.T.	
<b>N°D2014-368 - 23/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	545
<b>Décision relative à l'agrément de la candidature de la SCI GRABELS RANCHIN dans le parc Euromédecine II à Grabels</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la SCI GRABELS RANCHIN est agréée en vue de l'acquisition d'un terrain	

<p>dans la ZAC Euromédecine II pour la réalisation d'un programme de 49 logements.  <b>N°D2014-369 - 05/06/14</b> - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics  <b>Décision d'ester en justice "MOUSSA Ismael - Requête 1401480-5 TA"</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'Avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n° 1401480-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 mars 2014 par Monsieur Moussa Ismaël contre l'arrêté préfectoral n°2013-1-2100 du 29 octobre 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Lavérune.</p>	547
<p><b>N°D2014-371 - 02/07/14</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Signa Tolere - Musée Henri Prades</b>  <b>Objet :</b> Le Musée Henri Prades achète le spectacle Signa Tolere de la Compagnie Singulier Pluriel dans le cadre de la Nuit des Musées 2014 pour un montant de 4 000 € TTC</p>	548
<p><b>N°D2014-373 - 11/06/14</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative au paiement de l'indemnité de emploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SV n° 9, SV n° 10p et SP n° 48p - Secteur Méjanelle -Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Les parcelles cadastrées section SP n°39p, 48p, SV 9 et 10p d'une superficie totale 13 293 m², situées lieuxdits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier sont comprises dans le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP) portant création d'une réserve foncière DUP au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La convention cadre entre la Communauté d'Agglomération et l'Etablissement Foncier Public (l'EPF-LR) portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut payer les indemnités de emploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité de emploi qui reste à la charge de la CAM. La CAM doit procéder au paiement d'une somme de 40 879 € au titre de l'indemnité de emploi.</p>	550
<p><b>N°D2014-374 - 11/06/14</b> - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel  <b>Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39 p , SP n° 45, SP n° 48p, SP n° 49 et SV n° 10p - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Dans le cadre du projet d'aménagement du quartier gare TGV à Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m², SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m², SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m², SP n° 49 d'une superficie totale de 33 m² et SV n° 10p d'une superficie totale de 526 m² situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier. Le prix d'acquisition est d'un montant de 675 090 euros toutes indemnités confondues.</p>	552
<p><b>N°D2014-377 - 26/06/14</b> - Direction du Protocole  <b>Décision relative à l'achat et la livraison de gobelets, verres et nappes jetables pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier</b>  <b>Objet :</b> Le marché n°3610SP14 est passé avec la société FIRST DIPAL pour le lot 1 afin de permettre l'approvisionnement en gobelets, verres et nappes jetables et la société France Collectivité Hygiène pour le lot 2 (achat et livraison de nappes papier) utilisés à l'occasion des manifestations, cérémonies et réceptions organisées par la Direction du Protocole de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Ce marché est conclu pour une durée de 1 an, reconductible et pour un montant mini de 4 000 € H.T (soit 2 000€ H.T. par lot) et maxi de 16 000 € H.T. (soit 6 000 € H.T. pour le lot 1 et 10 000 € H.T. pour le lot 2).</p>	554
<p><b>N°D2014-380 - 02/07/14</b> - Direction de la Culture  <b>Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier - n°3611DC14 - Lot n°10 : services funéraires</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3611DC14 (lot n°10) est passé avec l'entreprise SUD SERVICE sise 3, avenue des compagnons- ZA Garrigues- 34170-Castelnau le concernant le nettoyage des services funéraires, pour un montant de 27 801,85 € HT pour la durée du marché.</p>	556
<p><b>N°D2014-381 - 01/07/14</b> - Direction de l'Eau et de l'Assainissement  <b>Décision relative à un marché n°3470EA13 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3470EA13 est passé avec le bureau d'études IRH INGENIEUR CONSEIL – 13592 AIX EN PROVENCE CEDEX 3. Ce marché confie au titulaire la maîtrise d'œuvre pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra sur des missions de maîtrise d'œuvre normalisées. Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois en phase d'études et de 7 mois en phase travaux. Le montant du marché s'élève à 43 300 € H.T.</p>	558

<p><b>N°D2014-382 - 05/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision d'ester en justice "Rosine MATHIEU épouse VINCENT"</b>  <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" suite au dépôt de la requête n°1402482-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 mai 2014 par Madame Rosine MATHIEU épouse VINCENT contre la décision implicite de rejet de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquise le 28 mars 2014 de faire droit à la demande des consorts VINCENT d'autoriser le raccordement de leur propriété sise sur le territoire de Juvignac au réseau d'eau public.</p>	560
<p><b>N°D2014-385 - 26/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à l'attribution du marché n°8.262 portant sur les travaux d'accompagnement des fouilles archéologiques pour le bouclage de la ligne 4 de tramway</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°8.262 des travaux d'accompagnement des fouilles archéologiques est attribué pour le bouclage de la ligne 4 au groupement d'entreprises EIFFAGE / SOLATRAG, mandataire EIFFAGE de Saint Jean de Vedas (34), après avis favorable de la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 27 mai 2014. Il s'agit d'un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 120 000 € H.T. et un montant maximum de 500 000 € H.T., d'une durée prévisionnelle de 48 mois.</p>	561
<p><b>N°D2014-386 - 26/06/14 - Direction des Transports et de la Voirie</b>  <b>Décision relative à l'attribution du marché n°8.482 portant sur les travaux d'accompagnement de chantier pour le bouclage de la ligne 4</b>  <b>Objet :</b> Il s'agit d'attribuer le marché n°8.482 des travaux d'accompagnement d'environnement de chantier au groupement d'entreprises AXIMUM / COLAS, mandataire AXIMUM de Rognac (13), après information sur le choix donnée à la Commission d'Appel d'Offres (CAO) du 27 mai 2014. C'est un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 250 000 € HT et un montant maximum de 800 000 € HT, conclu pour une durée prévisionnelle de 60 mois.</p>	563
<p><b>N°D2014-389 - 30/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative au marché n°2988 TV 12, Élaboration du Schéma Directeur des Transports - diagnostic du réseau de bus et proposition de scénarios de desserte de l'Agglomération de Montpellier - Avenant n°1</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché n°2988 TV 12 est passé avec la société CITEC à Lyon. Cet avenant concerne l'intégration de la multimodalité au Schéma Directeur des Transports, lequel jusqu'alors se concentrait principalement sur le réseau bus. Ces modifications portent sur :  1. L'adaptation des prestations initiales relatives au réseau bus et aux démarches d'information-concertation,  2. L'adaptation du nombre de réunions avec le Comité technique et le Comité de pilotage,  3. L'intégration d'autres modes que le bus dans le cadre du Schéma Directeur des transports :  a. Vélos en libre-service,  b. Autopartage,  c. Covoiturage,  4. La Modification du planning de l'étude,  5. L'Impact de ces prestations sur le budget initial de l'étude.  Le présent avenant s'élève à 25 880 € H.T. Le nouveau montant du marché s'élève à 204 180 € H.T.</p>	565
<p><b>N°D2014-391 - 04/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à l'achat du spectacle Antidote - Festival Théâtre en Liberté de Montferrier-sur-Lez</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Antidote, pour un montant de 2 500 €, diffusé le 9 août 2014 dans le cadre du Festival Théâtre en Liberté de Montferrier sur Lez.</p>	567
<p><b>N°D2014-392 - 23/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association NOVAE LR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association NOVAE LR pour une période de 6 mois. Aucune redevance d'occupation n'est due pour l'occupation de la surface mise à disposition compte tenu des services que l'occupant apporte aux entreprises hébergées dans Cap Omega. Cependant, la redevance théorique qui devrait être payée sera valorisée en complément de la subvention apportée par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à NOVAE LR, laquelle sera votée lors d'un prochain Conseil d'Agglomération. Son montant est valorisé sur la base du tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013. (1 129,14 euros HT euros mensuels soit 12,56 euros le m²/mois).</p>	569
<p><b>N°D2014-393 - 27/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>  <b>Décision relative à la signature d'une déclaration de travaux sur le site de l'ISDnD de</b></p>	571



## CASTRIES

**Objet :** Une déclaration préalable à la construction de 2 locaux de protection contre les intempéries des surpresseurs et armoire électrique sur le site de l'ISDnD de CASTRIES doit être signée pour autoriser le lancement de ces travaux. Ces travaux auront une durée maximum de 15 jours et leur montant est compris dans le montant total du marché 3362GD13 lot 1.

**N°D2014-394 - 23/06/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

573

### **Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SR n° 19 - Commune de Montpellier**

**Objet :** Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle - Pont Trinquat - Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision VIEU, la parcelle située Commune de Montpellier, cadastrée section SR n° 19 pour une contenance totale de 768 m<sup>2</sup>, supportant une maison à usage d'habitation, occupée par un membre âgé de l'Indivision Vieu. La prise de possession interviendra au plus tard au décès de Mme Odette VIEU. Un commodat de trois ans renouvelable sera signé concomitamment à l'acte de vente. Le prix d'acquisition est de 260 000 € toutes indemnités confondues, dont 24 545,45 € d'indemnité de remploi.

**N°D2014-395 - 27/06/14** - Direction des Ressources Informatiques

575

### **Décision relative à un marché n° 3695RI14 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - 2014**

**Objet :** Un marché n° 3695RI14 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - 2014 est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD) sise à MONTPELLIER.

Cette prestation aura pour objectif les opérations suivantes :

- Mission I : Accompagnement des communes

Cette partie se subdivise en 3 niveaux d'accompagnement :

. Niveau 1 pour les 15 communes déjà engagées

. Niveau 2 pour les 15 nouvelles communes

. Niveau 3 pour l'animation du club communal

- Mission II : Animation de la plateforme

Cette mission regroupe les prestations suivantes :

. Alimentation de l'espace « actualités open data » par des articles de veille (5 toutes les 2 semaines sur l'année 2014)

. La normalisation, la correction et le formatage des fichiers de données produits par les communes, déposées sur extranet avant que les référents communaux puissent eux-mêmes les déposer sur leurs espaces dédiés sur la plateforme Open Data

. Un rapport du web analytique pour le suivi de fréquentation de la plateforme, soit 4 rapports (avec migration sur la nouvelle version de Google analytics)

. Pour le bon fonctionnement du projet, en plus de la gestion du forum et des API, la Direction des Ressources Informatiques ou la Direction de la Communication de Montpellier Agglomération auront à charge l'animation open data sur les réseaux sociaux et les animations publiques. Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 10 mois. Le montant de ce marché s'élève à 86 190,00 € T.T.C. (soit 71 825,00 € H.T.)

**N°D2014-398 - 23/06/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

577

### **Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées en tréfonds de la parcelle cadastrée section AR n° 197 - Commune de Pignan**

**Objet :** Une convention de servitude de tréfonds pour le passage d'une canalisation d'eaux usées sur la parcelle appartenant à la commune de Pignan, cadastrée section AR N° 197 - Commune de Pignan. Convention consentie et acceptée à titre gratuit au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**N°D2014-399 - 23/06/14** - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel

579

### **Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SM n° 48 - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - commune de Montpellier**

**Objet :** La parcelle cadastrée section SM n° 48 d'une superficie totale de 5 220 m<sup>2</sup>, située lieudit 1 950 Route de Vauguières à Montpellier est comprise dans le périmètre de la Déclaration d'Utilité Publique (DUP), portant création d'une réserve foncière DUP au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. La convention cadre entre la Communauté d'Agglomération et l'Etablissement Public Foncier (EPF-LR) portant sur le secteur Quartier Gare TGV prévoit notamment le portage foncier et financier par l'EPF-LR. De par ses statuts, l'EPF-LR ne peut payer les indemnités de remploi que lorsqu'il est bénéficiaire de la DUP. Le prix d'acquisition se décompose en



deux parties, le principal qui est financé par l'EPF et l'indemnité pour une somme de 71 818 € qui reste à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.	
<b>N°D2014-400 - 17/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	581
<b>Décision d'ester en justice "Référé Expertise carrefour Agropolis"</b>	
<b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" afin d'introduire une requête en référé expertise, au titre de l'article R.532.1 du code de justice administrative, auprès du Tribunal Administratif de Montpellier. Le Conseil Général de l'Hérault construit actuellement un ouvrage d'art dans le carrefour Agropolis afin de donner de la continuité au RD65, et ce, afin d'enjamber le giratoire actuel sur un tracé Est/Ouest. Perpendiculairement à cet ouvrage, il existe actuellement deux canalisations souterraines majeures de la Communauté d'Agglomération dont un collecteur DN 1400 pour lequel il convient de s'assurer de la pérennité lors de cette phase de travaux.	
<b>N°D2014-401 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	583
<b>Décision relative à l'avenant n° 8 à la convention de mise à disposition avec la SAFER</b>	
<b>Exploitation de l'ilot viticole au lieu-dit « Valedeau » - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Un avenant n° 8 à la convention cadre d'intermédiation locative est signé avec la SAFER LR ayant pour objet l'exploitation de l'ilot viticole du Domaine de Valedeau à Montpellier. Il porte sur une durée d'une année supplémentaire, du 1er octobre 2013 au 30 septembre 2014 moyennant une indemnité forfaitaire de 6 000 € TTC.	
<b>N°D2014-404 - 27/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>	585
<b>Décision relative au marché 3586DS14 de "Rénovation et étanchéité des toitures du Palais des sports René Bougnol et de la piscine Alfred Nakache à Montpellier"</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n° 3586DS14 est passé, pour les lots n° 1 "Etanchéité toiture René Bougnol" et n° 2 "Etanchéité toiture piscine Nakache" avec la société ETI, 80, impasse des Millepertuis, 34 740 VENDARGUES, pour un montant de lot n° 1, : 45 050, 04 € H.T., lot n° 2 : 67 308,95 € H.T soit 80 770 74 € T.T.C. la durée d'exécution est de deux mois.	
<b>N°D2014-405 - 23/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>	587
<b>Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS DIGI-HEALTH dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels</b>	
<b>Objet :</b> La candidature de la SAS DIGI-HEALTH est agréée en vue de la location, dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels, du lot n° C.G. 2.4 d'une surface totale de 171.44 m² pour une période de 12 mois. Son activité est la santé humaine.	
<b>N°D2014-406 - 25/06/14 - Direction de la Prévention de la Gestion des Déchets</b>	589
<b>Décision relative à la signature du marché n°3582GD14 de contrôle technique concernant les travaux d'extension et de réaménagement du point propreté de Castelnau le Lez</b>	
<b>Objet :</b> Un marché n°3582GD14 de prestations intellectuelles doit être signé, ayant pour objet le contrôle technique concrétisée par les dispositions législatives et réglementaires concernant les travaux d'extension et de réaménagement du point propreté de Castelnau le Lez. Ce marché est conclu avec la société APAVE Sudeurope sise R.D 58 34970 LATTES. Le montant de ce marché est de 3 670,00 €HT. Sa durée prévisionnelle est de six mois et sera adaptée en fonction de l'avancement des travaux.	
<b>N°D2014-409 - 23/06/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments</b>	591
<b>Décision relative à la cession à titre gratuit d'un photocopieur vétuste de marque Canon</b>	
<b>Objet :</b> Le photocopieur vétuste de marque Canon n° GP215SBL01294 est cédé gratuitement à l'association "Les amis et Compagnons d'Emmaüs", ZAC Saint-Antoine, 34130 Saint-Aunès.	
<b>N°D2014-410 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques</b>	592
<b>Décision relative à la cession de matériel informatique réformé à la société Emmaüs</b>	
<b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à titre gratuit un ensemble de micro-ordinateurs obsolètes à la société EMMAÜS, ZAC Saint Antoine, 34130 SAINT-AUNES. Ce matériel acquis entre 2004 et 2008 ne rentre pas dans l'inventaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Du fait de l'évolution rapide du matériel informatique, sa valeur vénale est nulle.	
<b>N°D2014-411 - 23/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel</b>	594
<b>Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SM n° 47 - Commune de Montpellier</b>	
<b>Objet :</b> Dans le cadre du projet de création de la réserve foncière Méjanelle -Pont Trinquat- Gare TGV sur les communes de Lattes et Montpellier, la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquiert auprès de l'Indivision TARRAL - ARCHIMBEAU, la parcelle située Commune de Montpellier, cadastrée section SM n° 47 pour une contenance totale de 1 440 m2, à usage de terrain nu. Le prix d'acquisition est de 48 520 € toutes indemnités confondues, dont 5 320 € d'indemnité de emploi.	

N°D2014-414 - 02/07/14 - Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments <b>Décision relative à la réforme d'un scooter électrique immatriculé BS265JV</b> <b>Objet :</b> Le scooter électrique immatriculé BS 265 JV, de marque Electric C, à réformer, est cédé à l'Hôtel des ventes, chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendu aux enchères. Le prix de la vente résultera de la vente aux enchères.	596
N°D2014-416 - 04/07/14 - Direction de la Culture <b>Décision relative à l'achat du spectacle Res Publica - Commune de Lattes</b> <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération participe à l'achat du spectacle Res Publica diffusé le 25 septembre 2014 à Lattes pour un montant de 3 973,00 € T.T.C. (soit 3 973,00 € H.T).	597
N°D2014-418 - 23/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics <b>Décision d'estimer en justice "Recel de bien du 14 septembre 2012 au 3 novembre 2013"</b> <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Palies, Noy, Gauer et Associés" près le Juge d'Instruction dans le cadre de la procédure d'instruction, près le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans le cadre du jugement et près la Cour d'Appel de Montpellier en cas de recours éventuel et ce, consécutivement à un recel de bien provenant d'un vol à Montpellier avec destruction ou dégradation ayant eu lieu du 14 septembre 2012 au 3 novembre 2013 dont a été victime la Communauté d'Agglomération de Montpellier.	599
N°D2014-420 - 27/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics <b>Décision d'estimer en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"</b> <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés" à la suite du dépôt de la requête n°1402027-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 avril 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°93 du 17 décembre 2013 portant annulation du titre exécutoire n°1113 du 3 juillet 2013.	600
N°D2014-421 - 27/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics <b>Décision d'estimer en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"</b> <b>Objet :</b> La défense de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est confiée à la SCP d'avocats "Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés"	601
N°D2014-422 - 18/06/14 - Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel <b>Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - ZAD Pont Trinquat Méjanelle - SCI Kenza - Parcelles SH n°38, 39 et 40 commune de Montpellier</b> <b>Objet :</b> Les parcelles cadastrées SH n°38, 39 et 40, commune de Montpellier, d'une contenance totale de 9 983 m², ont fait l'objet d'une d'adjudication en date du 19/05/2014 pour un montant de 270 000€ plus 7 112,38€ de frais annexes. La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur par voie de préemption en se substituant à l'adjudicataire.	602
N°D2014-423 - 27/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi <b>Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SECURISK dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier</b> <b>Objet :</b> La candidature de la société SECURISK est agréée en vue de la location dans le VEAS Parc 2000. Son activité est le contrôle technique des constructions. Actuellement locataire du lot B06 d'une surface totale de 73,13 m², elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 3 mois.	604
N°D2014-424 - 27/06/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi <b>Décision relative à l'agrément de la candidature de la société LEO DEVELOPPEMENT - COLLECTO'LEO dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec</b> <b>Objet :</b> La candidature de la société LEO DEVELOPPEMENT - COLLECTO'LEO est agréée en vue du renouvellement du bail, pour une période de 24 mois, des lots A08-A09 d'une surface totale de 246 m dans le VEAS Hannibal. Son activité est la collecte et la valorisation des huiles alimentaires.	606
N°D2014-426 - 27/06/14 - Direction des Ressources Informatiques <b>Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 3218RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lot n° 1 "Réseau Privé Virtuel"</b> <b>Objet :</b> Un avenant n° 1 au marché n° 3218RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lot n° 1 « Réseau Privé Virtuel », est conclu avec la société HERAULT NETWORKS sise à BÉZIERS. Cet avenant concerne la substitution du titulaire du marché, la société HERAULT NETWORKS, par le nouveau titulaire du marché, la société NETIWAN. Cet avenant n'a aucune incidence sur le montant initial du marché. Les clauses du marché initial, et notamment l'ensemble des engagements pris par le titulaire, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.	608

<p><b>N°D2014-428 - 01/07/14 - Direction de la Communication</b>  <b>Décision relative au marché n°3691CO14 - Création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors de la foire internationale d'octobre 2014</b>  <b>Objet :</b> Un marché n°3691CO14 est passé avec la société NEXT PRODUCTIONS domiciliée à Montpellier. Ce marché concerne la prestation de création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors de la foire internationale d'octobre 2014. Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin de la foire internationale de Montpellier (mi-octobre 2014). Le montant du marché s'élève à 35 850,00 € HT.</p>	610
<p><b>N°D2014-429 - 04/07/14 - Direction de la Culture</b>  <b>Décision relative à un avenant n°1 du marché de travaux n°257 T 14.01 de réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum</b>  <b>Objet :</b> Un avenant n°1 au marché de travaux n°257 T 14.01 de réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum est conclu avec l'entreprise ATOLE, pour un montant de 8 450 € H.T., portant le nouveau montant du marché à +15,1% par rapport au montant initial.  Cet avenant concerne la modification du type de lames de serrurerie utilisées pour la couverture métallique.</p>	612
<p><b>N°D2014-430 - 02/07/14 - Direction du Développement Economique et de l'Emploi</b>  <b>Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha</b>  <b>Objet :</b> Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006 est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de trois mois à compter du 22 juillet 2014 soit jusqu'au 22 octobre 2014. La redevance à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m² qu'elle occupe au sein de la pépinière est fixée à 2 099,84 € euros H.T. et hors charges.</p>	614
<p><b>N°D2014-434 - 23/06/14 - Direction des Affaires Juridiques et des Marchés Publics</b>  <b>Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de la 3ème ligne de tramway - ASL Etang de l'Or</b>  <b>Objet :</b> La Communauté d'Agglomération acquiert le terrain situé au lieu-dit Le Ginestier à PEROLS, cadastré section AT n°544 appartenant à l'ASL Etang de l'Or, d'une surface de 395 m² nécessaire à la réalisation de la troisième ligne de tramway pour un montant de 2 370€.</p>	616



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3427DC13 de "Travaux de sécurisation du domaine  
Bonnier de la Mosson : création d'un mur et d'une clôture périphériques"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° 2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux de sécurisation du domaine Bonnier de la Mosson avec la création d'un mur et d'une clôture périphériques (travaux de maçonnerie et clôture),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3427DC13 de travaux est passé avec la société PIERRES ET TRADITIONS, 1434 Chemin de Loupian, 34 560 POUSSAN.

**ARTICLE 2** : Le délai d'exécution du marché part de la date fixée par ordre de service.

Le délai d'exécution global est de 47 semaines décomposé comme suit : 25 semaines pour la tranche ferme (+ période de préparation de 4 semaines), 8 semaines pour la tranche conditionnelle n° 1 et 10 semaines pour la tranche conditionnelle n° 2.

**ARTICLE 3** : Le montant global du marché s'élève à 564 361,10 € H.T. soit 677 233,32 € T.T.C. Il se décompose comme suit : 311 547,10 € H.T. soit 373 856,52 € T.T.C. pour la tranche ferme, 156 650 € H.T. soit 187 980 € T.T.C. pour la tranche conditionnelle n° 1, 78 016 € H.T. soit 93 619,20 € T.T.C. pour la tranche conditionnelle n° 2 et 18 148 € H.T. soit 21 777,60 € T.T.C. pour la prestation supplémentaire ou alternative n° 1. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué à la culture est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-268
Reçue en Préfecture le	19/06/2014
Affichée le	19/06/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 18 1356

Fait à Montpellier, le

17/06/14

M. B. TRAVIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision modificative relative à la régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional**

- **VU** le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012, portant règlement général sur la Comptabilité Publique, et notamment l'article 22,
- **VU** le décret n°2008-227 du 5 mars 2008 abrogeant et remplaçant le décret n° 66-850 du 15 novembre 1966, relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs,
- **VU** les articles R.1617-1 à R.1617-18 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** l'arrêté du 3 septembre 2001 relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations du Conseil au Président, notamment celle de créer et de modifier des régies comptables nécessaires au fonctionnement des services de la Communauté,
- **VU** la décision n° 2009-675 modifiée, du Président du Conseil de Communauté en date du 9 octobre 2009 portant transformation de la régie de recettes en régie de recettes et d'avances du Conservatoire à Rayonnement Régional située 14 rue Eugène Lisbonne à Montpellier
- **VU** l'avis conforme du 5 mai 2014, du Comptable Assignataire,
- **CONSIDERANT** que pour assurer le bon fonctionnement du Conservatoire à Rayonnement Régional, il convient de modifier certains articles.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La régie encaisse les produits suivants :

- droits d'inscription,
- frais de dossiers,
- location d'instruments

La régie encaisse également les cotisations de sécurité sociale des étudiants, pour reversement à l'URSSAF (article L 381-3 et suivants du Code de la sécurité sociale).

**ARTICLE 2** : Le montant maximum de l'encaisse que le régisseur est autorisé à conserver est fixé à 30 000 €.

**ARTICLE 3** : La régie est autorisée à rembourser les inscriptions (après validation de la Direction du CRR).

**ARTICLE 4** : Le montant maximum des avances consenties est de QUATRE MILLE EUROS (4 000,00 €).

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-270
Reçue en Préfecture le	11/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 181364

Fait à Montpellier, le

10/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Marché 3634MG14 de fourniture de système nomade d'amplification pour boucle inductive ou casque audio via une application pour téléphone mobile.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-75 du 28/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration générale ; contentieux et affaires juridiques »,

**CONSIDÉRANT** Considérant la Loi n° 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées, la circulaire n° DGUHC 2007-53 du 30 novembre 2007 indique qu'il est important de prévoir dans les salles de spectacles et de conférences des systèmes de transmission et d'amplification des sons pour les personnes malentendantes (boucles magnétiques, haute fréquence, infrarouge).

Plusieurs salles de réunions, d'assemblée ou de conférence doivent être équipées à l'Hôtel d'agglomération ou dans les bâtiments gérés par Montpellier agglomération : Musées, Théâtres, Médiathèques, Planétarium...,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3634MG14 de fournitures courantes et services est passé avec l'entreprise E.S.I.I MEDIA ACCUEIL , Z.I Sud, 2 rue de la Prade 34 880 LAVERUNE.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la fourniture et la maintenance d'un système nomade d'amplification pour boucle inductive ou casque audio via une application pour téléphone mobile.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée initiale est de 12 mois reconductible 2 fois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 26 600,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Madame Isabelle GUIRAUD Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-75 du 28/04/2014 portant délégation de signature.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-273
Reçue en Préfecture le	30 JUIN 2014
Affichée le	30 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 181997-AU

Fait à Montpellier, le

Mme I. GUIRAUD

30 JUIN 2014

Conseillère Communautaire, de l'Administration  
générale, Contentieux et Affaires  
juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché 3633DC14 de transport aller et retour des œuvres de l'exposition "Claude Viallat, une rétrospective" au musée Fabre de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour le transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » au musée Fabre de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3633DC14 de prestation de services pour le transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » au musée Fabre de Montpellier, est passé avec l'entreprise Chenue ,85 avenue du Président Wilson, 93210 LA PLAINE SAINT DENIS.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne le transport aller et retour des œuvres de l'exposition « Claude Viallat, une rétrospective » au musée Fabre de Montpellier,

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification . Sa durée est de 7 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 47 010 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.


**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-274
Reçue en Préfecture le	13.06.2014
Affichée le	13.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	LNC 181394

Fait à Montpellier, le 12/06/14

M. B. TRAVIER




Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3626DC14 concernant la Maîtrise d'œuvre pour la scénographie et la signalétique intérieure, avec suivi des travaux de l'exposition "Max Rouquette, ou la liberté de l'imaginaire" présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola décembre 2014/ mars 2015.**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER, Vice Président, délégué à la Culture,
- **VU** l'exposition patrimoniale « Max Rouquette, ou la liberté de l'imaginaire », présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola du 1er décembre 2014 au 31 mars 2015,

**CONSIDÉRANT** que la conception et la réalisation des travaux scénographiques de cette exposition nécessite de faire appel à un maître d'œuvre spécialisé,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à bons de commande n°3626DC14 est passé avec le groupement solidaire : Hervé MANGANI et Valérie JULIEN. avec un montant minimum .

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre relative à la scénographie et la signalétique avec suivi des travaux de l'exposition « Max Rouquette, ou la liberté de l'imaginaire », présentée à la Médiathèque Centrale d'Agglomération Emile Zola.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de la date de sa signature. Sa durée est de un an.

**ARTICLE 4** : Le marché est conclu pour un montant minimum de 10 000 € H.T. et un montant maximum de 50 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitres 903 et 923.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté 2014-77 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-275
Reçue en Préfecture le	01 /07/14
Affichée le	01 /07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc181409-AU

Fait à Montpellier, le

01 JUIL. 2014

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier délégué  
à la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché de prestations intellectuelles concernant la réalisation d'études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice, et de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de travaux relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur ou égal à 500 000 euros H. T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du développement économique et de l'attractivité,
- VU la convention portant sur le mandat d'étude et de réalisation pour la requalification de la zone d'activités du Salaison en date du 26 avril 2010, signée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la Société d'Aménagement de l'Agglomération de Montpellier (SAAM),
- VU la délibération n°9462 en date du 1<sup>er</sup> Avril 2010 autorisant Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SAAM, en qualité de représentant du mandataire à signer l'ensemble des marchés à intervenir dans la cadre du mandat d'étude et de réalisation précité,

**CONSIDERANT** la nécessité de mener des études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées.

**CONSIDERANT** qu'un marché à procédure adaptée a été mis en place, en application de l'article 28 du Code des Marchés Publics, afin de sélectionner un prestataire pour mener les études pré-opérationnelles sur les domaines de l'urbanisme, des réseaux divers, de l'hydraulique et du paysage,

**CONSIDERANT** que l'offre économiquement la plus avantageuse est proposée par le groupement composé de l'agence d'architecture « BOYER PERCHERON ASSUS » et du « CABINET MERLIN »,

## **D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché est conclu avec le groupement composé de l'agence d'architecture « BOYER PERCHERON ASSUS » et du « CABINET MERLIN ».

**ARTICLE 2** : Ce marché a pour objet de mener des études pré-opérationnelles pour le réinvestissement urbain de la façade commerciale du parc d'activités du « Salaison » sur les RD613 et RD610 ainsi que pour la requalification de l'interface paysager entre le parc d'activités du « Salaison » et les zones habitées. Les études menées par le groupement porteront sur les domaines de l'urbanisme, des réseaux divers, de l'hydraulique et du paysage.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification au groupement.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 48 265 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 909.

**ARTICLE 5** : Monsieur Thierry LAGET, représentant du mandataire est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-276
Reçue en Préfecture le	05/06/14
Affichée le	05/06/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc181414-cc

Fait à Montpellier, le 05/06/2014

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée dans le domaine du  
Développement économique et  
attractivité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'opérateur Hérault Télécom**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code général de la propriété des personnes publiques,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération, ainsi que la mise à disposition des équipements sportifs ou culturels de la Communauté aux associations, clubs, écoles, collèges et lycées, à titre gratuit ou dans les conditions tarifaires fixées par le Conseil de communauté,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU les liaisons optiques mises à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier au bénéfice de l'opérateur Hérault Télécom,
- VU la délibération n° 10655 du 29 février 2012 approuvant la tarification appliquée à l'exploitation de l'infrastructure numérique Très Haut Débit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** la nécessité de définir un cadre contractuel applicable aux liaisons existantes de l'infrastructure numérique Très Haut Débit que la Communauté d'Agglomération de Montpellier met à disposition à l'opérateur Hérault Télécom, afin de lui permettre de délivrer ses propres services,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de mise à disposition de l'infrastructure de communications électroniques Très Haut Débit est conclue avec l'opérateur Hérault Télécom, 266 rue de la Garriguette, ZAC Saint-Antoine, 34130 SAINT-AUNES.

**ARTICLE 2** : Cette convention concerne l'infrastructure numérique Très Haut Débit mise à disposition par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à l'opérateur Hérault Télécom pour les besoins de développement de son réseau sur tout le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.



**ARTICLE 3** : Cette convention prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 4** : La redevance est calculée en fonction du débit proposé par Hérault Télécom au tarif de 75 € H.T. par mois et par site pour un débit supérieur ou égal à 10 Mbits/s symétriques ou 30 € H.T. par mois et par site pour un débit inférieur. Elle inclut également les frais d'accès au service à hauteur de 100 € H.T. par prise pour le raccordement d'une entreprise dans les zones d'activités économiques sous la compétence de la Communauté d'Agglomération de Montpellier (cf. tableau récapitulatif des tarifs annexé à la délibération n° 10655 du 29 février 2012). Sur la base de ces calculs le montant de la recette s'élève à vingt-quatre mille cinq cent trente € H.T. (24 530,00 € H.T.). Cette recette est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

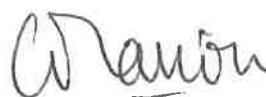
**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-282
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181443 AL

Fait à Montpellier, le 26/06/2014

Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et à l'attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Abords de la plateforme tramway pour l'aménagement de l'éco quartier du "Domaine de Caylus" à Castelnau-Le-Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente ,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit ,
- VU l'arrêté n° A2014-78 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des transports et de la mobilité,
- **CONSIDERANT** que la ville de Castelnau-Le-Lez sollicite la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour occuper et aménager les parcelles lui appartenant cadastrées section BX47, BX50, BX53, BX 56, BX60, BX62, BX65, BX 67, BY71, BY 75, BY 87, BY 69, BY 67, BY 83 et BY 85 dans la perspective de l'aménagement de l'EcoQuartier du « Domaine de Caylus » sur la commune de Castelnau-Le-Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise par convention la Ville de Castelnau-le-Lez à occuper, à titre précaire et révocable, tout ou partie des parcelles précédemment citées représentant une superficie d'environ 10 755 m<sup>2</sup>. Ces parcelles constituant une réserve foncière acquise à titre conservatoire dans le cadre du projet de la deuxième ligne de tramway de part et d'autre de la plateforme en voie unique dans l'hypothèse d'un doublement à terme de la plateforme, les emprises ne sont actuellement pas aménagées.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est liée à un usage exclusif d'espace public (y compris du stationnement) et de traitement paysager. La Communauté d'Agglomération consent à ce que la Ville de Castelnau-le-Lez transfère au concessionnaire qu'elle a désigné pour l'aménagement de la ZAC « Domaine de Caylus » l'ensemble des droits et obligations décrits à la convention.

**ARTICLE 3 :** L'occupation est consentie pour une durée de 10 ans reconductible tacitement à l'échéance pour une durée de 10 ans.

**ARTICLE 4 :** La convention est consentie à titre gratuit.

**ARTICLE 5 :** La convention détermine les charges et conditions de l'occupation ; il est notamment stipulé que l'occupation ne pourra en aucun cas conduire à modifier les caractéristiques de l'infrastructure tramway, ni à remettre en cause les conditions d'exploitation du service public de transport.

**ARTICLE 6 :** Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-289
Reçue en Préfecture le	21/06/14
Affichée le	21/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181454

Fait à Montpellier, le 20/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire du domaine public - Secteur angle rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaures - Commune de Castelnau le Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à M. René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,
- VU le projet de convention d'occupation temporaire du domaine public par lequel la Commune de Castelnau-le-Lez autorise la Communauté d'Agglomération de Montpellier à implanter un poste de refoulement des eaux usées à l'angle de la rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaures,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier d'implanter un poste de refoulement des eaux usées à l'angle de la rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaurès pour les besoins de l'exploitation du réseau public d'assainissement collectif qu'elle gère,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire du domaine public est passée pour une durée de 30 ans, entre la Commune de Castelnau le Lez et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, permettant l'implantation du poste de refoulement des eaux usées à l'angle de la rue de la Voie Domitienne et de la rue Jean Jaurès, commune de Castelnau-le-Lez.

**ARTICLE 2** : Cette convention, d'une durée de trente ans, est consentie et acceptée à titre gratuit.

**ARTICLE 3** : Monsieur René REVOL, Vice-Président, délégué à l'Eau et aux milieux aquatiques, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-291
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 181463-AU

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage et de réseaux publics d'assainissement - Parcelle AZ n° 122 - Commune de Montferrier sur Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à M. René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisation d'évacuation des eaux usées consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Messieurs Gérard DIOULOUFET, Daniel et Guillaume FISCHER, propriétaires de la parcelle située lieu dit le Pouget, cadastrée section AZ n° 122 commune de Montferrier sur Lez, d'une contenance de 426m<sup>2</sup> et une emprise équivalente,

**CONSIDERANT** que la totalité de la parcelle est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds de toutes canalisations d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par Messieurs Gérard DIOULOUFET, Daniel et Guillaume FISCHER, propriétaires de la parcelle située lieu dit le Pouget, cadastrée section AZ n° 122 commune de Montferrier sur Lez, d'une contenance de 426m<sup>2</sup> et une emprise équivalente.

**ARTICLE 2** : La présente convention est consentie moyennant une indemnité globale et forfaitaire de huit cent vingt cinq euros (825€), frais d'actes en sus à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3**: Monsieur René REVOL, Vice-Président, est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

Décision n°	D2014-293
Reçue en Préfecture le	11/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 1814 B

Fait à Montpellier, le 10/06/14

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une acquisition foncière pour la réalisation de  
la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne  
- lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle HV328 à Montpellier**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser d'une part les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature des traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous Déclaration d'Utilité Publique, ainsi que des indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté et d'autoriser d'autre part la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que les lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle située 23 rue des Balances à MONTPELLIER, cadastrée section HV n°328 appartenant à Monsieur Alain QUEMIN et Madame Isabelle QUEMIN, sont nécessaires à la réalisation des travaux permettant le bouclage de la quatrième ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'autoriser l'acquisition de ladite emprise.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération acquiert les lots n°1 / 5 / 6 / 7 / 9 et 15 de la parcelle située 23 rue des Balances à MONTPELLIER, cadastrée section HV n°328 appartenant à Monsieur Alain QUEMIN et Madame Isabelle QUEMIN.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition des lots désignés à l'article 1, ci-dessus, est fixé à **375 000 €** (trois cent soixante quinze mille euros), toutes indemnités confondues et honoraires d'agences compris, au vu de l'avis du Service des Domaines.

**ARTICLE 3** : L'acte d'acquisition des lots désignés à l'article 1, ci-dessus, est signé par :

- Madame Isabelle GIANIEL, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014,
- Monsieur Jean-Luc FRIZOT, Directeur Général de TaM, conformément au mandat d'acquisition donné par la Communauté d'Agglomération de Montpellier aux termes de la délibération n°9943 du 26 janvier 2011.



**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GIANIEL, Madame Catherine DARDE, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération, signe l'acte d'acquisition des lots désignés à l'article 1, ci-dessus, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Madame Isabelle GIANIEL et de Madame Catherine DARDE, Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services, signe l'acte d'acquisition des lots désignés à l'article 1, ci-dessus, conformément aux dispositions de l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-300
Reçue en Préfecture le	21/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181665

Fait à Montpellier, le 10/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3591 bis MG 14 : Maintenance  
et fournitures de consommables de photocopieurs Multifonctions**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier de conclure un marché de maintenance et fournitures de consommables de photocopieurs multifonctions,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3591 BIS MG 14 est passé avec l'entreprise RICOH France SAS dont le siège social est situé 7-9 avenue Robert Schuman 94150 Rungis.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maintenance et les fournitures de consommables de photocopieurs multifonctions.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter du 1<sup>ier</sup> juillet 2014. Sa durée initiale est de 6 mois, reconductible 3 fois pour un an.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 7700 € HT, soit 9240,84 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, aux chapitres 920 et 929.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-301
Reçue en Préfecture le	17/06/2014
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181686-AU

Fait à Montpellier, le 17/06/14

Mme I. GUIRAUD

Conseillère Communautaire, déléguée  
dans le domaine de l'Administration  
générale, Contentieux et Affaires  
juridiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3562GD14 de création et fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine «Environnement»,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de créer une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3562GD14 de fournitures courantes et services est conclu avec la société DBGRAPH, sise 8 rue de l'aire, 34680 St Georges d'Orques.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la création et la fourniture d'une exposition itinérante sur le thème de la prévention des déchets sur le territoire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Il comporte une tranche ferme portant sur la réalisation de l'exposition et la création d'un exemplaire suivant les indications du cahier des charges et une tranche conditionnelle pour la réalisation d'un second exemplaire.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 14 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant total du marché pour la réalisation des deux tranches, s'élève à 25 181,40 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-302
Reçue en Préfecture le	17-06-14
Affichée le	17-06-14
Notifiée le	
Identifiant	UNC/A1669-Au

Fait à Montpellier, le 16-06-14

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire  
à la Compagnie L'Atalante - Théâtre du Hangar**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- VU l'arrêté n°A2014-77 25 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique ,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la compagnie L'Atalante à occuper temporairement le Théâtre du Hangar sis 3, rue Nozeran à Montpellier, afin d'y organiser des répétitions.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 16 au 27 juin 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Vice-Président délégué est autorisé à signer la convention, visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-303
Reçue en Préfecture le	13/06/2014
Affichée le	13/06/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181687

Fait à Montpellier, le 12/06/14

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Site archéologique Lattara-Musée Henri Prades - Décision  
relative à l'avenant n°3 du marché de nettoyage n°2797DC11**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture.
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°12200 du 22/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de prendre en compte, dans le cadre du marché de nettoyage, les prestations spécifiques qui découleront des animations culturelles du site archéologique *Lattara-musée Henri Prades*,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°3 au marché n°2797T13 de nettoyage des manifestations que sont la V<sup>ème</sup> fête de l'Antiquité à *Lattara* ainsi que les Journées Européennes du Patrimoine, au site archéologique *Lattara-Musée Henri Prades*, est passé avec la SARL SINER.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne les prestations spécifiques de nettoyage qui seront engagées, s'ajoutant à celles déjà prévues, lors des manifestations culturelles du Musée Henri Prades que sont :

- La V<sup>ème</sup> Fête de l'Antiquité à *Lattara* se déroulant les 14 et 15 juin 2014 ;
- Les Journées Européennes du Patrimoine se déroulant les 20 et 21 septembre 2014.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 440 € H.T., soit 528 € T.T.C.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 25 454.48 € H.T., soit 25 542.48 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°12200 du 22/04/2014, portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-305
Reçue en Préfecture le	13.06.2014
Affichée le	13.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	LNC 181699

Fait à Montpellier, le 12/06/14

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
dans le domaine de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à des avenants de prolongation des dates  
de mobilisation des contrats d'emprunt n°FI26.200/FR et  
FI81.286/FR auprès de la Banque Européenne d'Investissement**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LÉVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle de procéder, dans les limites fixées par le Conseil de Communauté, à la réalisation des emprunts destinés au financement des investissements prévus par le budget, aux opérations financières utiles à la gestion des emprunts, y compris les opérations de couverture des risques de taux et de change, et de procéder aux opérations de réaménagement de dette, autoriser la passation des contrats de lignes de trésorerie permettant le financement à court terme des opérations et l'ouverture des comptes à terme, et de passer à cet effet les actes nécessaires,
- VU l'arrêté n°A2014-72 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LÉVITA dans le domaine des Finances,

**CONSIDÉRANT** que le rythme prévisionnel des dépenses nécessite un report de versement des prêts n°FI26.200/FR et n°FI81.286/FR,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°D2014-140 est abrogée.

**ARTICLE 2** : Des avenants aux contrats de prêts n° FI26.200/FR et n°FI81.286/FR sont passés avec la Banque Européenne d'Investissement.

**ARTICLE 3** : Ces avenants prolongent la date limite de mobilisation (« date finale de disponibilité ») des fonds disponibles sur ces deux contrats (respectivement 5M€ et 40M€) jusqu'au 30 juin 2014.

**ARTICLE 4** : L'article 1.08 du contrat n°FI81.285/FR « commission d'engagement » est modifié et remplacé par le texte suivant : « L'emprunteur devra payer à la Banque une commission d'engagement calculée sur la base journalière du solde non versé et non annulé du Crédit à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 à un taux de 0.1% (10 points de base) par an, la commission d'engagement courue étant payable à la date finale de disponibilité ou à la date d'annulation, dans l'hypothèse où le crédit est annulé dans sa totalité en vertu du paragraphe 1.06 préalablement à la date finale de disponibilité.

Si la date à laquelle la commission d'engagement devra être payée n'est pas un jour ouvré concerné, le paiement devra être effectué :

- le jour suivant, s'il y en a un, du mois calendaire concerné qui est un jour ouvré concerné, ou
  - si le jour suivant n'est pas un jour ouvré concerné du mois calendaire concerné, le jour ouvré concerné précédent le plus proche,
- avec dans tous les cas un ajustement correspondant du montant de la commission d'engagement due.».

**ARTICLE 5 :** Il est ajouté, à la suite de l'article 1.08 du contrat n°FI26.200/FR, un nouvel article 1.09 « commission d'engagement » rédigé comme suit : « L'emprunteur devra payer à la Banque une commission d'engagement calculée sur la base journalière du solde non versé et non annulé du Crédit à compter du 1<sup>er</sup> avril 2014 à un taux de 0.1% (10 points de base) par an, la commission d'engagement courue étant payable à la date finale de disponibilité ou à la date d'annulation, dans l'hypothèse où le crédit est annulé dans sa totalité en vertu du paragraphe 1.06 préalablement à la date finale de disponibilité.

Si la date à laquelle la commission d'engagement devra être payée n'est pas un jour ouvré concerné, le paiement devra être effectué :

- le jour suivant, s'il y en a un, du mois calendaire concerné qui est un jour ouvré concerné, ou
  - si le jour suivant n'est pas un jour ouvré concerné du mois calendaire concerné, le jour ouvré concerné précédent le plus proche,
- avec dans tous les cas un ajustement correspondant du montant de la commission d'engagement due.».

**ARTICLE 6 :** Les autres stipulations des contrats demeurent inchangées.

**ARTICLE 7 :** Monsieur Max LÉVITA Vice-Président délégué aux Finances est autorisé à signer les avenants visés à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2014-72 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 8 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-307
Reçue en Préfecture le	16/06/14
Affichée le	16/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC181702 AU

Fait à Montpellier, le 16/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession de trois véhicules vétustes, immatriculés 335 ADM 34, 176 BHC 34 et 530 ADW 34 à l'Hôtel des ventes de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté n° A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle Guiraud dans le domaine «Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver des véhicules vétustes à réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Les véhicules 535 ADM 34, 530 ADW 34, et 176 BHC 34, à réformer, sont cédés à l'Hôtel des ventes, Chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendus aux enchères.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents des cessions visées à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-308
Reçue en Préfecture le	11/06/2014
Affichée le	12/06/2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC181704

Fait à Montpellier, le 10/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché public n° 3598DS14 concernant l'analyse de l'air et des THM dans l'eau pour les piscines de l'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine des SPORTS et des TRADITIONS,
- VU le rapport d'analyse des offres du 20 mars 2014,

**CONSIDÉRANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier doit faire appel à une société spécialisée pour effectuer l'analyse de l'air et l'analyse des THM de l'eau des piscines de la Communauté d'Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3598DS14 de prestations de services est passé avec la société POLE AIR, Agence Sud, 21 rue de Sauvielle à Prades-le-Lez ( 34730).

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'analyse de l'air et des THM de l'eau dans les piscines de l'Agglomération.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un an reconductible deux fois de manière expresse par la personne publique, sauf renonciation du titulaire.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché est assorti d'un minimum de 5 000 € HT et d'un maximum de 15 000 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et Traditions est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-311
Reçue en Préfecture le	
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	23 JUIN 2014
Identifiant	Imc 181714-AU

Fait à Montpellier, le

23 JUIN 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine des Sports et des  
Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative à un marché de prestation de services de reconstitution historique dans le cadre de la Ve Fête de l'Antiquité passé avec le groupe PAX AUGUSTA**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° 12 200 du 22/04/2014, portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'organiser des reconstitutions historiques autour du thème du théâtre et des jeux dans l'Antiquité sur le site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades dans le cadre de la V<sup>ème</sup> Fête de l'Antiquité prévue les 14 et 15 juin 2014

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association « Pax Augusta, Groupe gallo-romain de Lugdunum », 9 rue des Ecoles, F-69 580 SATHONAY CAMP.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution historique intitulée « la gladiature de la Rome Antique » sur le site archéologique *Lattara*, les 14 et 15 juin 2014, de 14 heures à 19 heures, dans le cadre de la V<sup>ème</sup> Fête de l'Antiquité.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 16 juin 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 5 460 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président délégué à la Culture, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 12 200 du 22/04/2014, portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-312
Reçue en Préfecture le	13.06.2014
Affichée le	13.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	LNC 181706

Fait à Montpellier, le 12/06/14

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Site archéologique Lattara-musée Henri Prades - Décision relative à un marché de prestation de services de reconstitution historique de l'association "L'Attelage en Pays d'Arles" dans le cadre de la Ve Fête de l'Antiquité**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° 12 200 du 22/04/2014, portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu d'organiser des reconstitutions historiques autour du thème du théâtre et des jeux dans l'Antiquité sur le site archéologique *Lattara*-musée Henri Prades dans le cadre de la V<sup>ème</sup> Fête de l'Antiquité prévue les 14 et 15 juin 2014

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de prestation de service est passé avec l'association « L'Attelage en Pays d'Arles », C108 Mas St Gilles, 2645 Route de Gimeaux, F-13 200 ARLES.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la présentation d'une reconstitution historique intitulée « Les chars de courses et leurs Auriges » sur le site archéologique *Lattara*, les 14 et 15 juin 2014, de 14 heures à 19 heures, dans le cadre de la V<sup>ème</sup> Fête de l'Antiquité.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa signature et se termine au plus tard le 16 juin 2014.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 3 260 € TTC. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.



**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-président délégué à la Culture, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 12200 du 22/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-314
Reçue en Préfecture le	13.06.2014
Affichée le	13.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 1817214

Fait à Montpellier, le 12/06/14

M. B. TRAVIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat et à la livraison de boissons non alcoolisées  
pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de Conseiller délégué
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-87 du 28/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'acheter des boissons non alcoolisées pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à bons de commande n° 3602 SP 14 est passé avec la Société France Boissons.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'achat et la livraison de boissons non alcoolisées.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 ans le marché peut être reconduit par période successive de 1 an, pour une durée maximale du marché de 3 ans (soit 2 périodes de reconduction).

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 5 000 € H.T. minimum et 16 000 € H.T. maximum annuel. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 023.

**ARTICLE 5** : Monsieur Abdi EL KANDOUSSI Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-315
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 18 1728 -AU

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

M. A. EL KANDOUSSI



Conseiller dans le domaine de la  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Marché 3451DC13 - maitrise d'oeuvre accessibilité et couverture pour l'Opéra Comédie**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine de la Culture,

**CONSIDÉRANT** qu'il y a lieu de conclure un marché pour la maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la couverture et l'accessibilité PMR de l'Opéra Comédie de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3451DC13 de maîtrise d'œuvre est passé avec Frédéric FIORE - architecte.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la maîtrise d'œuvre pour la rénovation de la couverture et l'accessibilité PMR de l'Opéra Comédie de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 15 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 60 110.46 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-316
Reçue en Préfecture le	13.06.2014
Affichée le	13.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 18 1781

Fait à Montpellier, le 12/06/14

M. B. TRAVIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de la Culture



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché 3421GD13 de distribution de documents en porte à porte aux habitants de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et livraison de cartons de sacs en points fixes sur les 31 communes, lots n° 1, 2 et 3**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de signer un marché de distribution de documents en porte à porte et de livraison de sacs en points fixes sur le territoire des 31 communes de la Communauté d'Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le marché n°3421GD13 de prestations de services relatif à la distribution de documents en porte à porte et à la livraison de sacs en points fixes sur le territoire des 31 communes de la CAM est constitué de 3 lots. Chacun des lots est conclu avec la société CHIRRIPO, sise 95 rue Joseph Alois Schumpeter, 34 470 PEROLS.

**ARTICLE 2** : Les marchés prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 1 an renouvelable 2 fois un an maximum.

**ARTICLE 3** : Les montants totaux des marchés s'élèvent (sur 3 ans, y compris périodes éventuelles de reconduction) à 47 854,88 € H.T maximum : 16 140,48 € HT pour le lot 1, 23 000,40 € HT pour le lot 2 et 8 714,00 € HT pour le lot 3. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-318
Reçue en Préfecture le	17.06/14
Affichée le	17.06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC181743

Fait à Montpellier, le 16.06.14

M. C. MEUNIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 3287RI13  
de prestations d'assistance à l'exploitation du système  
d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU la décision n° 2013-381 du 14 juin 2013 approuvant le marché n° 3287RI13 concernant des prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier conclu avec la société PROSERVIA,
- **CONSIDERANT** le besoin de prolonger ce marché le temps nécessaire au bouclage de la nouvelle procédure de consultation relative à ces prestations,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n° 1 au marché n° 3287RI13 concernant des prestations d'assistance à l'exploitation du système d'information de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est conclu avec la société PROSERVIA, 5 avenue Albert Durand, Immeuble Aéropole 1, 31700 BLAGNAC.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant prolonge le marché n°3287RI13 d'une durée de 3 mois, soit du 17 juin 2014 au 16 septembre 2014.

**ARTICLE 3 :** Le montant maximum du présent avenant s'élève à 9 600,00 € H.T.



**ARTICLE 4** : Le nouveau montant maximum du marché s'élève à 199 600,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-320
Reçue en Préfecture le,	12/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC181753

Fait à Montpellier, le 10/06/2014

Mme C. MARION

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée dans le domaine du  
Développement économique et  
attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat n° 1053146 de maintenance et de support technique des logiciels de Système d'Information Géographique ESRI**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU l'acquisition des logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS auprès de la société ESRI FRANCE,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ces logiciels et de bénéficier d'un support technique,
- **CONSIDERANT** que seule la société ESRI FRANCE peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance et de support technique informatiques est conclu avec la société ESRI FRANCE, 21 rue des Capucins, 92195 MEUDON Cedex.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne les logiciels de Système d'Information Géographique (SIG) ESRI de la gamme ArcGIS installés à la Direction de l'Urbanisme et de l'Habitat, la Direction de la Prévention et de la Gestion des Déchets, la Direction de l'Eau et de l'Assainissement, la Direction du Foncier et de l'Aménagement Opérationnel et la Direction des Transports et de la Voirie.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.

**ARTICLE 4** : Le montant annuel de ce contrat s'élève à vingt-quatre mille deux cent soixante-six euros et quarante cents T.T.C. (24 266,40 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-321
Reçue en Préfecture le	05/06/14
Affichée le	05/06/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc181842-AU

Fait à Montpellier, le 05/06/14

Mme C. MARION

*Mo*

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée dans le domaine du  
Développement économique et  
attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation précaire conclue  
entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et  
Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que le chose louée soit prise ou donnée à bail,
- VU l'arrêté n°A2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération est propriétaire de terrains en nature de landes et étang sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,
- **CONSIDERANT** que ces terrains constituent des réserves foncières à long terme pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier ne souhaite pas laisser ces parcelles à l'abandon,
- **CONSIDERANT** que la convention par laquelle la Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise Monsieur Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, à occuper les parcelles BM 66, BM 68, BM 20 et BM 21 afin d'y faire stabuler des chevaux et organiser des départs de promenades équestres arrivera à son terme le 17 juin 2014,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation précaire est conclue entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Nicolas Vernhet, organisateur de promenades équestres, domicilié Route de Saussan au lieu-dit Les Combes, 34690 Fabrègues.

**ARTICLE 2** : La convention porte sur les parcelles cadastrées section BM 66, BM 68, BM 20, BM 21. situées sur le territoire de la commune de Villeneuve-lès-Maguelone,

**ARTICLE 3** : La convention d'occupation précaire est consentie pour une durée d'1 an à compter de sa signature.

**ARTICLE 4** : La convention d'occupation précaire est consentie moyennant une redevance annuelle de 150 euros.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-322
Reçue en Préfecture le	11/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UC 1311870

Fait à Montpellier, le

10/06/14

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°2 au marché n°2641T12 relatif à la maintenance des centrales du traitement de l'eau des piscines**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°12200 du 22/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « SPORTS et TRADITIONS»,
- VU le marché 2641T12 relatif à la maintenance des centrales du traitement de l'eau des piscines gérées par la régie technique des piscines de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dont la société ECT (Eaux Collectives et Traitements) est titulaire,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'intégrer la piscine Les Néréides à Lattes au sein de la régie technique des piscines en charge des établissements Amphitrite, Neptune, Poséidon et Spillaert et d'effectuer des contrôles complémentaires.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°2 au marché n°2641T12 relatif à la maintenance des centrales du traitement de l'eau des piscines est passé avec la société ECT (Eaux Collectives et Traitements).

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la maintenance des centrales du traitement de l'eau des piscines les Néréides, Amphitrite, Neptune, Poséidon et Spillaert.

**ARTICLE 3** : Le présent avenant s'élève à 1 940,00 € H.T.

**ARTICLE 4** : Le nouveau montant du marché s'élève à 15 527.03 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER Vice-Président délégué aux Sports et Traditions est autorisé à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°12200 du 22/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-323
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc181761AU

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier délégué  
dans le domaine des Sports et des  
Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un contrat de maintenance informatique du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous ORACLE**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **VU** l'acquisition du progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK auprès de la société INFORMAKIT S.A.R.L.,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'assurer la maintenance de ce progiciel,
- **CONSIDERANT** que seule la société INFORMAKIT S.A.R.L. peut réaliser ces prestations au regard des brevets dont elle dispose,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un contrat de maintenance informatique est conclu avec la société INFORMAKIT S.A.R.L, 40 rue de Pontoise, 95870 BEZONS.

**ARTICLE 2** : Ce contrat concerne le progiciel de gestion de parc de véhicules PARCK sous la base de données ORACLE, installé à la Direction des Moyens Généraux et des Bâtiments.

**ARTICLE 3** : Ce contrat prend effet à compter de sa notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 12 mois du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre, sans pouvoir excéder 2 renouvellements, soit jusqu'au 31 décembre 2016.



**ARTICLE 4 :** Le montant annuel de ce contrat s'élève à deux mille quatre cent trente-huit euros et quatre-vingt cents T.T.C. (2 438,80 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-329
Reçue en Préfecture le	12/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181845

Fait à Montpellier, le 10/06/14

✓ Mme C. MARION



Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans le domaine du Développement économique et attractivité

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle  
SP 13 - 2892 Route de Vauguières - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté n° 2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle sise 2982 route de Vauguières à Montpellier (34000), cadastrée section SP n° 13 situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière » du projet Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV, d'une contenance totale de 23 a 98 ca et qui supporte deux bâtiments d'habitation ainsi que leurs annexes,
- **CONSIDERANT** qu'il ressort des dispositions de l'acte d'acquisition l'obligation faite à l'ancien propriétaire de libérer les lieux au 1<sup>er</sup> janvier 2015 et qu'il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant les bâtiments situés sur la parcelle sise 2982 route de Vauguières à Montpellier (34000), cadastrée section SP n° 13, d'une contenance de 23 a 98 ca.

**ARTICLE 2** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-330
Reçue en Préfecture le	11/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	LNC 181856

Fait à Montpellier, le

11/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelles SO 5  
et 6 - 1521 rue Fontaine de la Banquière - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- **VU** l'arrêté n° 2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire des parcelles sises 1521 rue Fontaine de la Banquière à Montpellier (34000), cadastrées section SO n° 5 et 6 situées dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière » du projet Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV, d'une contenance totale de 49 a 53 ca et qui supporte deux bâtiments d'habitation ainsi que leurs annexes,
- **CONSIDERANT** qu'il ressort des dispositions de l'acte d'acquisition l'obligation faite à l'ancien propriétaire de libérer les lieux au 30 octobre 2014 et qu'il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1:** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant les bâtiments situés sur les parcelles sises 1521 rue Fontaine de la Banquière à Montpellier (34000), cadastrées section SO n° 5 et 6, d'une contenance de 49 a 53ca.

**ARTICLE 2:** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3:** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-331
Reçue en Préfecture le	11/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC181859

Fait à Montpellier le 10/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au dépôt d'un permis de démolir - Parcelle  
SR 3 - 2921 bis route de Vauguières - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir ou de déclaration préalable,
- VU l'arrêté n° 2014-73, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Aménagement et Urbanisme »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier est propriétaire de la parcelle sise 2921 bis route de Vauguières à Montpellier (34000), cadastrée section SR n° 3 située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière » du projet Méjanelle-Pont Trinquat-Quartier gare TGV, d'une contenance de 18 a 77 ca et qui supporte trois bâtiments d'habitation,
- **CONSIDERANT** qu'il ressort des dispositions de l'acte d'acquisition l'obligation faite à l'ancien propriétaire de libérer les lieux le 10 décembre 2014 et qu'il conviendra alors de procéder à la démolition de l'ensemble des bâtiments avant toute occupation illégale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à déposer le permis de démolir concernant les bâtiments situés sur la parcelle sise 2921 bis route de Vauguières à Montpellier (34000), cadastrée section SR n° 3, d'une contenance de 18 a 77 ca.

**ARTICLE 2** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-73 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-332
Reçue en Préfecture le	21/06/14
Affichée le	21/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC181862

Fait à Montpellier, le 20/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3648CO14 "Prestations de captation, de production, de réalisation et de diffusion vidéo en direct et en différé d'évènements publics sur les sites internet de la collectivité".**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi El Kandoussi en qualité de Conseiller délégué
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur, Abdi El Kandoussi dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT,**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3648CO14 est passé avec la société VIDELIO.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les prestations de captation, de production, de réalisation et de diffusion vidéo en direct ou en différé d'évènements publics sur les sites internet de Montpellier Agglomération.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'au 31/12/2014.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 20 000 € H.T minimum annuel et 80 000 € HT maximum annuel Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 023 611.13.

**ARTICLE 5** : Monsieur Abdi El Kandhoussi Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-333
Reçue en Préfecture le	17.06.2014
Affichée le	18.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	nc 182350-AJ

Fait à Montpellier, le 17.06.2014

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller délégué dans le domaine de  
la Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n° 1 au contrat n° IM2012/1001  
d'abonnement annuel d'assistance téléphonique, de maintenance et  
d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires  
et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés publics qui n'ont pas été soumis eux-mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU la décision n° D2013-416 approuvant le contrat n° IM2012/1001 d'abonnement annuel à l'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE, d'un montant annuel s'élevant à 4 716,00 € T.T.C., conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE,
- VU l'acquisition d'une licence utilisateur supplémentaire et du module Pré-Inscription en ligne relatifs à l'application iMUSE,
- **CONSIDÉRANT** la nécessité d'assurer la maintenance et l'hébergement de cette licence et de ce module,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n° 1 au contrat n° IM2012/1001 d'abonnement annuel à l'assistance téléphonique, de maintenance et d'hébergement de l'application de gestion administrative des conservatoires et des écoles de musique, de danse et d'art dramatique iMUSE est conclu avec la société SAIGA INFORMATIQUE, 7 place Jean Monnet, 45000 ORLEANS.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne l'application iMUSE hébergée sur un serveur dédié dans les locaux de la société SAIGA INFORMATIQUE, utilisée par le Conservatoire à Rayonnement Régional.

**ARTICLE 3 :** Cet avenant prend effet à la date de notification et court jusqu'au 31 décembre 2014. Il sera renouvelable par reconduction expresse par période de 1 an, sans pouvoir excéder 1 renouvellement, soit jusqu'au 31 décembre 2015, le contrat initial arrivant à terme à cette même date.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel du présent avenant s'élève à cinq cent soixante-seize euros T.T.C. (576,00 € T.T.C.).

**ARTICLE 5 :** Le nouveau montant annuel du contrat s'élève donc à cinq mille deux cent quatre-vingt-douze euros T.T.C. (5 292,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 923.

**ARTICLE 6 :** Madame la Vice-Présidente est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-334
Reçue en Préfecture le	12/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 181961

Fait à Montpellier, le 10/06/14

P. Mme C. MARION

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguee dans le domaine du  
Développement économique et  
attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'établissement d'un avenant de transfert au marché n°2.632 des équipements Haute Tension / Basse Tension / Traction de la 2ème ligne de tramway suite à des réorganisations internes au sein du groupe CEGELEC**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'approuver et de conclure tous avenants aux marchés, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine « des Transports et de la Mobilité »,
  - **CONSIDERANT** que, dans le cadre de la réalisation de la 2<sup>ème</sup> ligne de tramway de l'agglomération de Montpellier, le marché n° 02.632.074 ayant pour objet la réalisation des équipements Haute Tension / Basse Tension / Traction a été conclu, en juillet 2004, avec le groupement composé des sociétés Cegelec Centre-Est (mandataire) et Cegelec Sud-Est,
  - **CONSIDERANT** que ce marché se décompose en une tranche ferme (réceptionnée) et une tranche conditionnelle portant sur la maintenance des équipements installés ; cette tranche conditionnelle, d'une durée de 10 ans, étant toujours en cours d'exécution,
  - **CONSIDERANT** que, suite à une réorganisation du groupe CEGELEC en date du 31 août 2012 :
    - la Société Cegelec SAS s'est substituée à la Société Cegelec Centre-Est
    - la Société Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est s'est substituée à la Société Cegelec Sud-Est
  - **CONSIDERANT** que, d'une part, en date du 31 décembre 2013, la branche complète et autonome d'activité dénommée « Mobility » (Rails, Routes&Tunnels) de Cegelec SAS a fait l'objet d'un apport partiel d'actif emportant transfert universel de patrimoine à la société Cegelec Mobility, immatriculée au RCS de Bourg-en-Bresse sous le numéro 537 908 311 et dont le siège social est situé 1, Chemin du Pilon, Z.I. Saint Maurice de Beynost, 01700 Miribel,
  - **CONSIDERANT** que, du fait de cet apport, l'ensemble des actifs, personnels, droits et obligations relevant de l'activité Mobility (Rails, Routes&Tunnels) de Cegelec SAS ont été transmis à la Société Cegelec Mobility qui se substitue à Cegelec SAS dans l'ensemble

des biens, droits et obligations de Cegelec SAS résultant des contrats conclus par celle-ci pour l'activité considérée,

- **CONSIDERANT** que, d'autre part, Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est a cédé, le 1<sup>er</sup> janvier 2014, son fonds de commerce situé 63 avenue Blaise Pascal, Parc d'activités les Garrigues, 34170 Castelnau-le-Lez, à la Société Cegelec Languedoc, société par actions simplifiée, immatriculée au RCS de Montpellier sous le numéro 537 908 261 et dont le siège social est situé 63 avenue Blaise Pascal, Parc d'activités les Garrigues, 34170 Castelnau-le-Lez,

**CONSIDERANT** que, du fait de cette cession de fonds de commerce, l'ensemble des actifs, personnels, droits et obligations relevant de celui-ci ont été transmis à la Société Cegelec Languedoc (RCS 537 908 261) qui se substitue à la Société Cegelec Infra et Tertiaire Sud-Est dans l'ensemble des biens, droits et obligations résultant de l'activité dudit fonds de commerce,

## DECIDE

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération prend acte des réorganisations internes du groupe Cegelec, par l'établissement d'un avenant au marché n°2.632.074 du transfert des droits et obligations du groupement composé des sociétés Cegelec Centre-Est (mandataire) et Cegelec Sud-Est, ancien titulaire du marché, au groupement composé des sociétés Cegelec Mobility (mandataire) et Cegelec Languedoc, qui devient donc le nouveau titulaire du marché.

**ARTICLE 2** : Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer cet avenant de transfert, celui-ci n'ayant aucune incidence financière, s'agissant uniquement de prendre en compte le transfert des droits et obligations aux nouvelles entités titulaires du marché.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-338
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc181991-AU

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée aux Transports et à la mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°2127S14.02 de préventeur sécurité-santé dans le cadre de la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 déposée en préfecture le 06 octobre 2011, et le marché complémentaire n°2763 confiant à la SERM un mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation.
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur, Cyril MEUNIER dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de nommer un préventeur sécurité-santé dans le cadre des travaux confortatifs en matière de prévention des incendies des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°2127S14.02 de services est conclu avec la société CV SECURITE sise 342 bis chemin des horts 34400 LUNEL-VIEL.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne l'exercice du rôle de préventeur sécurité-santé ayant pour objet l'exécution de missions d'assistance à l'exploitant de l'unité de méthanisation dans le cadre de la réalisation des travaux confortatifs en matière de prévention.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de l'ordre de service précisant la date de début des prestations. Sa durée est de 6 mois hors période de garantie de parfait achèvement d'une durée prévisionnelle de 12 mois.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 21 910,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Le Directeur Général de la SERM est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-339
Reçue en Préfecture le	17/06/14
Affichée le	
Notifiée le	
Identifiant	LNC 182002

Fait à Montpellier, le

16/06/2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine de l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3543DF13 sur les garanties financières  
de l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de l'environnement, notamment ses titres 1<sup>er</sup> et IV du livre V relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et aux déchets, et notamment ses articles L.512.2 et R.512.28, et ses articles L. 516-1 et R. 516-1 et suivants,
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- VU les arrêtés préfectoraux n°2006-I-2337 du 06 octobre 2006 et n°2012-I-096 du 13 janvier 2012, relatifs à l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst à Montpellier,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-72 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des Finances,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 18 décembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage, société agissant en qualité de courtier d'Assurances, est compétente en matière d'acte de cautionnement solidaire et a présenté l'offre la plus compétitive au regard des critères de la consultation,



## DECIDE

**ARTICLE 1** : Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est passé avec la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris au n°484 373 295, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly).

**ARTICLE 2** : Cet acte de cautionnement porte sur l'Unité de Méthanisation de déchets ménagers et assimilés Ametyst à Montpellier, dont l'établissement est situé sur la Commune de Montpellier, 230 rue Raymond Recouly, ZAC Garosud, parcelle OE 198.

**ARTICLE 3** : Cet acte de cautionnement solidaire constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément aux arrêtés préfectoraux n°2006-I-2337 du 06 octobre 2006 et n°2012-I-096 du 13 janvier 2012 du Préfet de l'Hérault, le paiement, en cas de défaillance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des dépenses liées à la mise en sécurité du site dans les conditions fixées par les articles R.512-39-2 et R.512-46-25 du Code de l'environnement, notamment la clôture, limitation des accès au site et gardiennage du site, les mesures de gestion des produits dangereux et des déchets présents sur site, la neutralisation des cuves enterrées, et les mesures de surveillance des effets de l'installation sur l'environnement (gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines).

**ARTICLE 4** : Le montant maximum du cautionnement s'élève à 432 639€ TTC la 1<sup>ère</sup> année, 847 278€ TTC la 2<sup>ème</sup> année, 1 270 917€ TTC la 3<sup>ème</sup> année, 1 694 556€ TTC la 4<sup>ème</sup> année, 2 118 195€ TTC la 5<sup>ème</sup> année établi à la date de valeur de mai 2012 (valeur TP 01 = 698.2), conformément à l'arrêté préfectoral Ce montant sera actualisé à la date de signature du contrat et à la notification du prochain arrêté préfectoral. En outre, le montant maximum des cautionnements pourra être actualisé en cours de cette période si l'augmentation constatée de l'indice TP01 est supérieure à 15%. Dans cette hypothèse, un plafond maximum de caution correspondant à une majoration de 30% du montant de la garantie initiale est fixé (562 431€ TTC la 1<sup>ère</sup> année, 1 101 461€ TTC la 2<sup>ème</sup> année, 1 652 192€ TTC la 3<sup>ème</sup> année, 2 202 923€ TTC la 4<sup>ème</sup> année, 2 753 653€ TTC la 5<sup>ème</sup> année).

La facturation se fera sur la base du montant réellement garanti pendant les 5 années de vie de l'acte de garantie.

Cet engagement prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 5 années continues. En contrepartie de la caution accordée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier versera à Zurich Insurance une commission forfaitaire annuelle égale à 0,28 % du montant de la caution, soit 186.19€ TTC la 1<sup>ère</sup> année, 372.38€ TTC la 2<sup>ème</sup> année, 558.57€ TTC la 3<sup>ème</sup> année, 744.76€ TTC la 4<sup>ème</sup> année, 930.95€ TTC la 5<sup>ème</sup> année, due à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'acte de cautionnement.

**ARTICLE 5** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage par ailleurs, pour le cas où Zurich Insurance serait appelée par le Préfet au titre de son engagement de caution, à lui rembourser la somme versée par Zurich Insurance majorée des intérêts au taux de Euribor 3 mois + 0.15 % du jour du versement par Zurich Insurance jusqu'au jour du parfait remboursement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Zurich Insurance. Ce remboursement devra intervenir dans un délai raisonnable.

**ARTICLE 6** : Monsieur Max LEVITA, Vice-Président délégué dans le domaine des Finances, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-72 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-340
Reçue en Préfecture le	17.06.2014
Affichée le	18.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC182035-AJ

Fait à Montpellier, le 17.06.2014

M. M. LEVITA

Conseiller Communautaire délégué  
dans le domaine des Finances



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n° 3544DF13 sur les garanties financières  
du Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Demeter**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de l'environnement, notamment ses titres 1<sup>er</sup> et IV du livre V relatifs aux installations classées pour la protection de l'environnement et aux déchets, et notamment ses articles L.512.2 et R.512.28, et ses articles L. 516-1 et R. 516-1 et suivants,
- VU la nomenclature des installations classées codifiée à l'annexe de l'article R.511-9 du code de l'environnement,
- VU l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 modifié relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux,
- VU l'arrêté préfectoral n°91-I-2477 du 6 mai 2002, relatif au Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Demeter à Montpellier,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en tant que pouvoir adjudicateur ou entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-72 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Max LEVITA dans le domaine des Finances,
- VU les résultats de la procédure adaptée conforme à l'article 28 du Code des Marchés Publics lancée le 18 décembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, ci-après dénommée «Zurich Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage, société agissant en qualité de courtier d'Assurances, est compétente en matière d'acte de cautionnement solidaire et a présenté l'offre la plus compétitive au regard des critères de la consultation,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché portant acte de cautionnement solidaire en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement, est passé avec la Société étrangère Zurich Insurance Plc, Succursale pour la France, ayant son siège social à Zurich House Ballsbridge Park Dublin 4 (Irlande) et son siège pour la France, 112 avenue de Wagram, 75 808 Paris cedex 17, immatriculée au registre du commerce et des sociétés de Paris au n°484 373 295, ci-après dénommée «Zurich

Insurance», représentée par la société Euro Caution Courtage (ayant son siège situé 14 Allée de Cruye, 78870 Bailly).

**ARTICLE 2** : Cet acte de cautionnement porte sur le Centre de Tri des déchets ménagers recyclables Demeter à Montpellier, dont l'établissement est situé sur la Commune de Montpellier, 2549 avenue de Maurin, parcelle n° OK 132.

**ARTICLE 3** : Cet acte de cautionnement solidaire constitue un engagement purement financier en vue de garantir, conformément à l'arrêté préfectoral n°91-I-2477 du 6 mai 2002 du Préfet de l'Hérault, le paiement, en cas de défaillance de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, des dépenses liées à la mise en sécurité du site, notamment la clôture, limitation des accès au site et gardiennage du site, la gestion des déchets présents sur site (évacuation et élimination des déchets produits par l'installation), la neutralisation des risques d'incendie sur cuves enterrées, et la surveillance des eaux.

**ARTICLE 4** : Le montant maximum du cautionnement s'élève à 29 700.2€ TTC la 1<sup>ère</sup> année, 59 400.4€ TTC la 2<sup>ème</sup> année, 89 100.6€ TTC la 3<sup>ème</sup> année, 118 600.6€ TTC la 4<sup>ème</sup> année, 148 501€ TTC la 5<sup>ème</sup> année, établi à la date de valeur de mai 2012 (valeur TP 01 = 698.2), conformément à l'arrêté préfectoral. Ce montant sera actualisé à la date de signature du contrat et à la notification du prochain arrêté préfectoral. En outre, le montant maximum des cautionnements pourra être actualisé en cours de période si l'augmentation constatée de l'indice TP01 est supérieure à 15%. Dans cette hypothèse, un plafond maximum de caution correspondant à une majoration de 30% du montant de la garantie initiale est fixé (38 610.26€ TTC la 1<sup>ère</sup> année, 77 220.52€ TTC la 2<sup>ème</sup> année, 115 830.78€ TTC la 3<sup>ème</sup> année, 154 180.78€ TTC la 4<sup>ème</sup> année, 193 051.3€ TTC la 5<sup>ème</sup> année).

La facturation se fera sur la base du montant réellement garanti pendant les 5 années de vie de l'acte de garantie.

Cet engagement prend effet à compter de sa notification et pour une durée de 5 années continues. En contrepartie de la caution accordée, la Communauté d'Agglomération de Montpellier versera à Zurich Insurance une commission forfaitaire annuelle égale à 0,28 % du montant de la caution, soit 83.16€ TTC la 1<sup>ère</sup> année, 166.32€ TTC la 2<sup>ème</sup> année, 249.48€ TTC la 3<sup>ème</sup> année, 332.64€ TTC la 4<sup>ème</sup> année, et 415.8€ TTC la 5<sup>ème</sup> année, due à chaque date anniversaire de la prise d'effet de l'acte de cautionnement.

**ARTICLE 5** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier s'engage par ailleurs, pour le cas où Zurich Insurance serait appelée par le Préfet au titre de son engagement de caution, à lui rembourser la somme versée par Zurich Insurance majorée des intérêts au taux de Euribor 3 mois + 0.15 % du jour du versement par Zurich Insurance jusqu'au jour du parfait remboursement par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à Zurich Insurance. Ce remboursement devra intervenir dans un délai raisonnable.

**ARTICLE 6** : Monsieur Max LEVITA, Vice-Président délégué dans le domaine des Finances, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-72 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 7** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-341
Reçue en Préfecture le	17.06.2014
Affichée le	18.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC182037_AU

Fait à Montpellier, le 17 06 2014

M. M. LEVITA

Conseiller Communautaire, délégué  
dans le domaine des Finances



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°2127T14 de travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur, Cyril Meunier dans le domaine « Environnement »,
- VU la délibération n°10431 du 29 septembre 2011 déposée en préfecture le 06 octobre 2011, et le marché complémentaire n° 2763 confiant à la SERM un mandat pour la réalisation de l'unité de méthanisation AMETYST

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de réaliser des travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision N°D2014-203 du 03 avril 2014 autorisant Thierry Laget, en qualité de Directeur Général de la SERM, à signer le marché n° 2127T14 relatifs aux travaux confortatifs en matière de prévention incendie des équipements de l'unité de méthanisation AMETYST de Montpellier, entachée d'erreurs matérielles, est abrogée,

**ARTICLE 2** : Le marché n° 2127T14 de travaux est constitué de 3 lots. Le lot 1 (Sprinklage / RIA / canon à mousse) est conclu avec la société COFELY AXIMA sise 1 rond point du général EISENHOWER , BP 1061, 31035 TOULOUSE. Le lot 3 ( Serrurerie / Vitrage coupe-feu) est attribué à la société CFM sise 410 avenue AMPERE, 34170 CASTELNAU LE LÉZ. Le lot 2 (Détection incendie) est déclaré infructueux, la seule offre reçue, très largement supérieure à l'estimation, étant considérée comme inacceptable au sens de l'article 35.1.1 du code des marchés publics.

**ARTICLE 3** : Les 2 lots attribués du marché prennent effet à compter de leur notification. Leur durée est de 7 mois hors période de garantie de parfait achèvement des travaux.

**ARTICLE 4 :** Le montant du lot 1 s'élève à 1 054 200,00 € H.T, le montant du lot 3 est de 34 645, 00 € HT. Soit un total de 1 088 845,00 € HT. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Thierry Laget, en qualité de Directeur Général de la SERM, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à la convention de mandat n°2763 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-343
Reçue en Préfecture le	04 JUL. 2014
Affichée le	04 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182054 AU

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3682EA14 (marché subséquent  
à l'accord cadre n° 2946EA12) - Mission 7 : Analyse des offres et  
assistance aux négociations des contrats de délégation de service public**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- **VU** l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,
- **VU** l'accord-cadre n° 2946EA12 mono-attributaire confié au groupement SERVICE PUBLIC 2000/KFH/LISODE pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage en vue de l'organisation des services du cycle de l'eau",

**CONSIDÉRANT** que la collectivité a décidé de passer de nouveaux contrats de délégation de service public,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché (subséquent à l'accord cadre) n°3682EA14 d'analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public est passé avec SERVICE PUBLIC 2000/KFH Communication/LISODE.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'analyse des offres et assistance aux négociations des contrats de délégation de service public.

**ARTICLE 3** : Ce marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 5 mois maximum.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 89 250 € H.T. Cette dépense est prévue aux budgets annexes de l'eau et de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 011.

**ARTICLE 5 :** Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-344
Reçue en Préfecture le	24 JUIN 2014
Affichée le	24 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182072CC

Fait à Montpellier, le

24 JUIN 2014

M. R. REVOL

Conseiller Communautaire délégué  
dans le domaine de l'Eau et Milieux  
Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché de maintenance des centrales de traitement "Syclope" de l'eau des piscines de l'Agglomération de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de faire appel à une société spécialisée pour assurer la maintenance des centrales de traitement de l'eau « Syclope » dans les piscines de l'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché à bons de commande n°3606 de prestations de service est passé avec la société RESONET SERVICES, sise ZA de la Fourcade à GIMONT ( 32200).

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la maintenance des centrales de traitement de l'eau "Syclope" des piscines de l'Agglomération de Montpellier à raison de 2 interventions annuelles sur 9 piscines pour un total de 14 centrales de traitement.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de un an reconductible trois fois.

**ARTICLE 4 :** Le montant annuel du marché à bons de commande est assorti d'un minimum de 3 000 € H.T. et d'un maximum de 10 000 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 904.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-347
Reçue en Préfecture le	30 JUIN 2014
Affichée le	30 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182088 -AU

Fait à Montpellier, le

30 JUIN 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
aux Sports et des Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'organisation de stages sportifs dans les piscines Caron et Néréides durant les vacances d'été 2014.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°4846 du 18 septembre 2002, définissant l'intérêt communautaire dans le domaine du sport,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-80 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « Sports et Traditions »,
- **CONSIDERANT** l'intérêt communautaire que représente l'animation des piscines en période estivale pour les populations vivant sur le territoire de la Communauté d'Agglomération, conformément à la délibération n°4846 en date du 18 septembre 2002, en regard d'une offre d'activités sportives variées comme la natation, la plongée subaquatique, la slackline et le cirque, regroupées autour des piscines Caron et Néréides,
- **CONSIDERANT** l'intérêt général que représente l'organisation de stages sportifs à la semaine, visant à promouvoir l'apprentissage de la natation et les bienfaits d'activités sportives complémentaires pour le maintien et le développement des capacités physiques, en termes de d'équilibre, de propulsion et de mobilisation du potentiel énergétique,
- **CONSIDERANT** que les clubs MPN, MAPUC, SLACKLINE et ZEPETRA ECOLE DE CIRQUE, sont habilités à mettre en œuvre des activités sportives à destination du public et qu'ils ont répondu conformément aux exigences du programme d'animations d'été dans les piscines Neptune, Caron et Néréides, en mettant à disposition le personnel qualifié pour l'encadrement ainsi que le matériel pédagogique adapté à la nature et aux contenus des activités,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché détaillant les modalités d'organisation des stages sportifs et des prestations pour la mise en œuvre des programmes d'animations est conclu nominativement avec chacun des quatre clubs concernés.

**ARTICLE 2** : Les stages sont organisés au Centre Nautique Neptune, situé Avenue d'Heidelberg à Montpellier, à la piscine Caron, située à Castelnau le Lez, pour les activités aquatiques, dans l'enceinte du collège F. Bazille situé en face de la piscine, pour les autres ainsi qu'à la piscine les Néréides, située à Lattes pour la plongée subaquatique .

**ARTICLE 3** : Les stages sont programmés à la semaine, du lundi au vendredi entre 10h et 19h durant la période comprise entre le 7 juillet et le 22 août 2014.

**ARTICLE 4** : Le montant global des prestations, calculé sur la base du nombre d'heures effectuées, du personnel qualifié et du matériel spécifique mis à disposition respectivement par les quatre clubs concernés, fixé à 5000 € T.T.C., est réparti comme suit :

- MPN : 1 120 € T.T.C. pour 42h d'intervention,
- MAPUC : 750 € T.T.C. pour 16h d'intervention,
- SLACKLINE : 1 530 € T.T.C. pour 22h30 d'intervention.
- ZEPETRA ECOLE DE CIRQUE : 1 600 € T.T.C. pour 48h d'intervention.

**ARTICLE 5** : Monsieur, le Vice-Président délégué aux Sports et Traditions est autorisé à signer le marché visé à l'article 1, conformément à l'arrêté n° A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-348
Reçue en Préfecture le	03/07/14
Affichée le	03/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1821 23-cc

Fait à Montpellier, le 03 JUL. 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports et Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3367EA13 - Elaboration des dossiers de déclaration des stations d'épuration Murviel Les Montpellier, Saint Georges d'Orques, Elaboration de portés à connaissance pour la station d'épuration de Lavérune.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'adapter les stations d'épuration des eaux usées aux perspectives d'évolution de la population des communes de Murviel les Montpellier et Saint Georges d'Orques et le cadre réglementaire applicable à ces installations ; la nécessité de solliciter une autorisation réglementaire pour la station d'épuration de Lavérune, l'arrêté préfectoral d'autorisation de cette installation arrivant à son terme le 22/09/2014,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3367EA13 d'élaboration des dossiers de déclaration des stations d'épuration de Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques et Lavérune est passé avec ALIZE ENVIRONNEMENT.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne l'élaboration des dossiers de déclaration des stations d'épuration de Murviel les Montpellier, Saint Georges d'Orques et Lavérune.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 28 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 19 800 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-349
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc B2084-CC

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

Conseiller Communautaire, délégué  
dans le domaine de l'Eau et Milieux  
Aquatiques



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3557CO14, diffusion, distribution et affichage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier.**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur A. EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur A. EL KANDOSSI dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché pour la diffusion, distribution et affichage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché de fournitures courantes et services est passé avec la société CART'COM à Montpellier pour le lot 1 et la société CA.C.FAIT.COM à Montpellier pour le lot 2.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la diffusion, distribution et affichage d'affiches et autres supports de communication pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Lot 1 : diffusion et affichage d'affiches et autres supports. Lot 2 : distribution de supports de communication en marketing de rue.

**ARTICLE 3 :** le marché est conclu de sa notification au 31 décembre 2014. Il peut être renouvelé pour une période de 1 an.

**ARTICLE 4 :** Le montant minimum du marché s'élève à 20 000 € H.T et maximum à 60 000€ H.T pour le lot 1. Pour le lot 2, le montant minimum du marché s'élève à 10 000 € H.T et maximum à 40 000€ H.T.

**ARTICLE 5** : Monsieur A. EL KANDOUSSI Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-351
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 18 2111-CC

Fait à Montpellier, le

23 JUIN 2014

M. A. EL KANDOUSSI

Conseiller dans le domaine de la  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte ne fait l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°1 de prolongation de la durée du marché 3189GD12 relatif à l'animation du Comité de riverains de suivi des odeurs de l'ISDnD de CASTRIES**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur, Cyril MEUNIER dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de prolonger la durée du marché n°3189GD12 relatif à l'animation du comité de riverains de suivi des odeurs de l'ISDnD de Castries de 4 mois,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n°1 au marché n°3189GD12 de prestations de services est conclu avec la société ODOTTECH sise 29 rue de la Villette 69328 LYON Cedex 3.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la prolongation du marché de 4 mois. Le marché prendra fin au 31 décembre 2014.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché est inchangé. Il s'élève à 28 760,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-355
Reçue en Préfecture le	04 JUIL. 2014
Affichée le	04 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182144 AU

Fait à Montpellier, le

M. C. MEUNIER

03 JUIL 2014



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention d'occupation temporaire entre la  
Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société Transports  
Saltel concernant un terrain sur la commune de Vendargues**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle Guiraud en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de la conclusion et de la révision du louage de choses pour une durée n'excédant pas douze ans, que la chose louée soit prise ou donnée à bail,
- **VU** l'arrêté n°A 2014-15 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier, a fait l'acquisition, par un acte notarié en date du 28 octobre 2013 d'un terrain cadastré BD 0301 sur la commune de vendargues,
- **CONSIDERANT** que ladite parcelle était occupée par la société Transports Saltel en vertu d'un bail arrivé à terme en 2010 avec l'ancien propriétaire mais dont l'occupation s'est poursuivie jusqu'à la vente du bien ,
- **CONSIDERANT** qu'il convient de régulariser la situation juridique de la société Transports Saltel,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention d'occupation temporaire est conclue avec l'entreprise Transports Saltel.

**ARTICLE 2** : La convention d'occupation temporaire porte sur un terrain cadastré BD 0301 sur la commune de Vendargues.

**ARTICLE 3** : La convention d'occupation temporaire est conclue pour une période de 1 an à compter de sa notification jusqu'au 1<sup>er</sup> janvier 2015.

**ARTICLE 4** : La redevance est fixée à 1500 euros mensuel TTC.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-356
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182150-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Regards en biais - ESAT La Bulle Bleue**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Regards en biais*, diffusé le 7 juin 2014 à l'ESAT La Bulle Bleue.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie La Hurlante et l'ESAT La Bulle Bleue, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 1 500 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-359
Reçue en Préfecture le	02 JUIL. 2014
Affichée le	02 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182454-AU

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER

02 JUIL. 2014



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice " SA ARCADES AUTOMOBILES n°1402027-4"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1402027-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 avril 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre exécutoire n°93 du 17 décembre 2013 d'un montant de 561 913,68 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce, en remboursement des indemnités accordées par la Commission d'indemnisation à l'amiable de la ligne n°2 du tramway.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-360
Reçue en Préfecture le	05 JUIN 2014
Affichée le	05 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Tmc 1822 94-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une prise de possession anticipée de la  
parcelle cadastrée section SM n° 47 - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- **CONSIDERANT** qu'aux termes d'une promesse de vente, l'Indivision TARRAL-ARCHIMBEAU s'est engagée à céder à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée SM n° 47, située lieudit Mas de Brousse à Montpellier, d'une contenance de 1 440 m<sup>2</sup>,
- **CONSIDERANT** que dans le cadre des travaux nécessaires à l'aménagement du quartier gare TGV, la Communauté d'Agglomération de Montpellier ou toute personne qui s'y substituerait, doit prendre possession de la parcelle cadastrée SM n° 47, située lieudit Mas de Brousse à Montpellier, avant la réitération par acte authentique de la promesse de vente précitée, afin de pouvoir réaliser les diagnostics archéologiques et les études de sol,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une convention portant prise de possession de la parcelle cadastrée SM n° 47, située lieudit Mas de Brousse à Montpellier, d'une contenance de 1 440 m<sup>2</sup>, est passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'Indivision TARRAL-ARCHIMBEAU.

**ARTICLE 2** : Cette convention est consentie pour un montant d'indemnités de QUATRE MILLE TROIS CENT VINGT EUROS (4 320 €).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement est autorisée à signer la convention visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-361
Reçue en Préfecture le	05 JUIN 2014
Affichée le	05 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 18 23 75-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la passation d'un marché n°3654DS14 en vue de la création d'une gazonnière au stade de la Mosson "Mondial 98"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER dans le domaine « SPORTS et TRADITIONS»,
- VU le rapport d'analyse des offres en date du 26 mai 2014,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de faire appel à une société spécialisée pour créer une gazonnière au stade de la Mosson « Mondial 98 »,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3654DS14 de travaux est passé avec la société SPORT ENVIRONNEMENT, 3024 avenue Albert Einstein, 34000 Montpellier.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne la création d'une gazonnière au stade de la Mosson « Mondial 98 ».

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est d'un mois.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 38 705,80 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 924.

**ARTICLE 5** : Monsieur Jean-Luc MEISSONNIER, Vice-Président délégué aux Sports et aux Traditions, est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-363
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 18 2414-AU

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
dans le domaine des Sports et des  
Traditions



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une convention de mise à disposition  
temporaire à la Compagnie Motifs d'Evasion - théâtre du Hangar**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit,
- **VU** l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- **CONSIDERANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération visant à favoriser la création artistique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier autorise la Compagnie Motifs d'Evasion à occuper temporairement le Théâtre du Hangar, sis, 3 rue Nozeran à Montpellier, afin d'y organiser des répétitions.

**ARTICLE 2** : L'occupation est autorisée à titre gratuit pour la période du 1<sup>er</sup> au 7 juin 2014 inclus.

**ARTICLE 3** : Une convention fixe les modalités de cette occupation.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Vice-Président délégué à la Culture est autorisé à signer la convention visée à l'article 3 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-366
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc182459-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

Communauté d'Agglomération de Montpellier

50, place Zeus – CS39556 34961 Montpellier Cedex 02  
Tel : 04 67 13 60 00 – Fax : 04 67 13 61 01



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Autorisation de signer le marché n°3646GD14 conclu avec la société LMS pour la mise à disposition d'une aire de lavage pour les véhicules du site d'exploitation de la collecte des déchets ménagers de Castries**

VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,

- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,

- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,

- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,

- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,

- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Cyril MEUNIER dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** que l'absence d'aire de lavage sur le site d'exploitation de la collecte de Castries rend nécessaire la mise à disposition par un prestataire privé d'une installation permettant le lavage des véhicules de collecte des déchets ménagers, et qu'à l'issue de la mise en concurrence il est apparu que l'offre de la société LMS, présente le meilleur compromis technico économique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3646GD14 est conclu avec la société LMS, Parc AFTALION, BP34, 34671 Baillargues Cedex 1 pour la mise à disposition de l'aire de lavage de la société sise à Baillargues, pour les véhicules du site d'exploitation de Castries

**ARTICLE 2** : Le marché prendra effet à sa notification, pour une période de un an. Il pourra être renouvelé pour deux périodes supplémentaires d'un an chacune.

**ARTICLE 3** : Le montant annuel du marché s'élève à un maximum de 19 604 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur, le Vice-Président délégué est autorisé à signer le marché visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A 2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-367
Reçue en Préfecture le	03/07/14
Affichée le	03/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182472 AU

Fait à Montpellier, le

03 JUL. 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier Métropole  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la SCI  
GRABELS RANCHIN dans le parc Euromédecine II à Grabels**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de l'acquisition d'une parcelle dans la ZAC Euromédecine II à Grabels : la SCI GRABELS RANCHIN créée par la société NEXITY est une SCI. Elle est candidate à l'acquisition du lot n°102 de 11 437 m² pour la réalisation d'un programme de 49 logements de 2 824,10 m² de surface de plancher. Cette parcelle a une surface de plancher maximale de 2 825 m².

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SCI GRABELS RANCHIN ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Le cahier des charges particulier à cette cession, conformément aux dispositions de l'article L.311-6 du Code de l'Urbanisme est approuvé.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le cahier des charges particulier visé à l'article 2 ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 4** : Cet agrément de candidature vaut pour toute société civile ou immobilière ou société de crédit-bail qui pourrait se substituer à ce candidat pour la réalisation de son installation.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-368
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 182484-AU

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "MOUSSA Ismael - Requête 1401480-5 TA"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n° 1401480-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 27 mars 2014 par Monsieur Moussa Ismaël contre l'arrêté préfectoral n°2013-1-2100 du 29 octobre 2013 portant cessibilité des immeubles bâtis et non bâtis nécessaires à l'opération d'aménagement de la ZAC Descartes à Laverune.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-369
Reçue en Préfecture le	05 JUIN 2014
Affichée le	05 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182491-AU

Fait à Montpellier, le

05 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Signa Tolere - Musée Henri Prades**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier achète le spectacle *Signa Tolere* diffusé le 17 mai 2014 dans le cadre de la Nuit des Musées au musée d'Agglomération Henri Prades de Lattes.

**ARTICLE 2** : Le contrat de cession correspondant est conclu avec la Compagnie Singulier Pluriel

**ARTICLE 2** : Le montant du marché s'élève à 4 000 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 3** : Monsieur Bernard TRAVIER Vice-Président délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-371
Reçue en Préfecture le	02 JUIL. 2014
Affichée le	02 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182504-AU

Fait à Montpellier, le

02 JUIL. 2014

M. B. TRAVIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au paiement de l'indemnité de remploi relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p, SV n° 9, SV n° 10p et SP n° 48p - Secteur Méjanelle - Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- VU la délibération n° 12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, approuvée par le conseil de communauté le 27 octobre 2011, dont la finalité est d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR dans le respect de leurs compétences respectives, notamment l'intervention de l'EPF LR en négociation, portage foncier et financier sur les sites stratégiques du SCOT,
- VU la convention opérationnelle entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR approuvée par le Conseil de Communauté le 23 mai 2013, portant plus précisément sur le secteur Quartier Gare TGV,
- VU le compromis de vente en date du 4 avril 2014 par laquelle l'Indivision DE SAPORTA accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 4 622 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 3 424 m<sup>2</sup>, SV n° 9 d'une superficie totale de 1 058 m<sup>2</sup> et SV n° 10p d'une superficie de 4 189 m<sup>2</sup> situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier,
- VU l'avis de France domaine en date du 25 avril 2014,
- **CONSIDERANT** que l'EPF-LR est habilité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à se substituer à cette dernière conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée, ce dans le strict respect des conditions du compromis de vente,
- **CONSIDERANT** que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de

439 669 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 398 790 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;
- 40 879 euros au titre de l'indemnité de remploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc...) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,

- **CONSIDERANT** que l'EPF LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions des conventions précitées,

- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet et la cessibilité des terrains d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

## DECIDE

**ARTICLE 1** : La décision n°D2014-241 du 1<sup>er</sup> avril 2014 est abrogée.

**ARTICLE 2** : L'EPF-LR est autorisé à acquérir pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 4 622 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 3 424 m<sup>2</sup>, SV n° 9 d'une superficie totale de 1 058 m<sup>2</sup> et SV n° 10p d'une superficie de 4 189 m<sup>2</sup> situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier,

**ARTICLE 3** : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 439 669 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 398 790 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF-LR
- 40 879 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF-LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 4** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et l'Aménagement est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature..

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-373
Reçue en Préfecture le	14/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	UNC 182515.

Fait à Montpellier, le 10/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition des parcelles cadastrées SP n° 39p ,  
SP n° 45, SP n° 48p, SP n° 49 et SV n° 10p - Secteur Méjanelle -  
Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- VU la délibération n° 12201 du 22 avril 2014 relative aux délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- VU le compromis de vente en date du 4 avril 2014 par laquelle l'Indivision DE SAPORTA accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m<sup>2</sup>, SP n° 49 d'une superficie totale de 33 m<sup>2</sup> et SV n° 10p d'une superficie de 526 m<sup>2</sup> situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier,
- VU l'avis de France domaine en date du 25 avril 2014,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire d'acquérir les parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m<sup>2</sup>, SP n° 49 d'une superficie totale de 33 m<sup>2</sup> et SV n° 10p d'une superficie de 526 m<sup>2</sup> situées hors périmètre de la DUP réserve foncière « Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » mais nécessaire à la réalisation du quartier gare TGV,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La décision n° D2014-241 du 1<sup>er</sup> avril 2014 est abrogée.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision DE SAPORTA, des parcelles cadastrées SP n° 39p d'une superficie de 5 961 m<sup>2</sup>, SP n° 45 d'une superficie totale de 13 073 m<sup>2</sup>, SP n° 48p d'une superficie de 2 910 m<sup>2</sup>, SP n° 49 d'une superficie totale de 33 m<sup>2</sup> et SV n° 10p d'une superficie de 526 m<sup>2</sup> situées aux lieudits Font de la Banquière et La Mogère à Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le prix d'acquisition est de six cent soixante-quinze mille quatre-vingt dix euros (675 090 €), toutes indemnités confondues.

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement est autorisée à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-374
Reçue en Préfecture le	21/06/14
Affichée le	12/06/14
Notifiée le	
Identifiant	NC 182522

Fait à Montpellier, le 20/06/14

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat et la livraison de gobelets, verres et nappes jetables pour les besoins de la Communauté d'Agglomération de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOSSI en qualité de Conseiller délégué,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-87 du 28/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Abdi EL KANDOSSI dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'acheter des gobelets, verres et nappes jetables pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché à bon de commande n° de 3610 SP 14 est passé avec la société First Dipal pour le lot n° 1 et avec la société FCH (France Collectivité Hygiène) pour le lot n° 2.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne pour le lot n°1 l'achat et la livraison de gobelets en carton et verres en plastique, pour le lot N° 2 l'achat et la livraison de nappes en papier.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa date de notification. Sa durée est de 1 an, le marché peut être reconduit par période successive de 1 an, pour une durée maximale du marché de 3 ans (soit 2 périodes de reconduction).

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 2 000 € H.T. minimum et 6 000 € H.T. maximum pour le lot n° 1 et à 2 000 € H.T. minimum et 10 000 € H.T. maximum pour le lot n° 2. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 023.

**ARTICLE 5** : Monsieur Abdi EL KANDOSSI Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature.



**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-377
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc.182562-AV

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

M. A. EL KANDOUSSI



Conseiller dans le domaine de la  
Communication



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché de nettoyage de bâtiments culturels  
et des services funéraires de la Communauté d'Agglomération  
de Montpellier n°3611DC14 - Lot n°10 : services funéraires**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Laurent JAOUL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Laurent JAOUL dans le domaine « proximité – relations avec les usagers »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité d'avoir recours à un prestataire extérieur chargé d'assurer le nettoyage des locaux, des mobiliers et des espaces extérieurs des services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n°3611DC14 – Lot n°10 : services funéraires est passé avec l'entreprise SUD SERVICE.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne les services funéraires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 27 801,85 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Laurent JAOUL, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-76 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-380
Reçue en Préfecture le	02 JUIL. 2014
Affichée le	02 JUIL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182756-AU

Fait à Montpellier le

M. L. JAOUL

Conseiller Communautaire, délégué à la  
Proximité et relations usagers

02 JUIL. 2014



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n°3470EA13 de maîtrise d'œuvre pour les travaux de raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eaux et Milieux Aquatiques »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de conclure un marché de maîtrise d'œuvre pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration MAERA,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n°3470EA13 est passé avec le bureau d'études IRH INGENIEUR CONSEIL – 13592 AIX EN PROVENCE CEDEX 3.

**ARTICLE 2** : Ce marché confie au titulaire la maîtrise d'œuvre pour le raccordement des effluents de la commune de Castries à la station d'épuration Maéra sur des missions de maîtrise d'œuvre normalisées.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification. Sa durée est de 3 mois en phase d'études et de 7 mois en phase travaux.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 43 300 € H.T. Cette dépense est prévue au budget annexe de l'Assainissement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 23.

**ARTICLE 5** : Monsieur René REVOL, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-83 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-381
Reçue en Préfecture le	01 JUL. 2014
Affichée le	01 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182758-AU

Fait à Montpellier, le

M. R. REVOL

30 JUIN 2014



Conseiller Communautaire dans le  
domaine de l'Eau et Milieux Aquatiques

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Rosine MATHIEU épouse VINCENT"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1402482-5 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 20 mai 2014 par Madame Rosine MATHIEU épouse VINCENT contre la décision implicite de rejet de Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier acquise le 28 mars 2014 de faire droit à la demande des consorts VINCENT d'autoriser le raccordement de leur propriété sise sur le territoire de Juvignac au réseau d'eau public.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-382
Reçue en Préfecture le	0 5 JUIN 2014
Affichée le	0 5 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc182764-AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.262 portant sur les travaux d'accompagnement des fouilles archéologiques pour le bouclage de la ligne 4 de tramway**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

**CONSIDERANT** les résultats de la consultation lancée selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des Marchés Publics pour le marché n°8.262, portant sur les travaux d'accompagnement des fouilles archéologiques dans le cadre du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne de tramway ,

**CONSIDERANT** l'information faite à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 27 mai 2014 sur l'attribution du marché n°8.262 au groupement d'entreprises EIFFAGE / SOLATRAG, mandataire EIFFAGE de Saint Jean de Vedas (34),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°8.262 de travaux d'accompagnement des fouilles archéologiques est attribué au groupement d'entreprises EIFFAGE / SOLATRAG, mandataire EIFFAGE de Saint Jean de Vedas (34).

**ARTICLE 2 :** Le marché n°8.262 est un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 120 000 € HT et un montant maximum de 500 000 € HT.

**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de quarante huit (48) mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-385
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182848-AU

Fait à Montpellier, le

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et à la mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'attribution du marché n°8.482 portant sur les travaux d'accompagnement de chantier pour le bouclage de la ligne 4**

- VU l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des marchés publics,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 9943 du 26 janvier 2011 relative à la convention de mandat pour la réalisation de la 5<sup>ème</sup> ligne de tramway permettant le bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne désignant la SEM TaM titulaire du marché,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014, relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de travaux passés en procédure adaptée d'un montant strictement inférieur à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans les domaines des Transports et de la Mobilité,

**CONSIDERANT** les résultats de la consultation pour le marché n°8.482 portant sur les travaux d'accompagnement d'environnement de chantier lancé dans le cadre du bouclage de la 4<sup>ème</sup> ligne, selon une procédure adaptée ouverte en application de l'article 146 du Code des Marchés Publics,

**CONSIDERANT** l'information donnée à la Commission d'Appel d'Offres réunie le 27 mai 2014 sur l'attribution du marché n°8.482 au groupement d'entreprises AXIMUM / COLAS, mandataire AXIMUM de Rognac (13),

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Le marché n°8.482 des travaux d'accompagnement d'environnement de chantier est attribué au groupement d'entreprises AXIMUM / COLAS, mandataire AXIMUM de Rognac (13).

**ARTICLE 2 :** Le marché n°8.482 est un marché à bons de commande, avec un montant minimum de 250 000 € HT et un montant maximum de 800 000 € HT.

**ARTICLE 3 :** Le marché est passé pour une durée prévisionnelle globale d'exécution de soixante (60) mois à compter de sa notification.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général de TaM est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-386
Reçue en Préfecture le	26 JUIN 2014
Affichée le	26 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182856-AU

Fait à Montpellier, le

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée aux Transports et à la mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°2988 TV 12, Élaboration du Schéma  
Directeur des Transports - diagnostic du réseau de bus et proposition de  
scénarios de desserte de l'Agglomération de Montpellier - Avenant n°1**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame I. GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle lui permettant d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres qui n'ont pas été soumis eux mêmes à l'avis de la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération de Montpellier agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-78 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame I. GIANIEL dans le domaine « Transports et Mobilité »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un avenant au marché relatif à l'élaboration du Schéma Directeur des Transports - diagnostic du réseau de bus et proposition de scénarios de desserte de l'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°2988 TV 12 est passé avec la société CITEC à Lyon.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne l'intégration de la multimodalité au schéma directeur, lequel jusqu'alors se concentrait principalement sur le réseau bus.

Ces modifications portent sur :

1. L'adaptation des prestations initiales relatives au réseau bus et aux démarches d'information-concertation,
2. L'adaptation du nombre de réunions avec le Comité technique et le Comité de pilotage,
3. L'intégration des autres modes que le bus dans le cadre du schéma directeur des transports :
  - a. Vélos en libre-service,
  - b. Autopartage,
  - c. Covoiturage,
4. La modification du planning de l'étude,
5. L'impact de ces prestations sur le budget initial de l'étude.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 25 880 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 204 180 € H.T.

**ARTICLE 5 :** Madame I. GIANIEL Vice-Présidente est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-78 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-389
Reçue en Préfecture le	30 JUIN 2014
Affichée le	30 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182872 - AV

Fait à Montpellier, le

30 JUIN 2014

Mme I. GIANIEL

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier  
déléguée aux Transports et mobilité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Antidote -  
Festival Théâtre en Liberté de Montferrier sur Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Antidote*, diffusé le 9 août 2014 à Montferrier sur Lez dans le cadre du Festival Théâtre en Liberté.

**ARTICLE 2** : Ce marché est conclu avec la Compagnie Esprits Libres et l'Association Théâtre en Liberté, diffuseur.

**ARTICLE 3** : Le montant du marché s'élève à 2 500 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4** : Monsieur Bernard TRAVIER, Vice-Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-391
Reçue en Préfecture le	04/07/14
Affichée le	04/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182897.AJ

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par l'association NOVAE LR au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga**

- **VU** les articles L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées par le Conseil de Communauté au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **VU** la délibération n°11539 du Conseil de Communauté en date du 23 mai 2013 approuvant les termes de la convention de partenariat passée entre la Communauté d'Agglomération et l'association NOVAE LR et notamment la mise à disposition de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga,
- **VU** la décision n° D2013-163 en date du 11 avril 2013 prise en application de la convention de partenariat ci-dessus citée et disposant notamment des conditions d'occupation par l'association NOVAE LR de la surface de 89,90 m<sup>2</sup> au sein de la pépinière d'entreprises Cap Oméga à partir du 1<sup>er</sup> mai 2013 pour une période d'un an,
- **CONSIDERANT** que la convention d'occupation du domaine public précitée est arrivée à échéance le 30 avril 2014 et qu'il convient de la proroger pour une période complémentaire de six mois dans l'attente de la nouvelle convention de partenariat qui sera approuvée lors d'un prochain conseil de Communauté,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec l'association NOVAE LR pour une période de six mois à compter de sa date de notification et jusqu'au 31 octobre 2014.

**ARTICLE 2 :** L'occupation est consentie à titre gratuit compte tenu des services que l'occupant apporte aux entreprises hébergées dans Cap Oméga. Cependant, la redevance théorique qui devrait être payée sera valorisée en complément de la subvention apportée par la Communauté d'Agglomération à l'association, laquelle sera votée lors d'un prochain conseil d'agglomération. Son montant est valorisé sur la base du tarif applicable, approuvé par délibération n° 12044 du

Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013. (1 129,14 euros mensuels soit 12,56 euros le m<sup>2</sup>/mois)

**ARTICLE 3 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-392
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 182891-CC

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature d'une déclaration  
de travaux sur le site de l'ISDnD de CASTRIES**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code de l'urbanisme et notamment de l'article R.421-1,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser le dépôt, la modification ou le transfert des demandes de permis de construire, de permis d'aménager, de permis de démolir et de déclaration préalable
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur, Cyril MEUNIER dans le domaine « Environnement »,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de créer 2 locaux de protection contre les intempéries pour les surpresseur et armoire électrique sur le site de l'ISDnD de CASTRIES

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Une déclaration préalable sera déposée en vue de la réalisation des travaux de construction de 2 locaux de protections contre les intempéries des surpresseur et armoire électrique sur le site de l'ISDnD de CASTRIES.

**ARTICLE 2** : Les travaux seront réalisés au lieu dit LES ARBOUSIERS, RD 21, 34160 CASTRIES

**ARTICLE 3** : La durée maximum des travaux sera de 15 jours.

**ARTICLE 4** : Le montant est compris dans le montant total du marché 3362GD13 lot 1.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril MEUNIER Vice-Président délégué à l'Environnement est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-393
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 18 2912 -AV

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

26 JUIN 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### **Décision relative à l'acquisition de la parcelle cadastrée SR n° 19 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- **VU** l'arrêté n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- **VU** la promesse de vente en date du 8 avril 2014 par laquelle l'Indivision VIEU accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée SR n° 19 d'une superficie totale de 768m<sup>2</sup>, située au lieudit Le Tilleul à Montpellier, supportant une maison d'habitation, occupée par une des propriétaires, au prix de 260 000 euros toutes indemnités confondues,
- **VU** l'avis de France domaine en date du 10 décembre 2013,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » sur le territoire de la commune de Montpellier,

### **D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision VIEU, de la parcelle cadastrée SR n° 19 d'une superficie totale de 768m<sup>2</sup>, située au lieudit Le Tilleul à Montpellier, supportant une maison d'habitation, occupée par une des propriétaires. La prise de possession aura lieu au plus tard au décès de Madame Odette VIEU. Un commodat de trois ans renouvelable sera signé concomitamment à l'acte de vente.

**ARTICLE 2 :** Le prix d'acquisition est de deux cent soixante mille euros (260 000 €) toutes indemnités confondues, dont vingt-quatre mille cinq cent quarante-cinq euros et quarante-cinq centimes d'euros (24 545,45 €).

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement est autorisée à signer le contrat d'acquisition, le commodat et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-394
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Emc 182915-AU

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un marché n° 3695RI14 de mission d'accompagnement  
à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée  
pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - 2014**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 3, alinéa 1<sup>er</sup>,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords-cadres de fournitures courantes et services relevant du 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 3 du Code des Marchés Publics, lorsque le montant de ces contrats est inférieur aux seuils visés aux articles 28 et 146 du Code des Marchés Publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU l'engagement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dans une démarche visant à enrichir l'offre et la qualité des services offerts aux usagers de la collectivité par le développement de services numériques dont l'Open Data,
- **CONSIDERANT** la nécessité d'un accompagnement de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à la mise en œuvre de sa démarche de l'Open Data mutualisée pour les communes membres qui le souhaitent,
- **CONSIDERANT** que Languedoc Roussillon Agence de Développement (LRAD) est une société publique locale soumise au régime institué par la loi n°2010-559 du 28 mai 2010, que son capital social est détenu à 67% par la Région LR et à 33% par Montpellier Agglomération, que dans ce contexte, Montpellier Agglomération sollicite LRAD en vue de l'exécution de prestations d'ingénierie de projet pour son compte et ce sans mise en concurrence en application de l'article 3 du code des marchés publics,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3695RI14 de mission d'accompagnement à la mise en place d'une plateforme Open Data mutualisée pour la Communauté d'Agglomération de Montpellier - 2014 est conclu avec la société publique locale LANGUEDOC-ROUSSILLON AGENCE DE DEVELOPPEMENT (LRAD), 201 avenue de la Pompignane, 34064 MONTPELLIER Cedex 2.

**ARTICLE 2** : Cette prestation aura pour objectif les opérations suivantes :

- Mission I : Accompagnement des communes  
Cette partie se subdivise en 3 niveaux d'accompagnement :  
. Niveau 1 pour les 15 communes déjà engagées

- . Niveau 2 pour les 15 nouvelles communes
- . Niveau 3 pour l'animation du club communal
- Mission II : Animation de la plateforme  
Cette mission regroupe les prestations suivantes :
  - . Alimentation de l'espace « actualités open data » par des articles de veille (5 toutes les 2 semaines sur l'année 2014)
  - . La normalisation, la correction et le formatage des fichiers de données produits par les communes, déposées sur extranet avant que les référents communaux puissent eux-mêmes les déposer sur leurs espaces dédiés sur la plateforme Open Data
  - . Un rapport du web analytique pour le suivi de fréquentation de la plateforme, soit 4 rapports (avec migration sur la nouvelle version de Google analytics)
  - . Pour le bon fonctionnement du projet, en plus de la gestion du forum et des API, la Direction des Ressources Informatiques ou la Direction de la Communication de Montpellier Agglomération auront à charge l'animation open data sur les réseaux sociaux et les animations publiques.

**ARTICLE 3** : Ce marché prend effet à compter de sa notification pour une durée de 10 mois.

**ARTICLE 4** : Le montant de ce marché s'élève à quatre-vingt-six mille cent quatre-vingt-dix euros T.T.C. (86 190,00 € T.T.C.). Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération, chapitre 900.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-395
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 18 3071.AV

Fait à Montpellier, le 26/06/14

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au Développement économique et à l'attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la constitution d'une servitude de passage d'une canalisation d'eaux usées en tréfonds de la par celle cadastrée section AR n° 197 - Commune de Pignan**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur René REVOL en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2014-83, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Monsieur René REVOL dans le domaine « Eau et Milieux Aquatiques »,
- VU le projet de convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds d'une canalisation d'évacuation des eaux usées consentie, au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, par la Commune de Pignan représentée par son Maire es qualité Madame Michelle CASSAR, propriétaire de la parcelle située commune de Pignan cadastrée section AR n° 197, d'une contenance totale de 11 079m<sup>2</sup> et d'une contenance d'emprise de 340m<sup>2</sup>,

**CONSIDERANT** que cette servitude est nécessaire en vue du passage de la canalisation d'eaux usées dans le cadre de l'opération dénommée « Mise en œuvre du Schéma Directeur d'Assainissement de l'Agglomération de Montpellier »,

**CONSIDERANT** que ce droit de passage s'exercera exclusivement sur une bande de 3 mètres de largeur tel que reporté sur le plan joint,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Une convention de servitude de passage perpétuel en tréfonds d'une canalisation d'eaux usées, est consentie au profit de la Communauté d'Agglomération de Montpellier par la Commune de Pignan représentée par son Maire es qualité Madame Michelle CASSAR, propriétaire de la parcelle située commune de Pignan cadastrée section AR n° 197, d'une contenance totale de 11 079m<sup>2</sup> et d'une contenance d'emprise de 340m<sup>2</sup>,

**ARTICLE 2 :** La présente convention est consentie à titre gratuit, les frais d'acte restant à la charge de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3:** Monsieur René REVOL, Vice-Président, délégué à l'Eau aux milieux aquatiques est autorisé à signer la convention de servitude et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-83 en date du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-398
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182 959-AU

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au paiement de l'indemnité de emploi relative à  
l'acquisition de la parcelle cadastrée SM n° 48 - Secteur Méjanelle  
- Pont Trinquat - Quartier Gare TGV - commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- VU l'arrêté n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- VU la convention cadre entre l'Etablissement Public Foncier du Languedoc-Roussillon (EPF LR) et la Communauté d'Agglomération de Montpellier, approuvée par le conseil de communauté le 27 octobre 2011, dont la finalité est d'associer la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR dans le respect de leurs compétences respectives, notamment l'intervention de l'EPF LR en négociation, portage foncier et financier sur les sites stratégiques du SCOT,
- VU la convention opérationnelle entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et l'EPF LR approuvée par le conseil de communauté le 23 mai 2013, portant plus précisément sur le secteur Quartier Gare TGV,
- VU la promesse de vente en date du 21 mars 2014 par laquelle Monsieur et Madame Yvon TARRAL acceptent de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée SM n° 48 d'une superficie totale de 5 220 m², supportant une maison à usage d'habitation, située au lieudit 1 950 Route de Vauguières à Montpellier,
- VU l'avis de France domaine en date du 29 janvier 2014,
- **CONSIDERANT** que l'EPF-LR est habilité par la Communauté d'Agglomération de Montpellier à se substituer à cette dernière conformément aux dispositions de la convention opérationnelle précitée, et ce dans le strict respect des conditions de la promesse de vente,
- **CONSIDERANT** que cette vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 780 000 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :
- 708 182 euros au titre de l'indemnité principale (valeur vénale du bien) ;

- 71 818 euros au titre de l'indemnité de remploi.

- **CONSIDERANT** que les indemnités de remploi ont vocation à couvrir les frais exposés pour l'acquisition de biens de remploi (frais d'acte, droits de mutation, droits de timbre, etc...) contrairement à l'indemnité principale qui est destinée à compenser ou à racheter un bien de même valeur,

- **CONSIDERANT** que l'EPF-LR assure le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à la valeur vénale du bien conformément aux dispositions des conventions précitées,

- **CONSIDERANT** qu'il appartient donc au bénéficiaire de l'arrêté déclarant d'utilité publique du projet et la cessibilité des terrains d'assurer le paiement de la fraction du prix d'acquisition relative à l'indemnité de remploi,

## DECIDE

**ARTICLE 1** : L'EPF-LR est autorisé à acquérir pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier la parcelle cadastrée SM n° 48 d'une superficie totale de 5 220 m<sup>2</sup>, supportant une maison à usage d'habitation, située au lieudit 1 950 Route de Vauguières à Montpellier.

**ARTICLE 2** : La vente est consentie moyennant le versement d'une somme de 780 000 euros toutes indemnités confondues, se décomposant comme suit :

- 708 182 euros au titre de l'indemnité principale, payés par l'EPF-LR
- 71 818 euros au titre de l'indemnité de remploi, payés par la Communauté d'Agglomération de Montpellier, intervenant à l'acte en qualité de tiers payeur. A cet effet, une convention de tiers payeur sera signée entre l'EPF-LR et la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement est autorisée à signer la convention de tiers payeur, le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-399
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 182 966 AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'estimer en justice "Référé Expertise carrefour Agropolis"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** que le Conseil Général de l'Hérault construit actuellement un ouvrage d'art dans le carrefour Agropolis afin de donner de la continuité au RD65, et ce, afin d'enjamber le giratoire actuel sur un tracé Est/Ouest. Perpendiculairement à cet ouvrage, il existe actuellement deux canalisations souterraines majeures de la Communauté d'Agglomération de Montpellier dont un collecteur DN 1400 pour lequel il convient de s'assurer de la pérennité lors de cette phase de travaux,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier, en lançant un référé préventif,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts afin de s'assurer de la pérennité du DN 1400. Cette canalisation souterraine se trouve perpendiculaire à l'ouvrage d'art construit par le Conseil Général de l'Hérault.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-400
Reçue en Préfecture le	17.06.14
Affichée le	17.06.14
Notifiée le	
Identifiant	VNC 182935-AU

Fait à Montpellier, le 17/06/14  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'avenant n° 8 à la convention de mise à disposition avec la SAFER  
Exploitation de l'ilot viticole au lieu-dit « Valedeau » - Commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté et notamment celles d'autoriser la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- VU l'arrêté n° 2014-81, du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Emploi, des TPE et PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture,
- VU le projet d'avenant n° 8 à la convention cadre d'intermédiation locative par la SAFER Languedoc Roussillon, dont le siège est au Domaine de Maurin, CS 41013, 34973 Lattes Cedex, inscrite au RCS sous le n°462 800 574, par lequel cette dernière s'engage, pour les 10ha de vignes du Domaine de Valédeau, à proposer à la Communauté d'Agglomération de Montpellier des candidats respectant les engagements spécifiques souhaités par Montpellier Agglomération et à garantir le bon déroulement de l'opération, pour la période du 1<sup>er</sup> octobre 2013 au 30 septembre 2014,
- **CONSIDERANT** que les précédentes missions confiées à la SAFER LR pour la gestion de ce domaine ont donné satisfaction,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier accepte les dispositions de l'avenant n° 8 à la convention cadre d'intermédiation locative proposée par la SAFER Languedoc Roussillon.

**ARTICLE 2** : Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, est autorisée à signer la convention et tout document relatif à cette affaire, conformément à l'arrêté n° 2014-81 du 25 avril 2014, portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-401
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182973-AU

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché 3586DS14 de "Rénovation et étanchéité des toitures du Palais des sports René Bougnol et de la piscine Alfred Nakache à Montpellier"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Meissonnier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du Code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n° 2014-80 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Meissonnier dans le domaine « Sports et Traditions »,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de passer un marché de travaux de rénovation et d'étanchéité des toitures du Palais des sports René Bougnol et de la piscine Alfred Nakache,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3586DS14 de travaux est passé, pour les lots n° 1 « Etanchéité toiture René Bougnol » et n° 2 « Etanchéité toiture piscine Nakache » avec la société ETI, 80, impasse des Millepertuis, 34 740 VENDARGUES.

**ARTICLE 2** : Le début d'exécution du marché part de sa date de notification. Le délai d'exécution des travaux, pour chaque lot, est de 2 mois, période de préparation de 1 mois non comprise. Il part à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant au titulaire de commencer l'exécution des travaux lui incombant.

**ARTICLE 3** : Le montant du lot n° 1, est de 45 050, 04 € H.T. soit 54 060, 05 T.T.C.  
Le montant du lot n° 2 est de 67 308,95 € H.T soit 80 770, 74 € T.T.C.  
Le montant total H.T. est de 112 358, 99 € H.T. soit 134 830, 78 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 928.

**ARTICLE 4** : Monsieur Meissonnier, Vice-Président est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°2014-80 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-404
Reçue en Préfecture le	27/06/2014
Affichée le	27/06/2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc182985-AU

Fait à Montpellier, le 27 JUIN 2014

M. J.-L. MEISSONNIER

  
Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
aux Sports et des Traditions

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de candidature de la SAS  
DIGI-HEALTH dans l'immeuble Cap Gamma à Grabels**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans l'immeuble CAP GAMMA du Biopôle Euromédecine à Grabels : la société DIGI-HEALTH, représentée par son Président Monsieur Daniel LAUNE est une SAS dont l'activité est la recherche et développement en matière de diagnostic médical. Elle est candidate à la location du lot CG 2.4 d'une surface totale de 170.44 m<sup>2</sup> pour une période de 12 mois. La société projette un effectif de 15 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la SAS DIGI-HEALTH ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame Chantal MARION, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée au du Développement Economique et de l'Attractivité, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-405
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1830 31-AU

Fait à Montpellier, le

19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la signature du marché n°3582GD14 de contrôle technique concernant les travaux d'extension et de réaménagement du point propreté de Castelnau le Lez**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril Meunier en qualité de Vice-Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Cyril Meunier dans le domaine « Environnement »,

**CONSIDÉRANT** qu'il est nécessaire de mener une mission de contrôle technique concernant les travaux d'extension et de réaménagement du Point Propreté de Castelnau le Lez,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un marché n° 3582GD14 de prestations intellectuelles est conclu avec la société APAVE Sud Europe sise RD 58 34970 LATTES.

**ARTICLE 2** : Ce marché concerne les prestations de contrôle technique relatives aux travaux d'extension et de réaménagement du Point Propreté de Castelnau le Lez.

**ARTICLE 3** : Le marché prend effet à compter de sa notification valant ordre de service. Sa durée prévisionnelle est de 6 mois et sera adaptée en fonction de l'avancement de réalisation des travaux.

**ARTICLE 4** : Le montant du marché s'élève à 3 670,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.

**ARTICLE 5** : Monsieur Cyril Meunier, Vice-Président délégué à l'Environnement, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-74 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-406
Reçue en Préfecture le	25 JUIN 2014
Affichée le	25 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc183043-AU

Fait à Montpellier, le

25 JUIN 2014

M. C. MEUNIER

Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à l'Environnement



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession à titre gratuit d'un photocopieur vétuste de marque Canon**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider de l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- VU l'arrêté n° A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver un photocopieur du fait de sa vétusté,

**DECIDE**

**ARTICLE 1 :** Le photocopieur de marque Canon, n° GP215SBL01294, du fait de sa vétusté, est cédé à l'association « Les Amis et Compagnons d'Emmaüs », ZAC Saint-Antoine, 34130 Saint-Aunès.

**ARTICLE 2 :** La cession du photocopieur visée à l'article 1 à lieu à titre gratuit compte tenu de la vétusté du matériel et de la mission d'intérêt général exercée par l'association bénéficiaire.

**ARTICLE 3 :** Madame le la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les pièces relatives à la cession visée à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A 2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-409
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183062-AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 JUIN 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la cession de matériel informatique réformé à la société Emmaüs**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** le Code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 euros et de biens immobiliers non soumis à l'avis de France Domaines
- **VU** l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- **VU** le renouvellement du parc informatique de la Communauté d'Agglomération de Montpellier réalisé de 2009 à 2013 entraînant la réforme du parc précédent,
- **VU** la nécessité, pour la société EMMAÜS, de récupérer du matériel informatique réformé dans le but de le recycler,
- **CONSIDERANT** que, suite à son remplacement, la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a plus aucune utilité de ce matériel,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier cède à titre gratuit l'ensemble des micro-ordinateurs obsolètes à la société EMMAÜS, ZAC Saint Antoine, 34130 SAINT-AUNES, dont la liste figure en annexe.

**ARTICLE 2** : Ce matériel acquis entre 2004 et 2008 ne rentre pas dans l'inventaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Du fait de l'évolution rapide du matériel informatique, sa valeur vénale est nulle.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-410
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	UNC 183083.AU

Fait à Montpellier, le 28/06/14

Mme C. MARION

*C. Marion*

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et à l'attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'acquisition de la parcelle  
cadastrée SM n° 47 - Commune de Montpellier**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'autoriser les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature de traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que les indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté,
- **VU** l'arrêté n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2013-I-1160 en date du 14 juin 2013 déclarant d'utilité publique le projet de création d'une réserve foncière dans le secteur de Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV sur le territoire des communes de Lattes et de Montpellier et déclarant cessibles au bénéfice de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, les terrains nécessaires à sa réalisation,
- **VU** la promesse de vente en date du 11 mars 2014 par laquelle l'Indivision TARRAL – ARCHIMBEAU accepte de céder à l'amiable à la Communauté d'Agglomération de Montpellier, la parcelle cadastrée SM n° 47 d'une superficie de 1 440 m<sup>2</sup>, à usage de terrain nu, située au lieu dit Mas de Brousse à Montpellier,
- **VU** l'avis de France domaine en date du 10 juin 2014,
- **CONSIDERANT** que la parcelle concernée est située dans le périmètre de la déclaration d'utilité publique « réserve foncière dans le secteur Méjanelle – Pont Trinquat – Quartier Gare TGV » sur le territoire de la commune de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur auprès de l'Indivision TARRAL – ARCHIMBEAU, de la parcelle cadastrée SM n° 47, située lieu dit Mas de Brousse à Montpellier, pour une contenance totale de 1 440 m<sup>2</sup>, à usage de terrain nu, libre d'occupation.

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition est de quarante-huit mille cinq cent vingt euros (48 520 €) toutes indemnités confondues, dont cinq mille trois cent vingt euros (5 320 €) d'indemnité de remploi.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.



**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement est autorisée à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-411
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Smc 183 086 - AV

Fait à Montpellier, le 19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à la réforme d'un scooter électrique immatriculé BS265JV**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 230 000 € et de biens immobiliers dont le prix de vente est inférieur ou égal à 75 000 €,
- **VU** l'arrêté n°A 2014-75 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GUIRAUD dans le domaine « Administration Générale, Contentieux et Affaires Juridiques »,
- **CONSIDERANT** Que la Communauté d'Agglomération de Montpellier n'a pas intérêt à conserver un scooter vétuste à réformer,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Le scooter électrique immatriculé BS265JV, à réformer, est cédé à l'Hôtel des ventes Chemin de Poutingon à Montpellier pour être vendu aux enchères.

**ARTICLE 2** : Le prix de cession résultera de la vente aux enchères.

**ARTICLE 3** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer les documents relatifs à la cession visée à l'article 1, conformément à l'arrêté n°A2014-75 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 4** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-414
Reçue en Préfecture le	02 JUL. 2014
Affichée le	02 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Jmc 183106-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'achat du spectacle Res Publica - Commune de Lattes**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 3,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice - Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,

**CONSIDÉRANT** les orientations culturelles de la Communauté d'Agglomération au travers de son Fonds d'aide à la diffusion théâtrale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier participe à l'achat du spectacle *Res Publica* diffusé le 25 septembre 2014 à Lattes.

**ARTICLE 2 :** Ce marché est conclu avec la Compagnie Internationale Alligator et la Commune de Lattes, diffuseur.

**ARTICLE 3 :** Le montant du marché s'élève à 3 973 € T.T.C. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 923.

**ARTICLE 4 :** Monsieur Bernard TRAVIER, Vice - Président, est autorisé à signer le contrat visé à l'article 2 conformément à l'arrêté n°A2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-416
Reçue en Préfecture le	04/07/14
Affichée le	04/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183176-AU

Fait à Montpellier, le

M. B. TRAVIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "Recel de bien du 14 septembre 2012 au 3 novembre 2013"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts consécutivement à un recel de bien provenant d'un vol avec destruction ou dégradation à Montpellier ayant eu lieu du 14 septembre 2012 au 3 novembre 2013 dont a été victime la Communauté d'Agglomération de Montpellier, près le Juge d'Instruction dans le cadre de la procédure d'instruction, près le Tribunal Correctionnel de Montpellier dans le cadre du jugement et près la Cour d'Appel de Montpellier en cas de recours éventuel.

**ARTICLE 2 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 3 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-418
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183204-AU

Fait à Montpellier, le 19 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La décision n°D2014-360 traitant de la même affaire est abrogée.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts à la suite du dépôt de la requête n°1402027-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 18 avril 2014 par la SA ARCADES AUTOMOBILES contre le titre en réduction n°93 du 17 décembre 2013 portant annulation du titre exécutoire n°1113 du 3 juillet 2013.

**ARTICLE 3 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-420
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc183258-AV

Fait à Montpellier, le 26 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision d'ester en justice "SA ARCADES AUTOMOBILES"**

- **VU** l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté notamment celle d'intenter, au nom de la Communauté, les actions en justice (en ce compris le dépôt de plainte avec constitution de partie civile) ou de défendre la Communauté dans les actions intentées contre elle, devant toute juridiction de l'ordre administratif ou judiciaire, en première ou dernière instance, en appel ou en cassation,
- **CONSIDERANT** qu'il est nécessaire de défendre la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** La décision n°2013-594 est abrogée.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération de Montpellier est autorisée à ester en justice pour la défense de ses intérêts suite au dépôt de la requête n°1303628-4 près le Tribunal Administratif de Montpellier le 31 juillet 2013 par la SA ARCADES AUTOMOBILES tendant à l'annulation du titre exécutoire n°1113 du 3 juillet 2013 d'un montant de 561 913,68 euros émis à son encontre par la Communauté d'Agglomération de Montpellier et ce, consécutivement à l'Arrêt n°09MA01352 du 17 juin 2013 de la Cour Administrative d'Appel de Marseille.

**ARTICLE 3 :** La défense de ses intérêts est confiée à la SCP d'avocats « Vinsonneau-Paliès, Noy, Gauer et Associés ».

**ARTICLE 4 :** Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-421
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 1832 61-AU

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'exercice du droit de préemption en ZAD - ZAD Pont Trinquat  
Méjanelle - SCI Kenza - Parcelles SH n°38, 39 et 40 commune de Montpellier**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12 196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12 200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'exercer au nom de la Communauté, les droits de préemption définis par le code de l'Urbanisme que la Communauté en soit titulaire, directement ou par substitution ou Déléataire et autoriser la signature de convention de tiers payeur,
- VU l'arrêté n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Stéphanie JANNIN dans le domaine « Urbanisme et Aménagement »,
- VU l'arrêté préfectoral n° 2007-01-786 en date du 18 avril 2007, instituant une Zone d'Aménagement Différé sur la commune de Montpellier,
- VU la déclaration d'adjudication, datée du 3 février 2014, sur une mise à prix de 110 000 euros du bâtiment à usage d'entrepôts et de bureaux situé 182 et 185 Rue Fontaine de la Banquière à Montpellier, cadastré SH n° 38, 39 et 40, d'une contenance totale de 9 983 m². Le 19 mai 2014, ce bâtiment a été adjugé à la somme de 270 000 euros plus 7 112,38 euros de frais annexes,
- VU l'avis de France Domaine en date du 15 mai 2014,
- **CONSIDERANT** que ces parcelles sont nécessaires pour constituer des réserves foncières destinées, à terme, à mettre en œuvre un programme d'aménagement et de développement d'activités tertiaires, et un programme d'habitat mixte, compatibles avec les objectifs du SCOT de l'agglomération,
- **CONSIDERANT** que le projet d'aménagement de ce secteur consiste à la fois à réaliser des équipements de grandes infrastructures (nouvelle ligne TGV, doublement de l'A9, prolongement de la ligne 1 du tramway) et à offrir des fonctions urbaines diversifiées,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La Communauté d'Agglomération de Montpellier se porte acquéreur, par voie de préemption et en se substituant à l'adjudicataire, des parcelles cadastrées SH n° 38, 39 et 40 situées Lieudit Pont Trinquat à Montpellier, supportant un bâti à usage d'entrepôts et de bureaux, occupé, d'une contenance totale de 9 983 m².

**ARTICLE 2** : Le prix d'acquisition du bien occupé est fixé au montant de la dernière enchère 270 000 euros plus 7 112,38 euros de frais annexes, frais d'acquisition en sus et à la charge de l'acquéreur.

**ARTICLE 3** : Les dépenses relatives à cette affaire sont prévues au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 908.



**ARTICLE 4** : Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'Urbanisme et à l'Aménagement est autorisée à signer le contrat d'acquisition et tout document relatif à cette affaire conformément à l'arrêté n° A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction et de signature.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-422
Reçue en Préfecture le	18.06.2014
Affichée le	18.06.2014
Notifiée le	
Identifiant	INC 183269 - Au

Fait à Montpellier, le 18.06.2014

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société SECURISK dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-81 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Parc 2000 à Montpellier : la société SECURISK, représentée par son gérant Monsieur Bernard JEAN est une SARL dont l'activité est le contrôle technique des constructions. Actuellement locataire du lot B06 d'une surface de 73,13 m<sup>2</sup>, elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 3 mois. La société projette un effectif de 5 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société SECURISK ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines de l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-423
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183279_AU

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

26 JUIN 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à l'agrément de la candidature de la société  
LEO DEVELOPPEMENT - COLLECTO'LEO dans le Village  
d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle TOUZARD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle d'agréer les candidatures des sociétés souhaitant s'installer sur un parc d'activités ou un village d'entreprises,
- **VU** l'arrêté n°A2014-81 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle TOUZARD dans les domaines de l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture,
- **CONSIDERANT** la demande d'agrément de candidature de la société ci-après, présentée par la Société d'Equipeement de la Région Montpelliéraine (SERM), en vue de la location dans le Village d'Entreprises Artisanales et de Services (VEAS) Hannibal à Cournonsec : la société LEO DEVELOPPEMENT – COLLECTO'LEO, représentée par ses dirigeants, Messieurs Alexandre TEBOUL et Olivier PORTE est une SARL dont l'activité est la collecte et la valorisation d'huiles alimentaires. Actuellement locataire des lots A08 d'une surface de 122,69 m<sup>2</sup> et A09 d'une surface de 123,31 m<sup>2</sup>, soit une surface totale de 246 m<sup>2</sup>, elle est candidate au renouvellement de son bail pour une période de 24 mois. La société projette un effectif de 7 personnes dans 3 ans.

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La candidature de la société LEO DEVELOPPEMENT – COLLECTO'LEO ci-dessus mentionnée est agréée.

**ARTICLE 2** : Madame la Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, déléguée dans les domaines de l'Emploi, des TPE&PME, de l'Artisanat et de l'Agriculture, est autorisée à signer le bail dérogatoire aux statuts des baux commerciaux ainsi que tout document relatif à cette affaire.

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-424
Reçue en Préfecture le	<b>27 JUIN 2014</b>
Affichée le	<b>27 JUIN 2014</b>
Notifiée le	
Identifiant	<b>Imc 18 3282-AV</b>

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

**26 JUIN 2014**



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n° 1 au marché n° 3218RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lot n° 1 "Réseau Privé Virtuel"**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le Code des Marchés Publics et notamment son article 20,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-Présidente,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment approuver et conclure tous les avenants aux marchés et accords cadres, quel qu'en soit le montant, l'objet ou le mode de passation, ayant pour objet exclusif de constater la modification ou le remplacement du titulaire, dans le cadre d'une cession, prise de contrôle, transformation régulière de la société titulaire du marché ;
- VU l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans le domaine « Développement économique et attractivité »,
- VU la délibération n° 11852 du 24 septembre 2013 approuvant le marché n° 3218RI13 concernant la fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de l'Agglomération et de services d'accès Internet, lot n° 1 « Réseau Privé Virtuel », conclu avec la société HERAULT NETWORKS,
- VU l'obtention, par la société HERAULT NETWORKS, de l'enregistrement de la marque NETIWAN, sa nouvelle raison sociale,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : Un avenant n° 1 au marché n° 3218RI13 de fourniture d'un service de liaisons permanentes entre différents sites de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, lot n° 1 « Réseau Privé Virtuel », est conclu avec la société HERAULT NETWORKS, PAE de Mercorent, 229 rue Alphonse Beau de Rochas, 34500 BEZIERS.

**ARTICLE 2** : Cet avenant concerne la substitution du titulaire du marché, la société HERAULT NETWORKS, par le nouveau titulaire du marché, la société NETIWAN.

**ARTICLE 3** : Cet avenant n'a aucune incidence sur le montant initial du marché.

**ARTICLE 4** : Les clauses du marché initial, et notamment l'ensemble des engagements pris par le titulaire, demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

**ARTICLE 5** : Madame la Vice-Présidente déléguée est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-426
Reçue en Préfecture le	27 JUIN 2014
Affichée le	27 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	INC 183302 AV

Fait à Montpellier, le 26/06/2014

Mme C. MARION

Vice-Présidente de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier,  
déléguée au Développement économique  
et à l'attractivité



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative au marché n°3691CO14 "Création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors foire internationale de septembre 2014".**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi El Kandoussi en qualité de Conseiller délégué
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celle de prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres de fournitures courantes et de services qui peuvent être passés en procédure adaptée telle que définie aux articles 28 et 146 du code des marchés publics, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice et de prendre, pour les marchés de travaux, toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés et accords cadres dont le montant est inférieur ou égal à 1 500 000 € H.T., quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature à Monsieur Abdi El Kandoussi dans le domaine « Communication »,

**CONSIDÉRANT,**

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un marché n° de 3691CO14 est passé avec la société NEXT PRODUCTIONS.

**ARTICLE 2 :** Ce marché concerne la création d'un jeu interactif, location matériel et maintenance pour le stand de la Communauté d'Agglomération de Montpellier lors foire internationale de septembre 2014.

**ARTICLE 3 :** Le marché prend effet à compter de sa notification jusqu'à la fin de la foire internationale de Montpellier (mi-octobre 2014).

**ARTICLE 4 :** Le montant du marché s'élève à 35 850,00 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 920 023 6233.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Abdi El Kandoussi Conseiller délégué est autorisé à signer le contrat visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n°A2014-87 du 25/04/2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.



Décision n°	D2014-428
Reçue en Préfecture le	01 JUIL 2014
Affichée le	01 JUIL 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183298-CC

Fait à Montpellier, le

26 JUIN 2014

M. A. EL KANDOUSSI




Conseiller dans le domaine de la  
Communication

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant n°1 du marché de travaux n°257 T 14.01 de réalisation d'une couverture métallique sur machines climatiques à l'aquarium Mare Nostrum**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU le code des Marchés Publics et notamment son article 20 et 28,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Bernard TRAVIER en qualité de Vice-Président délégué à la Culture,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté d'approuver et conclure tous les avenants aux marchés Publics qui n'ont pas été soumis à la Commission d'Appel d'Offres, quand les crédits sont inscrits au budget, que la Communauté d'Agglomération agisse en qualité de pouvoir adjudicateur ou d'entité adjudicatrice,
- VU l'arrêté n°2014-77 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Monsieur Bernard TRAVIER dans le domaine « Culture »,
- VU la décision n°D2014-15 du 28 janvier 2014 autorisant la signature du marché n°257 T14.01 de réalisation d'une couverture métallique pour les machines climatiques de l'aquarium Mare Nostrum avec l'entreprise ATOLE

**CONSIDÉRANT** que la SERM agissant au nom et pour le compte de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a réalisé la construction de l'Aquarium Mare Nostrum,

**CONSIDÉRANT** la nécessité de modifier le type de lames de serrurerie utilisées pour la réalisation de la couverture métallique,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant n°1 au marché n°257 T14.01 de réalisation d'une couverture métallique pour les machines climatiques de l'aquarium Mare Nostrum est conclu avec l'entreprise ATOLE.

**ARTICLE 2 :** Cet avenant concerne la modification du type de lames de serrurerie utilisées pour la réalisation de la couverture métallique.

**ARTICLE 3 :** Le présent avenant s'élève à 8 450 € H.T.

**ARTICLE 4 :** Le nouveau montant du marché s'élève à 64 310 € H.T. Cette dépense est prévue au budget de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, chapitre 903.

**ARTICLE 5 :** Monsieur Thierry LAGET, Directeur Général de la SERM, titulaire du mandat d'études et de réalisation de l'Aquarium Mare Nostrum, est autorisé à signer l'avenant n°1 visé à l'article 1.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-429
Reçue en Préfecture le	04/07/14
Affichée le	04/07/14
Notifiée le	
Identifiant	Imc183325-cc

Fait à Montpellier, le

03 JUL. 2014

M. B. TRAVIER



Vice-Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier, délégué  
à la Culture

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à un avenant prorogeant l'occupation de locaux par la société  
DIASYS TECHNOLOGIES au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha**

- VU l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Chantal MARION en qualité de Vice-présidente,
- VU les délégations permanentes accordées par le Conseil Communautaire au Président, conformément au code général des collectivités territoriales, notamment celle d'autoriser l'occupation du domaine public à titre gratuit, ou payant si le tarif a été préalablement fixé par délibération,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12044 du 19 décembre 2013 qui fixe les tarifs et redevances d'occupation applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha,
- VU l'arrêté n°A2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Chantal MARION dans les domaines du Développement Economique et de l'Attractivité,
- VU la convention d'occupation du domaine public en date du 23 janvier 2006 passée entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et la société DIASYS TECHNOLOGIES pour l'occupation de locaux au sein de la pépinière d'entreprises Cap Alpha pour une durée de 36 mois, modifiée par avenants en date du 20 décembre 2006, 11 juillet 2007, 16 octobre 2008, 08 janvier 2009, 15 février 2010, 02 mars 2011, 01 février 2012, 02 octobre 2012, 04 février 2013, 24 avril 2013, 23 août 2013, 28 novembre 2013 et 17 février 2014,
- **CONSIDERANT** que la convention modifiée précitée arrive à échéance le 22 juillet 2014, que la société DIASYS TECHNOLOGIES a besoin d'une prorogation de trois mois complémentaires pour finaliser l'aménagement de ses nouveaux locaux sur le parc Euromédecine,
- **CONSIDERANT** que dans l'attente de son départ de la pépinière et pour permettre l'extension d'une autre entreprise au sein de Cap Alpha, la société DIASYS TECHNOLOGIES accepte de restituer à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2014 les modules B9 et B10 d'une surface totale de 24 m<sup>2</sup> situés au premier étage de la pépinière en zone jaune tout en déplaçant son activité à partir de la même date dans le module B8e1 de 12 m<sup>2</sup> situé au premier étage de la pépinière en zone rouge,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1 :** Un avenant, prorogeant la convention d'occupation du domaine public susvisée, est conclu avec la société DIASYS TECHNOLOGIES pour une période de trois mois à compter du 22 juillet 2014 jusqu'au 22 octobre 2014.

**ARTICLE 2 :** Conformément à l'article III.2 de la convention initiale prévoyant la réduction de la surface occupée par les entreprises au sein de la pépinière, la société est autorisée à restituer la

surface de 24 m<sup>2</sup> des modules B9 et B10 à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014 et à déplacer son activité dans le module B8e1 d'une surface de 12 m<sup>2</sup> à partir de la même date.

A compter de cette date, la surface occupée par la société passe de 188,30 m<sup>2</sup> à 176,30 m<sup>2</sup>.

**ARTICLE 3 :** A compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, la redevance mensuelle hors taxes et hors charges à payer par la société DIASYS TECHNOLOGIES pour la surface de 176,30 m<sup>2</sup> qu'elle occupe dans la pépinière Cap Alpha s'élève à 2 099,84 euros conformément au tarif applicable, approuvé par délibération n°12044 du Conseil de Communauté en date du 19 décembre 2013.

**ARTICLE 4 :** La recette résultant du présent avenant de prorogation est inscrite au budget de la Communauté d'agglomération chapitre 929.

**ARTICLE 5 :** Madame la Vice-Présidente Chantal MARION est autorisée à signer l'avenant visé à l'article 1 conformément à l'arrêté n° 2014-84 du 25 avril 2014 portant délégation de signature.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-430
Reçue en Préfecture le	02 JUL. 2014
Affichée le	02 JUL. 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc183403-AU

Fait à Montpellier, le

M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Décision relative à une acquisition foncière pour la  
réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway -ASL Etang de l'Or**

- **VU** l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004 approuvant l'avenant n° 1 à la convention de mandat relative à la réalisation de la 3<sup>ème</sup> ligne de tramway, désignant la SEM TaM seule titulaire du marché,
- **VU** l'arrêté préfectoral n° 2007-I-1185 du 18 juin 2007 déclarant d'utilité publique l'opération ligne 3 du tramway de Montpellier et l'extension ouest de la ligne 1 au profit de la communauté d'agglomération de Montpellier,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GIANIEL en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté, notamment celles d'autoriser d'une part les acquisitions foncières ou immobilières à l'amiable, par voie de préemption ou d'expropriation non soumises ou conformes aux évaluations de France Domaines, y compris la signature des traités d'adhésion à une ordonnance d'expropriation, d'acquisitions sous DUP, ainsi que des indemnités d'éviction dues aux occupants de parcelles acquises à l'amiable, préemptées ou expropriées par la Communauté et d'autoriser d'autre part la prise de possession anticipée et les conventions temporaires d'occupation de terrains publics et privés ou constituant une servitude,
- **VU** l'arrêté n° A2014-78 du 25 avril 2014 portant délégation de signature à Madame Isabelle GIANIEL dans le domaine des Transports et de la Mobilité,
- **CONSIDERANT** que la parcelle située au lieu-dit Le Ginestier à PEROLS, cadastrée section AT n°544 d'une surface de 395 m<sup>2</sup> appartenant à l'ASL Etang de l'Or, est nécessaire à la réalisation de la troisième ligne de tramway,
- **CONSIDERANT** la décision n°2008-547 du 12/11/2008 autorisant l'acquisition de la parcelle précitée,
- **CONSIDERANT** le renouvellement des conseillers municipaux et communautaires,

**D E C I D E**

**ARTICLE 1** : La décision n°2008-547 du 12/11/2008 est abrogée.

**ARTICLE 2 :** La Communauté d'Agglomération acquiert le terrain situé au lieu-dit Le Ginestier à PEROLS, cadastré section AT n°544 appartenant à l'ASL Etang de l'Or, d'une surface de 395 m².

**ARTICLE 3 :** Le prix d'acquisition de cette emprise est fixé à **2 370 €** (deux mille trois cent soixante dix euros), toutes indemnités confondues, au vu de l'avis du Service des Domaines.

**ARTICLE 4 :** L'acte d'acquisition de l'emprise désignée à l'article 1 ci-dessus est signé par :

- Madame Isabelle GIANIEL, Vice-présidente de la Communauté d'agglomération, conformément aux dispositions de l'arrêté n° A2014-78 du 25 avril 2014,
- Monsieur Jean-Luc FRIZOT, Directeur Général de TaM, conformément au mandat d'acquisition donné par la Communauté d'agglomération de Montpellier aux termes de la délibération n° 6083 du 30 juillet 2004, modifiée par la délibération n° 6289 du 21 décembre 2004.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Décision n°	D2014-434
Reçue en Préfecture le	23 JUIN 2014
Affichée le	23 JUIN 2014
Notifiée le	
Identifiant	Imc 183458-AU

Fait à Montpellier, le 23 JUIN 2014  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

## **PARTIE 3**

## **ARRETES**



	<i>Pages</i>
<b>Arrêté n°2014-107</b> : Composition du Comité Hygiène et Sécurité. (Abrogation de l'arrêté A2011-2291)	620
<b>Arrêté n°2014-108</b> : Désignation des représentants aux commissions de Réforme (Abrogation de l'arrêté A2012-2983)	622
<b>Arrêté n°2014-109</b> : Désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires	624
<b>Arrêté n°2014-110</b> : Arrêté de représentation au sein de la Commission Consultative des Services Publics (Abrogation de l'arrêté A2014-579)	627
<b>Arrêté n°2014-111</b> : Arrêté portant délégation de signature pour l'apposition du paraphe sur les registres des délibérations et des arrêtés	629
<b>Arrêté n°2014-112</b> : Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes	631
<b>Arrêté n°2014-114</b> : Arrêté relatif à la C.D.A.C en date du 03 juillet 2014	633
<b>Arrêté n°2014-115</b> : Délégation de fonction de Madame Catherine DARDE pour la période du 1 <sup>er</sup> au 15 août 2014	634
<b>Arrêté n°2014-116</b> : Délégation de signature accordée à Monsieur Pierre BONNAL du 15 au 31 août 2014	636
<b>Arrêté n°2014-118</b> : Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) de jeudi 17 juillet 2014	638
<b>Arrêté n°2014-119</b> : Délégation de signature accordée à Monsieur Yves NURIT – été 2014	640
<b>Arrêté n°2014-120</b> : délégation de signature relative aux produits agricoles accordée à Monsieur Yvon PELLET	642
<b>Arrêté n°2014-121</b> : Limites de l'exercice de la délégation de Madame Stéphanie JANNIN	643
<b>Arrêté n°2014-124</b> : Délégation de signature à Monsieur Pierre BONNAL pour la période du 16 au 31 août 2014 (Abrogation de l'arrêté A2014-116)	645



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté portant composition du Comité Hygiène et Sécurité

- **Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,
- **Vu** la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** le décret n°85-565 du 30 mai 1985 modifié relatif aux comités techniques paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements publics,
- **Vu** le décret n°85-603 du 10 juin 1985 modifié relatif à l'hygiène et la sécurité du travail ainsi qu'à la médecine professionnelle et préventive dans la fonction publique territoriale,
- **Vu** la délibération du Conseil de Communauté n°5928 du 29 juin 2004 portant création du comité d'hygiène et de sécurité de la collectivité,
- **Vu** la délibération du Conseil de Communauté n°8425 du 23 juillet 2008, fixant le nombre de représentants du personnel du Comité d'Hygiène et de Sécurité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n°2011-2291 du 13 septembre 2011 portant composition du Comité d'Hygiène et de Sécurité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le procès-verbal des opérations de recensement et de dépouillement pour l'élection des représentants du personnel au Comité d'Hygiène et de Sécurité de la Communauté d'Agglomération de Montpellier en date du 6 novembre 2008,
- **Vu** le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections de mars 2014,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté n° 2011-2291 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Le Comité Hygiène et Sécurité est composé :

## Comité Hygiène et Sécurité

Représentants de l'administration	Représentants du personnel
<p style="text-align: center;"><b>Titulaires</b></p> <p>M. Pierre BONNAL, Président, Mme Rosy BUONO, Titulaire, M. Guy BARRAL, Titulaire M. Christian FINA, Titulaire M. Jean-Claude HEMAIN, Titulaire</p> <p style="text-align: center;"><b>Suppléants</b></p> <p>Mme Régine ILLAIRE, Suppléante M. Jérémie MALEK, Suppléant Mme Eliane LLORET, Suppléante M. Yves NURIT, Suppléant M. Marc DANIEL, Suppléant</p>	<p style="text-align: center;"><b>Titulaires</b></p> <p>M. Mohamed CHEBLI, Titulaire M. Patrick SENDRA, Titulaire Mme Edwige HERNANDEZ, Titulaire Mme Laurence DOLADILLE, Titulaire M. François FOURES, Titulaire</p> <p style="text-align: center;"><b>Suppléants</b></p> <p>Mme Joëlle VILA, Suppléante M. Luc FRAPOLLI, Suppléant M. Gaspard INGRATO, Suppléant M. Patrick HOSOTTE, Suppléant M. Jean-Louis ESTEVE, Suppléant</p>

**ARTICLE 3** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-107
Transmis en Préfecture le	07/07/14
Affiché le	08/07/14
Notifié le	
Identifiant	Imc 182991 - AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

07 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté portant désignation des représentants aux Commissions de Réforme

- **Vu** le Code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- **Vu** la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- **Vu** l'arrêté ministériel du 4 août 2004 relatif aux commissions de réforme des agents de la Fonction Publique Territoriale et de la Fonction Publique Hospitalière,
- **Vu** la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- **Vu** l'arrêté n°2012-2983 du 11 octobre 2012 portant désignation des représentants appelés à siéger au sein des Commissions de Réforme,
- **Vu** la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014, relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **Vu** le renouvellement du Conseil Communautaire suite aux élections municipales de mars 2014,
- **Vu** l'arrêté n° 2014-109 du 7 juillet 2014 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : L'arrêté n°2012-2983 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2** : Les représentants désignés pour siéger aux commissions de réforme sont :

#### REPRÉSENTANTS DE L'ADMINISTRATION

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Pierre BONNAL	Mme Eliane LLORET
	M. Guy BARAL
Mme Rosy BUONO	Mme Régine HILAIRE
	M. Jérémie MALEK

# REPRÉSENTANTS DU PERSONNEL

## Catégorie A :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Nicolas BAUDOT	M. Frédéric MICHOLET
	M. Lionel PERNET
M. Jean-Philippe MERCIER	M. Régis MOYNIER
	M. Patrick HOSOTTE

## Catégorie B :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Jean-Marie MAS	M. Patrick CORNELLES
	M. François FOURES
Mme Michèle GIORGI	Mme Fabienne CARABASSE
	Mme Nathalie ESNAULT

## Catégorie C :

TITULAIRES	SUPPLEANTS
M. Jean-Luc MALRIC	Mme Christine LACROIX
	Mme Christel BALLUET QUINTANA
M. Frédéric DOLADILLE	Mme Valérie HORNA

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-108
Transmis en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affiché le	23 JUIL. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 184488-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Arrêté portant désignation des représentants des Commissions Administratives Paritaires

- VU le Code général des collectivités territoriales,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,
- VU le décret n°89-229 du 17 avril 1989 modifié, relatif aux commissions administratives paritaires des collectivités territoriales et de leurs établissements,
- VU la délibération n°6230 du Conseil du 21 décembre 2004 portant création des commissions administratives paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU l'arrêté n°2014-579 du 12 février 2014 portant constitution des Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n°2014-579 du 12 février 2014 susvisé est abrogé.

**ARTICLE 2 :** Les Commissions Administratives Paritaires de la Communauté d'Agglomération de Montpellier sont constituées comme suit :

#### **Commission Administrative Paritaire – Catégorie A**

##### **Représentants de l'administration**

##### **TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL, *Président de la commission administrative paritaire*

M. Pierre BONNAL

Mme. Rosy BUONO

Mme. Eliane LLORET

##### **Représentants de l'administration :**

##### **SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL

M. Yvon PELLET

Mme. Régine ILLAIRE

Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

##### **Représentants du personnel**

##### **TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 6*

M. Nicolas BAUDOT

*Groupe hiérarchique 5*  
M. Hervé DESMONS  
M. Patrick HOSOTTE  
Mme Pascale NABAFFA

**Représentants du personnel :**

**SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 6*  
M. Lionel PERNET  
*Groupe hiérarchique 5*  
M. Philippe BRAQUART  
M. Régis MOYNIER  
Mme Aline JAROUSSE

***Commission Administrative Paritaire – Catégorie B***

**Représentants de l'administration**

**TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL, *Président de la commission administrative paritaire*  
M. Pierre BONNAL  
Mme. Rosy BUONO  
Mme. Eliane LLORET

**Représentants de l'administration :**

**SUPPLEANTS**

M. Guy BARRAL  
M. Yvon PELLET  
Mme. Régine ILLAIRE  
Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES

**Représentants du personnel**

**TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 4*  
M. Patrick CORNELLES  
Mme Florence MOUSSET  
M. Mohamed CHEBLI  
*Groupe hiérarchique 3*  
M. Jean-Marie MAS

**Représentants du personnel :**

**SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 4*  
Mme Nathalie HOUDE  
Mme Françoise MOURGUES  
Mme Catherine LE MERRE  
*Groupe hiérarchique 3*  
M. François FOURES

***Commission Administrative Paritaire – Catégorie C***

**Représentants de l'administration**

**TITULAIRES**

M. Philippe SAUREL, *Président de la commission administrative paritaire*  
M. Pierre BONNAL

M. Guy BARRAL  
Mme. Eliane LLORET  
Mme. Rosy BUONO  
Mme. Régine ILLAIRE  
**Représentants de l'administration :**  
**SUPPLEANTS**  
M. Jérémie MALEK  
M. Yvon PELLET  
M. Abdi EL KANDOUSSI  
Mme. Jackie GALABRUN-BOULBES  
Mme. Isabelle TOUZARD  
Mme. Patricia MIRALLES

**Représentants du personnel**  
**TITULAIRES**

*Groupe hiérarchique 2*  
M. Frédéric DOLADILLE  
M. Patrick SENDRA  
*Groupe hiérarchique 1*  
Mme Edwige HERNANDEZ  
Mme Sandrine CAMPOS  
Mme Salmia BELADAM  
Mme Régine BARRY

**Représentants du personnel :**  
**SUPPLEANTS**

*Groupe hiérarchique 2*  
M. Pierre ANSELME  
M. Sauveur SPINA  
*Groupe hiérarchique 1*  
Mme Huguette CAVAILHES  
M. Jean Luc MALRIC  
M. José SALES-ALBELLA  
Mme Sara DJEBALI

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-109
Transmis en Préfecture le	07/07/14
Affiché le	08/07/14
Notifié le	
Identifiant	Smc183081-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

07 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté de représentation au sein de la Commission  
Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL)**

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 1413-1, L. 5211-9 et L. 5211-10,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Isabelle GUIRAUD en qualité de Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition de la Commission Consultative des Services Publics Locaux,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, membre de droit de la Commission Consultative des Services Publics Locaux, peut désigner une personne appelée à le représenter,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est attribuée à Madame Isabelle GUIRAUD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour siéger au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier. Dans ce cadre, Madame Isabelle GUIRAUD est autorisée à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Madame Isabelle GUIRAUD, la délégation définie à l'article 1<sup>er</sup> est accordée dans les mêmes conditions à Monsieur Pierre BONNAL, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-110
Transmis en Préfecture le	07/07/14
Affiché le	08/07/14
Notifié le	
Identifiant	Jmc 183134-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté portant délégation de signature pour l'apposition  
du paraphe sur les registres des délibérations et des arrêtés**

**VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.5211-9 et R.2122-8,

**VU** la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,

**VU** la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

**VU** la délibération n°12 196 du 15 avril 2014 portant élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

Considérant que le Code général des collectivités autorise le Président à déléguer à des agents sa signature pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés,

Considérant que le Président, pour assurer une bonne administration locale, souhaite déléguer sa signature pour l'apposition de ce paraphe.

**ARRETE**

**ARTICLE 1 :**

Le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier donne sous sa surveillance et sa responsabilité, délégation de signature à Monsieur Philippe Renaud, Directeur des Affaires Juridique et des Marchés Publics, ou en son absence ou en cas d'empêchement à Madame Laurence Bonnet, Directrice Adjointe des Affaires Juridiques ou en son absence ou en cas d'empêchement à Madame Fanie Duchier, Responsable de l'unité Conseil, pour l'apposition du paraphe sur les feuillets des registres des délibérations et des arrêtés.

**ARTICLE 2 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-111
Transmis en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affiché le	23 JUIL. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 183400-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Représentation du Président au sein de la Commission de Contrôle des Comptes

- **VU** le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI en qualité de membre du Bureau,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDÉ en qualité de 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente,
- **VU** la délibération du Conseil de Communauté n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition de la Commission de Contrôle des Comptes,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, membre de droit et président de la Commission de Contrôle des Comptes, peut désigner une personne appelée à le représenter,

### A R R E T E

**ARTICLE 1** : Délégation de fonction est attribuée à Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, conseiller délégué de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour siéger au sein de la Commission de Contrôle des Comptes en lieu et place du Président, en cas d'absence. Dans ce cadre, Monsieur Abdi EL KANDOUSSI est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur le Président et de Monsieur Abdi EL KANDOUSSI, la délégation définie à l'article 1<sup>er</sup> est accordée dans les mêmes conditions à Madame Catherine DARDÉ, 1<sup>ère</sup> Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 3** : Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président.

**ARTICLE 4** : Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

**ARTICLE 5** : Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-112
Transmis en Préfecture le	07/07/14
Affiché le	08/07/14
Notifié le	
Identifiant	Imc 183465-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

07 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Arrêté relatif à la C.D.A.C. en date du 3 juillet 2014**

- VU l'article L.5211-9 du Code Général des Collectivités Territoriales ;
- VU la délibération n°12196 portant élection du Président
- VU la convocation adressée par Monsieur le Préfet invitant le Président à siéger au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial le 3 juillet 2014

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est accordée à Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour siéger et voter le 3 Juillet 2014 au sein de la Commission Départementale d'Aménagement Commercial de l'Hérault en qualité de Vice-Présidente, pour l'examen d'un projet de création d'un ensemble commercial par création de 2 moyennes surfaces spécialisées dans l'équipement de la maison et une boutique, d'une surface de vente totale de 1 504 m<sup>2</sup>, situé Pailletrice – Route de la Mer à Pérols (34)

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la surveillance et la responsabilité du Président ;

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des relations avec les Collectivités Territoriales et affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Arrêté n°	A2014-114
Transmis en Préfecture le	01/07/14
Affiché le	01/07/14
Notifié le	
Identifiant	Imc183777-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

01 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de fonction à Madame C. DARDE pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 août 2014

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L5211-9,
- VU la loi 83-634 du 13 juillet modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 par laquelle le Conseil de Communauté a donné délégation permanente au Président dans des domaines précis,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Première Vice-Président,
- **CONSIDERANT** qu'en l'absence de Monsieur le Président du 1<sup>er</sup> au 15 août 2014 inclus, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de fonction est attribuée à Madame Catherine DARDE, Première Vice-Présidente. En cette qualité Madame Catherine DARDE remplace le Président dans la plénitude de ses fonctions. Cette délégation est attribuée pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 août 2014 inclus.

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est attribuée à Madame Catherine DARDE, à l'effet notamment de signer les délibérations et toutes convocations adressées aux conseillers communautaires. Cette délégation est attribuée pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 août 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Délégation de signature est attribuée à Madame Catherine DARDE, à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L5211-10 du Code général des Collectivités Territoriales. Cette délégation est attribuée pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 août 2014 inclus.

**ARTICLE 4 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Madame DARDE pendant la période du 1<sup>er</sup> au 15 août, les délégations visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté sont attribuées à Monsieur Pierre BONNAL pour la période du 4 au 15 août inclus.

**ARTICLE 5 :** En cas d'absence concomitante de Madame DARDE et de Monsieur BONNAL pendant la période du 1<sup>er</sup> au 15 août, les délégations visées aux articles 2 et 3 du présent arrêté sont attribués à Monsieur El Kandoussi pour la période du 1<sup>er</sup> au 15 août inclus.

**ARTICLE 6 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Arrêté n°	A2014-115
Transmis en Préfecture le	24 JUIL. 2014
Affiché le	24 JUIL. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 184241 AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

**Délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre BONNAL du 15 au 31 août 2014**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.1411-5 et L.5211-9,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12201 du 22 avril 2014 par laquelle le Conseil de Communauté a donné délégation permanente au Président dans des domaines précis,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de Première Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **CONSIDERANT** qu'en l'absence concomitante de Madame Catherine DARDE, Première Vice-Présidente et de Monsieur Christian FINA Directeur général des Services, du 16 au 31 août 2014 inclus, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Délégation de signature est attribuée à Monsieur Pierre BONNAL, à l'effet de signer les décisions prises sur la base de l'article L 5211-10 du Code général des Collectivités Territoriales. Cette délégation est également donnée pour les actes et décisions mentionnés aux articles 1 et 2 des arrêtés de délégation accordés aux Vice-Présidents en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci. Délégation est également accordée à Monsieur Pierre BONNAL à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération telle que définies dans l'arrêté de délégation accordé à Monsieur Max LEVITA en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Cette délégation est attribuée pour la période du 16 au 31 août 2014 inclus.

**ARTICLE 2 :** En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Pierre BONNAL, lesdélégations définies à l'article 1, sont données dans les mêmes conditions à Monsieur Yves NURIT Directeur Général Adjoint des Services

Cette délégation est attribuée pour la période du 16 au 31 août 2014 inclus.

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-116
Transmis en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affiché le	23 JUIL. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 184272-AR

Fait à Montpellier, le 23 JUIL. 2014  
M. Philippe SAUREL

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Arrêté de représentation du Président au sein de la Commission  
Consultative des Services Publics Locaux (CCSPL) du jeudi 17 juillet 2014**

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5211-9,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Cyril MEUNIER en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12233 du 19 mai 2014 relative à la composition et à l'élection des membres de la Commission Consultative des Services Publics Locaux Démocratie de Proximité,
- VU l'arrêté n°2014-110 du 7 juillet 2014, portant représentation du Président au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux Démocratie de Proximité,
- **CONSIDERANT** que le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, membre de droit de la Commission Consultative des Services Publics Locaux peut désigner une personne appelée à le représenter,
- **CONSIDERANT** que Madame Isabelle GUIRAUD et Monsieur Pierre BONNAL ne peuvent assister à la Commission Consultative des Services Publics Locaux, qui se déroulera le 17 juillet 2014,

**A R R E T E**

**ARTICLE 1 :** En l'absence de Madame Isabelle GUIRAUD et de Monsieur Pierre BONNAL, délégation de fonction est attribuée à Monsieur Cyril MEUNIER, Vice-Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, pour siéger au sein de la Commission Consultative des Services Publics Locaux en tant que représentant du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier pour la séance du 17 juillet 2014. Dans ce cadre et pour cette séance, Monsieur Cyril MEUNIER est autorisé à signer tous les actes, courriers et documents administratifs se rattachant à cette compétence.

**ARTICLE 2 :** Cette délégation s'exercera sous la responsabilité et la surveillance du Président pour la séance de la Commission Consultative des Services Publics Locaux du 17 juillet 2014 uniquement.

**ARTICLE 3 :** Copie du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet de l'Hérault, Direction des Collectivités territoriales et sera affiché au siège de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

Arrêté n°	A2014-118
Transmis en Préfecture le	le 16/07/2014.
Affiché le	16/07/2014
Notifié le	
Identifiant	Imc184644-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

16 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



**LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE  
D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

**Délégation de signature accordée à M. NURIT - été 2014**

- VU le Code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L. 5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droit et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le décret n° 2006-975 du 1<sup>er</sup> août 2006 portant code des marchés publics 2006,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la note de service 2010-04 n°153 du 16 avril 2010 portant affectation de Monsieur Christian FINA sur l'emploi de Directeur Général des Services,
- VU la note de service n°2009- 09- 454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,

**CONSIDERANT** que M. Christian Fina sera absent du 1<sup>er</sup> au 31 août 2014 et qu'il est nécessaire d'assurer la continuité des services durant cette période,

**ARRETE**

**ARTICLE 1** : En l'absence de M. Christian FINA, du 1<sup>er</sup> au 31 août 2014, les délégations de signature dont il est attributaire sont accordées à M. Yves NURIT.

**ARTICLE 2** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de MM Christian FINA et Yves NURIT, les délégations visées à l'article 1<sup>er</sup> sont accordées à Monsieur Jean-Claude HEMAIN.

**ARTICLE 3** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de MM. Christian FINA,, Yves NURIT ET Jean-Claude HEMAIN, les délégations visées à l'article 1<sup>er</sup> sont accordées à Monsieur Marc DANIEL.

**ARTICLE 4** : En cas d'absence ou d'empêchement concomitants de MM. Christian FINA, Yves NURIT, Jean-Claude HEMAIN et Marc DANIEL les délégations visées à l'article 1<sup>er</sup> sont accordées à Madame Christel CÉLIÉ.

**ARTICLE 5**: Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-119
Transmis en Préfecture le	23 JUIL. 2014
Affiché le	23 JUIL. 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc184775-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

23 JUIL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Délégation de signature relative aux produits agricoles accordée à M. PELLET

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L.5211-10,
- VU la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU les délégations permanentes accordées au Président par le Conseil de Communauté,
- VU la qualité de conseiller communautaire de Monsieur Yvon PELLET,

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Monsieur Yvon Pellet est chargé de la promotion des produits agricoles et viticoles, ainsi que des fêtes participant à la promotion de ces produits et des activités économiques traditionnelles, relevant du patrimoine des communes membres.

**ARTICLE 2** Monsieur Yvon Pellet exerce cette délégation auprès de madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente déléguée à l'Emploi aux TPE/PME, à l'Artisanat et l'Agriculture

**ARTICLE 3 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-120
Transmis en Préfecture le	0 1 AOUT 2014
Affiché le	0 1 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 184859-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.





## LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER

### Limites de l'exercice de la délégation de Mme JANNIN

- VU le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.5211-9 et L. 5211-10,
- VU la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique, notamment son article 2 ;
- VU le décret n°2014-90 du 31 janvier 2014 portant application de l'article 2 de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013 relative à la transparence de la vie publique ;
- VU le Code des marchés publics en vigueur,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12196 du 15 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Philippe SAUREL en qualité de Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n°12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Stéphanie JANNIN en qualité de Vice-Présidente,
- VU l'arrêté du Président n°A2014-73 du 25 avril 2014 portant délégation de fonction à Mme JANNIN en matière d'urbanisme et d'aménagement ;

**Considérant** qu'en application de la loi n°2013-907 du 11 octobre 2013, constitue un conflit d'intérêts toute situation d'interférence entre un intérêt public et des intérêts publics ou privés qui est de nature à influencer ou à paraître influencer l'exercice indépendant, impartial et objectif d'une fonction,

**Considérant** qu'en application de ladite loi et de son décret d'application susvisé, Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente déléguée à l'urbanisme et à l'aménagement, est susceptible de paraître en situation de conflit d'intérêts dans les relations qu'elle pourrait avoir dans l'exercice de ses fonctions avec :

- Le cabinet d'architectes-urbanistes RKNL- Nicolas JANNIN dont elle est salariée, en position de congés maternité,
- L'agence d'architecture BPA (Boyer-Percheron-Assus), dont elle a été salariée de 2004 à 2011,
- Le cabinet ACO Architecture Urbanisme Design
- La Maison de l'Architecture.

### A R R E T E

**ARTICLE 1 :** Madame Stéphanie JANNIN, Vice-Présidente de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, s'abstiendra d'exercer la délégation de fonction lui ayant été consentie, dès lors que celle-ci sera susceptible de l'amener à traiter, de relations de quelque type que ce soit entre la Communauté d'Agglomération de Montpellier et :

- Le cabinet d'architectes-urbanistes RKNL- Nicolas JANNIN,
- L'agence d'architecture BPA (Boyer-Percheron-Assus),
- Le cabinet ACO Architecture Design,
- La Maison de l'Architecture sise 1, place Paul Bec à Montpellier.

**ARTICLE 2 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération et Monsieur le Trésorier Principal Municipal sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-121
Transmis en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affiché le	01 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Tmc 18 4868-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUIL. 2014



Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.



## **LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE MONTPELLIER**

### **Délégation de signature à Monsieur Pierre BONNAL pour la période du 16 au 31 août**

- VU le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses articles L 1411-5 et L 5211-9,,
- VU le Code des Marchés Publics,
- VU la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée, portant droits et obligations des fonctionnaires,
- VU la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12201 du 22 avril 2014 par laquelle le Conseil de Communauté a donné délégation permanente au Président dans des domaines précis,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Madame Catherine DARDE en qualité de première Vice- Présidente,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Max LEVITA en qualité de Vice-Président,
- VU la délibération du Conseil de Communauté n° 12200 du 22 avril 2014 relative à l'élection de Monsieur Pierre BONNAL en qualité de Vice-Président,
- VU la note de service n°2009-09-454 du 22 septembre 2009 portant affectation de Monsieur Yves NURIT sur l'emploi de Directeur Général Adjoint des Services,
- **CONSIDERANT** qu'en l'absence concomitante de Madame Catherine DARDE, Première Vice-Présidente et de Monsieur Christian FINA, Directeur Général des Services du 16 au 31 août inclus, il apparaît nécessaire d'assurer la continuité du service public,

### **ARRETE**

**ARTICLE 1 :** L'arrêté n° A2014-116 du 23 juillet 2014 est abrogé

**ARTICLE 2 :** Délégation de signature est donnée à Monsieur Pierre BONNAL à l'effet de signer les décisions et actes mentionnés aux articles 1 et 2 des arrêtés de délégation de signature accordés aux Vice-Présidents, en cas d'absence ou d'empêchement de ceux-ci.

Délégation de signature est également accordée à Monsieur Pierre BONNAL à l'effet de signer l'ensemble des pièces comptables de la Communauté d'Agglomération de Montpellier telles que définies dans l'arrêté de délégation n° 2014-97 du 25 avril 2014 accordé à Monsieur Max LEVITA en cas d'absence ou d'empêchement de celui-ci.

Ces délégations sont accordées pour la période du 16 au 31 août 2014.

**ARTICLE 3 :** En cas d'absence ou d'empêchement concomitant de Monsieur Pierre BONNAL et du Vice-Président compétent, les délégations accordées à l'article 1 sont données dans les mêmes conditions à Monsieur Yves Nurit, Directeur général adjoint des Services, pour la période du 16 au 31 août 2014.

**ARTICLE 4 :** Monsieur le Directeur Général des Services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Arrêté n°	A2014-124
Transmis en Préfecture le	01 AOUT 2014
Affiché le	01 AOUT 2014
Notifié le	
Identifiant	Imc 185283-AR

Fait à Montpellier, le  
M. Philippe SAUREL

31 JUL. 2014

Président de la Communauté  
d'Agglomération de Montpellier



Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.